Robert Vandycke
Sociologue québécois
Professeur à l'Université de Montréal

1987

Nationalisme populaire et dépendance : la Bolivie de 1936 à 1972

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole
Professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
et collaboratrice bénévole

Courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Dans le cadre de la collection : "Les classiques des sciences sociales"
dirigée et fondée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web : http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web : <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Un document produit en version numérique par Mme Marcelle Bergeron, bénévole,
professeure à la retraite de l'École Dominique-Racine de Chicoutimi, Québec
courriel : <mailto:mabergeron@videotron.ca>

Robert Vandyck, sociologue québécois
Université de Montréal

Nationalisme populaire et dépendance : la Bolivie de 1936 à 1972.
Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin (1987), 266 pp.

M. Robert Vandycke est sociologue et professeur au département de
sociologie de l'Université de Montréal.

[L'auteur nous a autorisé, le 14 avril 2004, à diffuser la totalité de ses
publications: articles et livres]

Courriels : robert.vandycke@umontreal.ca ou
robert.vandycke@videotron.ca

Polices de caractères utilisés :

Pour le texte : Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word
2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 21 septembre 2004 à Chicoutimi, Québec.

Robert Vandycke

Sociologue, Université de Montréal

**Nationalisme populaire et dépendance :
la Bolivie : (1936-1972)**

Montréal : Les Éditions coopératives Albert Saint-Martin (1987), 266 pp.
Collection “ Internationale ”

Malgré la rareté et la fiabilité contestable des sources disponibles pour l'étude des mouvements sociaux et des organisations politiques en Amérique latine, l'auteur a retracé et analysé l'émergence, les réalisations et le déclin du nationalisme populaire en Bolivie.

Après une mise en situation des différents groupes sociaux en Amérique du Sud, Robert Vandycke procède à l'étude de la Bolivie de 1936 à 1972 : le passage de l'oligarchie à la révolution, l'alliance de classes, les politiques du M.N.R. et de l'organisation syndicale et la militarisation de l'État, qui viendra consacrer l'échec du régime. L'auteur démontre que ce dernier doit s'analyser en relation avec la position de dépendance du pays, incompatible avec la stratégie de développement adoptée par le gouvernement révolutionnaire.

Un document à lire pour une meilleure compréhension de cette partie du monde.

Robert Vandycke enseigne la sociologie du développement et la sociologie du droit à l'Université de Montréal. Il enseignait et faisait de la recherche en Bolivie en 1964-1965 au moment du changement de régime.

Table des matières

Introduction

PREMIÈRE PARTIE LES RAPPORTS SOCIAUX EN AMÉRIQUE LATINE

Chapitre I : L'impérialisme : surexploitation de classe ou spoliation capitaliste ?

- A. Une lutte des classes à l'échelle mondiale (Samir Amin).
 - 1. – La contradiction bourgeoisie-prolétariat
 - 2. – De l'exploitation du producteur à l'échange inégal
 - 3. – Le prolétariat et le développement national
- B. Spoliation et exploitation capitalistes (A. Gunder Frank).
 - 1. – La triple tare de la bourgeoisie en Amérique latine
 - 2. – Les acteurs en présence
- C. Convergences et divergences.

Chapitre II : De l'impérialisme à la dépendance.

- A. L'anti-impérialisme de type nationalitaire (A. Abdel Malek).
- B. Vers une théorie de la dépendance (F. H. Cardoso).
 - 1. – Aspects méthodologiques
 - 2. – Une théorie de la dépendance
- Conclusion.

Chapitre III : Les groupes sociaux latino-américains dans la périodisation.

- A. La périodisation en Amérique latine.
- B. Les groupes sociaux et leurs rapports dans l'histoire de l'Amérique latine.
 - 1. – De l'oligarchie à la bourgeoisie
 - 2. – La classe moyenne
 - 3. – La classe ouvrière
 - 4. – Masses rurales et urbaines

Conclusion de la première partie.

DEUXIÈME PARTIE LA RÉVOLUTION NATIONALE-POPULAIRE EN BOLIVIE

Chapitre I : De l'oligarchie à la Révolution nationale- populaire.

- A. L'oligarchie minière et son rôle politique et économique.
- B. Les forces sociales dans le système oligarchique.
- C. De la crise hégémonique à la destruction de l'oligarchie.
- D. Une révolution nationaliste et populaire.
- E. Un procès de dégradation à trois niveaux.

Chapitre II : L'organisation de l'alliance de classes. Idéologie et programme du M.N.R.

- A. Structures et orientations du M.N.R. avant la révolution.
- B. Nécessité et finalités d'une large alliance de classes.
- C. Signification et portée de la Révolution nationale.
- D. De l'intégration conflictuelle à la dissolution de l'alliance.

Chapitre III : L'alliance de classes à l'épreuve des politiques du M.N.R.

- A. La Réforme agraire et son application.
 - 1. – Dispositions juridiques
 - 2. – La production agricole après la Réforme
 - 3. – Faillite et dépendance institutionnelles
- B. La nationalisation des mines.
 - 1. – La production dans les mines nationalisées
 - a) Situation de l'industrie de l'étain sous le M.N.R.
 - b) Facteurs internes du déclin de l'industrie minière
 - 2. – Le capital étranger au secours de l'entreprise d'État
 - a) Le Plan triangulaire et ses priorités
 - b) Dépendance et stratégie de développement
 - 3. – Bilan et perspectives de la nationalisation
- C. L'aide étrangère : influence, incitations, conditions.
- D. Le M.N.R. victime de ses politiques.
 - 1. – Du renversement des alliances à la fin du régime
 - 2. – Politique partisane et contradictions de l'alliance de classes
 - 3. – Déclin du M.N.R. et émergence d'un régime à prépondérance militaire

Chapitre IV : Les orientations syndicales.

- A. Naissance et développement du syndicalisme.
- B. Orientations du syndicalisme et luttes de tendances après 1952.
 - 1. – Syndicalisme et participation gestionnaire
 - a) Positions de Lechin et du P.O.R.
 - b) Positions du P.C.B.
 - 2. – Libérations nationale et sociale et modèle de développement : conceptions syndicales
- C. Spécificité du syndicalisme dans les centres urbains.
 - 1. – *Ferrovianos* et *fabriles* : deux types d'orientations
 - 2. – Solidarité entre mineurs et *fabriles*
- D. De la stratégie participationniste à l'exclusion.

Chapitre V : L'organisation syndicale et ses rôles.

- A. La participation à la gestion politique et économique.
 - 1. – Le syndicat dans les appareils politiques
 - 2. – Le Contrôle ouvrier, ou la participation à la gestion des appareils économiques de l'État
 - a) Dispositions juridiques
 - b) De l'esprit de la loi au fonctionnement du Contrôle
- B. La C.O.B. : unité et conflits.
 - 1. – L'unité organisationnelle du syndicalisme
 - 2. – Le pluralisme idéologique et l'unité syndicale
- C. Les syndicats paysans et étudiants.
 - 1. – Le syndicalisme paysan
 - 2. – Le mouvement étudiant et son organisation

Chapitre VI: La militarisation de l'État.

A. Les gouvernements militaires d'orientation populiste.

B. Les gouvernements militaires après 1964.

1. – L'armée dépendante et l'idéologie de la sécurité nationale
2. – L'armée au pouvoir
 - a) Courants idéologiques au sein de l'armée
 - b) Politiques militaires
3. – La victoire du courant bureaucratique-autoritaire

Conclusion générale

Liste des principaux sigles

Quelques points de repère chronologiques

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

En avril 1952, les efforts conjugués de la petite bourgeoisie urbaine et des mineurs emportent le régime chancelant de l'oligarchie bolivienne et placent le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) à la tête de l'État. Mais en s'attaquant au pouvoir politique et économique de l'oligarchie par le suffrage universel, la nationalisation des principales mines et la réforme agraire, le parti au pouvoir modifie sans la détruire la relation de dépendance qui existait entre le pays et les grandes puissances économiques, en particulier les États-Unis. Si l'extraction est largement contrôlée par l'État national, c'est cependant à l'étranger que continue de s'effectuer la transformation du minerai bolivien. Plusieurs années s'écouleront avant qu'éclate au grand jour l'incompatibilité entre la participation du mouvement ouvrier à la gestion de l'État et l'adoption d'une politique de rationalisation économique inspirée par les États-Unis et les grands organismes financiers internationaux : le nationalisme populaire a vécu et c'est désormais l'armée qui, à la tête d'un État bureaucratique-autoritaire, dirige un processus dans lequel l'aspect conservateur l'emporte sur la dimension modernisatrice.

L'émergence, les réalisations et le déclin du nationalisme populaire bolivien sont au centre de cette étude. La littérature sociologique nous a déjà familiarisés avec les régimes populistes qui se sont imposés au Brésil et en Argentine au cours du second tiers de ce siècle ; par contre, il s'est effectué peu de recherches sur les régimes issus d'une révolution réalisée sous le double sceau de la participation populaire et d'une orientation nationaliste. Pourtant, il existe des différences

notables entre ces types de changement social, qui s'inscrivent d'ailleurs dans des cadres sociaux et économiques distincts.

Défini sommairement, le populisme apparaît comme le déplacement progressif du centre du pouvoir – qui tend à passer de l'oligarchie aux groupes urbains favorables au développement économique intérieur – et la poursuite d'une politique d'équilibre, réalisée sous l'égide d'un chef charismatique, entre les principales forces sociales : la bourgeoisie industrielle, la classe ouvrière et, encore dans une large mesure, l'oligarchie. Or, dans le contexte spécifique des sociétés qui tirent la majeure partie de leurs devises de l'exportation de minerais, et en Bolivie particulièrement, les tentatives populistes ont rapidement avorté et avec elles ont disparu les quelques réformes sociales ou fiscales entreprises durant cette période ; les forces sociales boliviennes intéressées à la diversification de l'économie et à l'industrialisation du pays étaient encore trop faibles et l'oligarchie minière adoptait une stratégie de croissance sur un plan strictement international.

La révolution nationale-populaire répond donc à cette situation de blocage et de répression dans une conjoncture particulière de crise économique et politique. Après 1952, en effet, l'État – et le parti qui s'empare de tout son appareil – gère les principaux centres miniers du pays et acquiert ainsi un certain contrôle sur le développement économique intérieur ; par ailleurs, la marge de manœuvre du gouvernement reste limitée, tant parce que le minerai continue d'être transformé à l'étranger que par le déclin de l'industrie bolivienne de l'extraction ; de plus, le secteur secondaire de l'économie reste embryonnaire. Réaménagement partiel du lien de dépendance par conséquent, mais aussi bouleversement brutal dans la position de pouvoir des différentes classes sociales : la domination de l'oligarchie est détruite et, si la petite bourgeoisie triomphe, elle n'en doit pas moins compter avec un mouvement ouvrier autonome et concéder à ses représentants une participation dans les organes de décision politique et un pouvoir de contrôle étendu dans les grandes entreprises d'État. Enfin, si l'on retient la dualité institutionnelle et l'exclusion sociale comme éléments essentiels de la situation de sous-développement, il est clair que la réforme agraire et la syndicalisation des paysans représentent un progrès important au point de vue de leur intégration sociale et même politique et économique.

On le voit, l'examen de la spécificité de la révolution nationale-populaire, par rapport aux régimes populistes des grands pays voisins, renvoie aux trois grands concepts qui figurent au centre des principales analyses sociologiques consacrées aux rapports sociaux en Amérique latine : relation de dépendance, rapports de classe et sous-développement en tant que ce dernier signifie l'exclusion pour une partie importante de la population des institutions centrales de la société et qu'il concerne donc les rapports des masses et des classes. Or, une des difficultés à

laquelle on est immédiatement confronté réside précisément dans la manière dont ces trois concepts centraux ont été traités dans la littérature : ils n'y apparaissent pas toujours définis de façon claire et distincte et il est d'autant plus difficile de s'accorder sur leur place et leurs relations réciproques à l'intérieur d'une théorie.

Il serait illusoire d'espérer résoudre des questions aussi générales dans le cadre restreint de cette étude. On s'emploiera plus modestement à dégager de la littérature un certain nombre d'alternatives théoriques en la matière, tandis que, dans l'analyse du changement social en Bolivie, on partira d'une double prémisse : le caractère complexe des rapports sociaux et le caractère distinct mais interrelié de chacune de leurs dimensions – classes, dépendance, développement – par rapport aux deux autres. C'est pourquoi l'examen de la structure de classe en Bolivie trouve son prolongement naturel et indispensable dans l'analyse de trois organisations : le parti politique dominant jusqu'en 1965 (M.N.R.), le syndicat (C.O.B.) et l'armée. Il s'agit d'établir non seulement leurs relations avec l'État ou leur position au sein de celui-ci, mais aussi la manière dont ces appareils sont parvenus à conjuguer l'action de forces sociales distinctes autour d'un projet collectif ou à établir des alliances stables, en vue de consolider leur position dans le jeu politique. Dans l'un ou l'autre cas, les conduites observables ne peuvent s'analyser, par conséquent, en termes exclusifs de rapports de classes (ou de dépendance, ou d'exclusion) ; c'est la combinaison spécifique des orientations prises sur chacun de ces trois plans qui permet de classer et de comprendre le comportement politique des forces en présence, les stratégies et les enjeux. Bref, dans les sociétés dépendantes, le jeu politique n'est pas une transcription fidèle des rapports de classes : ces dernières sont trop faibles ou désarticulées pour que les clivages politiques puissent épouser avec exactitude leurs contours.

De ces trois concepts qui figurent au centre de notre problématique, dépendance, classes et sous-développement, on aura l'occasion de reparler au cours des premiers chapitres de cet ouvrage. Cependant, la notion de dépendance mérite une brève discussion préliminaire. On sait, en effet, qu'il faut attribuer à F.H. Cardoso sinon la paternité du concept, du moins son accession au rang de catégorie scientifique et son utilisation dans un discours théorique doté de cohérence et de rigueur. Mais naturellement, l'acception du mot est influencée par le terrain d'investigation privilégié par cet auteur : les sociétés les plus développées d'Amérique latine, en particulier le Brésil. Dans ce cadre-là, il est relativement aisé d'observer les modifications structurelles de l'économie britannique, puis américaine, avec les conséquences qu'elles entraînent pour des pays comme l'Argentine ou le Brésil, dans la mesure où ceux-ci sont appelés à s'ajuster aux besoins nouveaux du marché international. De la même façon on peut, comme le fait Cardoso, examiner ensuite la manière dont les conflits et les clivages se constituent,

dans cette partie de l'Amérique latine, en réponse à ces changements dans les modalités de la dépendance.

Par contre, là où le niveau de développement n'autorise pas une telle adaptation et où l'on continue, bon an mal an, à exporter les matières premières non transformées en échange de produits manufacturés, le concept de dépendance ne peut être fécond, selon nous, qu'à une condition : l'accent doit être déplacé des modifications dans la relation économique entre les sociétés industrialisées et leurs partenaires moins développés et porter davantage sur l'incidence des politiques des États-Unis et des organismes internationaux dans lesquels leur influence est prépondérante, tels les conditions et les objectifs de l'aide économique et de l'investissement, la conception des régimes à soutenir ou à défaire, les réformes sociales à encourager ou à combattre. En Bolivie, la naissance d'un processus de substitution des importations et la formation d'une bourgeoisie et d'un prolétariat industriel n'expliquent pas la destruction du système oligarchique en 1952 ; et l'on peut difficilement imputer le déclin et la chute du régime nationaliste-populaire à la tendance des transnationales américaines à investir dans le secteur manufacturier bolivien et à l'affaiblissement consécutif de la bourgeoisie nationale.

Bref, dans le cas de la Bolivie comme dans celui du Brésil, le lien de dépendance est fondamental. Mais ce dernier ne saurait présenter des formes ou modalités identiques dans les deux pays ; en particulier, la réorganisation des rapports sociaux en vue d'une compatibilité avec les nouvelles relations internationales, politiques et économiques, s'effectue par des mécanismes distincts.

C'est ainsi que l'aide internationale occupera une place importante dans notre analyse du procès de dégradation des institutions établies par la révolution bolivienne. Il s'agira de montrer de façon très concrète comment les finalités et objectifs assignés à cette assistance par les plus puissantes des sociétés industrialisées, se sont matérialisés par des changements politiques et institutionnels, en Bolivie. On retiendra en particulier le rôle de l'Alliance pour le progrès, ainsi que celui du Plan triangulaire destiné à redresser l'industrie minière, dans la conception et l'adoption par le gouvernement d'une politique économique et sociale inacceptable pour le syndicat, c'est-à-dire pour l'un des piliers essentiels du régime national-populaire.

Mais l'intérêt porté aux relations internationales ne doit pas conduire à sous-estimer les dimensions internes de la situation, comme la structure de classe, les niveaux de mobilisation et d'organisation des acteurs, leurs idéologies et stratégies et, enfin, les rapports de force des principaux groupes constitués. Il ne suffit pas, en effet, de montrer comment les transformations « externes » appellent une réorganisation des rapports sociaux dans les pays qui ne contrôlent pas le

processus de leur industrialisation. Le changement dans ce qu'il peut avoir de spécifique n'est connaissable qu'à travers l'étude des orientations, des stratégies et des affrontements des forces en présence dans une société ou dans un type de société. Et c'est sans doute l'un des mérites majeurs du concept de dépendance que de le rappeler. On se propose par conséquent, dans cet ouvrage, d'analyser la manière dont les forces sociales boliviennes ont été amenées à s'aligner et à définir leurs positions par rapport à des incitations externes et à voir comment, dans ce cadre, leurs conflits et leurs stratégies ont produit un résultat donné.

Mais une analyse socio-historique de la Bolivie ne se heurte pas seulement à la nécessité d'adapter les théories et concepts élaborés dans d'autres contextes. Il faut aussi résoudre les problèmes soulevés par la rareté, la nature et la fiabilité des sources disponibles. On sait combien les analyses sociales, politiques ou économiques sont, dans ce pays, très souvent marquées du sceau de la partisanerie. Il n'est pas rare, en effet, que même les universitaires et leurs travaux s'identifient étroitement aux conceptions et alternatives proposées par une formation politique et que cette allégeance soit de notoriété publique. On ne peut donc considérer *a priori* de tels ouvrages ou articles comme véhiculant une information brute relativement sûre. Dès lors on a limité autant que possible le recours à ce type de sources, du moins lorsque les renseignements fournis par elles n'étaient pas corroborés par d'autres témoignages à la fois indépendants et convergents.

Ainsi, comment accorder foi aux affirmations de l'ancien ministre du Gouvernement (ou de l'Intérieur) du Président Barrientos, Antonio Arguedas¹, lorsqu'il soutient que le chef syndical Juan Lechin a reçu des fonds de la C.I.A., si d'autres témoignages moins suspects ne viennent confirmer ces accusations ? Par ailleurs, comment ignorer les dires ou les écrits d'acteurs engagés et partiaux, certes, mais qui sont détenteurs de postes de premier plan comme celui de Président de la COMIBOL ? Lorsqu'il sera fait état de ce genre de témoignage à la fois privilégié et intéressé, il faudra s'efforcer de toujours situer brièvement son auteur dans le champ socio-politique.

Tels sont quelques-uns des problèmes auxquels on est confronté lorsqu'on étudie une société dans laquelle les statistiques elles-mêmes n'échappent pas aux

¹ Sur le rôle de ce personnage dans la publication du carnet de route du Ché et sur ses liens avec la C.I.A., voir Victor MARCHETTI, John D. MARKS, « La CIA et le culte du renseignement », Paris, Robert Laffont, 1976, spécialement pp. 131-136. Rappelons brièvement qu'avant d'être considéré comme l'un des proches du Général Barrientos, Antonio Arguedas avait eu un passé de militant communiste, puis de membre du M.N.R. de Paz Estenssoro. C'est le même individu qui confessa à la fois être à la solde de la C.I.A. – comme d'autres membres du gouvernement bolivien – et avoir livré la teneur du carnet de route du Ché à Cuba, avant de mourir assassiné dans une rue de La Paz.

manipulations des gouvernements successifs. Ils incitent à une prudence toute particulière dans le recours aux données secondaires. Autant que possible, on s'est donc référé à des sources primaires, bien que les paragraphes sur la réforme agraire et le mouvement paysan, qui ne figurent pas au centre de notre analyse du changement en Bolivie, fassent assez largement appel à des analyses antérieures, relativement sûres. Pour ce qui des antécédents historiques des situations analysées, on a dû recourir aux quelques travaux disponibles, malgré leurs lacunes éventuelles ; c'est le cas notamment pour la naissance du mouvement ouvrier, ou dans une moindre mesure pour les tentatives de réformes populistes entreprises par les militaires entre 1936 et 1945. Pour le reste, on s'est efforcé de « faire parler » autant que possible les discours, résolutions de congrès, textes législatifs et décisions politiques tout en organisant leur dialogue autour des trois concepts centraux de rapports de classe, dépendance et sous-développement.

Parfois, plutôt que de procéder à un survol systématique et superficiel de l'ensemble des documents accessibles on a préféré mettre l'accent sur certains d'entre eux, correspondant à des moments clés. On pensait ainsi mieux saisir l'évolution de la situation, le renversement de perspectives d'un groupe organisé. Rien n'est, par exemple, plus significatif des changements survenus en Bolivie entre 1952 et 1964 que la comparaison de deux discours prononcés par le Président Paz Estenssoro au Congrès de son parti, le premier peu de temps après la prise du pouvoir, le second à la veille de l'effondrement du régime.

Première partie :
Les rapports sociaux
en Amérique latine

Chapitre 1 :

L'impérialisme : surexploitation de classe ou spoliation capitaliste ?

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse des rapports sociaux et du changement dans un pays comme la Bolivie se heurte d'emblée à une difficulté majeure. Les instruments conceptuels et théoriques, élaborés jadis dans les sociétés industrialisées, s'avèrent insuffisants pour rendre compte de la complexité des mouvements sociaux et des organisations politiques observables. Non pas que le concept de classe ait perdu toute pertinence, mais à s'en tenir à celui-ci et sans réaménagement profond de la théorie, les risques sont grands de combler les lacunes de l'explication par le dogmatisme ou le volontarisme. L'analyse fait alors place au postulat, le souhait se substitue à l'examen des conditions sociales de son éventuelle réalisation. Et l'explication des mouvements sociaux observables reste superficielle dans la mesure où l'on cherche moins à saisir la nature, le projet et les effets de ces mouvements, en rapport avec un certain nombre de déterminations sociales, qu'à les évaluer d'après un modèle idéal, réputé universel.

Aussi les études relatives aux sociétés non encore industrialisées ont-elles tendu à introduire de nouvelles notions, comme celles de développement ou de dépendance. Il s'en faut de beaucoup cependant que l'on soit arrivé à s'entendre sur le statut théorique de ces concepts et sur la manière dont ils s'articulent avec celui de classe sociale. On pourrait s'étonner que de tels désaccords se manifestent à l'intérieur d'un courant de recherche qui se réclame du marxisme, si l'on ne se

rappelait l'admiration de Marx pour le rôle révolutionnaire de la bourgeoisie, fût-elle européenne, à travers le monde. Quant à Lénine, s'il soulignait l'oppression coloniale, l'inégalité du développement et le pillage inhérents à l'impérialisme, ne considérait-il pas aussi que l'exportation des capitaux était susceptible de ralentir jusqu'à un certain point l'évolution des pays industrialisés et qu'elle entraînerait la croissance rapide du capitalisme dans les sociétés moins avancées ?

La question non réglée des rapports entre la dépendance, le sous-développement et les classes sociales a donc engendré une variété de positions théoriques. Dans ce chapitre on scrutera les thèses de deux auteurs qui accordent un statut théorique très différent au concept de dépendance, bien qu'ils partent de prémisses souvent communes en ce qui concerne la nature de l'impérialisme et ses lois. Pour Samir Amin comme pour André Gunder Frank, en effet, le capitalisme international figure au centre de l'explication des rapports d'exploitation aussi bien que de l'échange inégal entre les nations et, finalement, de la marginalisation ou de l'exclusion de groupes importants, caractéristique du sous-développement. Mais les conclusions divergentes auxquelles ces auteurs aboutissent en ce qui a trait aux rapports sociaux, et tout particulièrement au rôle national et international de la classe ouvrière, doivent être rapportées à la place distincte occupée par la dépendance dans leur problématique.

A. Une lutte des classes à l'échelle mondiale

1. La contradiction bourgeoisie-prolétariat

[Retour à la table des matières](#)

Pour Amin, une économie autocentrée, c'est-à-dire celle dans laquelle il existe une relation de complémentarité entre la production des moyens de production et celle des moyens de consommation, met la bourgeoisie et le prolétariat en opposition à l'intérieur du cadre national. Par contre, l'extraversion des économies de la périphérie conduit à un affrontement de classe situé directement au niveau international : même la création éventuelle d'un secteur de production des biens de production ne signifie pas, en effet, le développement de la production de biens de consommation de masse, mais seulement celui des secteurs exportateurs et des produits de luxe. Il résulte de cette absence d'intégration que le niveau des salaires peut rester très bas sans nuire au développement extraverti ; la lutte du prolétariat de la périphérie se mène donc nécessairement au niveau mondial, puisque sa

position de classe est en relation directe avec la spécialisation du commerce international et le type de développement que celle-ci autorise ¹.

Le conflit de classe oppose donc la bourgeoisie, celle du centre et accessoirement de la périphérie, à un prolétariat international dont le noyau se situe principalement à la périphérie : travailleurs de l'industrie, masses paysannes impliquées dans la production des produits d'exportation, chômeurs urbains. Dans les deux derniers cas, il s'agit de formes inachevées de prolétarianisation.

Dans la perspective de Samir Amin les contradictions intra-classe, entre la bourgeoisie du centre et celle de la périphérie, ou encore au sein du prolétariat, n'ont qu'une portée limitée : certes, l'échange inégal est réel et la bourgeoisie dite nationale des formations périphériques est freinée dans son développement. Il reste qu'elle n'a d'autre possibilité que l'exploitation accrue de son propre prolétariat. De la même façon, la bourgeoisie du centre recourt, pour contrer la baisse tendancielle du taux de profit, à l'exploitation de son prolétariat, grâce à divers procédés tels que l'importation d'une main-d'œuvre étrangère ou l'utilisation d'une minorité, sociale ou autre, comme armée de réserve.

Cependant, bien que la classe ouvrière soit exploitée au centre comme à la périphérie, celle du centre ne bénéficie-t-elle pas d'une façon ou d'une autre de l'échange inégal et, dans l'affirmative, quelles en sont les conséquences au point de vue des rapports sociaux et de la communauté d'intérêts de l'ensemble du prolétariat ? Une autre question concerne la nation. En plaçant le concept d'exploitation au centre de sa problématique, Samir Amin exclut du même chef toute forme de populisme nationaliste. Mais la revendication nationale conserve un sens pour lui : d'une part, l'échange inégal est une réalité ; d'autre part, le développement auto-centré se réalise dans un cadre national, même si celui-ci ne correspond pas aux micronationalismes du tiers-monde. Comment l'internationalisme prolétarien mis de l'avant par l'auteur peut-il alors être concilié avec la lutte de libération nationale ?

¹ Sur l'économie extravertie et les rapports de classe à l'échelle internationale, voir Samir AMIN, « Le développement inégal », Paris, *Ed. de Minuit*, 1973, spéc. pp. 164-169 et 308-320, ainsi que « L'accumulation à l'échelle mondiale », Paris, *Anthropos*, 1970, pp. 33 et 55.

2. De l'exploitation du producteur à l'échange inégal

[Retour à la table des matières](#)

Pour répondre à ces deux questions, il est nécessaire de préciser les positions d'Amin sur l'échange inégal¹. Celui-ci ne peut être compris sans sortir du cadre strict de l'analyse du mode de production capitaliste, pour envisager des formations sociales inégalement développées, échangeant sur le marché mondial capitaliste les biens dont la production leur est dévolue dans la division internationale du travail. Donc, le mode de production capitaliste n'est pas exclusif dans les formations sociales de la périphérie, il est seulement dominant. Mais le marché international intègre, dans l'échange, ces modes de production divers et établit pour les marchandises un prix unique qui n'est autre que celui du centre. En d'autres termes, le prix du produit exporté par une formation de la périphérie correspond à la valeur de son équivalent produit au centre, ou, à défaut, des substituts possibles. Comme la valeur est, dans la théorie marxiste, en rapport avec le temps de travail socialement nécessaire à la production, et comme les niveaux de productivité peuvent varier entre le centre et la périphérie, il y a là une cause éventuelle d'échange inégal.

Mais, pour Amin, la source principale du transfert ne réside pas dans cet écart de productivité, souvent minime compte tenu du rôle des grands monopoles dans l'extraction du pétrole, des produits miniers etc. L'échange inégal repose sur une disparité entre les niveaux de salaires du centre et ceux de la périphérie, inégalité sans commune mesure avec les degrés de productivité propres à chacune de ces deux parties. Bref, les différences de salaires payés au centre et à la périphérie ne correspondent pas et ne sont pas justifiées par des écarts dans les temps de travail socialement nécessaires. Il y a, à la périphérie, un déséquilibre entre le niveau de développement des forces productives et la valeur de la force de travail.

En effet, si les marchandises et les capitaux sont mobiles et sujets à un prix unique sur le marché international, il n'en va pas de même, sauf très marginalement, pour la force de travail. La rémunération de cette dernière est, en effet, soumise aux conditions locales. Or, celles-ci sont beaucoup plus favorables aux monopoles dans les formations de la périphérie, notamment par suite de l'ampleur de l'armée de

¹ Voir AMIN dans « L'Échange inégal et la loi de la valeur. La Fin d'un débat », Paris, *Ed. Anthropos-IDEP*, 1973. L'auteur critique la thèse d'Arghiri EMMANUEL, pour qui le salaire constitue la variable indépendante de la détérioration des termes de l'échange. La théorie de l'échange inégal présentée par EMMANUEL soulève, en particulier, la question de l'unité de la classe ouvrière au niveau international.

réserve. Les salaires y seront donc moins élevés, au détriment de l'accumulation à la périphérie et de la création d'une véritable bourgeoisie. Par contre, le même monopole qui achète à la périphérie à un coût relativement bas est, au centre, contraint par le pouvoir de revendication des travailleurs-consommateurs de vendre et de produire à un prix peu élevé ; de telle sorte qu'il y a véritablement transfert de valeur au profit du développement du centre.

Schématiquement on pourrait représenter la théorie de Samir Amin de la façon suivante :

Dans cette perspective, comment l'unité prolétarienne internationale peut-elle exister ? Pour Samir Amin, les travailleurs du centre, eux-mêmes exploités grâce à divers procédés comme l'emploi d'une main d'œuvre à bon marché, d'origine étrangère, ne sont pas les bénéficiaires du transfert qui définit l'échange inégal. Néanmoins, celui-ci entraîne un taux de croissance supérieur au centre, grâce auquel certaines revendications salariales peuvent être satisfaites. La relation serait donc entre le développement des forces productives et le salaire réel, le transfert n'intervenant qu'indirectement, dans la mesure où il contribue au développement.

Sommairement, la pensée de l'auteur pourrait donc se résumer comme suit : l'exploitation et le transfert incombent au capitaliste-monopoliste-impérialiste, tandis que le sous-développement ainsi produit se traduit par des inégalités entre les conditions de la classe prolétarienne du centre et de la périphérie, grâce à quoi s'effectue un nouveau transfert de valeur vers le centre mais non la rupture de la solidarité du prolétariat au plan international.

3. Le prolétariat et le développement national

[Retour à la table des matières](#)

En ce qui concerne le cadre national du développement, la pensée de l'auteur semble s'être précisée depuis la publication de *L'Accumulation à l'échelle mondiale*. Le thème était alors à peine évoqué ; Amin y posait la nécessité pour les formations socio-économiques de la périphérie de rompre avec le marché capitaliste international pour s'engager dans un procès de développement autocentré ; les ensembles constitués devaient être suffisamment vastes et les « micro nationalismes » de la périphérie étaient condamnés et considérés comme un effet de la production pour un marché extérieur ¹.

C'est plus récemment que la nation s'est vu attribuer une place importante dans la théorie de Samir Amin ² : loin de s'opposer à l'internationalisme prolétarien, le combat national dans les formations sociales de la périphérie est considéré comme l'une des facettes de la libération, qui doit être simultanément socialiste et nationaliste. Car, d'une part, la bourgeoisie n'est pas nationale à la périphérie, ce qui interdit de poser le problème dans les mêmes termes que pour la formation des États nationaux du centre ; d'autre part, la nation, dans la mesure où elle est plus qu'une simple ethnie, ne peut être dissociée de l'existence d'une classe qui contrôle l'appareil d'État et confère une unité économique à la communauté.

En d'autres termes, la nation est le cadre dans lequel une classe – qui n'est pas nécessairement la bourgeoisie – s'unifie, s'organise et prétend à l'hégémonie. Même si elle la suppose, la nation est donc bien plus qu'une simple ethnie, c'est-à-dire une communauté linguistique et culturelle consciente de son homogénéité et répartie sur un territoire géographiquement uni. Ce sont les nouvelles perspectives de la lutte du prolétariat au plan international qui confèrent son importance à la nation : puisque le capitalisme n'offre pas de perspective de développement à la périphérie, c'est donc à partir de cette dernière que se réalisera la destruction de l'ensemble du système capitaliste ; le prolétariat à qui incombe cette tâche à long terme se voit,

¹ Voir « L'Accumulation... », op. cit. p. 45.

² Voir son « Sullo Sviluppo diseguale delle formazioni sociali », *Terzo Mondo*, déc. 1972, no. 18, spécialement pp. 16-20. Cf. aussi : « À propos des « 7 thèses erronées sur l'Amérique Latine » », *L'homme et la société*, janv.-mars 1973, no. 27, pp. 184-185 et p. 187.

dans l'immédiat, doté d'une vocation à l'hégémonie nationale, face à la domination des formations socio-économiques du centre et à la nécessité de rompre avec le marché international.

La bourgeoisie locale, véritable appendice de la classe dominante du centre, n'a en effet aucune prétention réelle à l'hégémonie et s'avère incapable de constituer une nation bourgeoise : car si, au plan international, l'échange inégal s'effectue au profit du centre, au plan interne, le maintien ou même la création de secteurs marginaux, inhérents au développement du sous-développement, tournent au bénéfice de la bourgeoisie locale. C'est d'ailleurs seulement dans un cadre de dépendance que cette classe peut accéder au niveau de consommation de la bourgeoisie internationale, puisque ce niveau ne correspond pas au développement des forces productives locales ¹. Elle sera donc l'agent politique de la dépendance et du sous-développement, dont les trois symptômes sont l'inégalité sectorielle des productivités, la désarticulation et la domination ².

La nation en tant qu'unité économique sera donc prolétarienne et sa formation s'inscrit dans le contexte de la destruction du système capitaliste tout entier à partir de la périphérie. L'importance de la question nationale dans la théorie de Samir Amin n'est pas en opposition avec le maintien – comme contradiction principale du mode de production capitaliste – de la distorsion entre le développement des forces productives, appelant une socialisation de la gestion, et des rapports de production fondés sur l'appropriation du surplus par une classe. En réalité, la contradiction centre-périphérie – au regard de laquelle la question nationale revêt son intérêt – est l'effet, l'aspect principal de la contradiction du capitalisme ; car le développement inégal de ce dernier, son incapacité à assurer une accumulation suffisante à l'échelle mondiale et à réduire l'écart entre les formations sociales développées et les autres, sont la cause même de la contradiction centre-périphérie ³.

Le prolétariat est pour Samir Amin authentiquement national, mais peut-être de façon transitoire ⁴, ce qui, comme on vient de le voir, n'est pas en contradiction avec son internationalisme. Mais la classe ouvrière est-elle en position d'accéder à

¹ Sur la bourgeoisie locale et ses intérêts, voir notamment *L'échange inégal...*, op. cit., pp. 65-66.

² « À propos des... », op. cit., pp. 181 ss.

³ Sur ces points et aussi la position de la classe ouvrière de la périphérie, voir Samir AMIN, « À propos des... », op. cit., pp. 177-191. Notons ici, avec Immanuel WALLERSTEIN, que la polarisation conçue dans le marxisme était censée se produire à l'intérieur d'une nation et non entre ce que AMIN appelle un centre et sa périphérie. Cf. « The Present State of Debate on World Inequality », communication présentée au Colloque sur Le problème de l'inégalité dans le système mondial contemporain. Montréal, Université McGill, du 15 au 18 mai 1974. (ronéotypé)

⁴ L'auteur ne se prononce pas sur la survie et l'articulation des faits nationaux dans un système mondial socialiste. Voir « À propos des... », op. cit., p. 187.

une conscience socialiste, ou bien ses privilèges relatifs la rapprochent-elle de la petite bourgeoisie ? Il a déjà été dit que les ouvriers du centre n'étaient pas les bénéficiaires directs de l'échange inégal, ce qui sauvegarde les possibilités d'alliance au plan international, malgré les tentations de la social-démocratie. À la périphérie, la question des alliances se pose entre la classe ouvrière au sens strict et la masse semi-prolétarisée. Or, les avantages relatifs de la première sont temporaires, pour Amin, car ils résultent de la solidité des structures précapitalistes, qui viennent limiter l'offre de main-d'œuvre pour le secteur moderne naissant. Mais avec l'accélération du procès de périphérisation, il y a semi-prolétarianisation des masses marginalisées et, parallèlement, augmentation de l'offre de travail et pression sur les salaires. Les conditions objectives existent donc pour une conscience socialiste commune au semi-prolétariat et à son noyau ouvrier, d'autant plus que la voie réformiste apparaît fermée à la périphérie. Sans cette action consciente, le système capitaliste surmontera les contradictions qui le caractérisent à un stade de son développement, sans préjudice pour la contradiction fondamentale dont il est porteur.

B. Spoliation et exploitation capitalistes

1. La triple tare de la bourgeoisie en Amérique latine

[Retour à la table des matières](#)

Même dans son analyse de l'échange international, Samir Amin axait sa problématique sur la production, ainsi que sur la vente de la force de travail ; l'échange était pour lui une relation immédiate, non essentielle ¹. Les rapports sociaux étaient simples, opposant la bourgeoisie et le prolétariat à l'échelle internationale, dans la mesure où la relation d'appropriation du surplus trouvait son origine dans un rapport d'exploitation noué dans le contexte spécifique des formations sociales de la périphérie.

Gunder Frank ² pose également les contradictions du capitalisme au niveau mondial ; mais il se sépare d'Amin sur le mécanisme par lequel s'opère le transfert

¹ « L'échange inégal... », op. cit., p. 30.

² Pour une présentation claire et succincte de ses thèses, voir André Gunder FRANK, « The Development of Underdevelopment », dans James D. COCKCROFT, André Gunder FRANK, Dale L. JOHNSON, *Dependence and Underdevelopment, Latin America's Political Economy*,

qui va de la périphérie vers le centre : selon lui, la spoliation s'exerce au niveau de la circulation et est imputable à la structure métropole-satellites du capitalisme. Et, compte tenu de cette distinction entre conflit de classe, relié à la production, et conflit colonial, imputable à l'appropriation par chaque métropole du surplus investissable de ses satellites, son analyse des rapports sociaux s'attache normalement à élucider l'articulation de ces deux conflits.

La structure coloniale – ou la dépendance comme il l'appellera plus tard ¹ – relie, dans un rapport de métropole à satellites, un lieu, un secteur ou un groupe ethnique ou racial à un autre ; la position monopolistique des uns conduit à la spoliation des autres, privés de leur capacité d'investissement et voués au sous-développement. Bref, à côté des concepts traditionnels de production, exploitation et classes, l'auteur introduit ceux de circulation, appropriation du surplus et communautés ethniques ou ensembles régionaux ou nationaux. Il est clair cependant que, dans son *Capitalisme et sous-développement en Amérique latine*, publié en 1967 dans sa version originale, A. Gunder Frank confondait les deux problématiques. C'est seulement dans ses travaux ultérieurs que l'auteur posera clairement le problème de ces deux conflits et de leurs rapports réciproques ².

Le paragraphe cité ci-dessous illustre parfaitement la confusion entre l'*exploitation* et l'*extorsion* du *surplus*, puisque non seulement les deux concepts y apparaissent interchangeable, mais qu'aussi les différents niveaux de la structure métropole-satellites y sont définis successivement en termes de zones, puis en termes de classes, et reliés entre eux par les mots « et ainsi de suite jusqu'à... », qui indiquent clairement la continuité. Mais donnons la parole à l'auteur : « En fait, ce rapport d'*exploitation* capitaliste crée une chaîne qui unit le monde capitaliste aux métropoles nationales, les métropoles nationales aux centres régionaux (dont elles s'approprient une partie du surplus), les centres régionaux aux centres locaux, et ainsi de suite jusqu'aux gros propriétaires fonciers ou aux gros négociants qui dépossèdent de leur surplus les petits paysans ou les petits fermiers, et parfois même jusqu'aux ouvriers agricoles sans terre exploités à leur tour par ces derniers. À chaque échelon, des capitalistes relativement peu nombreux exercent un pouvoir de monopole sur un grand nombre d'hommes placés à l'échelon inférieur, les dépossédant de tout ou d'une partie de leur surplus économique et se l'appropriant

New York, Anchor Books, 1972, pp. 4-17. Voir aussi ses analyses plus détaillées des procès de développement du sous-développement au Chili et au Brésil dans son *Capitalisme et sous-développement en Amérique Latine*, Paris, Maspero, 1968, pp. 18 à 119 et 140 à 202.

¹ André Gunder FRANK introduit timidement le concept de dépendance dans son livre « Lumpen-bourgeoisie et lumpen-développement », Paris, Maspero, 1971, spéc. p. 15. Par la suite il semble l'adopter définitivement.

² A.G. FRANK, avec son article : « Qui est l'ennemi immédiat ? », *Les temps modernes*, mai 1969, no 275, p. 1963-2008.

à leur propre usage dans la mesure où ils ne sont pas à leur tour dépossédés par les capitalistes moins nombreux encore qui se trouvent à l'échelon supérieur ¹ ».

Cette identification de l'exploitation et de l'appropriation du surplus étant désormais abandonnée, et s'il est donc utile de distinguer les rapports de classes et ceux de dépendance, rien ne permet cependant de les séparer. Il existe, en effet, une « imbrication totale » des uns et des autres, étant entendu que la relation coloniale a modelé la structure de classes de l'Amérique latine, sa bourgeoisie en particulier, bien plus qu'elle n'a été elle-même marquée par cette structure de classe ². La notion de dépendance est donc au centre de l'explication tant des rapports sociaux que du sous-développement en Amérique latine.

Mais, si Gunder Frank accorde un primat théorique au concept de dépendance, il n'en envisage pas moins en termes de classes un conflit qui a pour enjeu l'appropriation du surplus, bref un conflit entre zones ou ethnies plutôt qu'entre agents sociaux. Ce passage, qu'il faut relier à sa thèse de l'imbrication totale des deux structures, coloniale et sociale, s'explique de deux façons. Tout d'abord, la conception même de la dépendance comme ensemble de niveaux à la fois satellites et métropoles, sauf aux deux extrémités de la chaîne, soulève évidemment la question des clivages : qui s'opposera à qui dans la lutte « anticolonialiste », surtout si l'on considère que la nation entre, en définitive, assez mal dans le canevas de spoliation à divers échelons élaboré par l'auteur ?

Mais, si Frank est finalement ramené d'un conflit, qui opposerait des zones ou des ethnies, à un autre dans lequel s'affrontent des classes, c'est avant tout parce que le surplus prélevé profite aux bourgeoisies, quelle que soit par ailleurs leur position dans la chaîne métropoles-satellites ³. Certes la bourgeoisie « nationale » est limitée dans son développement par la dépendance ; mais comme cette classe est elle-même un produit de la structure coloniale et que cette dernière la constitue en lumpen-bourgeoisie, elle ne peut se retourner que contre les autres classes de la société et tenter de répondre à la pression impérialiste (coloniale) par un renforcement de l'exploitation.

Il existe certes des exceptions limitées à cette règle et, dans certaines conjonctures historiques, la bourgeoisie nationale a offert aux ouvriers des salaires relativement élevés et la sécurité sociale en échange de leur soutien politique. Mais de

¹ *Capitalisme et sous-développement...* op. cit., pp. 22-23. Les mots « exploitation » et « surplus » sont soulignés par moi. Voir une version plus rigoureuse de la structure coloniale dans « Le développement du sous-développement. *L'Amérique latine* », Paris, Maspero, 1970, pp. 338-339.

² A. G. FRANK, « Qui est l'ennemi... », op. cit., p. 1967.

³ *Dependence and...* op. cit., p. 6.

telles pratiques correspondaient à l'affaiblissement du lien de dépendance et elles sont à présent révolues : les anciens entrepreneurs latino-américains sont convertis en « conseillers » ou « directeurs » par suite du rachat de leurs usines par des capitalistes étrangers et sont, par le fait même, intégrés à la coalition impérialiste à titre d'associés ou d'exécutants ; quant aux débris de la bourgeoisie nationale, ils subissent une pression économique très forte, qui accuse le conflit les opposant à leurs employés. Plus que jamais la lumpen-bourgeoisie tend à renforcer la structure coloniale qui la produit ; entre le prolétariat et la fraction nationale de la bourgeoisie, l'alliance, déjà fragile et limitée par nature, apparaît plus que jamais illusoire.

La distinction entre une bourgeoisie industrielle, nationaliste, et une bourgeoisie exportatrice de biens agricoles ou miniers, tributaire d'une structure coloniale, a perdu beaucoup de sa pertinence, d'ailleurs relative. Cette transformation de la structure de classes est conditionnée par le capitalisme monopoliste comme système international. La substitution des importations et l'alliance de classes qui tentait de la promouvoir ont très vite connu les limites inhérentes à ce procès dans le cadre de la dépendance. Et, en l'absence d'un élargissement suffisant du marché intérieur et de la production sur place de biens d'équipement, ces derniers, tout comme la technologie, ont été obtenus par l'investissement étranger, au prix de la satellisation de l'économie et de la bourgeoisie latino-américaines.

La nécessité d'envisager la lutte sous l'angle d'une opposition à la bourgeoisie tient encore à une autre raison : l'incapacité de cette classe de susciter les structures économiques, sociales, politiques et culturelles capables de soutenir le processus de développement. Car la bourgeoisie ne souffre pas seulement d'impuissance congénitale en ce qui concerne la suppression du lien de dépendance lui-même ; elle est, en outre, incapable d'une gestion efficace à l'intérieur de ce cadre. En effet, la relation unissant la métropole à son satellite peut, dans certaines conjonctures, favoriser une croissance de ce dernier, c'est-à-dire l'augmentation de ses exportations et de sa capacité productive. Cependant, la lumpen-bourgeoisie n'utilise généralement pas le surplus résiduel qui lui échoit à des investissements productifs ou à l'édification d'une organisation sociale propice au développement mais bien, par exemple, à l'achat de produits de luxe. Les raisons de ce comportement ont pu tenir jadis à l'exiguïté du marché intérieur et à la rentabilité du commerce d'exportation ou, plus récemment, à l'accaparement de ce même marché local par les entreprises étrangères. Il reste que la bourgeoisie dépendante n'est pas en mesure de produire, et en réalité elle y fait obstacle, les transformations structurelles nécessaires à un développement soutenu et dont la dynamique serait interne. Toute croissance éventuelle n'a dès lors d'autre résultat que le développement du sous-développement.

Ainsi, chez Gunder Frank, les questions de la dépendance, des classes et du sous-développement non seulement s'interpénètrent, mais encore trouvent leur point de convergence dans l'opposition à une classe : la bourgeoisie, qu'elle soit « nationale » (c'est alors l'ennemi immédiat) ou internationale. En un sens rien de plus normal, puisque l'auteur voit dans la dépendance et le sous-développement latino-américains une application spécifique des lois générales du capitalisme international : structuration en monopoles et polarisation en centre métropolitain et satellites périphériques. Donc le combat nationaliste est anticapitaliste ou il n'est pas ; et la lutte pour le développement est l'un et l'autre à la fois ¹.

Le tableau ci-dessous tente de schématiser les rapports entre classes, dépendance et sous-développement dans l'œuvre de Gunder Frank (les traits en pointillés indiquant une relation moins centrale dans la théorie) :

2. Les acteurs en présence

[Retour à la table des matières](#)

L'interférence des rapports de classes et d'appropriation du surplus joue dans les deux sens, comme on vient de le voir : la dépendance modifie la structure de classes (lumpen-bourgeoisie, constitution d'une importante clientèle de l'État, etc.) et celle-ci, ainsi redéfinie, détermine les intérêts des acteurs sociaux non seulement au point de vue de la lutte contre l'exploitation capitaliste mais aussi en ce qui

¹ Bien qu'il ne s'étende guère sur ce point, Gunder FRANK semble préconiser une industrialisation de type soviétique, dans laquelle la priorité est accordée aux biens de production plutôt que de consommation. Dans ce sens, comme remède aux limitations de la substitution des importations, voir « Dependence and... », op. cit., p. 44.

concerne l'appropriation du surplus national et donc le sous-développement. L'accent qu'il met sur la dépendance amène tout naturellement Gunder Frank à scruter plus attentivement que Samir Amin la structure sociale spécifique des sociétés latino-américaines et les forces en présence.

L'auteur accorde de l'importance à quatre « groupes sociaux » urbains : la bourgeoisie, les cols blancs de l'administration gouvernementale, des banques et du commerce (qui représentent parfois de 40 à 45 % de la force de travail), la classe ouvrière et le sous-prolétariat urbain. À la campagne, où l'on se rappellera que les rapports de classes sont aussi de type capitaliste, il faut distinguer les grands propriétaires fonciers-marchands, les propriétaires moyens, les petits propriétaires, les tenanciers et le prolétariat rural.

Les intérêts de ces groupes, au point de vue de la transformation du système capitaliste-impérialiste, soulèvent de nombreuses interrogations aux yeux de Gunder Frank. Il est clair cependant, pour lui, que la bourgeoisie n'est pas déchirée par un conflit interne fondamental et qu'au contraire, de nombreux liens d'intérêt relient ses fractions entre elles. Pour le reste, les limites de son nationalisme ont déjà été soulignées, qui résultent de ce que la bourgeoisie est formée des « clients des intérêts étrangers » et « bénéficiaire intérieurs de l'ensemble du système capitaliste ». Les ouvriers occupent sensiblement la même position que les cols blancs et autres membres de la classe moyenne : ils entretiennent des rapports de clientélisme avec la bourgeoisie et touchent un revenu qui, même rongé par l'inflation, les différencie des paysans et du sous-prolétariat urbain. Les bureaucrates, en particulier, ont des comportements politiques très conservateurs. Quant aux ouvriers syndiqués, ils sont relativement privilégiés et forment une véritable aristocratie prolétarienne, pouvant jouer un rôle modérément progressiste aussi longtemps que leurs conquêtes ne sont pas menacées et qu'ils escomptent de nouveaux gains. La tendance à la baisse de leur revenu réel peut cependant accroître leur potentiel révolutionnaire ¹.

Les « paysans » constituent en fait le vrai prolétariat, dans la mesure où ils sont exploités par les propriétaires terriens grands ou moyens, et ne jouissent d'aucun des avantages reconnus aux travailleurs urbains. La position des petits propriétaires et des tenanciers est plus incertaine : dans la mesure où ils emploient eux-mêmes des travailleurs agricoles, ils peuvent être exploités et s'opposer aux

¹ Cette proposition est en contradiction avec la précédente ; comme le contexte où elle est présentée l'indique clairement, elle traduit une certaine évolution de la pensée de l'auteur, en rapport avec l'élection d'Allende au Chili et la révolte de Cordoba en Argentine. Dans ce texte, l'auteur semble opérer une distinction entre la classe ouvrière stable et syndiquée, qui en forme l'aristocratie, et la grande masse des ouvriers qu'il rapproche des paysans sans terre et des catégories les plus basses des employés. Voir « Dependence and... », op. cit., pp. XXI à XXIII.

hausse de salaire et autres mesures sociales ; par contre, dans la mesure où ils doivent, à titre complémentaire, pour subvenir à leurs besoins, offrir leurs services à d'autres propriétaires, ils sont exploités. Enfin, les propriétaires de fermes moyennes semblent être plus souvent des petits bourgeois, commerçants ou employés, que des paysans et ils chercheraient à soutirer le maximum de ceux qui travaillent leur terre.

Mais c'est encore le sous-prolétariat urbain qui représente la plus grosse inconnue pour Gunder Frank, qui souligne son importance numérique et se demande s'il ne constitue pas en fait un lumpen-prolétariat, imperméable à l'idéologie et incapable de comportement politique. Ses réactions dans ce domaine se caractérisent, en tout cas, par une inconstance extrême, ce que l'auteur explique par la faiblesse de son rapport aux moyens de production. Enfin, du côté des catégories sociales, Frank évoque le progressisme du mouvement étudiant, lequel n'est cependant pas représentatif de la petite bourgeoisie dans son ensemble, et manifeste son scepticisme à l'égard de la possibilité pour les militaires nationalistes de réaliser une véritable politique de développement.

On peut risquer maintenant de confectionner un tableau des rapports sociaux, compte tenu de l'interpénétration des relations de dépendance et des rapports de classes, ainsi que des propositions résumées ci-dessus.

TABLEAU 1

**Groupes et rapports sociaux en Amérique latine,
tels qu'inspirés par les travaux de A.G. Frank**

Rapports de classes→ Rapports coloniaux		Exploiteurs	Pas directement exploiteurs ni exploités	Exploités
Bénéfices tirés de rapprochement du surplus (à la périphérie)	OUI	Bourgeoisie (y compris latifondistes et propriétaires moyens ruraux).	Cols blancs	Ouvriers (en tout cas ceux qui sont syndiqués et relativement stables)
	NON	Petits propriétaires ruraux (parfois)	(Sous-prolétariat urbain) (a)	- Prolétariat rural - Petits propriétaires (parfois) - Tenanciers (parfois)

(a) Entre parenthèses en raison de leur position particulière par rapport aux moyens de production. En fait, ils relèvent plutôt d'une troisième dimension, celle de l'exclusion, en rapport avec le sous-développement.

Ce tableau, qui trouve son inspiration dans les écrits de Frank, nous permet de dégager les principales alliances de classes possibles, en relation avec leurs enjeux. Ainsi, la coalition nationaliste, qui tire sa force du desserrement des liens financiers et économiques avec la métropole, regroupe essentiellement la bourgeoisie industrielle, les cols blancs et les ouvriers, et prend une coloration populiste dans la mesure où elle tente d'élargir le marché intérieur par l'intégration d'une fraction plus ou moins large du sous-prolétariat urbain.

L'alliance anti-impérialiste comprend essentiellement ceux que Gunder Frank appelle les prolétaires ruraux, ainsi que les tenanciers et propriétaires de petites exploitations agricoles en tant qu'ils sont astreints à vendre leur force de travail pour se procurer le complément nécessaire à leur subsistance. Le sous-prolétariat urbain constitue un allié possible, malgré son comportement politique instable et des difficultés de coordination, Il faut remarquer que cette alliance est formée des groupes exclus des bénéfices de la croissance dépendante ; ainsi s'explique la participation du mouvement estudiantin et de certains professionnels à la lutte anti-impérialiste, dans la mesure où ils sont privés de travail ou menacés de l'être à

leur sortie de l'université. Enfin, une alliance anticapitaliste mais non anti-impérialiste est aussi concevable, associant les ouvriers et le prolétariat rural ; elle semble cependant en contradiction avec les thèses de Gunder Frank sur le comportement politique ouvrier et est, de fait, difficilement conciliable avec le primat théorique accordé à la lutte anti-impérialiste.

Bien que Gunder Frank accorde très peu de place à l'analyse des mouvements sociaux dans la métropole impérialiste, il faut néanmoins en dire un mot. Car, pour lui, l'impérialisme est un et indivisible. Or, là non plus, la théorie de Frank n'accorde une place centrale à la classe ouvrière ; la mobilisation populaire semble reposer largement sur le mouvement des minorités raciales et elle trouve une base stratégique dans les ghettos urbains engendrés par l'impérialisme aux États-Unis. En Amérique du Nord, le travail d'éducation politique consiste à relier ces luttes de l'intérieur à celles de l'extérieur et à promouvoir par là une compréhension de la nature du système. Par ailleurs, l'insistance sur les luttes de libération dans le monde comme facteur de prise de conscience aux États-Unis, ainsi que la place presque exclusive accordée à la périphérie semblent indiquer que, pour cet auteur, la résolution des contradictions internes de la métropole impérialiste est conditionnée par les luttes externes, même si, comme il le dit, la destruction finale de l'impérialisme américain revient au peuple des États-Unis lui-même¹ ».

Pour conclure, l'analyse des travaux de Gunder Frank relatifs aux rapports sociaux met à jour toutes sortes de « déviations » par rapport à la théorie marxiste traditionnelle, bien que ces modifications soient quelque peu masquées par l'utilisation de concepts classiques, tels ceux d'exploitation de classe, de capitalisme, d'impérialisme, de socialisme, etc. Mais ces notions prennent tantôt une acception moins définie et plus large, comme l'exploitation, tantôt c'est leur place et leur fonction dans la théorie qui est affectée, comme dans le cas du concept de classe sociale. En outre, apparaissent des termes, comme celui de surplus, de forces populaires et de peuple, qui manifestent un déplacement de perspective. Ainsi, en centrant son analyse sur les sociétés de la périphérie, Gunder Frank a été amené à opérer un certain nombre de greffes conceptuelles et de réaménagements théoriques, sans qu'il y ait, en général, substitution véritable.

La combinaison des deux problématiques n'a pu être opérée qu'en posant le primat de la dépendance, sans laquelle la composition spécifique des classes sociales et leur fonction dans le développement ne peuvent être compris : ainsi, la faiblesse de la bourgeoisie industrielle et son nationalisme étrié. Et c'est à travers les « rapports de classes » ainsi redéfinis que Frank peut envisager la lutte aux trois niveaux interreliés de la dépendance impérialiste, du capitalisme et du sous-

¹ *Le développement...* op. cit., p. 195.

développement. Mais il s'agit bien d'une combinaison, puisque ni les rapports d'exploitation du producteur ni l'appartenance à une région dépossédée de son surplus ne suffisent, pris isolément, à établir la position des groupes dans les rapports sociaux. Sinon, que signifiaient la méfiance à l'égard du nationalisme bourgeois, le scepticisme envers le mouvement ouvrier organisé ? Les rapports sociaux qui intéressent Gunder Frank ne sont ni les rapports de classes à l'état pur ni les relations de dépendance. Ce sont, si notre interprétation est valable, des rapports de classes en position de dépendance.

Par conséquent, s'il est vrai que, pour Gunder Frank, toute explication ramène finalement au capitalisme et à ses lois, il reste qu'une étude des mouvements sociaux de la périphérie doit envisager tous les rapports institués par le capitalisme et leurs relations réciproques : rapports d'exploitation, rapports impérialistes d'appropriation du surplus, rapports d'exclusion inhérents au sous-développement. Tous trois constituent en quelque sorte les dimensions du capitalisme.

C. Convergences et divergences

[Retour à la table des matières](#)

Il est temps de dresser un bref bilan comparatif des travaux de Frank et d'Amin sur le capitalisme comme explication de l'exploitation, de l'échange inégal et du sous-développement. Au-delà de certains désaccords, il se dessine en effet un certain nombre de convergences, notamment au point de vue des rapports sociaux dans le cadre d'un système mondial constitué d'un centre et d'une périphérie.

En cours de route, les traits spécifiques de la problématique de chacun de ces auteurs ont déjà été relevés : en particulier, le fait pour Samir Amin d'analyser l'inégalité de l'échange international en termes de rapports de production plutôt qu'à partir d'une structure monopoliste au niveau de la circulation, contribue de façon non négligeable à simplifier les rapports sociaux de la périphérie. Pour déterminer la position des groupes sociaux en conflit, Gunder Frank était au contraire obligé d'envisager l'interpénétration des rapports d'exploitation (dans la production) et de ceux d'appropriation du surplus (dans le procès de circulation).

Malgré leurs approches distinctes, Frank et Amin aboutissent à des conclusions à peu près semblables en ce qui concerne le rôle de la bourgeoisie. Pour le premier, le nationalisme que certaines de ses fractions peuvent afficher n'est que circonstanciel et, par ailleurs, insuffisant dans la mesure où il ne s'attaque pas aux racines

du mal. Pour le second, les intérêts de la bourgeoisie sont liés au maintien de la relation impérialiste puisque celle-ci leur assure l'accès au style et au niveau de consommation de la bourgeoisie internationale. La classe supérieure, qui ne présente évidemment aucune alternative à l'exploitation du travailleur salarié, n'est donc pas davantage un allié dans la lutte contre la dépendance et le sous-développement. Chose qui concerne directement notre recherche, Amin inclut dans cette condamnation la petite bourgeoisie qui, avec l'expansion du secteur public observable dans le capitalisme de la périphérie, se mue en bourgeoisie d'État et remplit la fonction de courroie de transmission de la domination impérialiste ¹.

En ce qui a trait au prolétariat, nos deux auteurs semblent d'accord pour lui incorporer une partie importante des masses marginalisées par le procès de sous-développement capitaliste et pour lui reconnaître un rôle déterminant dans la lutte anticapitaliste au triple plan de l'exploitation, de la dépendance et du sous-développement. Mais tandis que pour Frank le mode de production capitaliste occupe tout le champ, Amin semble plus enclin à envisager une pluralité de modes de production soumis à la domination capitaliste ². Le résultat est cependant identique : le prolétariat se voit gonflé de catégories de travailleurs ruraux ou urbains, parce que, selon Amin, ils vendent leur force de travail, bien que parfois indirectement, tant il est vrai que la domination capitaliste a réduit les autres modes de production à l'état de simple forme.

Amin aussi bien que Frank parlent plus volontiers du prolétariat que de la classe ouvrière ; or ce choix terminologique recouvre, comme on vient de le voir, un certain élargissement des groupes sociaux visés mais aussi une conception différente de la position de la classe ouvrière au sens strict dans les rapports sociaux du centre comme dans ceux de la périphérie, au point de remettre en question la solidarité des ouvriers et du prolétariat. Ce scepticisme quant au radicalisme de la classe ouvrière organisée est propre à André Gunder Frank, qui souligne la position relativement privilégiée des travailleurs syndiqués, ainsi que leur comportement politique parfois très conservateur. Par contre, Samir Amin s'en tient aux propositions classiques de la théorie marxiste sur la classe ouvrière, position qui est d'ailleurs en conformité parfaite avec sa problématique centrée sur l'exploitation dans la production, et qui pourrait être mise en relation avec son approche des rapports sociaux, moins empirique que celle de Gunder Frank.

¹ AMIN, « À propos des... ». op. cit., p. 181.

² Samir AMIN, *L'échange inégal...*, op. cit., p. 87. Selon lui, au cours de la période impérialiste les modes d'organisation d'origine précapitaliste sont reliés au système mondial par l'échange marchand avec le capitalisme.

Mais par-delà ces divergences, les deux auteurs incluent dans le prolétariat, le semi-prolétariat ou le prolétariat en formation, des groupes sociaux considérables maintenus dans une certaine exclusion par le capitalisme périphérique. Encore là, faut-il opposer à nouveau Amin, qui englobe le semi-prolétariat rural et urbain, à Gunder Frank, plus enclin à relever chez ce dernier l'inconsistance politique découlant de sa position particulière par rapport aux moyens de production. Le concept de prolétariat recouvre donc chez ces deux auteurs un intérêt plus marqué pour la position et le rôle des « paysans » dans les rapports sociaux ; cette tendance est particulièrement nette dans les travaux de Gunder Frank, pour qui le prolétariat semble essentiellement rural.

Comment ne pas remarquer aussi les acceptions très semblables du concept de sous-développement chez Frank et Amin. Dans les deux théories, il est inhérent au capitalisme et considéré comme distinct de la croissance, qui ne modifie pas substantiellement les caractéristiques du sous-développement : désarticulation, inégalité sectorielle des productivités et dépendance. À quoi est opposé un modèle de développement intégré, autonome et autocentré, fondé sur des décisions politiques démocratiques. Enfin, pour l'un et l'autre de nos auteurs, les contradictions principales du capitalisme se sont déplacées du centre vers la périphérie et, faute pour celle-ci de pouvoir se développer dans le cadre du capitalisme et de la dépendance, c'est des formations sociales sous-développées que partiront vraisemblablement les tentatives de transformation socialiste. D'où le rôle de la nation libérée de ses liens avec le marché mondial, question traitée explicitement chez S. Amin, et seulement indirectement chez Frank, par le biais des solutions possibles au sous-développement.

Cependant, on a pu constater que la manière d'envisager les rapports entre la dépendance nationale et le conflit de classes n'était pas parfaitement semblable chez Frank et Amin. Certes, tous deux voient dans la suppression du lien capitaliste la solution aux problèmes de la dépendance nationale et du sous-développement ; ils font des mêmes acteurs sociaux les protagonistes de ces trois relations conflictuelles : exploitation, dépendance, sous-développement. Mais il est clair que, contrairement à Frank, Samir Amin continue d'accorder un statut théorique tout à fait déterminant à l'exploitation du producteur, puisqu'il place cette dernière à l'origine de l'échange inégal, du sous-développement et de la dépendance. Frank, quant à lui, réserve une place de première importance à la spoliation d'une zone satellite par la métropole en axant son analyse sur les positions de monopole dans la circulation et sur leurs effets. La place centrale de la dépendance dans la théorie de Frank a néanmoins une portée assez limitée pour sa vision des rapports sociaux. D'autres auteurs, auxquels on s'intéressera maintenant, se sont engagés plus loin dans cette voie.

Chapitre II

De l'impérialisme à la dépendance

[Retour à la table des matières](#)

Malgré le caractère un peu hésitant de sa démarche, Gunder Frank avait porté l'attention sur la dépendance et avait accordé à ce concept un statut théorique qui autorisait une reconsidération des rapports sociaux en Amérique latine. Avec Anouar Abdel-Malek, c'est un véritable renversement de perspective qui s'effectue au sein du courant de pensée qui se réclame du marxisme. De l'analyse de l'impérialisme en termes de conflit de classes au niveau mondial, on passe à une problématique dans laquelle le conflit nationalitaire est au centre de la dynamique sociale.

Sans aller aussi loin dans la remise en question, et s'affichant plus comme un complément que comme un substitut à l'approche léniniste, la théorie de la dépendance développée par Cardoso vise à fournir une vision plus intégrée des deux pôles du capitalisme international : les sociétés impérialistes et celles qui se caractérisent par leur dépendance à l'égard des transformations du système mondial. Pour cet auteur il faut, en effet, sortir des propositions abstraites et se défaire de la causalité mécanique de la théorie de l'impérialisme. Telle est la portée de la problématique de la dépendance, laquelle conduit à considérer les rapports sociaux dans une perspective nouvelle et à mieux comprendre les différences qu'ils peuvent présenter dans quelques types de sociétés latino-américaines.

A. L'anti-impérialisme de type nationalitaire

[Retour à la table des matières](#)

Abdel-Malek se présente volontiers comme un marxiste des trois continents, sensible d'une part à l'apport du marxisme « classique » sur les plans méthodologique et sociologique, d'autre part à l'inadéquation de l'appareil conceptuel et théorique de celui-ci par rapport aux problèmes spécifiques posés par l'impérialisme en Asie, en Afrique et en Amérique latine. Selon lui, pourtant, le marxisme classique (européen) constitue la seule médiation possible vers une reformulation de la pensée socialiste en termes universels. Il faudra pour cela lui incorporer la dimension nationale, revoir le concept de bourgeoisie nationale, réexaminer le rôle de l'avant-garde du prolétariat, celui de la paysannerie, etc.¹

L'impérialisme analysé par Abdel-Malek présente des caractéristiques bien différentes de celles que Lénine lui attribuait naguère, à juste titre pour notre auteur. C'est en rapport avec ces transformations qu'il faut considérer l'importance primordiale du phénomène nationalitaire² dans la dynamique sociale des formations de l'aire dépendante et qu'il faut dénoncer vigoureusement l'inadéquation de l'utilisation mécaniste du facteur économique. Car l'impérialisme est devenu un phénomène de domination globale, le profit tiré de l'exploitation des trois continents tendant à ne plus représenter qu'une part décroissante dans le produit national brut des principaux États capitalistes ; en fait, ce qui est visé par ce que l'auteur appelle l'impérialisme hégémonique, c'est « l'organisation de l'ensemble de la dialectique sociale dans la globalité de l'aire dépendante à partir de la vision du monde, de la volonté politique et de l'appareil de pouvoir du système hégémonique central »³. Grâce à la révolution scientifique et technologique, au monopole des secteurs avancés de la connaissance scientifique et de la créativité idéelle et à un instrument nouveau, le complexe militaire-industriel, la domination impérialiste menace les peuples et les nations dans leur identité la plus profonde.

¹ Voir ABDEL-MALEK, « Marxisme et libération nationale : position du problème théorique », ds *La dialectique sociale*, Paris, Seuil, 1972, pp. 311 et ss.

² Nationalitaire et non nationaliste, ce dernier terme faisant référence à l'histoire politique européenne et à des phénomènes comme le chauvinisme national ou les visées expansionnistes. Cf. ABDEL-MALEK, « Sociologie du développement national : problèmes de conceptualisation », ds *La dialectique...* op. cit. pp. 127-128.

³ ABDEL-MALEK « Pour une sociologie... » ds *La dialectique* op. cit., p. 399.

Le déplacement du centre moteur de l'impérialisme, qui passe de l'infrastructure socio-économique au politique, au militaire et à l'idéologique, confère leur efficacité aux mouvements nationaux. Ceux-ci peuvent se manifester sous différentes formes, en rapport avec la spécificité de la société dépendante et avec ce que l'auteur désigne comme la profondeur de son champ historique. Sans s'attarder outre mesure sur ces notions de spécificité et de profondeur du champ historique, disons brièvement que la première désigne « le caractère propre de l'évolution historique de chaque État national ¹ » tandis que la seconde met en évidence le facteur temps et constitue « le cadre général (...) où prend forme la spécificité historique donnée d'une société nationale donnée ² (...) ». Ces concepts ouvrent la voie à des distinctions entre sociétés nationales anciennes (l'Égypte par exemple), nouvelles ou en formation, et ils doivent être mis en rapport avec les différentes manifestations par lesquelles s'exprime le mouvement nationalitaire tricontinental, et qui vont de la simple revendication de l'indépendance à la lutte pour la renaissance nationale, de la conquête de l'identité nationale à la réappropriation du pouvoir de décision.

Un mot encore sur la place de « l'infrastructure économique » dans le concept de spécificité : elle constitue l'un des quatre ordres de facteurs ³ dont l'agencement dans le cadre mouvant de la géographie historique et de la géopolitique constituent la spécificité nationale ; le rôle de l'économique est considéré déterminant en dernière analyse, tandis que les autres dimensions de la spécificité sont secondes, mais néanmoins décisives pour structurer le « moule social ⁴ ». Abstraction faite de cette affirmation générale – qui permet de se définir comme marxiste – et si l'on excepte la critique de l'économisme, force est de constater que le concept de mode de production comme celui de développement sont pratiquement absents de la théorie d'Abdel Malek. On verra plus loin comment il en découle une difficulté à relier les conflits national et social. Mais il faut noter que cet effacement est inhérent à la problématique. Soulignant, en effet, les nombreuses différences observables entre les pays des trois continents, Abdel Malek ajoute que les disparités les plus apparentes se manifestent dans le niveau de développement économique et social, tandis que les plus profondes et les plus tenaces tiennent à l'existence même des nations qui soutiennent les États. Développement et formation nationale sont deux séries de phénomènes, mais qui se recoupent et convergent ⁵.

¹ *Ibidem*, p. 391.

² ABDEL-MALEK, « La notion de ... », ds *La dialectique...* op. cit., p. 334.

³ Les trois autres ordres de facteurs sont : la reproduction de la vie (sexualité et affectivité) l'ordre social (le pouvoir et l'État), le temps cerné par la mort (religions et métaphysiques). Cf. ABDEL-MALEK La notion de... », op. cit., cf. p. 333.

⁴ *Ibidem*, p. 333.

⁵ ABDEL-MALEK, Cf. « Sociologie du développement... », ds *La dialectique...* op. cit., pp. 126-127.

Pour notre auteur, l'impérialisme ne peut être envisagé valablement dans sa seule dimension économique, ni comme une entité ; il est un système d'États hégémoniques impérialistes¹ – on retrouve ici l'importance et l'autonomie du politique – système dont la configuration affecte les mouvements nationalitaires. Ainsi définis, les mouvements nationaux et l'impérialisme hégémonique constituent bien les deux pôles du mouvement réel de l'histoire, et « les mouvements nationaux constituent la matrice fondamentale dans le cadre de laquelle se déploie la dialectique sociale au temps de l'impérialisme hégémonique et des révolutions² ». C'est-à-dire que, parmi les différentes formes de dynamique – ou mouvements sociaux – comme les conflits de classes, d'ethnies etc., aucune n'apparaît moins limitée que le mouvement national du triple point de vue de son extension, de son intensité et de sa continuité ; celui-ci rassemble et organise le plus de forces autour d'objectifs mobilisateurs et sa réalité est difficile à ignorer, même pour le militant marxiste le moins bien disposé au départ³.

Abdel-Malek relève d'ailleurs un approfondissement du « front national indépendantiste et anti-impérialiste⁴ », dont les masses populaires constituent désormais l'un des piliers essentiels, avec une partie des classes moyennes et des militaires. La voie serait ainsi ouverte à une éventuelle jonction de l'indépendance et du socialisme dans les sociétés qui, sans s'être engagées dans cette direction, ont pris conscience des limites du rôle historique des bourgeoisies dites nationales et ont pu développer une lutte résolue contre l'impérialisme et ses alliés de l'intérieur. Cette fusion des mouvements nationalitaire et socialiste est liée à l'accession de la classe ouvrière, des paysans et de l'intelligentzia révolutionnaire à la direction politique nationale.

À partir de ce texte, il est possible de faire ressortir la place des différentes classes et catégories dans la dynamique sociale. Si l'on distingue le moment nationalitaire et la construction socialiste sur laquelle il peut déboucher, on voit que le cheminement de l'un à l'autre s'accompagne du passage au second plan des militaires de tradition indépendantiste et de la classe moyenne tout entière, au profit de la classe ouvrière, de l'intelligentzia révolutionnaire et des paysans. La bourgeoisie autochtone ne se voit reconnaître – et c'est un point commun avec Amin et Frank – aucune fonction importante, même dans la phase nationalitaire. Par contre, Abdel-

¹ ABDEL-MALEK, « Pour une sociologie... », ds *La dialectique*, op. cit., p. 391.

² *Ibidem*, p. 398.

³ Voir ABDEL-MALEK « Marxisme et libération nationale » ds *La dialectique...* op. cit., pp. 324-327. C'est dans la mesure où les forces socialistes seront engagées dans le procès d'édification nationalitaire qu'elles pourront infléchir l'évolution en cours « selon les possibilités, les modalités et les perspectives offertes par le terreau national. » Cf. « Problématique du socialisme dans le monde arabe », ds *La dialectique...* op. cit., pp. 158-159.

⁴ « Pour une sociologie... », ds *La dialectique...* pp. 407-408.

Malek attribue un rôle central à l'État au cours de cette étape, et tout spécialement à l'armée, dont l'importance est surtout remarquable dans les nations anciennes où l'objectif visé est la renaissance nationale plutôt que la simple indépendance¹. Dans certains cas, l'État peut être conçu non comme le représentant ou l'instrument de la classe hégémonique, mais comme la structure constitutive de cette classe. L'État est alors la classe dirigeante². Quant au rôle des militaires dans la constitution des nations et de leurs États, il n'est pas nouveau selon lui. Ce qui l'est davantage, c'est la prise en charge par l'État des techniques et programmations à long terme, vu leur coût et leur complexité, l'armée se muant dès lors en un lieu de concentration des moyens technologiques les plus avancés.

La manière dont A. Abdel-Malek envisage l'armée et son rôle paraît tout à fait conforme à sa problématique générale : elle est « une composante intégrante de la formation socio-économique nationale tout entière dont elle constitue l'axe de puissance³ ». Pour l'analyser, il faut donc la situer dans son substrat concret, la spécificité nationale, considérer l'évolution de celui-ci et envisager finalement le mode de constitution spécifique du pouvoir d'État. L'auteur récuse – avec raison nous semble-t-il – les analyses fondées sur l'origine sociale des officiers et autres membres des forces armées. Il reste que les relations entre les classes et l'« axe de puissance » de la société mériteraient plus que la simple évocation de la spécificité nationale et du mode de constitution du pouvoir d'État, s'il faut expliquer le passage, envisagé par l'auteur, à une révolution socialiste ou, encore, la politique actuelle des gouvernements militaires d'Amérique latine face à l'impérialisme hégémonique américain.

En réalité, dans les travaux d'Anouar Abdel-Malek, les affirmations l'emportent souvent sur la démonstration, ce qui ne saurait se justifier par une éventuelle confirmation tirée de l'observation des mouvements sociaux contemporains. Peut-être cette insuffisance tient-elle aux quelques postulats marxistes auxquels l'auteur entend rattacher une théorie relevant en définitive d'une problématique distincte ? Quoi qu'il en soit, on voit mal comment la mutation de la construction nationale en édification du socialisme, le passage de l'anti-impérialisme à l'anticapitalisme, découlent des facteurs endogènes à l'œuvre dans les formations dépendantes. En particulier, les conduites de l'appareil militaire ou d'une fraction de celui-ci face à une poussée socialiste restent mal prévisibles. Est-il concevable que ceux-là mêmes qui sont les artisans de la renaissance nationale et qui occupent à ce titre une place centrale dans tout l'appareil étatique, assistent impuissants ou favorisent

¹ ABDEL-MALEK, « L'armée dans la nation », ds *La dialectique...* op. cit., pp. 448-449.

² Voir ABDEL-MALEK, « Problématique de la renaissance nationale culturelle », ds *La dialectique...* op. cit., pp. 224-225.

³ « L'armée... » op. cit., p. 447.

l'émergence du socialisme et, dans l'affirmative, selon quelle logique ? L'hypothèse qui semble la plus conforme à la pensée de l'auteur renvoie aux relations avec les États impérialistes. Dans le même ordre d'idées, les intérêts des classes du point de vue nationalitaire sont posés, mais non véritablement analysés, ce qui affaiblit la portée de la thèse de l'élargissement du front de lutte indépendantiste.

Finalement, si l'on se rapporte aux trois aspects dont la relation est au centre de la théorie de l'impérialisme, soit l'exploitation capitaliste, la dépossession nationale et le sous-développement, force est de constater, d'une part, la faiblesse ou l'inexistence des liens théoriques établis entre ces trois dimensions, d'autre part, la place très particulière d'Anouar Abdel-Malek à l'intérieur de la pensée marxiste. L'insistance sur les phénomènes dits super structurels se traduit par une éclipse presque complète des problèmes du développement. À cet égard, soutenir que la production de la vie matérielle est un élément essentiel de la spécificité nationale ne suffit pas à la définir comme enjeu politique. Il semble que, pour l'auteur, le rôle des marxistes qui s'intègrent au mouvement national comme aile radicale consiste précisément à infléchir celui-ci dans les sens d'une « véritable industrialisation, non pas une croissance mais un développement »¹. C'est dire que rien n'indique l'impossibilité du développement capitaliste pour les pays dépendants.

Au contraire, dans la mesure où l'accent semble mis sur la politique impérialiste, où « les États-Unis d'Amérique conditionnent tout le jeu », font des solutions « maximalistes » à peu près les seules possibles, et où « les primats de notre temps sont moins endogènes qu'exogènes »², dans la mesure aussi où la nécessité interne du passage de la phase nationalitaire à la construction socialiste ne ressort pas clairement de la théorie d'Abdel-Malek, on ne peut que conclure à la faiblesse de la relation capitalisme – dépossession nationale – sous-développement. Plus précisément, l'impérialisme prend un sens nettement politique, « super structurel », presque complètement dissocié, en fait, du mode de production capitaliste au sens strict. Et c'est seulement dans un deuxième temps hypothétique, mais qui peut se combiner avec la phase nationalitaire, que l'impérialisme retrouve sa dimension économique. On aurait donc deux ensembles d'oppositions, distincts en logique et souvent dans le temps :

¹ ABDEL-MALEK, « Marxisme et libération... », op. cit., p. 324. On se rappelle que la distinction entre croissance et développement était présente chez A.G. FRANK et chez S. AMIN.

² ABDEL-MALEK, « Marxisme et libération... », op. cit., p. 324.

1^{re} phase (nationalitaire): *2^e phase (socialiste):*

Si cette interprétation ne pèche pas trop contre le contenu réel de la théorie d'Abdel-Malek, on voit que celle-ci relègue ce qui constitue l'essence de la problématique léniniste à une deuxième phase. L'accession plus ou moins problématique à cette dernière est largement conditionnée par les obstacles politiques dressés par les États impérialistes aux tentatives de construction nationalitaire. En réalité, jamais l'anticapitalisme n'apparaît à l'auteur comme une véritable condition (non une suite plus ou moins probable) de la reconquête nationale. C'est seulement au niveau des alliances internationales avec les États, partis et mouvements communistes que se manifeste une relation étroite entre capitalisme et dépendance nationale.

Les thèses d'Anouar Abdel-Malek sont intéressantes en ce qu'elles déplacent l'attention des lois générales de l'impérialisme vers la manière spécifique dont certains types de sociétés – nations anciennes, nouvelles ou en formation – tentent de réagir et de s'opposer à une domination étrangère rendue plus pernicieuse encore par les progrès des sciences et des techniques. Par ailleurs, il était sans doute utile, dans un premier temps, d'affirmer l'autonomie du conflit national à l'égard des rapports de classes. Mais cette dissociation de la paire classique lutte des classes-combat national ne peut être que provisoire et appelle une théorie plus élaborée de leurs rapports respectifs, ainsi que des liens de chacun d'eux avec le sous-développement, car toutes ces dimensions sont virtuellement présentes dans les mouvements sociaux concrets d'Amérique latine. Dans cette perspective, l'œuvre

d'Abdel Malek apparaît limitée dans ses ambitions et fortement marquée par les expériences arabes et surtout égyptienne. Par contre, les recherches de Cardoso présentent un intérêt certain.

B. Vers une théorie de la dépendance

1. Aspects méthodologiques

[Retour à la table des matières](#)

La place centrale du concept de dépendance dans la problématique de Cardoso tient d'abord à un ensemble de considérations méthodologiques dont la pertinence justifie à elle seule la vogue dont cette notion aura joui durant plusieurs années¹. Car il s'agit moins d'une simple mode universitaire que du désir de dépasser un certain niveau de propositions formelles et abstraites pour se doter d'instruments théoriques et conceptuels adaptés aux situations historiques propres à l'Amérique latine. Aspiration qui trouve sa source dans des conflits sociaux et politiques particulièrement aigus et qui se traduit par la mise en question de la nécessité mécanique dans la théorie de l'impérialisme.

Chez Cardoso, l'opposition du concret et de l'abstrait prend un sens bien précis : elle vise à mettre en évidence la nécessité d'intégrer toute relation partielle et indéterminée à la totalité, c'est-à-dire à l'ensemble spécifique de relations organisées dans lequel elle s'inscrit. Ainsi, il peut être utile de souligner que c'est l'essence même du capitalisme d'être international ; encore faut-il spécifier cette proposition abstraite et voir qu'en Amérique latine cette internationalisation du marché présente des caractéristiques distinctes en 1930 et à partir de 1950 ; il en va de même pour les classes² dont les relations et la position dans le procès de production varient historiquement et qui, dans les pays dépendants, sont en outre redéfinies par le contexte international. Bref, une analyse «structurale», soutient Cardoso, n'a de

¹ Pour tout ce qui concerne la méthodologie on consultera en particulier : F. H. CARDOSO « Teoria da dependência » ou análises concretas de situações de dependência ? Texto preliminar para discussão, Santiago de Chile, Segundo Seminario Latinoamericano para el Desarrollo, FLACSO, noviembre 1970, pp.9-29, et du même auteur : « Notassobre el estado actual de los estudios sobre dependência », Revista *Latinoamericana de Ciencias Sociales*, diciembre 72, no. 4, pp. 3-31.

² Voir comment CARDOSO critique l'althussérisme chez POULANTZAS dans « Althussérisme ou marxisme ? À propos du concept de classe chez POULANTZAS », *L'Homme et la société*, avril-juin et juillet-septembre 1972, nos. 24-25, pp. 57 à 71 et en particulier pp. 64 et 65.

sens que dans un cadre historique donné, c'est-à-dire que les structures conditionnantes doivent être envisagées aussi comme le résultat de la lutte des classes spécifique qui se déroule dans des modes de production déterminés. En d'autres termes, il ne suffit pas d'expliquer les rapports de classes par les modèles qui les régissent mais il faut examiner tout autant le procès par lequel ces rapports et ces patrons structurels se forment et se transforment dans la pratique sociale.

Il faut donc spécifier les déterminations les plus générales, élaborer une théorie suffisamment concrète, englobant un assez grand nombre de relations. Dans un premier temps on peut procéder à l'analyse de situations de dépendance ou, en d'autres termes, de sociétés dépendantes déterminées. La théorie de l'impérialisme, qui fait référence au mode de production capitaliste, est par là même éprouvée dans le cadre de formations sociales complexes, démarche nécessaire si l'on veut éviter les pièges de l'application mécanique de déterminations abstraites à un objet défini comme complètement hétéronome. Pour chaque stade, des formes d'articulation entre formations impérialistes et dépendantes sont systématiquement mises en rapport avec des types de développement économique, de luttes et d'alliances de classes, de rôles de l'État. Les classes apparaissent dès lors moins figées dans une position et des rapports prédéterminés – ceux du mode de production capitaliste – dans la mesure où elles sont considérées dans des formations sociales complexes et où les modifications du système international se répercutent sur la façon dont ces classes s'articulent.

Il devient ainsi possible de rendre compte, par exemple, de la nature et des limites de la fonction de développement de la bourgeoisie «nationale» à une certaine phase, ainsi que des alliances de classes de type populiste. Possible aussi d'analyser comment ce rôle et ces alliances sont transformés par l'internationalisation du marché intérieur, c'est-à-dire, sommairement, la production sur place, par des firmes étrangères à technologie relativement élevée, de biens manufacturiers destinés à la consommation interne mais conformes aux modèles internationaux de consommation. On peut voir également comment cette internationalisation constitue un facteur de différenciation au sein des classes sociales, notamment au point de vue du salaire, de la carrière et de la mobilité. Bref, le concept de dépendance et l'orientation méthodologique qui le sous-tend généralement contribuent à rendre intelligible ce qu'une définition générale et abstraite des classes et de leur position ne saurait expliquer.

En conclusion, la notion de dépendance telle que la conçoit Cardoso a l'avantage de s'appuyer sur une règle fondamentale de la méthode : les structures déduites d'une axiomatique sont trop générales si elles concernent une construction à l'état pur, comme le mode de production capitaliste ; elles sont inadéquates pour les formations sociales latino-américaines si elles résultent de l'application de cette

axiomatique à d'autres types de sociétés, par exemple impérialistes. Il reste que les analyses de sociétés dépendantes concrètes doivent donner lieu, dans un deuxième temps, à une élaboration théorique.

2. Une théorie de la dépendance

[Retour à la table des matières](#)

Poser une certaine spécificité des lois du développement ainsi que des rapports sociaux dans les formations sociales dépendantes, c'est reconnaître à ces dernières une dynamique propre à l'intérieur du système impérialiste. On est donc fondé à commencer l'examen des théories de Cardoso¹ par l'évocation des trois conflits qui, selon lui, se manifestent dans les sociétés d'Amérique latine. Celui, fondamental, qui dresse l'une contre l'autre la bourgeoisie et le prolétariat, est doublement surdéterminé : d'un côté, par l'opposition entre l'État national dominé et l'État impérialiste, en raison des conditions différentes d'accomplissement de leur rôle d'agent de la cohésion sociale et notamment d'une structure de classes spécifique ; d'un autre côté, par la tension présente au sein même de la bourgeoisie des sociétés dominées entre une vocation internationalisante et l'expérience des freins posés au développement dans le cadre de la dépendance.

Donc, la dépendance et le sous-développement agissent de deux façons sur le conflit de classes, qui reste fondamental et dont les protagonistes sont la bourgeoisie et le prolétariat. La bourgeoisie se voit écartelée entre son intégration au marché mondial et les entraves qui en résultent pour son propre développement. En ce qui concerne la classe ouvrière, Cardoso s'est interrogé sur les effets de l'apparition récente, dans les sociétés latino-américaines les plus développées, d'entreprises étrangères modernes et produisant pour le marché intérieur : les travailleurs engagés dans ces firmes jouissent de salaires et de perspectives de carrière bien supérieurs à ceux qui existent dans l'industrie nationale et cette disparité pourrait affecter la cohésion du groupe.

¹ Outre les articles déjà cités de CARDOSO, on peut se référer à deux livres traduits en français : *Sociologie du développement en Amérique Latine*, Paris, Anthropos, 1969, et surtout *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Paris, Anthropos, 1971. Voir aussi : « Les obstacles structurels et institutionnels au développement », *Sociologie et sociétés*, nov. 1970, no. 2, pp. 297-314, et « Impérialisme et dépendance en Amérique latine », *L'Homme et la société*, jan-mars 1973, no. 27, pp. 63-80. Pour une excellente synthèse des travaux consacrés à la dépendance, voir Peter EVANS, *Dependent Development. The Alliance of Multinational, State and Local Capital in Brazil*, Princeton, Princeton University Press, 1979.

Les rapports de la bourgeoisie et de l'État national sont également très spécifiques dans des sociétés caractérisées par la dépendance et le sous-développement ; c'est l'État, en effet, qui s'oppose à l'État impérialiste ; historiquement, il est intervenu activement dans la création d'une certaine réalité nationale, tant au point de vue des symboles, des aspirations et des loyautés qu'à celui de l'élargissement du marché intérieur ; d'où la tendance de certains appareils de l'État, militaires en particulier, à se définir comme la garde prétorienne de la nation.

On peut donc dire que, pour Cardoso, la dépendance et le sous-développement introduisent des points de tension (voire de rupture ?) à l'intérieur même de catégories comme la bourgeoisie et le prolétariat. Conception dont la portée réelle ne peut être saisie qu'à travers des études sur la manière dont les changements dans les modes de dépendance ont rejaili sur la formation des mouvements sociaux et des alliances politiques en Amérique latine. Mais d'emblée on peut souligner que cette surdétermination des rapports de classes, comme l'appelle Cardoso, suppose une définition claire et le non-recouvrement des concepts de classe, dépendance et sous-développement.

À ce point de vue, la relation de dépendance n'est pas associée aussi étroitement au sous-développement que chez Frank et Amin. On s'accorde sur le sens le plus général du concept : il renvoie aux rapports d'une formation sociale périphérique et d'une métropole ou d'un centre capitaliste, et aux effets de cette relation conditionnante sur le développement intérieur. Mais pour Frank et Amin, la dépendance consiste en l'appropriation du surplus ou en la surexploitation de la main-d'œuvre et à l'échange inégal ; elle engendre le développement du sous-développement. Pour Cardoso, par contre, la dépendance suggère un conditionnement du procès de développement en fonction de la division internationale du travail et des demandes du centre. Les deux procès peuvent être complémentaires : « L'idée qu'il se produit une sorte de développement du sous-développement (...) ne nous aide pas à mieux comprendre. De fait, la dépendance, le capital monopoliste et le développement ne sont pas des termes contradictoires : il se produit une sorte de développement capitaliste dépendant dans les secteurs du tiers monde intégrés dans la nouvelle forme d'expansion des monopoles ¹ ».

Cette distinction et cette interaction de la dépendance et du sous-développement sont d'ailleurs partagés par d'autres auteurs latino-américains. Ainsi, Luciano Martins s'attache aux particularités du développement brésilien par rapport aux

¹ F. H. CARDOSO, « Impérialisme et dépendance en Amérique latine », *L'Homme et la société*, jan-mars 1973, no. 27, p. 69 (les italiques sont de F. H. C.). Voir aussi, *Notas...*, op. cit., pp. 21-22.

exemples classiques européens ; il montre comment, dans ce pays, les secteurs les plus modernes de l'industrie ont dû composer avec et s'appuyer sur les secteurs archaïques de l'économie. Il y a donc complémentarité bien plus que révolution industrielle et, faute de pouvoir s'incorporer les autres forces économiques, jamais la bourgeoisie nationale n'a pu prétendre vraiment à l'hégémonie. La spécificité de ce procès, qui est cependant développement, doit être cherchée dans la dépendance : le changement ne résultait pas tant d'une nécessité et d'une lutte internes que d'un facteur extérieur à la société ¹.

Il n'y a donc pas que Cardoso, au Brésil, pour s'intéresser aux structures spécifiques associées au développement dépendant de type capitaliste plutôt qu'au développement du sous-développement. Au Pérou, Anibal Quijano critique la politique économique de la junte militaire dirigée par Velasco non parce qu'elle tendait à perpétuer le *statu quo* mais parce que ses objectifs d'industrialisation s'inscrivaient dans un cadre capitaliste et tendaient à le consolider. Certes, en s'attaquant à l'enclavisation, ce gouvernement a modifié le mécanisme par lequel se constitue le lien de dépendance ; cependant, la destruction de celle-ci passe par une révolution populaire. Bref, l'exploitation capitaliste du travail et la dépendance ne sont pas incompatibles avec un certain dynamisme de l'économie et un certain développement, encore que celui-ci présente alors les traits classiques de l'inégalité régionale et de la polarisation de l'accumulation du capital ².

Il y a parmi les auteurs qui utilisent la problématique de la dépendance, et chez Cardoso en particulier, une tendance à concevoir la possibilité d'un développement dans la dépendance. Il reste alors à préciser les traits caractéristiques de ce procès de changement. À cet égard, les travaux de Cardoso ont contribué à la connaissance des stades, ou modes d'intégration de l'Amérique latine au marché international. Plus encore, les recherches de cet auteur ont abouti à la découverte de quelques clés essentielles pour la compréhension des points de similitude et des différences entre les sociétés latino-américaines ; des types de rapports sociaux et politiques et des genres de développement ont été esquissés en relation avec la fonction économique remplie sur le marché mondial par tel ou tel pays et avec l'existence ou l'absence de contrôle de l'activité exportatrice par une bourgeoisie autochtone.

Sans s'attarder ici sur la périodisation en Amérique latine, on peut en rappeler brièvement les principaux stades : le développement vers l'extérieur par l'exportation de biens agricoles ou de minerais ; la substitution des importations par la

¹ Luciano MARTINS, « Formation du patronat industriel au Brésil », ds *Amérique latine, Crise et dépendance*, Paris, Anthropos, 1972, pp. 191-235.

² Cf. Anibal QUIJANO, *Nationalism and Capitalism in Peru. A Study in Neo-imperialism*, New York, Monthly Review Press, 1971, et « De la conciliación al enfrentamiento », *Latin American Perspectives*, printemps 1975, no. 1, pp. 123-136.

création sur place d'une industrie légère, et même lourde dans certains cas, après les années trente ; enfin, dans les pays les plus avancés dans cette voie, comme le Mexique, le Brésil et l'Argentine, l'internationalisation du marché intérieur et ce que Cardoso appelle une industrialisation restrictive : après la guerre, de nombreuses entreprises étrangères s'implantent en Amérique latine et produisent des biens manufacturés pour le marché local, tout en véhiculant une technologie relativement moderne et des modèles de consommation qui ne correspondent pas aux structures économiques du pays. Ces entreprises multinationales occupent une main-d'œuvre peu abondante et ne sont pas directement intéressées à l'intégration des populations marginalisées au marché, en raison de la nature de leur production et des caractéristiques socio-économiques de leur clientèle potentielle. D'où, sans doute, la restriction et la répression politique, mais aussi la rupture de cette relation autrefois étroite entre le développement, l'indépendance nationale et la bourgeoisie industrielle autochtone.

Cependant, la dépendance n'a pas revêtu partout la même forme, ni produit les mêmes effets. Il faut donc abandonner l'étude générale des liens entre la dépendance et le développement, utile pour étayer la thèse d'une dynamique spécifique pour l'ensemble de l'Amérique latine, et rechercher les facteurs d'explication des principales différences observables d'une société à l'autre. Dans cette optique, Cardoso fait intervenir la nature de la fonction remplie dans la division internationale du travail, ainsi que le moment de l'intégration à ce marché.

Ainsi, dans les économies axées sur l'exportation de produits agricoles, les classes dirigeantes ont pu conserver un certain contrôle du processus de production, ce qui a suscité d'importants effets du point de vue de l'accumulation du capital au plan local et a facilité un certain développement de l'industrie manufacturière et du marché intérieur ; ce qui s'est également traduit, particulièrement dans les années qui suivirent la crise économique de 1930, par des alliances de classes de type populiste, incarnées par Vargas ou Perón. Par contre, dans les économies essentiellement minières, où le contrôle étranger s'est particulièrement affirmé par suite d'une exigence plus considérable de capitaux, non seulement les profits étaient rapatriés dans la métropole, mais encore la classe dominante, privée de sa fonction économique, jouait un rôle axé sur la spéculation et sur la répression des mouvements sociaux susceptibles d'affaiblir la position des compagnies étrangères et, par voie de conséquence, de miner son propre statut d'intermédiaire local. Dans ces économies d'enclave, l'industrie manufacturière s'est développée moins rapidement et les mouvements populistes se sont heurtés à de plus fortes résistances de par la faiblesse même de la bourgeoisie industrielle au sein de la classe dominante.

Tandis que le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay représentent clairement cette première forme de dépendance, la Bolivie ou le Chili illustrent la seconde. Et c'est

ici que le moment de l'intégration au marché mondial, évoqué par Cardoso, va nous permettre d'opérer une sous-distinction à l'intérieur des économies minières, disons de marquer la spécificité du Chili par rapport à la Bolivie : pour celui-ci, l'exportation massive de minéraux se réalisera après que se soit édifiée une industrie manufacturière et donc une bourgeoisie intéressée à l'élargissement du marché intérieur, chose que ne requiert nullement l'expansion du secteur minier d'exportation. L'existence d'une telle bourgeoisie nationale exercera une influence non négligeable sur le fonctionnement du système politique chilien. Il est clair, par contre, que l'économie minière s'est implantée en Bolivie bien avant que puisse se constituer une bourgeoisie industrielle dotée d'un minimum de consistance, ce qui fait de cette formation une économie d'enclave par excellence.

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Malgré des divergences absolument essentielles, les thèses d'Abdel-Malek et de Cardoso présentent un point commun : l'État national dispose d'une marge de manœuvre et d'une capacité de résistance plus ou moins étendues par rapport aux intérêts économiques et au pouvoir d'intervention politique et idéologique des puissances impérialistes. De la même façon, le rôle tout à fait spécifique de l'État dans l'édification des nations arabes ou latino-américaines et, pour Cardoso, le type même de structure sociale associée au développement dépendant conduisent à reconnaître à l'appareil d'État une autonomie toute particulière par rapport à une bourgeoisie tantôt embryonnaire, tantôt non hégémonique.

Il est clair que cette autonomie de l'État renvoie à des phénomènes sociaux bien différents pour les deux auteurs. Dans la théorie nationalitaire, où la spécificité des agencements constitutifs de la société est à la source de la lutte de libération nationale, il est parfaitement possible d'envisager le rôle de l'État et de son armée sans le relier étroitement aux classes et aux intérêts en conflit. Une telle démarche serait impensable dans la perspective de la dépendance : les grands conflits d'intérêts et d'orientations en matière de répartition et de contrôle de la richesse collective, de défense du patrimoine national et de développement, ainsi que les relations des uns et des autres, sont au cœur même de la problématique, quel que soit par ailleurs le rôle historique propre reconnu à l'État dans la formation d'une réalité nationale.

L'important c'est que l'on retrouve chez les deux auteurs, à travers la manière dont ils abordent le rôle de l'État, un même souci de marquer la spécificité des mouvements sociaux dans les formations dépendantes et de fournir une clé pour l'analyse de leurs caractéristiques tantôt communes, tantôt plus particulières. Ce sont ces rapports sociaux, en effet, qui médiatisent la relation générale et conditionnante entre ces sociétés et le système capitaliste mondial ; à travers leur connaissance il devient possible de comprendre autre chose que les lois les plus générales du développement capitaliste et la manière singulière dont elles se réalisent dans une société donnée. Et Cardoso, en reliant les mouvements sociaux à certains modes de dépendance (c'est-à-dire à la fonction remplie dans l'économie mondiale) ou à certaines formes de dépendance (contrôle exercé ou non par une classe dirigeante nationale sur le procès productif), a fourni aux sociologues des instruments de travail utiles à toute réflexion sur le changement social en Amérique latine.

Chapitre III

Les groupes sociaux latino-américains dans la périodisation

[Retour à la table des matières](#)

On dispose maintenant d'un certain nombre de points de repère théoriques pour l'analyse des rapports sociaux dans les différents types de formations sociales, en relation avec le mode spécifique de l'intégration de ces dernières au marché mondial, aux stades successifs du développement capitaliste. Le moment est venu d'apporter certaines précisions sur les différentes périodes de l'histoire latino-américaine, de dresser une brève sociographie des acteurs sociaux et de rendre compte du jeu de leurs rapports d'alliance ou de conflit à ces différents moments. On pourra d'autant mieux apprécier, par la suite, comment la Bolivie participe de ce contexte général tout en présentant un certain nombre de caractéristiques spécifiques.

A. La périodisation en Amérique latine

[Retour à la table des matières](#)

Les auteurs qui s'intéressent aux rapports de dépendance établissent généralement la périodisation des formations latino-américaines d'après la nature de l'intégration de celles-ci au système mondial et donc d'après les stades de développement du capitalisme. Il leur est ensuite loisible d'opérer des distinctions entre ces sociétés, selon leur fonction plus spécifique dans la division internationale du

travail ou selon les effets diversifiés qu'une même relation conditionnante produit dans des types donnés de formations sociales.

L'importance de la relation externe dans la périodisation se retrouve d'ailleurs dans des théories de la modernisation, comme celle de Gino Germani¹, étant entendu que les « facteurs » envisagés par cet auteur sont d'ordre politique et idéologique plutôt qu'économique et qu'ils ne font pas référence aux stades du capitalisme international². Pour lui chacune des « étapes » du développement est censée représenter un recul de la dépendance à l'égard de l'étranger, un progrès dans la capacité d'autodétermination nationale. On rencontre donc dans les études menées dans des perspectives aussi différentes que la modernisation ou la dépendance une même insistance sur les rapports externes. De plus, il existe un assez large accord sur le découpage des principales périodes ou étapes et dans la description des principaux phénomènes qui les caractérisent. Les controverses concernent bien davantage les théories permettant d'expliquer l'apparition des faits observables et de leur conférer une signification : par exemple, la substitution des importations doit-elle être analysée comme une étape dans un processus général d'autodétermination nationale, ou doit-elle plutôt être conçue comme un changement dans la forme et le mécanisme de la dépendance, cette dernière se manifestant dorénavant dans l'importation de la technologie et des biens de production ?

La périodisation la plus classique dans la littérature sociologique oppose le développement vers l'extérieur par l'exportation de matières premières agricoles ou minières à la phase de substitution des importations – ou du moins de certaines d'entre elles – et de l'élargissement du marché intérieur. Les auteurs marxistes qui relient les changements structurels de l'Amérique latine aux stades du système capitaliste mondial, tendent à considérer la phase de substitution des importations – qui a suivi la dépression des années trente et s'est terminée aux alentours de 1950 – comme une simple transition³. Mais s'il s'agit vraiment d'une transition, et non du simple résultat du desserrement des liens économiques et financiers avec les sociétés capitalistes en crise, il faut pouvoir montrer les fonctions de cette phase au point de vue du passage de la période qui la précède (développement vers l'extérieur) à celle qui la suit, après 1950.

¹ Cf. « Etapas de la modernización en Latinoamérica », *Desarrollo Económico*, avril-juin 1969, vol IX, spécialement pp. 116-126 et p. 114.

² Parmi les facteurs externes évoqués par GERMANI, citons en vrac : l'influence étrangère (britannique ou américaine), la Grande Dépression, la Seconde Guerre mondiale, les idéologies libérale, marxiste, fasciste etc. ... le modèle chinois ou occidental de développement, etc. ... À noter que ces facteurs n'ont, avec les structures économiques, sociales et politiques correspondant à chaque « étape » du développement latino-américain, que des rapports extrêmement flous.

³ Voir dans ce sens : Manuel CASTELLS, « L'urbanisation dépendante en Amérique latine », *Espaces et sociétés*, juillet 1971, no. 3, pp. 5-24.

Cardoso désigne cette dernière période comme l'internationalisation du marché intérieur, c'est-à-dire « l'intégration d'une partie de l'économie nationale des pays en voie de développement au mode international de production ¹ ». Un des mécanismes essentiels de ce procès consiste en l'implantation de firmes multinationales qui, à ce stade, produisent pour le marché intérieur, mais dont la stratégie et la technologie obéissent à une rationalité externe à la société dépendante : il leur faut concurrencer une production qui ignore les frontières nationales et répondre aux goûts et attentes, devenus cosmopolites, de la clientèle locale. Le mode de production dont relèvent ces entreprises – concentrées dans l'industrie lourde et, en partie, dans le secteur des banques, du commerce et des communications – se forme donc au niveau international. Le procès n'épargne cependant pas un certain nombre d'entreprises autochtones, notamment du secteur nationalisé. Mais, suivant un modèle déjà évoqué à propos des rapports entre l'industrialisation et le système exportateur de biens primaires, ce stade de la production vient se greffer dans l'économie nationale sans se substituer à des formes d'organisation plus anciennes.

La phase de substitution des importations peut donc être considérée comme transitoire en ce sens que le marché urbain déjà constitué autour des activités exportatrices s'élargit par l'intégration économique de nouveaux groupes sociaux, occupés dans la production sur place de biens de consommation, voire, dans quelques sociétés, de biens de production : c'est l'époque où triomphe le populisme. Transition donc, dans la mesure où ce marché devient suffisamment étendu pour permettre aux entreprises multinationales de reprendre à leur compte le procès de la production pour l'intérieur, entamé durant la phase de substitution des importations.

Dans le cadre d'une théorie de la dépendance, chacune de ces périodes correspond à une forme, à un mécanisme particuliers de dépendance et doit, par conséquent, être reliée aux transformations du capitalisme dans les formations sociales d'Europe et des États-Unis. En d'autres termes, chacun des stades du capitalisme comme système mondial devrait comporter un type spécifique de relation entre les sociétés centrales et périphériques et, à l'intérieur de ces dernières, un procès typique de développement – ou de sous-développement – dépendant.

¹ Voir tout spécialement CARDOSO : « Les obstacles structurels et institutionnels au développement », *Sociologie et sociétés*, nov. 1970, no. 2, p. 307. Pour une définition plus exhaustive du procès d'internationalisation du marché, cf. pp. 305 et ss.

Dans son article déjà cité ¹, Manuel Castells met en parallèle trois types de dépendance en Amérique latine et trois sources de domination correspondant aux stades du système capitaliste :

Tableau 2

Stades du capitalisme et relations de dépendance selon Castells

Stades du capitalisme à l'échelle mondiale	Relations de domination-dépendance	Effets sur les rapports de classes
<ul style="list-style-type: none"> - accumulation primitive - capitalisme concurrentiel - capitalisme monopoliste-impérialiste 	<ul style="list-style-type: none"> - domination coloniale - domination capitaliste-commerciale - (phase de substitution des importations par une industrie nationale) - domination industrielle et financière 	<p>L'organisation des rapports de classes trouve sa logique à l'extérieur de la société dépendante</p>

La domination capitaliste-commerciale s'exerce, pour Castells, à travers les termes de l'échange (matières premières contre produits manufacturés) et correspond à ce qui a été désigné plus haut comme le développement vers l'extérieur. La domination industrielle et financière se manifeste, quant à elle, dans le procès d'internationalisation du marché intérieur. Sans approfondir davantage un cadre dont la prétention se limite à offrir quelques points de repère généraux à l'analyse du procès de transformation en Bolivie, on peut souligner rapidement que les effets de la domination capitaliste-commerciale ne sont pas identiques dans toutes les formations latino-américaines au point de vue du contrôle du procès productif, de la constitution d'une bourgeoisie autochtone et du développement économique. Ce qui nous rappelle que la logique des rapports de classes en Amérique latine n'est pas exclusivement externe et qu'à l'intérieur de la détermination essentielle par le système mondial capitaliste, il y a place pour d'importantes variations, qui font l'objet des analyses de dépendance.

Il est donc exact que chacun des stades du système capitaliste tend à redéfinir les rapports sociaux dans les formations dépendantes. Mais il n'est pas moins vrai que la fonction spécifique remplie dans l'échange international et les rapports de

¹ Manuel CASTELLS, « L'urbanisation... », op. cit., p. 16.

forces internes ouvrent ou ferment certaines alternatives et provoquent des solutions plus ou moins originales. Ainsi, la période du développement vers l'extérieur devrait logiquement instituer un conflit central entre l'oligarchie minière ou agricole et les travailleurs occupés aux champs ou à l'extraction des minerais – ce qui n'est déjà pas la même chose – et, vers la fin, la possibilité d'une alliance de ces travailleurs avec la bourgeoisie industrielle montante. Or ce schéma est loin de correspondre à la réalité : parfois la bourgeoisie industrielle s'est constituée dans le sillage du développement vers l'extérieur, ainsi que dans l'urbanisation et le gonflement du secteur tertiaire qui l'accompagnaient ; et il faut rappeler qu'aucun gouvernement populiste n'a jamais entrepris, et encore moins réalisé, de réforme agraire en profondeur, ni tenté de détruire de fond en comble le pouvoir de l'oligarchie. Ailleurs, là où dominait une oligarchie minière, c'est la classe moyenne urbaine – et non une bourgeoisie embryonnaire – qui a parfois pu arracher le contrôle de l'État, en s'appuyant sur le mouvement ouvrier et sur la révolte paysanne, pour éliminer pratiquement l'oligarchie des scènes politique et économique et prendre en charge le développement dépendant.

Une même relation conditionnante de dépendance est donc susceptible de produire des effets très différents dans les rapports sociaux et les institutions de la périphérie ; inversement, des changements assez semblables peuvent survenir à des stades différents de l'évolution du capitalisme mondial, comme les révolutions nationales-populaires du Mexique (au stade concurrentiel) et de la Bolivie (à la fin de la phase de substitution des importations) ; enfin, il semble bien que les acteurs principaux dans les rapports sociaux ne sont pas exactement ceux que la relation de dépendance désignerait comme tels aux stades successifs du capitalisme mondial. Il faut conclure qu'en aucun cas le procès concret n'est explicable comme résultat immédiat d'une relation de domination : il y a une logique interne aux rapports sociaux dépendants, irréductible à la détermination externe de ces rapports. C'est pourquoi il nous paraît excessif de dire, comme Castells, que « l'organisation des rapports de classe dans la société dépendante trouve sa logique en dehors d'elle-même et exprime le mode d'hégémonie de la classe sociale au pouvoir dans la société dominante ¹ ». Des rapports moins univoques relient les formations de la périphérie au « système mondial ² », et l'on peut tenter de les schématiser comme suit :

¹ *Ibidem*, p. 16.

² Qui n'est réellement mondial que lorsqu'il englobe les sociétés dépendantes et leurs rapports avec les sociétés impérialistes.

Les notions de médiation et de rétroaction indiquent clairement que, pour nous, le procès de développement du capitalisme mondial doit être analysé en tenant compte des effets de l'incitation dans les sociétés dépendantes et de l'incidence de ces effets sur le développement du capitalisme central. On a déjà montré que les sources de variations pouvaient être diverses pour les formations dépendantes. Outre la fonction spécifique remplie par une économie dans le marché mondial, la constitution préalable ou non d'une bourgeoisie autochtone, le contrôle relatif exercé ou non par cette dernière sur le procès production sont autant de facteurs d'explication des rapports sociaux à l'intérieur des sociétés dépendantes.

Par ailleurs, s'il est vrai que plusieurs stades se combinent dans les formations sociales du centre sous la domination de l'un d'entre eux, il doit pouvoir exister plusieurs formes de relations de dépendance entre ces économies et celles de la périphérie à une même période historique. Normalement aussi, l'une de ces formes doit l'emporter sur les autres ; mais cette prépondérance existe au plan global et rien n'indique, selon nous, que la forme de dépendance correspondant au stade dominant du système mondial soit celle qui unisse effectivement telle ou telle société dépendante aux métropoles impérialistes. Par exemple, l'internationalisation du marché intérieur présuppose l'existence d'un tel marché ; elle est donc effective au Brésil, imperceptible en Bolivie¹. Critiquable ou non, la notion de sous-

¹ On peut en trouver un indice dans la structure des investissements directs américains dans les économies latino-américaines. Les investissements des États-Unis dans le secteur manufacturier du Mexique, de l'Argentine et du Brésil représentent respectivement 68 %, 64 % et 69 % du total des investissements américains dans chacun de ces pays, en 1968. Ce pourcentage n'est que de 14 % pour le Pérou et de 7 % au Chili. Par contre, au Pérou et au Chili les mines obtiennent 61 % du total des investissements directs américains en ces pays, alors que ce pourcentage n'est que de 8 % pour les mines mexicaines et de 5 % pour celles du Brésil. Cf. *Economic Survey of Latin America*, New York, Nations Unies, 1972, p. 270, tableau 4.

impérialisme désigne alors la transformation de la forme de dépendance externe et des structures économiques internes du Brésil et les rapports nouveaux de cette formation socio-économique avec la société bolivienne qui, elle, conserve la même fonction économique de pourvoyeur de matières premières sur le marché international ; d'où les visées du Brésil sur les richesses naturelles de la Bolivie – et les tensions parmi les militaires de ce dernier pays – d'où aussi l'intérêt manifesté pour le marché bolivien et les interventions politiques ou militaires plus ou moins ouvertes.

Finalement, il ne semble pas aussi aberrant qu'on l'a parfois laissé entendre d'établir une périodisation au niveau de la formation sociale. On pourrait soutenir, par exemple, que le gouvernement militaire péruvien a rempli sous Velasco une fonction équivalente à celle qu'eurent les dirigeants populistes de naguère, en Argentine et au Brésil. Cependant, même si les formes dominantes de dépendance économique peuvent être multiples au cours d'une même période, il reste que les effets de l'accession des économies centrales à un stade nouveau s'exercent peut-être le plus, par le biais des relations et des organisations internationales, dans les institutions politiques et idéologiques des sociétés figées dans une forme archaïque de dépendance économique. On ne se surprendra donc pas qu'il y ait eu, en Bolivie comme ailleurs, des tentatives populistes d'élargissement du marché et d'intégration des masses, et qu'en l'absence d'une bourgeoisie industrielle capable d'amorcer ce procès, l'appareil militaire ait cru, entre 1936 et 1946, pouvoir le prendre en charge à lui seul. Mais on sait aussi que c'est par une voie originale, la révolution nationale-populaire, que la Bolivie a finalement tenté de s'adapter aux transformations du marché international.

On évitera donc, dans cette recherche, de négliger l'un ou l'autre de ces deux aspects complémentaires du développement bolivien : la détermination externe et la médiation interne. Comme on s'est efforcé de le montrer, la mise en perspective du procès spécifique bolivien et des tendances plus générales du capitalisme international devrait être la voie la plus féconde.

B. Les groupes sociaux et leurs rapports dans l'histoire de l'Amérique latine

[Retour à la table des matières](#)

Il est banal de rappeler que les classes sociales ne se définissent pas par les caractéristiques intrinsèques, par les attributs ou la situation d'un groupe social, mais bien par la position de ce dernier dans les rapports de production, et tout

spécialement au point de vue de l'accumulation du capital. Une telle remarque est cependant utile lorsque l'on s'attache à déterminer les intérêts d'un groupe dans un réseau complexe de rapports sociaux, incluant les enjeux de la libération nationale et du développement. Les pages qui suivent sont consacrées aux modifications de ces rapports aux différentes périodes de l'histoire latino-américaine à travers leurs effets sur le comportement des groupes sociaux concrets ¹.

1. De l'oligarchie à la bourgeoisie

[Retour à la table des matières](#)

Dans son acception la plus générale, la notion d'oligarchie désigne la domination d'une petite minorité, le terme de domination devant lui-même être compris dans le sens d'un divorce entre le pouvoir considérable détenu par cette classe ou fraction de classe et son rôle effacé dans la direction du procès de développement économique. De façon plus spécifique, l'oligarchie a pris le sens, en Amérique latine, d'une minorité dominante, constituée dans l'*hacienda*, les mines ou les plantations, que ses intérêts n'inclinent pas à favoriser l'élargissement du marché intérieur et les réformes sociales et politiques que cela eut comporté. Au niveau des valeurs, Bourricaud a caractérisé cette classe par son orientation patrimoniale et son égale insensibilité aux valeurs américaines de l'organisation ou aux valeurs françaises de l'État et du service public ².

Ce groupe doit son origine au système colonial espagnol ou portugais. Il n'est cependant pas parfaitement homogène dans la mesure où l'*hacienda* était généralement destinée à pourvoir aux besoins engendrés par l'activité minière, tandis que la plantation, qui se développe d'ailleurs plus tard, produit pour le marché extérieur, tout comme la mine. Par ailleurs, la relation de production s'établit dans chacun de ces cas sous une forme juridique distincte : les réquisitions et le travail forcé périodique, ou *mita*, dans les entreprises minières ; le *peonaje*, qui représente déjà une certaine forme de salariat, dans les *haciendas*, qui recrutaient leur force de travail parmi les autochtones de race indienne ; enfin, dans les plantations de canne

¹ Sur ces groupes, on peut consulter Antonio GARCIA, *La estructura del atraso en América Latina*, Buenos Aires, Editorial Pleamar, 1969, pp. 345-381. Pour le Brésil, voir Juarez Rubens BRANDAO LOPES, *Desenvolvimento e mudança social*, São Paulo, Companhia Editora Nacional, 1971, spécialement pp. 141-163. Pour l'Argentine, José Luis de IMAZ, *Los que mandan*, Editorial Universitaria de Buenos Aires, 1964.

² François BOURRICAUD, « Les règles du jeu en situation d'anomie : le cas péruvien », *Sociologie du travail*, juillet-septembre 1967, no. 3, p. 343.

à sucre, les esclaves importés d'Afrique constituaient l'essentiel de la main-d'œuvre.

Si les cloisons n'étaient pas étanches entre les propriétés minières et terriennes, comme en atteste le repli sur la terre au XVII^e siècle, lors de la détérioration relative du marché extérieur des minerais, le clivage social se trouvait, par contre, renforcé par les barrières raciales. Entre les grands propriétaires, les marchands, le clergé et les représentants de l'administration coloniale d'une part, la masse des Noirs et des Indiens d'autre part, seule une mince couche de métis remplissaient les fonctions de contremaîtres, petits commerçants et autres rôles intermédiaires. La stratification était donc extrêmement rigide dans des sociétés où la main-d'œuvre constituait le principal moyen de production, que l'on cherchait par conséquent à s'attacher de multiples manières ; par exemple, les avantages pécuniaires ne constituent qu'un aspect de la relation du *peón* à l'*hacienda*, l'autre dimension étant l'accession à un statut inférieur dans un ordre social par ailleurs relativement stable et sécurisant. Et c'est seulement au cours du XVIII^e siècle que les barrières raciales furent quelque peu abaissées pour les fonctions intermédiaires alors en expansion et que les conditions d'intégration à la société blanche se firent moins strictes ; la stratification tint un peu plus compte des critères économiques, car il fallait contenir les masses indiennes et, bientôt, éliminer les Espagnols et les obstacles dressés par eux au commerce international. Le phénomène de l'intégration n'en demeure pas moins marginal à l'époque.

La structure socio-politique héritée de la colonisation¹ ne connaît pas de transformation profonde au XIX^e siècle, durant la période de développement vers l'extérieur. L'oligarchie y consolide sa position et sauvegarde les mécanismes sur lesquels reposent son pouvoir et son statut social, tout en cooptant un certain nombre de métis ou de mulâtres compétents, nécessaires au contrôle des masses. Cette période est celle de la formation de grands domaines fonciers privés et de la continuation du contrôle de la main-d'œuvre (le Brésil n'abolit l'esclavage de façon définitive qu'en 1888) ; c'est aussi celle du développement des grandes villes aux fonctions commerciales et financières, sans lesquelles le procès de substitution des importations n'aurait pu se réaliser.

Au cours de la phase de substitution des importations et avec le déclin de l'hégémonie de l'oligarchie, la grande propriété latifondiaire continue d'exister et de fonctionner suivant le modèle socioculturel antérieur, sauf dans le cas de la révolution nationale-populaire en Bolivie et, beaucoup plus tôt, au Mexique. En effet,

¹ Pour évoquer le titre d'un livre dont nous nous sommes largement inspiré ici : Stanley et Barbara STEIN, *L'héritage colonial de l'Amérique latine. Analyse d'une dépendance économique*, Paris, Maspero, 1974.

malgré le caractère parfois virulent de leurs critiques verbales de l'oligarchie, les dirigeants populistes ne se sont pas attaqués aux structures agraires ; mais il est certain que l'institution est devenue beaucoup moins centrale dans la société et que les grands propriétaires se sont vus désormais confinés à l'arrière-plan de la scène politique.

Il ne faudrait cependant pas souligner le caractère de rigidité et de fermeture de l'oligarchie sans mentionner aussi qu'en Argentine, par exemple, les grands propriétaires comptaient dans leurs rangs une proportion importante de descendants d'immigrants européens, ce qui démontre une certaine ouverture : des 97 personnes qui se succèdent au Comité directeur de la Société rurale ¹ entre 1936 et 1961, seuls 38 % appartiennent à la classe supérieure traditionnelle, les autres descendant d'anciens colons, commerçants parvenus, industriels du textile ou avocats réputés, qui purent racheter les terres de certains membres ruinés des grandes familles les plus anciennes ². De plus, les plus grands propriétaires terriens contrôlaient les activités commerciales et les frigorifiques qui étaient directement liés à la production agricole et à l'élevage et, surtout, presque tous dirigeaient des entreprises anonymes généralement en rapport avec cette même production ³.

Il est vrai que l'Argentine constitue un cas assez particulier, et l'on a pu montrer que, dès la deuxième partie du XIX^e siècle, l'élevage et l'agriculture d'exportation y étaient régis par des procédés nettement capitalistes et que la main-d'œuvre rurale y avait conservé une certaine mobilité. Ce dynamisme de la production agricole, lié à la demande extérieure, ne serait pas étranger au manque d'agressivité de la bourgeoisie industrielle et des classes moyennes à l'égard de l'hégémonie de l'oligarchie terrienne ; en particulier, les couches moyennes urbaines étaient favorables au libre échangeisme préconisé le plus souvent ⁴ par l'oligarchie, et qui leur assurait des produits manufacturés à bas prix, mais au détriment de l'industrialisation ⁵.

Sans vouloir généraliser à partir du cas argentin, il reste que le schéma paternaliste des relations rurales a été affecté par une orientation de plus en plus

¹ La société rurale représente en fait les grands propriétaires.

² Voir José Luis de IMAZ, *Los que...* op. cit., spécialement pp. 89-90.

³ José Luis de IMAZ, *Los que...* op. cit., pp. 110-111.

⁴ Pas toujours, car lorsque la demande était faible et les prix bas sur le marché international, le développement de l'industrialisation et du marché intérieur a été considéré comme une alternative par les propriétaires terriens. Cf. Gustavo POLIT, « The Industrialists of Argentina », ds James PETRAS, Maurice ZEITLIN (éds), *Latin America, Reform or Revolution ?* Greenwich, Fawcett Publ., 1968, pp. 413-415.

⁵ Il faut noter que cette étude n'envisage que les régions exportatrices de biens ruraux : Buenos Aires, Santa Fe, Córdoba, Entre Rios et La Pampa. La production s'effectuait suivant un modèle différent dans certaines parties moins dynamiques du pays. Voir Leopoldo ALLUB, « Las clases altas terratenientes y el desarrollo de la agricultura Comercial en Argentina », *Revista Latinoamericana de Ciencia Política*, août 1972, no. 2, pp.281-317.

marquée de l'oligarchie vers les activités industrielles et surtout commerciales et financières. Aussi, les nombreuses obligations en services et biens qui pèsent sur le travailleur agricole et sa famille vont se maintenir longtemps¹, tandis que les attitudes paternalistes du grand propriétaire tendent progressivement à n'être plus qu'une façade. On a pu ainsi noter des cas où l'absence opportune et délibérée du patron permettait à ses subordonnés de réaliser des actes qui contrastaient trop violemment avec l'image de la relation traditionnelle et qui étaient accomplis au mépris de la parole donnée quelque temps auparavant : l'opprobre retombe normalement sur l'administrateur, souvent un homme de loi recruté en raison de sa loyauté envers le propriétaire plutôt que de son expérience en matière d'agriculture ou d'élevage, et qui gère le domaine dans le cadre des instructions données par le latifondiste². Mais parfois aussi, il arrive que l'absentéisme du propriétaire – dont les principaux intérêts économiques peuvent être ailleurs – et l'écart trop grand entre les normes traditionnelles et les pratiques réelles conduisent à des remises en question beaucoup plus radicales, puisqu'elles débordent le cadre des relations avec l'administrateur et consistent en une contestation du latifonds comme structure de pouvoir³.

De plus en plus, la « modernisation » de l'oligarchie et les pressions du pouvoir politique en faveur d'une rationalisation de la production agricole distendent donc la relation traditionnelle, basée sur le rapport particulariste du patron à sa clientèle, et font apparaître davantage le caractère despotique et arbitraire de l'autorité exercée aux différents niveaux hiérarchiques de la grande propriété rurale⁴. Mais les révoltes qui secouent sporadiquement les masses paysannes depuis la colonisation ont généralement échoué à transformer la structure autocratique du pouvoir de l'oligarchie terrienne ; de façon générale, la faiblesse relative des mouvements paysans s'est exprimée tant par le phénomène des *caudillos* locaux, sous la bannière desquels les masses se sont souvent engagées, que par la difficulté à faire prévaloir, parmi leurs propres dirigeants, l'intérêt collectif sur les ambitions individuelles de

¹ Dans le sud bolivien, avant la Révolution, les journées de travail prestées par le peón (appelé *arrendero*, ou encore colón, bref celui que se voyait allouer un petit lopin de terre en échange de services obligatoires et de diverses formes de paiement), ces journées variaient, pour les hommes, de cinq à trois cent cinquante par an ; dans la grande majorité des cas, elles dépassaient largement la centaine. Voir Dwight B. HEATH, Charles J. ERASMUS, Hans C. BUECHLER, *Land Reform and Social Revolution in Bolivia*, New York, F. A. Praeger, 1969, p. 35 en particulier.

² Ernest FEDER, « Societal Opposition to Peasant Movements and Its Effects on Farm People in Latin America », ds Henry A. LANDSBERGER (éd.), *Latin American Peasant Movements*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1969, pp. 405-408.

³ Voir par exemple James PETRAS, Hugo ZEMELMAN MERINO, *Peasants in Revolt, A Chilean Case Study, 1965-1971*, Austin, The University of Texas Press (Institute of Latin American Studies), 1972, pp. 26 et ss. Voir aussi le chapitre 7 où l'auteur décrit quelques attitudes à l'égard des propriétaires terriens et du paternalisme.

⁴ Dans son article déjà cité, « Societal Opposition... », Ernest FEDER distingue au moins cinq ou six niveaux d'autorité dans deux *haciendas traditionnelles* typiques de l'Équateur et du Chili (pp. 404-405).

carrière rivalités stériles ¹. L'*hacienda* est un système socioculturel tellement clos et contraignant qu'on a pu comparer le rôle du syndicat paysan à celui du propriétaire, auquel il se serait pratiquement substitué en Bolivie après la révolution de 1952 : relation de patronage, règlement quasi judiciaire des conflits entre paysans et même des divorces, médiation en cas d'héritage, d'échange de terres etc. ²

Dans les sociétés d'où l'oligarchie n'a pas été éliminée par une révolution, sa capacité d'adaptation et de participation aux activités financières et industrielles a été stimulée plus récemment par des gouvernements aux politiques aussi divergentes à maints égards que ceux du Pérou ³ ou du Brésil. Dans ces deux économies, dont l'une s'est constituée sur le modèle de l'enclave alors que l'autre s'édifiait sur l'agriculture d'exportation, des mesures ont été prises, qui ont pour effet de contraindre les propriétaires fonciers à se moderniser, à se reconvertir dans l'industrie ou à disparaître comme force sociale ⁴. Il suffit d'évoquer ici les règles d'indemnisation applicables aux propriétaires péruviens expropriés sous Velasco, et favorisant nettement ceux d'entre eux qui réinvestissent leurs capitaux dans l'industrie. Les politiques adoptées au Brésil et au Pérou sont loin de supprimer le pouvoir de l'oligarchie ; elles indiquent cependant que les gouvernements militaires de ces deux formations sociales ne représentent pas cette classe et que leur politique a plutôt pour effet le renforcement de la bourgeoisie industrielle.

Pour être complet, il faudrait introduire dans ce tableau de l'oligarchie latino-américaine de nombreuses variantes régionales, de multiples nuances et, surtout, envisager ses traits spécifiques et les rapports sociaux dans les plantations et dans les mines. En ce qui concerne la plantation, forme peu développée en Bolivie, il suffira pour notre propos de rappeler qu'elle ne relève pas d'un modèle d'agriculture moderne, bien que dans quelques cas elle puisse recourir à des méthodes modernes d'exploitations ; parmi les aspects qui la distinguent de ce modèle on peut citer notamment la faiblesse du développement technologique, la rareté du travail

¹ Voir Henry A. LANDSBERGER, Cynthia N. HEWITT, « Ten Sources of Weakness and Cleavage in Latin American Peasant Movements », ds Rodolfo STAVENHAGEN (ed.), *Agrarian Problems and Peasant Movements in Latin America*, New York, Anchor Books, 1970, pp. 559-583.

² Cf. Dwight B. HEATH « The Revolution Didn't Change Everything for the Bolivian Indians », ds Lewis HANKE (ed.), *Latin America. A Historical Reader*, Boston, Little Brown and Company, 1974, pp. 648 et ss.

³ Sur la réforme agraire au Pérou, voir Anibal QUIJANO, *Nationalism and...* op. cit., et Antoinette FIORAVANTI-MOLINIE, « Tendances actuelles de la communauté rurale péruvienne », *Sociologie du travail*, avril-juin 1973, no. 2, pp. 174-192. L'auteur montre comment la structure traditionnelle demeure dominante dans la vallée du Yucay et comment elle est néanmoins mise en question par le développement de l'économie de marché et par la politique agraire nationale.

⁴ Ce qui ne signifie nullement que les droits collectifs des masses rurales aient été renforcés. Au Brésil, c'est même tout le contraire qui s'est produit.

qualifié et l'absence de mobilité de la main-d'œuvre¹. Quant à l'oligarchie minière, ses caractéristiques et son rôle seront explicités ultérieurement, dans le cadre bolivien.

Il faut dire un mot maintenant de la bourgeoisie dont il a déjà été question précédemment et qui trouve son origine tantôt dans l'action de l'État – dans les enclaves – tantôt dans les activités reliées à l'agriculture ou l'élevage d'exportation, ou dans les ateliers et fabriques montés par des immigrants enrichis par le commerce dans les régions rurales². Longtemps dépendante du secteur exportateur, la bourgeoisie a tendu, par la suite, à se définir comme classe moyenne, dans la mesure où sa faiblesse relative l'obligeait à rechercher l'appui des couches urbaines et à se poser, jusqu'à un certain point, en rivale de l'oligarchie. Il en a découlé toute une stratégie et une idéologie du développement et de l'autonomie nationale ; de ce projet grandiose, la bourgeoisie industrielle – ou nationale – devait être l'artisan principal, en alliance avec la classe ouvrière et les couches urbaines progressistes.

L'interruption du procès de substitution des importations et l'internationalisation du marché intérieur ont cependant introduit des divisions très profondes parmi les entreprises aux points de vue du contrôle, de la technologie, des relations de travail, de la position sur le marché intérieur et international, etc. La position nouvelle de dépendance des industriels latino-américains – en tant que simples dirigeants dans l'entreprise ou comme sous-traitants sur le marché – a porté un coup sévère aux éventuelles aspirations populistes de ce groupe ; il semble que l'alternative populiste n'ait plus, au Brésil, l'assentiment que d'une minorité, recrutée parmi les secteurs les moins modernes (alimentation et textile notamment), les moins dépendants de l'extérieur, et aussi les moins prêts à accepter un rôle économique actif de l'État et les moins enclins à percevoir un conflit entre les intérêts agricoles et industriel³.

¹ Pour plus de précisions, cf. Ruth C. YOUNG, « The Plantation Economy and Industrial Development in Latin America », *Economic Development and Cultural Change*, avril 1970, no. 3, en particulier p. 354. Pour une fresque de la vie quotidienne dans une plantation à la fin du XIXe siècle, voir Stanley J. STEIN, « Patterns of Living on the Vassouras Plantation », ds Lewis HANKE, *Latin...* op. cit. pp. 382-389.

² Sur la formation des élites d'entreprise, voir en particulier Fernando H. CARDOSO, *Sociologie du développement en Amérique latine*, Paris, Anthropos, 1960, chapitre V et, du même auteur : « Des élites : les entrepreneurs d'Amérique latine », *Sociologie du Travail*, juillet-septembre 1967, no. 3, pp. 255-280. Le rôle des immigrants dans ce procès a également été souligné à maintes reprises ; voir, par exemple Warren KEMPTON DEAN, Sao-Paulo, New York, Random House, 1968, spécialement chap. III et IV, et Gino GERMANI, « Mass Immigration and Modernization in Argentina », ds Irving L. HOROWITZ, Josué de CASTRO, John GERASSI, *Latin American Radicalism*, New York, Random House, 1969, spécialement pp. 327-330.

³ Fernando H. CARDOSO, *Politique et développement...* op. cit., chap. V, pp. 231-268.

C'est peut-être à ces secteurs et, de façon plus générale, à la bourgeoisie des sociétés dans lesquelles le procès d'internationalisation du marché intérieur et d'industrialisation restrictive n'opère pas encore qu'il faut appliquer le diagnostic d'Antonio Garcia¹ : le comportement économique et social de la bourgeoisie latino-américaine – parmi laquelle il faudrait distinguer la bourgeoisie traditionnelle des banquiers et des commerçants, celle qui doit son origine à la spéculation foncière et, finalement, les chefs d'entreprise – est marqué par son insertion dans une structure sociale rigide et traditionnelle, dans laquelle subsistent un certain nombre d'éléments hérités de la colonie. Il en résulte une bourgeoisie dépourvue d'esprit d'entreprise et peu portée à s'opposer au système de privilèges dont elle se nourrit.

2. La classe moyenne

[Retour à la table des matières](#)

La thèse bien connue de John J. Johnson sur l'émergence des « secteurs moyens » en Amérique latine² servira d'entrée en matière pour notre réflexion sur ces groupes dont la croissance est liée aux procès de développement et d'urbanisation ; les travaux de cet auteur sont, en effet, représentatifs d'un courant de pensée dont la critique constitue un point de départ pour l'analyse.

Johnson distingue deux périodes historiques, à chacune desquelles correspond l'apparition d'un type particulier de secteurs moyens. Tout d'abord, dès le XIX^e siècle, naît une couche qu'il qualifie de traditionnelle, parce que l'accès en est limité par l'origine sociale et l'instruction et que ses membres ont tendance à s'aligner politiquement sur l'oligarchie : ce sont des intellectuels, artistes, prêtres, officiers de rang moyen et bureaucrates du gouvernement. Ensuite, avec une importante immigration de travailleurs agricoles, d'ouvriers qualifiés, de techniciens et de directeurs, qui affluent entre 1885 et 1915 dans des pays comme le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay, le Chili et le Mexique, avec aussi la croissance des grandes villes portuaires³, émerge un nouveau type de « secteur moyen » : ce sont, selon J. J.

¹ La estructura... op. cit., pp. 364-367. Un peu dans le même sens, voir Alberto SANCHEZ CRESPO, « La burgues a industrial y el desarrollo economico de la Argentina », *Revista Latinoamericana de Sociologia*, 1968, no. 2, pp. 199-227.

² Les thèses de John J. JOHNSON sont exposées dans « The Political Role of the Latin American Middle Sectors », *The Annals*, mars 1961, pp. 21 et ss., ainsi que dans *Political Change in Latin America. The Emergence of the Middle Sectors*, Stanford University Press, 1958.

³ On sait combien ces grandes métropoles continuent de regrouper une partie considérable de la population nationale, surtout dans les économies développées à partir de l'agriculture. Aux

Johnson, les techniciens, directeurs et propriétaires des établissements commerciaux et manufacturiers ; ils prolifèrent parallèlement à des couches plus traditionnelles reliées aux domaines de la presse, de l'éducation et de la bureaucratie.

De cette thèse on peut retenir l'aspect descriptif, mais il faut rejeter tant le rôle prêté par l'auteur à ces nouveaux secteurs que la notion même de secteur moyen à propos des dirigeants ou chefs d'entreprise, ou encore la conception implicite selon laquelle le personnel à l'emploi des organes de presse ou des maisons d'éducation serait traditionnel par définition, tandis que les entrepreneurs ou gros commerçants seraient modernes par l'effet même de leur activité professionnelle. Pour Johnson, il ne fait pas de doute que les nouveaux secteurs moyens issus des progrès de l'industrie et du commerce manifestent une série d'attitudes très favorables au développement : nationalisme, croyance au rôle économique et social de l'État et aux bienfaits de l'industrialisation, importance de l'éducation. En fait, il semble bien que les comportements progressistes de ces groupes n'aient résisté ni à l'épreuve du pouvoir ni à l'usure du temps. En effet, les attitudes mentionnées sont apparues surtout au cours de la phase de revendication des secteurs moyens, lorsque leur participation au pouvoir politique ne correspondait pas à leur importance réelle dans la société et qu'ils se sont alliés aux travailleurs urbains. De plus, il est clair que ces orientations ont existé également dans les économies d'enclave, comme la Bolivie, où le développement industriel était pour le moins restreint et où le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) représentait, par conséquent, bien plus les secteurs moyens dits traditionnels que les dirigeants de l'industrie et du commerce.

En réalité, la thèse de Johnson s'inscrit dans le cadre des théories qui placent les secteurs moyens au centre du procès de modernisation et de développement et qui confèrent à ces groupes des attributs indépendants de leurs positions et de leurs fonctions spécifiques dans les formations dépendantes : ainsi, les théories qui ont posé l'importance numérique de la classe moyenne comme facteur de stabilité et de démocratie.

De façon générale et préalable, la classe moyenne peut être caractérisée par sa relative hétérogénéité¹ : les groupes qui la composent ne sont définissables, en effet, ni par une participation commune au procès de production ni par les liens qui les uniraient à des intérêts nationaux ou étrangers ; ils ne sont pas non plus

alentours de 1950, le pourcentage de la population métropolitaine dans la population totale était de 32,7 % (Montevideo), 28,7 % (Buenos Aires), 22,4 % (Santiago), 11,5 % (Mexico), 5,9 % (Rio). Mentionnons aussi La Paz avec 11,5 % de la population. Cf. Harley L. BROWNING, « Recent Trends in Latin American Urbanization », *The Annals*, mars 1958, p. 115, tableau 3.

¹ Sur ce point, voir Alain JOXE, *Las Fuerzas armadas en el sistema politico de Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1970.

identifiables comme salariés, ni par leur position dans l'échelle des revenus. Dans cette perspective, leurs intérêts apparaissent peu convergents au triple point de vue du développement industriel, du contrôle du procès productif et de l'anti-impérialisme. En outre, les différents groupes qui constituent ladite classe détiennent des pouvoirs de pression fort inégaux dans la négociation de leur statut, ce qui, combiné aux disparités économiques, sociales et culturelles, incite plutôt à la stratégie individuelle ou à un sentiment d'appartenance à une catégorie restreinte qu'à une participation collective de classe.

Deux critères ont été avancés qui permettraient de rendre compte du comportement spécifique de la classe moyenne d'Amérique latine, et tout spécialement de celui des bureaucrates publics qui, avec leurs confrères du secteur privé, forment une bonne part de cette classe. D'un côté, il y a dans la fonction publique appropriation collective des moyens de travail aux plans technique et juridique ; ce rapport au travail distingue très nettement ces couches moyennes urbaines d'une petite bourgeoisie et les rend plus ouvertes aux politiques de nationalisation, par exemple, tandis que toute atteinte au pouvoir de l'État par des bureaucraties privées, syndicats ou partis, suscite une vive résistance de leur part. Par ailleurs, ces salariés œuvrent dans les appareils de l'État, lequel peut être considéré comme le producteur de la société, en Amérique latine, vu l'inexistence d'un secteur économique complet et autonome ; dans cette perspective, le projet « développementaliste » ne naîtrait pas dans la bourgeoisie traditionnelle, mais dans le cerveau des travailleurs collectifs de l'État, en rapport avec la fonction politique de ce dernier et les problèmes économiques et sociaux de la société ¹.

Cette position particulière des bureaucrates a été soulignée à maintes reprises, et tout spécialement à propos du Chili. On a soutenu par exemple que, vu la faiblesse de la bourgeoisie, la bureaucratie d'État ne pouvait être réduite à un simple instrument de celle-ci ; qu'elle pouvait donc s'allier avec le prolétariat réformiste, ce qui est dans l'intérêt de ce dernier s'il ne veut pas perdre ses privilèges relatifs ². De son côté, analysant les attitudes de la bureaucratie chilienne à l'égard du changement social et du développement économique, James Petras insiste sur la fonction de cette catégorie comme principal élément intégrateur de la société, au sein de laquelle elle assure l'unité de la « *structure de compromis* » ; ce rôle et la présence en son

¹ Cette thèse des couches moyennes urbaines comme bureaucratie d'État est reprise à J. A. GUILHON-ALBUQUERQUE, « Notes sur le système de sous-développement, le rôle de l'État et le concept de classes moyennes modernes », *L'homme et la société*, avril-juin et juillet-septembre 1971, nos. 24-25, pp. 187-206.

² Voir la discussion parue dans la *Revista Latinoamericana de Ciencias Sociales*, juin-décembre 1971, à propos du livre de Norbert LECHNER, *La democracia en Chile*, Buenos Aires, Ed. Signos, 1970.

sein de différents niveaux de la stratification sociale expliqueraient une certaine incohérence dans les attitudes de ce groupe ¹.

Il est bon de s'interroger un instant sur les raisons qui poussent les auteurs à privilégier tellement le rôle de la bureaucratie d'État par rapport celui des bureaucraties privées ou des autres groupes socioprofessionnels intermédiaires. Car, même dans les formations latino-américaines où la fonction publique a connu son expansion la plus spectaculaire, comme le Chili, ou encore la société bolivienne dans laquelle la « classe moyenne » s'est emparée de l'État par une révolution destinée à promouvoir sa propre politique économique et sociale, les fonctionnaires du gouvernement ne constituent qu'une partie minoritaire de la classe moyenne et *a fortiori* de la société globale ².

Cet intérêt pour la bureaucratie publique s'explique par le rôle de l'État et de ses appareils dans les sociétés dépendantes, surtout celles dans lesquelles l'absence d'articulation entre les différents secteurs de la production interdit pratiquement aux classes dominantes de s'allier politiquement et d'assumer une certaine direction de l'économie. Il reste qu'en orientant l'analyse dans cette voie, on sort d'une problématique axée sur la notion de classe moyenne, dont on exclut d'ailleurs des couches numériquement importantes, pour entrer dans une problématique de l'État et de sa fonction dans les sociétés dépendantes. Une telle orientation de la recherche peut certainement se justifier si l'on considère le rôle de l'État dans les économies latino-américaines ³ et si l'on veut bien admettre qu'il est l'un des seuls appareils capables d'articuler et de promouvoir une politique économique et sociale. Cette question du rôle de l'État sera traitée ultérieurement de façon plus détaillée, à travers les interventions de l'appareil militaire en Bolivie et dans les autres formations d'Amérique latine.

Il est clair aussi que toute théorisation du rôle de la classe moyenne ou de la bureaucratie d'État devra pouvoir expliquer son comportement devant l'installation des juntes militaires du Brésil et du Chili, pour ne citer que celles-là. En effet, depuis la deuxième moitié du XXe siècle, l'attitude de la classe moyenne peut

¹ James PETRAS, « La política de integración : la burocracia chilena », *Desarrollo Económico*, avril-juin 1960, spécialement p. 92.

² Au Chili, par exemple, les salariés au service de l'État étaient, en 1962, au nombre de 275,000 (dont 30 % d'ouvriers) soit environ 10 % de la main-d'œuvre totale. À noter également que les services privés et publics (à l'exclusion des services de base) occupaient 40,1 % de la population en activité en 1958 et 45,9 % en 1969, au Chili. Cf. *Economic Survey of Latin America*, 1970, New York, Publication des Nations Unies, 1972, p. 54, tableau 25.

³ Voir par exemple la part du secteur public dans les investissements fixes, en 1969 : Bolivie, 59 % Chili, 58,6 % ; Mexique, 40,8 % ; Pérou, 34,6 %. Le pourcentage est élevé même dans le cas du Brésil (38,8 %) et de l'Argentine (37,1 %). Cf. *Economic Survey...* op. cit., p. 53, tableau 22.

difficilement passer pour une opposition cohérente et organisée aux politiques antipopulistes menées par les gouvernements militaires. Il ne faudrait pas pour autant considérer les militaires comme les représentants de la classe moyenne, comme on l'a fait parfois. Sans entamer une discussion sur ce thème, qui fait l'objet d'un autre chapitre, disons que les dirigeants brésiliens actuels, quelle que soit leur origine sociale, semblent œuvrer beaucoup plus en faveur de la grande entreprise moderne – nationale ou non ¹ – qu'en faveur de la classe moyenne ou de toute autre classe ou fraction, y compris l'oligarchie.

3. La classe ouvrière

[Retour à la table des matières](#)

Les caractéristiques du développement dépendant, comme la disproportion entre la croissance urbaine et l'emploi industriel ² ou le gonflement du secteur tertiaire, expliquent la part relativement peu importante de la classe ouvrière dans la population active.

En 1950 autant qu'en 1960, le groupe des artisans et ouvriers représentait 13 % de la population brésilienne en activité ; ce pourcentage était de 18 % (1950) et 15 % (1960) au Pérou ³. Ces chiffres ne sont évidemment pas représentatifs pour chacun des pays latino-américains : en Argentine, par exemple, le pourcentage obtenu serait certainement beaucoup plus élevé compte tenu de la fraction relativement réduite de la population active occupée dans le secteur de l'agriculture, de la chasse et de la pêche (25,2 % en 1947, par opposition à 59,6 % au Brésil et à 71,6 % en Bolivie), ainsi que l'importance du secteur manufacturier (22,1 % de l'emploi en 1947, par opposition à 9,4 % au Brésil et à 8,1 % en Bolivie) ⁴. Il reste que, de façon générale, l'absorption de la main-d'œuvre nouvellement urbanisée

¹ On sait assez combien les militaires brésiliens ont privilégié l'alliance avec les États-Unis et la conception des *frontières idéologiques*, par opposition à l'affaiblissement de la relation de dépendance.

² Il existe une relation entre la croissance urbaine et la production industrielle, par suite de la modernisation du secteur manufacturier. Cf. Manuel CASTELLS, *La question urbaine*, Paris, F. Maspero, 1972, pp. 75 et ss.

³ Selon des recensements de population ainsi que des données de la CEPAL reprises par F. H. CARDOSO dans le chapitre intitulé « Industrialisation, structure de l'emploi et stratification sociale en Amérique latine », ds *Sociologie du développement en Amérique latine*, Paris, Anthropos, 1969, p. 137.

⁴ Voir *América en cifras*, 1963, vol. IV, Situación social, Washington, Unión Panamericana (IASI), 1964, pp. 118-121.

s'effectue essentiellement dans le secteur des services ¹ et que, si l'on compare le pourcentage, en 1969, des travailleurs de l'industrie et des services de base ² avec celui du personnel occupé dans les services, on constate que ces derniers l'emportent dans tous les cas, et parfois de beaucoup ³. Cette tendance était déjà très nette entre 1950 et 1960, comme le montre une comparaison du pourcentage des non-manuels par rapport aux manuels à ces deux moments : pour l'Argentine, le Brésil et le Chili, les pourcentages sont respectivement de 17,8 % et 38,17 % ; 13,2 % et 15,39 % ; 20,7 % et 31,27% ⁴.

Il faut ajouter que de telles statistiques sont trompeuses dans des formations sociales hétérogènes et que le simple fait de regrouper sous une même rubrique les ouvriers et artisans masque des différences importantes dans les rapports de production et ne permet pas de déceler la tendance à l'accroissement des premiers par rapport aux seconds. De toute façon, et cette remarque vaut particulièrement pour la catégorie des services ⁵, il existe au sein de chacun des secteurs de production, manufacture comprise, de très grandes disparités dans le niveau de productivité et, plus profondément, dans le degré d'absorption du progrès technologique et dans le modèle de rapports sociaux ⁶.

¹ Le pourcentage de la force de travail non-agricole employée dans les manufactures était de 33,9 % en 1930. Avec les progrès de l'urbanisation, ce pourcentage est passé à 32,6 % en 1940, à 30,8 % en 1950 et à 27,1 % en 1960. Malgré une augmentation relative des emplois dans la construction et les services de base, c'est surtout dans les (autres) services que le gonflement est sensible. Voir *Estudio económico de América Latina*, 1967, New York, Nations Unies (CEPAL), 1968, pp. 43-44.

² Eau, gaz et électricité, santé, transports et communications.

³ Cf. *Economic Survey*.... op. cit., pp. 54-55, tableau 25. Parmi les écarts importants en faveur des services, notons ceux du Chili (45,9 % dans les services et 31,6 % dans l'industrie et les services de base) et l'Argentine (47,5 % et 36,9 %) ; or, ce sont deux pays qui comptent les pourcentages les plus importants de leur main-d'œuvre dans l'industrie et les services de base (avec l'Uruguay). À signaler encore qu'en Bolivie l'écart n'est pas considérable entre ces deux secteurs de production, qui occupent respectivement 23,9 % et 21,1 % de la force de travail. Si l'on se réfère aux chiffres avancés par L. A. COSTA PINTO et Waldemiro BAZZANELLA pour le Brésil, on voit qu'entre 1940 et 1950, soit au cœur de la phase de substitution des importations, l'augmentation des personnes employées dans les services a été de 134,2 %, alors que l'accroissement dans les manufactures n'a été que de 59,3 %. Cf. « Economic Development, Social Change and Population Problems in Brazil » *The Annals*, mars 1958, pp. 123-124.

⁴ F. H. CARDOSO, « Industrialisation, structure... », ds *Sociologie du développement*... op. cit., p. 140, tableau 20. Voir aussi le tableau 21 qui indique que, dans la population urbaine, les manuels représentent moins de 50 % des non-manuels au Brésil, au Pérou et en Colombie, environ 50 % en Argentine et près de 75 % au Mexique. *Ibidem*, p. 141.

⁵ On sait que la rubrique « services » inclut notamment une partie du chômage déguisé, particulièrement important dans des occupations comme jardinier, savetier, lavandière, cuisinière, couturière, vendeur ambulant, porte-faix, etc. ... Voir J. R. BRANDAO LOPES, *Dosenvolvimento*... op. cit. pp. 21-30.

⁶ Cf. *Estudio económico*.... op. cit., p. 44. Pour le pourcentage de la force de travail employée dans des entreprises réparties en trois catégories d'après le critère de leur productivité (modernes, intermédiaires, primitives), voir *Income Distribution In Latin America*, New York, Nations Unies (CEPAL), 1971, p. 136, tableau 14.

L'hétérogénéité dans la composition de la classe ouvrière s'ajoute donc à sa faiblesse numérique, liée au pourcentage peu élevé et assez stable de la main-d'œuvre employée dans l'industrie de transformation : en 1945, ce pourcentage était de 14,1 % de la main-d'œuvre totale ; en 1960 il ne dépassait pas 14,6 % pour l'ensemble de l'Amérique latine¹. Entre 1945 et 1960, le taux de croissance de l'emploi n'a été que de 2,8 dans l'industrie manufacturière alors qu'il atteignait 4,6 dans le secteur regroupant commerce, gouvernement et services, et 4,8 dans les services de base ; cette tendance n'est que partiellement compensée par le taux de 6,2 d'augmentation dans la construction². Finalement, la façon dont l'accroissement de la population active se répartit entre les différents secteurs, révèle que la manufacture n'a absorbé que 15,9 % de ces nouveaux emplois, la construction 9,2 % et les services de base 8,6 % ; par contre, le commerce, le gouvernement et les autres services en ont absorbé 28,5 % (dont 13,2 % pour les seules activités commerciales et financières) et, en raison de son poids numérique, l'agriculture contribue encore pour 27,3 % à la formation de nouveaux emplois³.

L'évolution de l'industrie minière ne contribue pas non plus au renforcement de la classe ouvrière. En effet, ce secteur n'a participé qu'à raison de 0,5 % à l'augmentation générale du niveau occupationnel en Amérique latine entre 1945 et 1960⁴ et le taux d'expansion de la main-d'œuvre minière n'a été que de 1,2 au cours de la même période, c'est-à-dire un peu moins que dans l'agriculture où le taux est de 1,3⁵. Par ailleurs, les seuls pays où le pourcentage des travailleurs des mines et des carrières représente plus de 2 % de la population active globale sont le Chili (4,1 % en 1960) et la Bolivie (3,2 % en 1950)⁶. L'emploi dans les mines de Bolivie présente des caractéristiques particulières, en relation avec les bouleversements politiques survenus en 1952 ; après une augmentation de la main-d'œuvre régulière, qui culmine en 1956, le nombre des mineurs a tendu à décroître, pour revenir en 1964 à un niveau inférieur à celui de 1951, soit environ 24,000 hommes dans les exploitations nationalisées⁷. Le déclin est plus marqué au Chili, du moins jusqu'en 1965, puisque le pourcentage des emplois dans ce secteur passe de 5,7 % en 1930 à 4,7 % en 1952 et à 3,8 % de la population active totale en 1965⁸.

¹ *The Economic Development of Latin America in the Post-War Period*, New York, Nations Unies, 1964, page 30, tableau 26.

² *The Economic...* op. cit., p. 30, tableau 28.

³ *Ibidem*, p. 30, tableau 27.

⁴ *Ibidem*, p. 30, tableau 27.

⁵ *Ibidem*, p. 30, tableau 28.

⁶ *América en...* op. cit., pp. 118-121.

⁷ « La política económica de Bolivia en el periodo 1952-64 », *Boletín Económico de América Latina*, octobre 1967, no. 2, p. 183, tableau 1.

⁸ Alan ANGELL, *Politics and the Labour Movement in Chile*, Londres, Oxford University Press, 1972, p. 46.

Cependant, pour expliquer l'absence de résistance efficace et parfois même de mobilisation réelle de la classe ouvrière face aux interventions de l'appareil militaire et aux régimes antipopulistes et dépendants qu'ils tendent à instaurer depuis la fin de la phase de transition, il faut dire un mot des organisations de travailleurs – en particulier des syndicats – ainsi que de l'état, ou plutôt des états de la conscience ouvrière. Dans plusieurs cas, comme au Brésil, c'est sous l'égide des gouvernements populistes que les organisations syndicales ont pu, sinon se constituer, du moins se développer et se structurer. L'État de son côté contrôlait les activités de ce syndicalisme bureaucratique de masse, comme on a pu l'appeler¹, par divers mécanismes, qui vont du pouvoir direct d'intervention à l'atomisation des organisations par secteurs professionnels et à la disposition par le ministère du Travail d'un fonds syndical². Aussi semble-t-il que, dans plusieurs formations sociales où le populisme s'était solidement implanté, les organisations de travailleurs aient éprouvé des difficultés à redéfinir leurs relations avec l'État et le politique après la disparition de ce type de régime : on songe aux conflits internes du syndicalisme argentin ou au maintien des objectifs paternalistes dans le syndicalisme brésilien, par opposition au radicalisme idéologique qui caractérise certaines des organisations boliviennes ou chiliennes.

Même s'il est vrai que d'autres facteurs d'explication doivent être considérés, comme l'hétérogénéité des travailleurs brésiliens du point de vue de leur enracinement dans un milieu industriel ou encore leur conscience de mobilité, il n'en demeure pas moins que les syndicats ouvriers issus de régimes populistes sont relativement peu sensibilisés aux oppositions de classes et tendent à être moins représentés au niveau politique par des partis « ouvriers ». Leur idéologie réformatrice et légaliste a, par ailleurs, une connotation nationaliste et « développementaliste » plutôt que socialiste, en ce qu'elle n'est pas axée sur la prise de contrôle des moyens de production par les travailleurs. Ces tendances sont d'autant plus marquées au Brésil que, contrairement à l'Argentine, le mouvement syndical n'y préexistait pratiquement pas au régime populiste³, et que la loi brésilienne votée en 1931 pour réglementer l'organisation syndicale des classes patronale et

¹ Sur le syndicalisme bureaucratique de masse au Brésil, voir par exemple Azis SIMAO, « Industrialisation et syndicalisme au Brésil », *Sociologie du travail*, octobre-décembre 1961, no. 4, pp. 66-76. L'auteur oppose cette forme d'organisation au syndicalisme de minorité militante qui, promu par des immigrants européens, a caractérisé les débuts du mouvement ouvrier au Brésil.

² Ces divers mécanismes de contrôle ont été institués en 1939 au Brésil. Cf. José Albertino RODRIGUES, « L'intégration des syndicats au système socio-politique brésilien », *L'Homme et la société*, avril-juin 1969, no. 12, pp. 87-116 et spécialement p. 100.

³ Pour les orientations du syndicalisme, spécialement au Brésil, voir Leôncio MARTINS RODRIGUES, « *Sindicalismo, classes sociais e subdesenvolvimento* », *Revista do Instituto de Ciências Sociais*, janvier-décembre 1965, no. 1, pp. 23-46.

ouvrière intervient au début de la phase de substitution des importations, avant même que la formation de la classe ouvrière soit très avancée ¹.

Dans les formations sociales où le populisme n'a pu s'imposer comme régime relativement stable, l'institutionnalisation du syndicalisme a été plus conflictuelle, ce qui se traduit par une moindre insertion dans les rouages fonctionnels de la société et par une tradition politique et idéologique plus vivace. Au Chili, par exemple, le syndicalisme a pu préserver son autonomie et ses formes d'organisation malgré l'influence passée du gouvernement Ibanez. En outre, le pourcentage des affiliations par rapport à l'ensemble des personnes syndicables est élevé, soit 70 % de ces dernières en 1958, du moins si l'on tient compte des restrictions légales qui excluent les usines de moins de 25 travailleurs ; mais, si l'on ne tient pas compte de ces limitations de caractère juridique, la proportion des syndiqués n'est en 1968 que de 30 % de l'ensemble des salariés, l'agriculture comprise ; le pourcentage reste élevé dans les mines (62 %), mais il tombe à 40 % dans les manufactures ².

Pour comprendre à la fois la puissance du syndicalisme chilien il est un soutien essentiel de la force électorale de la gauche ³ – et sa faiblesse – il n'a pu s'opposer efficacement au coup de force militaire et aux factions de l'extrême droite qui lui ont préparé le terrain – il serait nécessaire que nous formulions quelques remarques dont la portée n'est pas nécessairement limitée à cette société. Citons tout d'abord la quantité peu élevée de membres dans chacun des syndicats pris individuellement ⁴ ce qui reflète évidemment la structure industrielle ; les inégalités de statut entre employés et ouvriers, au détriment de ces derniers, en termes de salaires et de bénéfices sociaux ⁵, affaiblissent également l'unité du mouvement. Mais surtout, il faut une fois de plus se référer à l'hétérogénéité de la formation sociale et aux positions et niveaux de conscience ouvrière qui en découlent.

Laissons les cols blancs de côté, pour nous intéresser à la classe ouvrière ; nous pouvons déceler trois types de conscience au sein de celle-ci, en relation avec la position spécifique de chacune de ses fractions dans l'entreprise et dans la société.

¹ Sur la formation du syndicalisme brésilien, voir par exemple José Albertino RODRIGUES, « L'intégration... » op. cit., spécialement pp. 87-101. Sur la conscience ouvrière, voir Alain TOURAINE, « Industrialisation et conscience ouvrière à São Paulo », *Sociologie du travail*, octobre-décembre 1961, no. 4, pp. 77-95.

² Alan ANGELL, *Politics...* op. cit., p. 46. En 1960, au Chili, 46,3 % de la main-d'œuvre industrielle travaillait encore dans des établissements de 4 travailleurs ou moins, considérés comme artisanaux. *Ibidem*, p. 69.

³ Cf. Maurice ZEITLIN et James PETRAS, « The Working-Class Vote in Chile : Christian Democracy Versus Marxism », *The British Journal of Sociology*, mars 1970, no. 1, pp. 16-29.

⁴ Voir Alan ANGELL, *Politics...*, op. cit., p. 46.

⁵ Le salaire minimum des ouvriers équivalait à moins de la moitié du salaire minimum des employés ; les allocations familiales sont environ trois fois et demie plus élevées pour les employés. Cf. Alan ANGELL, *Politics...* op. cit., pp. 66-67.

Tout d'abord intervient le caractère relativement moderne ou archaïque de la situation de travail. Des auteurs ont pu montrer comment le contraste entre la sidérurgie moderne de Huachipato et les charbonnages de Lota s'avérait déterminant au niveau de la conscience ouvrière¹. Précisons que dans cet ouvrage, la notion de modernité renvoie à une situation de travail comme, par exemple, les perspectives de promotion professionnelle et de mobilité sociale. Dans les charbonnages de Lota, la conscience ouvrière est prolétarienne : sentiment de rupture avec la société et repli dans la communauté locale et le groupe primaire. Au contraire, à Huachipato, où l'éventail des qualifications est plus large, les salaires et les perspectives de promotion relativement élevés, le syndicat apparaît moins comme une manifestation de la sous-culture ouvrière locale et il se produit, en rapport avec le degré d'instruction, une ouverture aux valeurs de la classe moyenne et de la société globale ; cela n'exclut ni le sentiment des obstacles sociaux à la mobilité recherchée ni le conflit, mais la conscience de classe proprement dite tendrait à se restreindre au seul niveau de l'entreprise.

Dans le prolongement des conclusions particulières de ce livre, on est porté à s'interroger sur les caractéristiques de la conscience ouvrière dans les formations sociales où la dimension du marché favorise l'implantation des grandes entreprises multinationales, avec leur technologie et leurs formes de contrôle social axées sur des salaires relativement élevés et des perspectives d'avancement. Et, comme la capacité d'absorption de main-d'œuvre apparaît assez limitée dans ce secteur moderne, la question porte autant sur l'homogénéité et l'unité de la classe ouvrière et de ses orientations que sur le contenu de ces dernières.

Entre ces deux types de conscience ouvrière, prolétarienne d'une part, sensible au pouvoir de négocier et d'influencer de ses dirigeants d'autre part, conscience institutionnelle si l'on veut, les travailleurs des entreprises manufacturières, textiles notamment, auraient affiché une conscience de classe durant le régime d'Allende². Pour les premiers, exclusion avec possibilité d'un projet révolutionnaire ; pour les seconds, visée tendant au renforcement de leur capacité d'influence dans le jeu institutionnel ; pour les derniers, attitude conflictuelle orientée vers le contrôle du modèle de développement et de l'accumulation³. C'est parmi ces ouvriers des manufactures que la politique de l'Unité Populaire aurait trouvé ses plus fermes appuis.

¹ Voir T. Di TELLA, L. BRAMMS, J. D. REYNAUD, A. TOURAIN, *Huachipato et Lota*, Paris, C.N.R.S., 1966.

² Dans ce sens, Alain TOURAIN, *Vie et mort du Chili populaire*, juillet-septembre 1973, Paris, Éd. du Seuil (L'histoire immédiate) 1973, pp. 184-185. TOURAIN parle des trois fractions de la classe ouvrière.

³ Pour ces distinctions, fondamentales dans les travaux d'Alain TOURAIN, voir sa *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973.

On aura l'occasion, dans un chapitre ultérieur, de comparer avec plus de précision les attitudes des travailleurs boliviens de la mine et du textile. Mais on peut déjà avancer que, contrairement aux *fabriles* (ouvriers du textile), voire même aux ouvriers chiliens du cuivre, les mineurs boliviens ne se sont guère départis de leur conscience prolétarienne, sauf peut-être au tout début du régime national-populaire, aux beaux jours du cogouvernement du M.N.R. et du syndicat. Cette orientation – dont témoigne la force du courant trotskyste – est renforcée par la position de repli des collectivités minières et par leur éloignement des grands centres urbains de décision. Dans l'ensemble d'ailleurs, les gouvernements boliviens successifs ont bien réussi à enfermer l'action des mineurs dans leur cadre local, les cloisonnant les uns par rapport aux autres et surtout par rapport aux actions collectives menées dans la capitale. Ce que le pouvoir n'a pu faire, depuis l'éclosion de la coalition du M.N.R. et du syndicat, c'est établir durablement son contrôle sur les organisations représentatives des ouvriers mineurs.

La situation est bien différente dans l'industrie textile bolivienne. La dimension moyenne des entreprises, leur localisation à la Paz – où la constitution d'une culture de type prolétarien est freinée par la composition sociale de la population et la faiblesse numérique des ouvriers de l'industrie¹ – ainsi que certaines caractéristiques des entreprises elles-mêmes tendent à développer une conscience plus réformatrice, voire même chez plusieurs dirigeants un certain penchant pour le syndicalisme d'affaire.

Enfin, les attitudes et comportements de la classe ouvrière latino-américaine ne peuvent être compris sans être rapportés aux influences externes auxquelles sont exposées ses organisations, en raison de la situation de dépendance. L'A.F.L.-C.I.O. américaine a joué un rôle actif à cet égard². Le contrôle recherché s'effectue par le biais d'une organisation internationale, l'O.R.I.T. (Organisation régionale interaméricaine du travail), qui comprend cinquante-trois organisations et 28,5 millions de membres. Parmi ces affiliations, l'A.F.L. américaine compte 13,6 millions de membres à elle seule, soit environ la moitié du total ; de plus, c'est elle qui, directement ou à travers des organisations qui lui sont proches, porte pratiquement tout le fardeau financier de l'O.R.I.T., au point de verser à celle-ci une cotisation qui excède de 40 % l'apport dû en vertu des statuts. On ne saurait entrer ici dans les détails, pour lesquels nous renvoyons à l'article cité. Relevons simplement la création par l'O.R.I.T., en 1962, d'un Institut interaméricain d'études

¹ À noter cependant le regroupement de bon nombre des ouvriers du textile dans un des quartiers de la ville.

² Cf. dans ce sens Regina JIMENEZ de OTTALENGO, Georgina PAULIN de SEADE, « El sindicalismo y la penetración ideológica de los Estados Unidos en América Latina », *Revista Mexicana de sociología*, juillet-décembre 1972, nos 3-4, pp. 551-594.

syndicales (I.I.E.S.) qui a dispensé des cours à 2 602 syndicalistes entre 1962 et juin 1969, tandis que les manuels édités par l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre, dépendance de l'A.F.L., étaient distribués à plus de 60 000 dirigeants syndicaux entre 1962 et 1976 ¹.

L'idéologie véhiculée par ces organismes valorise la libre entreprise, l'aide étrangère, l'action syndicale non partisane et la démocratie opposée au totalitarisme (sous-entendu : communiste). Mais la pratique réelle de l'O.R.I.T. est loin d'avoir toujours été favorable à la légalité démocratique en Amérique latine, et les auteurs rappellent à ce propos le rôle de l'O.R.I.T. et de syndicats affiliés dans des événements comme le renversement de Juan Bosch en République dominicaine, de João Goulart au Brésil, etc. ... S'appuyant sur un certain nombre de faits et de témoignages, les auteurs défendent la thèse de la collusion entre l'O.R.I.T. et la C.I.A., qui dispenserait des sommes importantes à diverses organisations syndicales. Cette dépendance organisationnelle, idéologique et financière de certains syndicats latino américains et de leurs dirigeants constitue une nouvelle source de division et d'affaiblissement du mouvement ouvrier. À quoi vient parfois s'ajouter une idéologie ouvriériste qui, comme dit Régis Debray, tend à transformer l'isolement de fait de la classe ouvrière en ségrégation de droit, et dont il trouve des traces dans les syndicats de mineurs boliviens ².

4. Masses urbaines et rurales

[Retour à la table des matières](#)

L'urbanisation en Amérique latine présente des caractéristiques particulières que l'on a pu relier à la situation de dépendance : existence d'une grande métropole regroupant un pourcentage élevé de la population totale du pays (environ 30 % pour Montevideo et Buenos Aires), croissance accélérée due notamment au dépérissement des structures rurales traditionnelles, absence de correspondance entre l'urbanisation et l'industrialisation avec, comme conséquence, le développement des bidonvilles et ce que de nombreux auteurs englobent sous la notion de marginalité. De multiples nuances devraient être apportées à ce tableau, pour

¹ Regina JIMENEZ de OTTALENGO, Georgina PAULIN de SEADE, « El sindicalismo... », op. cit., pp. 559-560.... l'A.F.L.-C.I.O. Les auteurs relèvent que l'A.F.L.-C.I.O. n'a pas entrepris de campagne éducative pour ses propres membres américains (p. 561).

² Voir *La guérilla du Ché*, Paris, Éd. du Seuil, 1971, pp. 59 et ss.

lesquelles nous renvoyons à l'article déjà cité de Castells¹. On se contentera d'esquisser ici quelques traits concernant ces populations urbaines « marginales », leur composition et leur trajectoire socio-économiques, ainsi que leurs orientations politiques.

Auparavant, un mot rapide sur le concept de marginalité et l'étendue du phénomène en Amérique latine. La notion de masses marginales urbaines renvoie avant tout à un mode d'occupation de l'espace et comporte par conséquent une certaine ambiguïté au point de vue de la position dans les rapports de production : les bidonvilles abritent en effet des membres des couches moyennes que le développement capitaliste dépendant rejette ou réduit à la misère, des personnes non intégrées dans des rapports de production bien définis, comme les chômeurs ou les travailleurs occasionnels, et même dans une certaine mesure des travailleurs occupant un emploi stable mais que la crise du logement contraint à émigrer dans les périphéries marginales. L'importance quantitative du phénomène en Amérique latine invite cependant à envisager les conséquences de cette marginalité sociale sur le comportement social et politique des groupes concernés et sur leur rôle dans les rapports sociaux. Car les bidonvilles latino-américains constituent un phénomène original qui ne peut en aucun cas être confondu avec l'existence de taudis à l'intérieur de la ville². En fait, il s'agit de terrains vagues inutilisés, appartenant à l'État, à la ville ou à des particuliers, qui ont été occupés et dont les résidents tendent assez souvent à se doter d'une organisation.

Les estimations portant sur l'ampleur de la marginalité urbaine varient énormément. À titre d'indication, on peut rapporter celle selon laquelle le quart au moins de la population des villes latino-américaines peut être rangée dans cette catégorie, en raison de sa résidence dans des lieux qui ignorent totalement les normes modernes de la construction urbaine ; population dont le taux d'accroissement annuel oscille entre 10 et 15 % et se situe bien au-delà de l'augmentation des autres secteurs de la ville³. La composition sociale de ces zones urbaines est assez

¹ Manuel CASTELLS, « L'urbanisation dépendante en Amérique latine », *Espaces et sociétés*, juillet 1971, no 3, pp. 5-24 (numéro spécial consacré à l'« impérialisme et l'urbanisation en Amérique latine »).

² Jorge GIUSTI distingue les zones périphériques (ou bidonvilles) des zones centrales détériorées et des bidonvilles planifiés par l'État ou le secteur privé. En 1966, des 644 320 habitants du grand Santiago qui peuplent les zones marginales (27,8 %), seuls 201 217 vivent dans des bidonvilles proprement dits. Cf. « La formación de las « poblaciones » en Santiago : aproximación al problema de la organización y participación de los pobladores », *Revista Latinoamericana de Ciencia Política*, août 1971, no 2, en particulier pp. 371 et ss.

³ The Latin American Economy in 1965. Excerpt from E.C.L.A. Survey, New York, Nations Unies, 1968, p. 47. Bien entendu, le pourcentage de personnes vivant dans les bidonvilles varie de pays à pays et même de ville à ville ; à Lima, par exemple, environ 10 % de la population vivait dans des *barriadas* en 1957 ; à Chimbote, toujours au Pérou, le pourcentage s'élevait à la même époque à 20 % (ces pourcentages sont bien en dessous de la réalité actuelle). Cf. José

hétérogène ; on trouve dans cette population bon nombre d'artisans ou de manœuvres, mais aussi des commerçants, des colporteurs, des domestiques, des militaires et des policiers, ou encore des travailleurs intellectuels, comme des infirmières ou des enseignants, et même des hommes de loi ou des docteurs. Par ailleurs, les populations marginales sont originaires, dans des proportions qui peuvent varier considérablement, les uns de la ville elle-même, les autres de la campagne. À cette hétérogénéité correspond un désir de différenciation et de mobilité sociales ¹.

Certaines recherches donnent à penser que la différenciation majeure s'établit, à l'intérieur du bidonville, entre la partie qui est en voie d'intégration à la ville et celle qui est plus proche des activités rurales et où prédominent les liens familiaux étendus. Il serait certainement prématuré de généraliser les résultats des travaux de MacEwen ², qui vont dans ce sens mais qui concernent une villa *miseria* de type particulier : accolée à une ville qui n'est pas une grande métropole et d'où sont absentes les grandes entreprises (ce qui favorise le recrutement de la main-d'œuvre par voie de patronage) ; une partie des marginaux y tire ses moyens de subsistance de l'agriculture ³. Mais les conclusions de cette étude ouvrent des perspectives intéressantes, qui permettent de comprendre davantage les mécanismes qui font obstacle à l'action collective et à la politisation des masses urbaines.

La partie de la population qui se caractérise par une conduite de mobilité recherche les attributs même infimes de statut social, d'autant plus que les progrès dans l'échelle de ce dernier sont longs et que les changements véritablement significatifs, comme l'accès à un emploi urbain, et à un emploi stable et non plus

MATOS MAR, « Migration et urbanisation ». Les « *barriadas* de Lima : un exemple d'intégration à la vie urbaine », ds Philip M. HAUSER (directeur de la publication), *L'urbanisation en Latin American*, Paris, UNESCO, 1962, pp. 179-180. Rappelons que les bidonvilles doivent être distingués des taudis de l'intérieur de la ville.

¹ Sur ces différents points, on peut consulter les travaux de William MANGIN, « Latin American Squatter Settlements : A Problem and a Solution », *Latin American Research Review*, vol. II, 1967, no 3, pp. 65-98 ; José MATOS MAR, « Migration... », op. cit. ; Alison MacEWEN, « Marginalidad y movilidad en una villa *miseria* : Resumen de una investigación », *Revista Latinoamericana de Sociología*, 1971, no 1, pp. 37-53 ; Carlos Alberto de MEDINA, « A favela como una estructura atomística : Elementos descriptivos e constitutivos », *América Latina*, juillet-septembre 1969, no 3, pp. 112-136.

² La villa *miseria* analysée par cet auteur comprenait 1 168 habitants, vivant à la périphérie d'une petite ville de province de la zone côtière du fleuve Paraná, en Argentine.

³ Selon José MATOS MAR, (« Migration et... », op. cit., p. 180), les *barriadas* de Lima comptaient lors du recensement de 1956 plus de personnes originaires de Lima que de la province. Mais si, tenant compte du nombre élevé d'enfants, on considère l'origine des chefs de famille, on voit que seulement 11 % d'entre eux sont nés à Lima. D'après Jorge GIUSTI (« La formación... », op. cit., p. 371), les migrants de Santiago proviennent dans une proportion de 42,4 % des villes de plus de 20 000 habitants, et seulement 12,7 % proviennent des régions rurales. Les chiffres rapportés par William MANGIN au début de son article (« Latin American... », op. cit.) tendent un également à infirmer l'image de l'origine rurale des habitants des bidonvilles.

transitoire, sont inter-générationnels. La progression dans les niveaux de statut qui précèdent la véritable intégration à la ville – par l'acquisition d'une occupation urbaine et stable – se traduit notamment par des modifications dans le réseau de relations sociales, un éclatement de la famille élargie, ainsi que par un mouvement résidentiel pour se rapprocher de la ville. Le bidonville apparaît donc divisé géographiquement selon le statut de ses membres, et l'identification tend à s'effectuer au niveau de ces quartiers ou sous-communautés et non à celui de la *villa miseria* dans son ensemble. Bref, l'action tend à se dérouler sur une base de mobilité individuelle plutôt que de promotion collective.

L'aspect organisationnel constitue néanmoins une des différences majeures entre les maisons dégradées du centre de la ville et le bidonville proprement dit. Selon Mangin, dans les endroits où des populations se sont installées illégalement par suite d'une occupation planifiée, il existe à l'origine une organisation interne¹ axée sur la défense des résidents mais qui, lorsqu'elle est politisée, reste néanmoins peu reliée aux partis nationaux ; sa survie dépend généralement de sa capacité de se transformer en intermédiaire entre le gouvernement et la communauté. Là où ces organisations restent actives, elles exercent souvent un contrôle sur le recrutement des nouveaux venus et tendent à favoriser l'installation de familles restreintes dont le chef occupe un emploi ; elles fournissent également de l'aide pour l'installation de l'eau, la construction de voies d'accès, etc. ... Cette organisation parallèle peut s'étendre au jugement des causes mineures.

Défensives, d'intérêt local ou jouant un rôle d'intermédiaire avec les pouvoirs publics, ces organisations constituent rarement une menace pour le système socio-politique. Mais la population urbaine marginale peut peser lourd électoralement. Aussi, les partis politiques cherchent-ils à établir leur influence dans le milieu par l'entremise de ceux qui détiennent un pouvoir à l'intérieur du bidonville ; il y a là une incitation externe et une occasion typique de promotion individuelle. De façon générale, on peut dire que, plus l'hétérogénéité sociale est grande, moins les formes d'organisations sont autonomes, moins aussi les intermédiaires avec la « ville » appartiennent eux-mêmes à la population marginale. Des efforts systématiques pour contrôler ces couches marginales et leurs organisations ont été entrepris au Chili (sous Frei), ainsi qu'au Pérou et dans d'autres pays, à travers des organismes comme la Promotion populaire, la Coopération populaire, etc. ... Il semble bien, en effet, que les groupements marginaux sont relativement disponibles au plan politique : ne se sont-ils pas, par exemple, ralliés majoritairement à la candidature de Frei en 1964, avant d'apporter, plus récemment, un certain appui à l'Unité populaire du Président Allende ?

¹ José MATOS MAR insiste également sur cette organisation dans les *barriadas* de Lima. Cf. « Migration », op. cit., pp. 178-179.

Cette disponibilité politique doit sans doute être reliée à la difficile formation d'une identité collective dans le cadre de l'organisation sociale spécifique du bidonville, de sa composition et des rapports qui unissent ses habitants à la ville. Les traces de cette situation sont perceptibles dans les attitudes politiques : à cet égard, Mangin mentionne la tendance conservatrice du vote, guidé généralement par des considérations d'intérêt économique individuel, et la méfiance envers les politiciens, même si certains chefs populistes comme Vargas ou Perón ont pu jouir d'une grande popularité. S'il faut en croire cet auteur, seule la défense de leur logis menacé serait capable d'entraîner ces couches sociales dans une mobilisation collective.

Dans ses descriptions de la culture de pauvreté, Oscar Lewis avait déjà relevé la plupart de ces caractéristiques : absence d'intégration aux institutions de la société (partis et syndicats notamment), faiblesse des organisations, conservatisme politique, auxquelles il ajoute un certain nombre de traits psychologiques reliés à l'absence d'identité. Mais les nuances que l'auteur a apportées plus récemment à la notion de culture de la pauvreté¹ fournissent une indication des causes du phénomène et des conditions de son dépassement. Car, en réalité, tous les pauvres ne participent pas de cette culture : ainsi, certaines castes inférieures de l'Inde, intégrées dans la société et possédant leurs propres institutions d'auto-gouvernement ; ou encore, et plus révélateur, Cuba où, toujours selon Lewis, l'arrivée au pouvoir de Castro aurait réduit le désespoir et l'apathie des quartiers marginaux, grâce à la valorisation du rôle des classes les plus basses et à la création de divers comités de quartier (politiques, éducatifs, etc.). La notion de culture de pauvreté semble donc bien renvoyer à celle de développement capitaliste et tout particulièrement aux particularités de ce procès dans les sociétés dépendantes : en effet, la culture de la pauvreté touche, selon Lewis, les couches les plus basses d'une société en changement rapide, dont elles sont déjà partiellement aliénées, exclues.

En ce qui a trait aux masses rurales, deux aspects essentiels de leur situation doivent être mentionnés. On peut passer rapidement sur le premier, soit la pluralité des modèles de production dans les campagnes latino-américaines : le latifonds et son complément le minifonds, l'économie de subsistance, l'entreprise rationalisée et la plantation. La diversité des statuts sociaux et économiques est plus remarquable encore, et mérite qu'on s'y arrête un instant². Ces statuts varient en relation avec le, ou parfois les modèles de production dans lesquels s'inscrit le travail réalisé,

¹ Oscar LEWIS, « La culture de pauvreté », Problèmes politiques et sociaux (*La Documentation Française*), 1972, no 107, pp. 36-38.

² Voir sur ce point le très intéressant article de Juan Carlos MARIN, « Asalariados rurales chile », *Revista Latinoamericana de Sociología*, juillet 1969, no 2, pp. 317-343.

avec la position dans le système et le type particulier d'intégration dans ce dernier (occasionnelle, intermittente ou continue ; complémentaire ou principale).

Selon Marin¹, qui se fonde sur le quatrième Recensement national dans le secteur de l'agriculture et de l'élevage, on trouve dans les campagnes chiliennes des employés ruraux chargés de la supervision sur les latifonds (4,2 %), des *inquilinos* (10,8 %) des *voluntarios* (14,7 %) des *afuerinos* (23,5 %) ; tous ces travailleurs interviennent à titres divers dans le procès de production latifondiaire. À côté de cela, les agriculteurs ou éleveurs qui vivent en marge de ce procès ne représentent que 28,7 % de l'ensemble : petits ou moyens propriétaires, communautés indigènes d'autosubsistance, etc. ... Les premiers ont en commun, par opposition avec les seconds, de vendre leur force de travail au latifonds en contre-partie d'une récompense en terres, habitat, aliments, voire même partiellement en argent, ce qui, selon Marin, les constituerait en salariés, mais sous une forme approximative et inachevée².

Si l'on examine de plus près la relation de ces « salariés » avec le latifonds, des disparités considérables apparaissent. L'*inquilino* reçoit une parcelle de terre en location, moyennant quoi il offre certains services ou marchandises au grand propriétaire. Il relève à la fois de l'économie de subsistance et du système latifondiaire. Par rapport à ce dernier, sa fonction serait double : il contribue à la baisse du prix de la force de travail et à l'augmentation du profit capitaliste ; il participe, par son travail sur le lopin qui lui est alloué, à la mise en valeur du grand domaine et accroît de la sorte la rente capitaliste. Le *voluntario* vit sur le domaine en permanence, mais sans se voir allouer la jouissance, même précaire, d'une parcelle ; il doit être disponible chaque fois qu'il est requis et le simple fait de quitter le domaine pour se chercher du travail constitue une rupture du lien ; à ce titre, il appartient à la main-d'œuvre stable du latifonds, bien que son travail ne soit qu'intermittent et qu'il ne soit rétribué qu'en fonction de ses prestations effectives. Les *afuerinos*, qui sont souvent de petits propriétaires en économie de subsistance ou les fils des autres catégories de travailleurs, constituent la couche la plus proche du salariat en ce qu'aucune obligation ne les relie au grand domaine auquel ils vendent occasionnellement leur force de travail.

Comme si l'enchevêtrement de ces rapports de production ne suffisait pas, il faut encore ajouter les formes de *mediería*, par lesquelles un propriétaire ou usufruitier cède une partie de ses droits à un tiers, *inquilino* ou *voluntario* notamment, en échange du travail de celui-ci, et parfois d'un petit capital (nécessaire à l'achat des semences par exemple). Une des conséquences de la *mediería* est

¹ *Ibidem*, graphique 1, p. 329.

² *Ibidem*, p. 321. On se souviendra que A. G. FRANK tient une position semblable.

d'impliquer un même paysan dans plusieurs types de relations socio-économiques et de rendre plus obscure et complexe la stratification à la campagne.

Si l'on constitue des catégories plus vastes et plus significatives de travailleurs, on voit que 71,3 % d'entre eux vendent leur force de travail aux latifonds et que, parmi eux, 34,3 % sont des *inquilinos* ou des *afuerinos* simultanément petits propriétaires, c'est-à-dire des producteurs de subsistance. Par ailleurs, au point de vue de la nature des liens avec le grand domaine, il apparaît que 15 % de l'ensemble sont des travailleurs permanents des latifonds (les employés et les *inquilinos*), tandis que 14,7 % sont des travailleurs intermittents (les *voluntarios*) et que la grande majorité, exception faite de ceux qui vivent en marge du système latifondiaire, n'y ont que des occupations intermittentes et occasionnelles : tel est le cas de tous les *afuerinos*, soit 41,6 % de la main-d'œuvre rurale.

Peut-être faut-il atténuer quelque peu l'impression d'hétérogénéité qui se dégage de cette sociographie des diverses fractions de la paysannerie en rappelant que, même au Mexique ou en Bolivie, où des réformes agraires ont été réalisées et des terres distribuées sur une grande échelle, le procès de différenciation interne ne peut contrebalancer les effets de la croissance démographique, qui vont dans le sens d'une certaine uniformisation de la condition précaire des paysans. Parmi ces derniers, les petits propriétaires sont loin d'être toujours privilégiés par rapport aux autres catégories de travailleurs ruraux ; en effet, la concurrence des agriculteurs les plus modernes contribue à appauvrir les détenteurs de parcelles trop exiguës. D'un autre côté, les redistributions de terres ne sont pas illimitées et, au Mexique, un pourcentage toujours plus important de la population rurale reste à pourvoir¹. Il est clair cependant que les réformes agraires tant bolivienne que mexicaine ont, pendant un temps, considérablement atténué la pression des masses rurales, constituant parfois les nouveaux petits propriétaires en piliers des régimes les moins progressistes et en contrepoids au mouvement social urbain.

Caractériser en quelques lignes les mouvements sociaux à base paysanne conduit à formuler des propositions nécessairement sommaires et trop générales. Compte tenu de ces réserves et de la prudence requise dans l'application à des situations concrètes, on peut risquer quelques hypothèses autour des trois thèmes suivants : la base sociale et les visées du mouvement paysan ; les formes de son

¹ Sur la nature et les effets de la Réforme agraire au Mexique, on peut consulter Michel GUTELMAN, *Réforme et mystification agraires en Amérique Latine*, Paris Maspero, 1971. Voir aussi Manuel REYNA, Laura PALOMARES, Guadalupe CORTEZ, « Las invasiones agrarias en México » (o la crisis del modelo de incorporación-participación marginal), *Revista Mexicana de Sociología*, juillet-septembre, octobre-décembre 1972, nos. 3-4, pp. 741-748. La question de la Réforme agraire en Bolivie et de ses conséquences sera abordée plus loin dans notre travail.

action au niveau de la société et le rôle des meneurs ; l'alliance avec les classes populaires urbaines.

Dans un ouvrage dont le champ n'est pas limité à l'Amérique latine, mais qui englobe celle-ci, Eric Wolf insiste sur le rôle central des paysans moyens (c'est-à-dire ceux qui disposent d'une terre dont ils ne risquent pas à tout moment d'être dépossédés et qu'ils cultivent avec l'aide de leur famille) et des paysans moyens ou pauvres mais « libres » et qui ne dépendent que marginalement du grand domaine, à titre d'activité subsidiaire et occasionnelle. Ceux qui, par contre, sont à la merci du propriétaire terrien pour leurs moyens d'existence ne disposent pas de ressources propres qui leur permettent de s'engager dans une lutte de pouvoir. Le même auteur souligne par ailleurs que les mouvements paysans n'ont pas toujours eu besoin de meneurs urbains pour prendre une orientation révolutionnaire ; en réalité, même laissés à eux-mêmes, les mouvements paysans sont parfois parvenus à remodeler en profondeur la structure sociale dans les campagnes. Mais, sans le soutien actif de l'intelligentsia radicalisée ou d'une autre classe montante, la paysannerie n'a jamais pu s'emparer de l'État ou des villes abritant les centres de décisions : les aspirations viseraient bien plus à instaurer un ordre social propre dans les communautés, à évincer l'État, qu'à s'emparer de la machinerie complexe qu'il représente ¹.

Cependant, les organisations paysannes ont souvent une action très éloignée de l'idéal révolutionnaire, en Amérique latine. C'est ainsi que le comportement de ces organisations au Brésil ne devrait pas être analysé en termes de lutte des classes, selon Benno Galjart, mais bien comme le passage d'un système de clientèle à un autre : le type de relation qui unissait traditionnellement les paysans au propriétaire foncier se reproduit dans les nouveaux rapports de clientèle qui se tissent entre le politicien et les masses rurales ². Par ailleurs, l'aspiration de mobilité chez les paysans et leurs dirigeants les expose tout particulièrement aux manœuvres de manipulation du parti gouvernemental, en rapport avec les ressources et le pouvoir dont celui-ci dispose. Comme le soulignent Landsberger et Hewitt, la mobilité collective n'est que l'une des multiples alternatives de promotion qui sont offertes aux meneurs et qui, presque toutes, provoquent un affaiblissement de l'organisation : mobilité individuelle en dehors de tout syndicat, utilisation de celui-ci à des fins personnelles, fermeture du groupe à de larges catégories de travailleurs défavorisés, scission et édification d'une organisation rivale ³.

¹ Eric WOLF, *Peasant Wars of the Twentieth Century*, New York, Harper and Row, 1969, spécialement pp. 290-292 et pp. 294-295

² Benno GALJART, « Class and "following" in Rural Brazil », *América Latina*, juillet-septembre 1964, no 3, pp. 2-24.

³ Henry A. LANDSBERGER, Cynthia N. HEWITT, « Ten Sources of Weakness and Cleavage in Latin American Movements » dans Rodolfo STAVENHAGEN (ed.) *Agrarian Problems and*

Aussi la jonction des mouvements sociaux ruraux et urbains constitue-t-elle l'exception plutôt que la règle et il serait facile d'énumérer un certain nombre de cas, en Bolivie notamment, où la masse paysanne a été utilisée par le gouvernement pour briser l'essor des forces populaires urbaines ou des mineurs. Inversement, les grands partis qui représentent la classe ouvrière ou ses alliés n'ont pas souvent réussi à intégrer de façon cohérente la promotion des paysans dans leurs programmes¹ ; de plus, la poursuite d'une alliance des uns et des autres n'a obtenu la priorité que dans quelques formations politiques restreintes, dominées par l'intelgentzia. Il a pu se produire cependant que l'action des mouvements populaires des villes et des campagnes se déroule parallèlement, comme ce fut un peu le cas au moment de la révolution bolivienne. Cependant, pour illustrer les difficultés que soulevait alors la fusion de ces deux mouvements, il suffit d'évoquer la réticence et les tensions internes que connut le M.N.R. d'avant la Révolution à propos de la simple inclusion dans son programme politique d'un projet de réforme agraire.

Il est un cas néanmoins où la culture politique de la classe ouvrière semble bénéficier d'une certaine diffusion dans les campagnes : dans les municipalités rurales du Chili proches des concentrations minières ou comportant elles-mêmes un pourcentage important de mineurs, le vote de l'ensemble du village tend à favoriser nettement le candidat de la gauche. Ce comportement électoral a été interprété par James Petras et Maurice Zeitlin comme l'expression d'une culture politique à contenu socialiste, qui se serait étendue à l'échelle de la communauté villageoise et qui tendrait à réduire l'importance des différences de classe dans la paysannerie². Il semble bien qu'en Bolivie également, on puisse distinguer les paysans de la région minière d'Oruro et ceux de Cochabamba, qui appuyèrent l'ex-Président Barrientos et ses successeurs dans leurs politiques conservatrices. Mais, de façon générale, les

Peasant Movements in Latin America, New York, Doubleday and Company, 1970, pp. 559-583. Pour des hypothèses relatives aux mouvements paysans en général, cf. Henry A. LANDSBERGER, « The Role of Peasants Movements and Revolts in Development » dans Henry A. LANDSBERGER (ed.) *Latin America Peasant Movements*, Ithaca, Cornell University Press, 1969, pp. 1-61.

¹ Il est arrivé aussi que les organisations ouvrières se soient opposées aux revendications du mouvement paysan, en échange de certaines mesures en leur faveur. Un exemple bien connu est celui de la constitution par les syndicats mexicains, après certaines hésitations et des défections, de six bataillons destinés à combattre Villa, allié du meneur paysan Zapata (mars 1915). Cf. Guerrit HUIZER, « Emiliano Zapata and the Peasant Guerrillas in the Mexican Revolution », ds Rodolfo STAVENHAGEN (éd.), *Agrarian Problems...* op. cit., spécialement pp. 385 et ss.

² James PETRAS, Maurice ZEITLIN, « Miners and Agrarian Radicalism », *American Sociological Review*, août 1967, no 4, pp. 578-586. Cette observation est importante si l'on sait qu'une proportion très considérable des mineurs boliviens a préalablement travaillé dans l'agriculture. Mais il est probable que les influences jouent dans les deux sens.

conditions dans lesquelles pourrait se réaliser, en Amérique latine, l'alliance des ouvriers et des paysans restent un objet d'interrogation.

Conclusion de la première partie

[Retour à la table des matières](#)

Avant de passer à l'étude de la révolution nationale-populaire en Bolivie, il nous fallait situer le problème dans un cadre historique et social plus large et surtout dégager les principaux instruments conceptuels et théoriques utiles à l'analyse. Le survol de la production de quelques auteurs significatifs nous conduit à un certain nombre de constatations et à la formulation de quelques hypothèses théoriques générales.

On a pu observer d'abord que, malgré leur référence commune au marxisme et le recours à de mêmes notions, les auteurs consultés affichent de profondes divergences théoriques. C'est ainsi que tantôt l'on tente de réduire à une surexploitation de la classe ouvrière du tiers-monde l'échange inégal entre les sociétés du centre et celles de la périphérie ; tantôt, au contraire, c'est la domination impérialiste internationale qui apparaît fondamentale, quitte à souligner au passage l'accroissement de la participation populaire dans les mouvements de libération nationale. Enfin, il est des auteurs qui s'attachent à distinguer les relations de classes et de dépendance et à dégager leurs rapports plutôt qu'à privilégier les unes au détriment des autres. Mais, ici encore, il y a place pour la controverse. Tantôt la relation de dépendance – appropriation du surplus par la métropole impérialiste – vient véritablement redéfinir la position des groupes dans le conflit social : la bourgeoisie n'est qu'une lumpen-bourgeoisie et la classe ouvrière au sens strict perd son rôle d'agent essentiel de la révolution socialiste au profit du « prolétariat » rural. Tantôt la dépendance surdétermine le conflit social, dessine des fractions à l'intérieur des classes, réorganise les alliances en fonction des variations dans les modalités et dans les formes du lien de dépendance.

Des constatations similaires pourraient être faites à propos du développement et de ses rapports avec la dépendance et les classes sociales : notamment, un développement qui ne soit pas simple croissance est-il réalisable dans le cadre de la dépendance ? Si oui, quelles sont ses caractéristiques spécifiques ? Et, en toute hypothèse, quels sont les groupes sociaux aptes à le promouvoir, quels sont au contraire les intérêts et les privilèges qui y font obstacle ? Ce n'est pas dans le cadre de cette monographie que de tels débats peuvent être tranchés. Au moins

s'efforcera-t-on de conférer un sens clair et distinct aux concepts que la littérature désigne comme fondamentaux, mais dont souvent les définitions demeurent imprécises, se recouvrent partiellement ou font l'objet de désaccords entre les auteurs.

Dans notre étude, le concept de dépendance désigne à la fois une manière générale de traiter le problème – par l'articulation des rapports sociaux internes et des relations internationales – et un niveau particulier de l'analyse. Pris dans cette dernière acception, le concept de dépendance vise les rapports de deux sociétés, tant au point de vue de la ponction que l'une opère sur l'autre par l'échange inégal, que de l'influence qu'elle exerce aussi sur ses structures économiques, sociales et politiques. Ici encore, il convient non pas d'opposer toutes les classes d'une société à la spoliation étrangère mais de voir comment la relation de dépendance définit des intérêts, modifie la position traditionnelle des classes sociales et, aussi, comment elle introduit d'éventuels clivages en leur sein. Donc, il ne s'agit ni de l'alliance sacrée de toute la nation ni d'un conflit calqué fidèlement sur les lignes de démarcation des classes, le prolétariat étant réputé *a priori* et dans son ensemble anti-impérialiste. On envisage la dépendance comme un enjeu spécifique dont il convient d'analyser les rapports tant avec le conflit de classes pour le contrôle du procès de production, qu'avec l'opposition entre les masses exclues et les classes.

La notion de développement concerne le procès de diversification et d'articulation de l'économie nationale, son industrialisation et l'unification des institutions politiques et sociales. Elle met en rapport, d'une part, ceux qui participent du système de classes de la société, d'autre part, les masses maintenues à l'écart du marché et des institutions et dont le comportement n'est pas régi par la recherche du profit, l'organisation individualiste et la technique moderne. Les intérêts de ces masses libérées par la dissolution des modes de production archaïques ne constituent pas, le plus souvent, une préoccupation majeure pour les classes sociales organisées, même populaires, qui auraient à payer le prix d'une intégration rapide et généralisée. Ce sont souvent les régimes populistes qui ont tenté de réaliser l'insertion de fragments plus ou moins larges de ces groupes dans la société.

Enfin, le concept de rapports de classes renvoie au conflit opposant les détenteurs de positions données dans le procès de production, pour le contrôle de ce dernier. Chacune de ces notions concerne des relations sociales conflictuelles qui se nouent à partir de positions déterminées et pour un enjeu spécifique. Et, comme notre brève revue de la littérature l'a clairement montré, dans les situations concrètes chacun de ces rapports interfère et se combine avec les autres, ce qui se traduit par des termes comme développement dépendant, lumpen-bourgeoisie, etc....

Mais les rapports sociaux se nouent dans des cadres spatiaux et temporels concrets. C'est pourquoi on a esquissé une fresque de la position et des orientations des principaux groupes sociaux aux cours des grandes périodes de l'histoire de l'Amérique latine. Ce schéma général et ses variantes les plus typiques devraient permettre de mieux cerner la spécificité de la Bolivie, société minière s'il en est, ainsi que les particularités des forces sociales qui s'affrontent dans ce pays. Par ailleurs, une analyse du procès de changements dans la société bolivienne ne s'épuise pas dans l'examen des rapports de classes. Touraine a déjà noté combien le fractionnement et les divisions des classes sociales produisaient une très grande autonomie des transactions politiques par rapport au conflit de classe dans les sociétés dépendantes : les grands clivages et options politiques n'y correspondent que très approximativement à la division de la société en classe¹. Et cette proposition paraît d'autant plus fondée que l'on postule une pluralité des conflits, interreliés mais distincts, dans ces sociétés. La question de l'articulation des enjeux en cause se pose donc avec acuité pour les organisations volontaires – partis, syndicats... – et pour le pouvoir et les élites politiques : comment élaborer des programmes et des idéologies à ces trois niveaux, qui soient complémentaires et capables de mobiliser des acteurs sociaux dont la position est elle-même complexe, puisqu'elle se définit pour chacun d'eux à partir de trois critères distincts : dépendance, classe et développement ?

On en arrive à la question de l'État, dont on connaît le rôle éminent dans les pays en développement. Or, si on les prend au sérieux, les concepts de dépendance et de sous-développement ne peuvent manquer d'avoir une incidence sur l'analyse de l'appareil étatique et de ses fonctions en Amérique latine. Certes, il faut continuer de mettre en relation l'État et la structure de classes de la société, tout en évitant de considérer le premier comme un simple *instrument* de la fraction dominante : sa gestion est, en effet, marquée par le résultat des luttes sociales, et cela tout particulièrement lorsque la bourgeoisie éprouve des difficultés à asseoir son hégémonie.

Mais l'État n'a pas pour seule fonction d'assurer la cohésion d'une société divisée en classes. Il intervient également dans les rapports entre les classes et les masses exclues. Enfin, il occupe une position centrale dans la recherche d'un certain ajustement et dans l'élaboration d'un certain mode de combinaison entre les incitations externes – besoins et politiques des sociétés du centre – et les pressions et exigences qui existent à l'intérieur même de la nation. Ici encore, faut-il le dire, l'État n'est pas un simple relais de la domination étrangère et, si répressif qu'il soit, il lui est difficile de s'imposer à long terme sans jouir d'une certaine légitimité

¹ Alain TOURAINE, *Les sociétés dépendantes*, Éd. Duculot, Paris-Gembloux, 1976, spéc. chap. 8.

comme défenseur des intérêts nationaux. Si l'on en croit O'Donnel, c'est à ce niveau que se situerait la grande faiblesse de l'État bureaucratique-autoritaire ; en particulier, ce point constituerait un important sujet de tension entre les deux piliers du pouvoir, soit les militaires (argentins, brésiliens et autres) d'une part, et la grande bourgeoisie à vocation internationale d'autre part.

Deuxième partie

La Révolution nationale- populaire en Bolivie

[Retour à la table des matières](#)

Chapitre 1

De l'oligarchie à la Révolution nationale-populaire

A. L'oligarchie minière et son rôle économique et politique

[Retour à la table des matières](#)

L'oligarchie minière qui exerce son emprise sur la société bolivienne avant 1952 est reliée à l'extraction de l'étain. De formation récente, elle doit être distinguée à divers égards de l'oligarchie qui tirait son pouvoir et sa richesse des mines d'argent, qui prospérèrent au début de la colonie jusqu'au XVIII^e siècle et connurent un regain marqué entre 1860 et 1880.

L'oligarchie de l'argent était bien enracinée dans le pays, ce qui se manifestait par une participation active et de premier plan au jeu politique, puisqu'elle donna plusieurs présidents à la République. Les longues années de stagnation économique avaient accusé son traditionalisme originaire et son insistance sur le statut, lequel demeurait largement lié à la possession de la terre. Par contre, bien qu'elle eût les yeux fixés sur le modèle européen et méprisât souvent ce qui constituait les traits

les plus spécifiques de la société et la société bolivienne¹, elle conserva son caractère national au plan économique. En effet, dans une première période de prospérité, la production minière s'effectuait en surface et le niveau d'investissements requis n'excédait pas les ressources locales disponibles en période de prospérité. Par la suite, lorsque des capitaux plus abondants furent nécessaires pour extraire le minerai plus en profondeur, les investissements étrangers firent défaut, sauf entre 1860 et 1880.

Issue de la grande propriété terrienne et vivant en symbiose avec elle, l'oligarchie de l'argent avait son centre dans le sud du pays, à Sucre, petite ville proche de Potosi et de ses mines. Représentée par le parti conservateur, elle perdit définitivement le pouvoir politique en 1899, c'est-à-dire moins de vingt ans après que le marché mondial de l'argent se soit affaïssé et que la demande internationale d'étain tende à déplacer le centre économique plus au nord, vers Oruro, et le centre politique vers La Paz.

Avec ces changements économiques et politiques, la stratification sociale est affectée. La nouvelle oligarchie liée au développement des mines d'étain n'est pas issue des rangs de la classe dominante établie : des trois « barons de l'étain » qui dominent l'économie et monopolisent la production de l'étain, seul Aramayo descend d'une famille appartenant à l'ancienne oligarchie ; Hochschild est un juif allemand émigré du Chili, dans lequel il conserve des attaches ; le troisième, et de loin le plus important, Patiño, représente un cas assez exceptionnel de mobilité sociale, puisque son père est artisan et, qui plus est, métis².

Que la nouvelle fraction de l'oligarchie puisse être ramenée ainsi à trois grands noms, indique bien le degré de concentration de l'industrie minière de l'étain. Dans cette expansion et cette croissance, les capitaux jouent un rôle très important : les investissements nécessaires sont beaucoup plus considérables que pour les mines

¹ Sur les valeurs et orientations de l'ancienne oligarchie, voir Sergio ALMARAZ, « Psicología de la vieja rosca », dans son *Requiem para una Republica*, La Paz, 1969 (éditeur non mentionné), pp. 33-38.

² La carrière de Patiño a été bien retracée par Herbert S. KLEIN, « The Creation of the Patiño Tin Empire », *Inter-American Economic Affairs*, automne 1965, no 2, pp. 3-23. Cet auteur utilise comme source principale les souvenirs que Manuel CARRASCO a publiés dans son *Simón I. Patiño, un procer industrial*, Paris, Jean Grassin Éd., 1960. Carrasco est un avocat de Cochabamba, dirigeant du Parti libéral, principal actionnaire du Journal *El diario*, directeur de la Banque Centrale et membre de l'étude juridique de C. Calvo. Or, les affaires les plus importantes de cette époque furent confiées à cette étude, dont les services furent retenus notamment par chacun des « barons de l'étain » avant que des rapports plus exclusifs la lient à Hochschild, en 1938. D'où l'intérêt de ce témoignage, la place occupée par son auteur dans le système oligarchique. Un autre témoignage très favorable à Patiño est fourni par Charles F. GEDDES, qui fut directeur du Banco Mercantil de 1931 à 1951, dans son *Patiño, The Tin King*, Londres, Robert Hale, 1972. Sur la famille Aramayo, on peut consulter notamment Guillermo LORA, *Historia del movimiento obrero bolwiano*, 1848-1933, vol. 1, La Paz, Editorial Los Amigos del Libro, 1967, pp. 137 et ss.

d'argent, dont le mode d'exploitation permettait assez facilement la constitution de petites sociétés minières occupant quelques dizaines de travailleurs. L'origine sociale modeste de Patiño ne contredit pas cette proposition. En effet, Patiño avait été à l'emploi de firmes plus ou moins directement reliées à l'activité minière et c'est là qu'il avait acquis sa qualification. C'est dans l'une d'elles, la firme allemande German Friche et Cie, spécialisée dans l'importation d'équipement minier et agent d'exportation pour les petites sociétés minières, que Patiño fait la connaissance de celui dont il va devenir l'associé ; c'est cette même compagnie allemande qui, après la défection de son partenaire, consent à Patiño un premier crédit qui devait finalement lui permettre de découvrir une veine très riche. Par la suite, il est amené à s'adresser à des établissements bancaires anglais pour des crédits de plus en plus élevés.

Le rôle du capital, et du capital étranger (anglais et américain, mais aussi argentin et chilien), est donc considérable dans le développement des mines d'étain. Ce n'est cependant pas la mainmise étrangère qui explique la dénationalisation de la principale industrie bolivienne, mais plutôt la logique d'une expansion capitaliste qui transcende les frontières nationales : c'est le succès de Patiño, en Bolivie d'abord, mais aussi bientôt en Europe et dans le monde, qui confère une importance secondaire aux avoirs boliviens de Patiño ; il contrôle des entreprises à l'échelle internationale parce que c'est à ce niveau que se déroule le procès productif et que, par conséquent, la stratégie peut être définie. Procès d'enclavisation pour le moins singulier, puisqu'il part de l'enclave elle-même et que, dans cette dernière, l'activité productive principale est aux mains de deux Boliviens, Patiño et Aramayo (Hochschild représentant dès l'origine des intérêts chiliens et argentins). Il apparaît donc que le rôle prépondérant, dans l'économie, d'entrepreneurs dynamiques et nationaux n'est pas en lui-même garant de l'industrialisation et du développement intérieur. Les entreprises contrôlées par Patiño sont significatives à cet égard. En Bolivie, il construit un chemin de fer et manifeste de façon générale son intérêt pour les voies de communication ; il fonde la Banque mercantile et détient une participation dans la Banque de la nation bolivienne. Cependant c'est surtout dans les mines d'étain et de tungstène que son expansion est remarquable : à la veille de la grande dépression des années trente, Patiño produit 65 % de l'étain bolivien exporté, tandis que ce minerai dans son ensemble représente près de 75 % de la valeur totale des exportations du pays ¹. Par contre, il semble n'avoir réalisé aucun investissement dans l'industrie manufacturière, qui connut pourtant une certaine croissance durant la dépression et la Seconde Guerre mondiale ². Car très tôt le

¹ *Analisis y proyecciones del desarrollo económico*, vol : IV (« El desarrollo económico de Bolivia »), Mexico, Naciones Unidas (CEPAL), 1958, pp. 99 et 74.

² De 1941 à 1947, les établissements manufacturiers passent de 1 000 à environ 2 000 unités et le nombre de personnes à l'emploi de cette industrie passe de 12 000 à 20 000. Les entreprises demeurent cependant très petites ; le textile, la bière, la farine de blé et le ciment constituent les

magnat de l'étain s'est intéressé à des entreprises étrangères, en Allemagne puis en Angleterre, s'attachant d'abord à réaliser sous son égide une intégration verticale de la production d'étain, notamment par la prise de contrôle, en 1929, des fonderies Williams, Harvey, de Liverpool, puis à diversifier ses avoirs tant au niveau de la production qu'à celui de la localisation géographique¹. Dès 1924, les propriétés minières de Patiño sises en Bolivie sont incorporées aux États Unis, décision illustrant clairement la vocation internationale du magnat.

L'État bolivien d'avant la révolution est complètement sous la coupe des « barons de l'étain », bien que ceux-ci n'interviennent plus directement dans le jeu politique². Comment l'État aurait-il pu s'imposer au pouvoir économique de l'oligarchie, tout particulièrement dans un régime de participation restreinte, avec un droit de vote qui, en 1952, était encore limité à la minorité alphabétisée ? Selon le rapport Keenleyside, 42,4 % des revenus ordinaires du gouvernement proviennent, en 1948, de l'exportation et autres taxes sur les minerais³. On se rappelle par ailleurs que l'oligarchie contrôle les banques et qu'une tentative du gouvernement populiste de Busch d'instaurer un contrôle étatique sur les devises précipite sa chute, en 1939.

L'État est donc, avant la révolution, totalement dépendant des grands propriétaires miniers et de l'oligarchie en général. Non seulement il ne cherche pas à infléchir la politique économique des magnats de l'étain – par exemple dans le sens d'une intégration verticale à l'intérieur du pays – mais encore, il ne parvient à retirer

principales d'entre elles. En 1946, 10,5 % du revenu national provenait de l'industrie manufacturière. Cf. *Report of the United Nations of Technical Assistance to Bolivia*, New York, Nations Unies, 1951, p. 85. Cette publication est communément appelée *Keenleyside Report*, du nom du chef de la mission.

¹ Outre le Royaume-Uni, les États-Unis et le Canada, on peut encore citer l'ex-Congo belge, la Malaisie, le Siam, la Birmanie, la Thaïlande et le Nigeria.

² Il faut faire une exception pour Aramayo qui, suivant en cela les traditions de son milieu d'origine, intervient de façon plus directe dans le jeu politique, notamment contre le gouvernement populiste de Toro, et qui, aux élections de 1951, avait encore son candidat.

³ Op. cit., p. 29. Pour une analyse de ce Rapport par quelqu'un qui joua un rôle de premier plan dans sa mise en application, voir Carter GOODRICH, « Bolivia in Time of Revolution », in J. M. MALLOY, R. S. THORN (éds), *Beyond the Revolution. Bolivia since 1952*, Univ. of Pittsburgh Press, 1970, 3-24. L'accord de 1951 qui résultait du Rapport prévoyait la présence de conseillers administratifs des Nations Unies dans les ministères des Finances, des Mines, de l'Agriculture, des Travaux publics, du Travail, ainsi que pour les bureaux du Budget et du Contrôleur général, pour l'administration de la Sécurité sociale etc. ... Cet accord, qui devait conduire à une aide économique, fut dénoncé par le M.N.R. comme attentatoire à la dignité nationale, sans que le principe de l'assistance technique des Nations Unies fût mis en cause. En fait, l'accord de 1951 instaure une sorte de tutelle administrative, puisque les conseillers étrangers se voient reconnaître les droits suivants : accès direct, en tout temps, auprès du ministre responsable ; participation à toute décision ou recommandation touchant le personnel supérieur de l'unité à laquelle ils sont affectés ; direction de la formation administrative et technique du personnel de cette unité. (Cf. Carter GOODRICH, op. cit., pp. 10-11).

de la principale production nationale que des revenus fiscaux minimes. Déjà en 1919, le ministre des Finances, Tejada Sorzano, souligne devant le Sénat l'urgence de modifier le système fiscal ; celui-ci est constitué presque exclusivement par des impôts sur la consommation, ce qui exempté pratiquement les industriels de toute imposition, hormis les droits à l'exportation ¹. Ces derniers représentaient, en 1904, 3 % de la valeur des exportations d'étain ; en 1913, un peu plus de 5 % de cette même valeur ; après la guerre de 1914-1918, ce pourcentage redescend à 3 % ². La réforme fiscale de 1923, qui établit une taxe sur les profits, ne donne que de maigres résultats, par suite de divers artifices. Les taxes s'élèvent cependant à environ 13 % de la valeur des exportations, pour redescendre à 3 % en 1931, et atteindre 11,7 % en 1940 ³, la moyenne s'établissant à 9,4 % entre 1921 et 1940 ⁴. Les contributions personnelles des « barons de l'étain » ne sont pas moins révélatrices de la faiblesse de l'État. S'il faut en croire Guillermo Bedregal, Patiño verse l'équivalent de cent dollars américains à titre d'impôt sur ses revenus personnels en 1950, tandis qu'Hochschild ne verse rien et que les déclarations d'Aramayo font état d'un revenu absolument dérisoire ⁵. Enfin, autre apport possible au développement national, les salaires versés aux mineurs restent excessivement bas, bien que cette catégorie de travailleurs ne compte pas parmi les plus défavorisés.

Il existe donc un contraste aigu entre la part des taxes minières dans les revenus de l'État et l'insignifiance de ces taxes par rapport à la valeur des exportations, sans même parler des profits considérables réalisés par les entreprises minières ⁶. À l'endettement de l'État et à la recherche de crédits (pour lesquels il dépend de l'oligarchie) correspond la prospérité des grandes sociétés minières. Mais un système socio-économique et politique de cette nature est particulièrement vulnérable : il

¹ Raul RUIZ GONZALES, « Causas del atraso de Bolivia », Espartaco, juillet 1964, no 8, p. 13.

² Guillermo BEDREGAL : *La revolución boliviana. Su realidad y perspectivas dentro del ciclo de liberación de latinoamérica*, La Paz, Dirección Nacional de Informaciones de la Presidencia de la República, 1962, pp. 77-81.

³ Robert J. ALEXANDER, *The Bolivian National Revolution*, New Brunswick, N. J., Rutgers University Press, 1953, p. 9.

⁴ Jean-Pierre Bernard, la Bolivie et les compagnies productrices d'étain, ds « Les conflits internationaux : les conflits entre États et compagnies privées », *Revue française de science politique*, avril 1967, no 2, pp. 317-329 et spécialement p. 319.

⁵ *La revolución...* op. cit., p. 79. La position de BEDREGAL n'en fait pas un témoin désintéressé, faut-il le dire ?

⁶ Ces bénéfices s'élèveraient à plus de vingt-quatre millions de livres sterling pour le seul Patiño, entre 1924 et 1950, toujours selon G. BEDREGAL, (*La revolución...* op. cit., p. 80). S'appuyant sur une lettre adressée le 23 juillet 1952 au Président de la Commission pour la nationalisation des mines par la Patiño Mines, Ch. F. GEDDES soutient que les profits réalisés entre 1924 et 1952 n'avaient rien d'exorbitants (une participation dans les actions de General Motors eût été bien plus profitable) et que l'allégation selon laquelle les compagnies minières étaient pratiquement exemptées de taxes manquait de fondement. Selon cette lettre, de 1924 à 1952 le total des taxes se serait élevé à \$U.S. 103 194 258, le profit net atteignant pour la même période \$U.S. 74 280 836. Patiño..., op. cit., pp. 356-357.

est sujet aux aléas de la demande internationale en étain et les conséquences de ceux-ci sont d'autant plus grandes, au sein même des couches urbaines politiquement actives, que l'État n'a guère de fonction de redistribution du revenu ; ce dont témoignent l'échec des tentatives populistes en Bolivie et l'opposition déterminée de l'oligarchie à leur égard.

B. Les forces sociales dans le système oligarchique

[Retour à la table des matières](#)

Sur quelle base sociale repose, en effet, le pouvoir de l'oligarchie minière ? Les latifondistes détiennent en principe le contrôle des campagnes et c'est dans les villes et dans les centres miniers que l'oligarchie minière doit imposer son ordre et que le pouvoir politique qui dépend d'elle doit s'assurer d'une certaine légitimité, en particulier auprès des quelque 200 000 personnes alphabétisées auxquelles était encore réservé le droit de vote en 1951.

Bien qu'imprécis, le recensement de 1950 donne un aperçu général de la composition de la force de travail : le total de celle-ci s'élève à 1 350 782 personnes actives dont 72 % sont employées dans l'agriculture et l'élevage, 3 % dans les mines et le pétrole, 8 % dans l'industrie de transformation et l'artisanat, 1,5 % dans la construction, 4,2 % dans le commerce, les banques et les assurances, 1,4 % dans les transports et les communications, 3 % dans l'administration publique et les services d'intérêt général, 6,3 % dans les professions libérales, les services domestiques et personnels, 0,6 % dans des activités diverses ¹.

Les groupes les plus intimement liés à l'oligarchie minière sont les banquiers et commerçants aisés, les gérants de mines et les journalistes chargés d'orienter l'opinion, ainsi que des professionnels, comme certains avocats, qui sont en relations d'affaires avec les sociétés minières ou les compagnies qu'elles contrôlent, ou encore qui sont directement à l'emploi de celles-ci. L'étude juridique de Calvo, Carrasco et Galindo dont il a déjà été question offre un exemple révélateur sinon typique de cette frange de professionnels intégrés à l'oligarchie. Il suffit d'évoquer la carrière de ces hommes pour désigner du même mouvement les occupations privilégiées par

¹ Ces données, tirées du recensement du 5 septembre 1950 et reprises dans la *Documentación básica* présentée au Second séminaire latino-américain sur les problèmes de la terre, Montevideo, novembre-décembre 1959, sont citées par Raul RUIZ GONZALES, Bolivia.... op. cit., p. 108.

les couches intégrées à l'oligarchie ; Carrasco, en particulier, présente un *curriculum vitae* intéressant parce que, d'origine modeste, ses activités se sont étendues à des secteurs moins traditionnels que celles de ses associés : si tous trois furent dirigeants du Parti libéral, ministres, parlementaires et ambassadeurs, Carrasco était, de plus, un des actionnaires principaux du quotidien *El Diario*, dirigé par son frère, et il fut directeur de la Banque centrale de Bolivie ¹. Droit, politique, finances, autant de secteurs étroitement interdépendants et dans lesquels la position d'un Carrasco montre qu'ils ne sont pas exclusivement réservés aux fils des grandes familles traditionnelles ; les classes supérieures ont, en effet, manifesté une certaine perméabilité, spécialement durant la période de transition entre l'extraction de l'argent et celle de l'étain, vu l'expansion rapide de cette dernière industrie.

Parmi les autres groupes reliés plus ou moins étroitement au système oligarchique figurent les fonctionnaires ou ingénieurs de rang élevé et les militaires. Au nom de la logique de cohésion qui lui est propre, l'armée tentera cependant, à trois reprises, de résoudre la crise de légitimité politique et de conférer un cadre institutionnel à la mobilisation populaire, en restituant une certaine autorité à l'État et en réaffirmant l'autonomie de celui-ci par rapport au pouvoir de l'oligarchie : de 1936 à 1939 (Toro et Busch) et de 1943 à 1946 (Villarroël). Mais, à côté de cette distanciation épisodique à l'égard de l'oligarchie, qui s'effectue sous l'impulsion de cadres intermédiaires de l'appareil militaire, ce dernier s'emparera à diverses reprises du pouvoir, durant la période pré-révolutionnaire, pour diriger la répression ; c'est d'ailleurs un militaire qui frustrera le M.N.R. de sa victoire électorale de 1951 et qui sera à la tête de l'État au moment de l'insurrection de 1952.

Hormis peut-être les membres de la fonction publique et certains services domestiques et personnels, les autres groupes sociaux ont des intérêts moins directement dépendants de l'oligarchie : instituteurs, artisans, ouvriers de l'industrie textile, de l'alimentation et de la construction, ou à l'emploi de la société des chemins de fer. Bien que ces catégories professionnelles soient concentrées dans les villes et qu'à cet égard les statistiques citées plus haut risquent de masquer leur poids numérique, il est probable qu'elles n'auraient pas suffi à ébranler le régime sans la participation au mouvement de protestation de couches traditionnellement acquises à l'oligarchie et ramenées à une situation d'appauvrissement, d'incertitude ou d'exclusion par la crise économique et l'absence d'intervention étatique.

En effet, à la veille de l'insurrection, la classe ouvrière en formation est encore numériquement inférieure aux artisans et elle est le plus souvent à l'emploi de très petites entreprises : des 109 591 personnes recensées dans l'industrie manufacturière en 1950, 53 473 sont des artisans, 35 805 travaillent dans de très petites

¹ Sergio ALMARAZ, *Requiem....* op. cit., pp. 36-37.

unités de production non enregistrées, et seulement 20 320 sont à l'emploi des quelque 1 300 à 1 400 entreprises enregistrées¹.

Bien que nous ne disposions pas de statistiques précises sur la dimension des entreprises manufacturières pour l'époque pré-révolutionnaire, une enquête, menée en 1960 par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.) sur les cotisants au régime obligatoire – en principe – de Sécurité sociale, permet de chiffrer, avec une certaine rigueur, le phénomène².

Les données recueillies indiquent que 415 des 789 entreprises manufacturières dont les travailleurs cotisent à la Caisse de sécurité sociale, soit plus de la moitié d'entre elles, emploient moins de cinq salariés et que parmi elles 157 n'ont qu'un seul ouvrier ; 140 manufactures occupent de 5 à 9 personnes, 183 en emploient de 10 à 49, 41 de 50 à 199, 7 de 200 à 499, 1 de 500 à 999 et, finalement, 13 entreprises ont un personnel qui atteint ou dépasse le millier³. Il faut certainement accueillir ces chiffres avec prudence, compte tenu des carences du contrôle étatique sur le nombre exact des salariés normalement assujettis au régime de la Sécurité sociale et des fraudes que cette situation entraîne. Il reste que ces statistiques traduisent une certaine réalité qui ne pouvait manquer d'influer sur la capacité d'organisation de la classe ouvrière et sur le corporatisme et l'anarcho-syndicalisme qui marqueront les origines du mouvement ouvrier urbain.

Enfin, le groupe des mineurs, bien qu'extérieur aux grandes agglomérations urbaines, constitue une force sociale active à ce niveau, principalement depuis 1946, année de fondation de la puissante *Federación sindical de trabajadores mineros de Bolivia* (F.S.T.M.B.). Traditionnellement, les syndicats des mineurs ont exercé une influence considérable dans le mouvement ouvrier. À la veille de la révolution, on comptait 24 000 travailleurs dans les Grandes Mines⁴, propriétés des « barons de l'étain », et ce nombre doit être augmenté de beaucoup si l'on prend

¹ Análisis... op. cit., pp. 114-115, tableaux 69 et 70. Notons encore que, ces 109 591 personnes, 5 123 sont des patrons, 7 124 des employés, 43 886 des ouvriers et journaliers, 40 050 des travailleurs pour leur propre compte, 12 552 des collaborateurs membres de la famille (plus 856 personnes classées sous la rubrique « autres »). *Ibidem*, tableau 69. Dans 56 125 personnes occupées dans les entreprises manufacturières proprement dites artisans exclus), 21 260 travaillent dans le textile et 6 272 dans l'alimentation. *Ibidem*, p. 164 tableau 1 de l'Annexe statistique.

² « B.I.T., Informe sobre la situación de la Seguridad Social en Bolivia », *Revista de la Facultad de Economía* (Oruro), mars 1963, pp. 82-159.

³ *Ibidem*, p. 100 et tableau 6 de la page suivante. La même constatation s'impose pour l'activité productive considérée dans son ensemble, à l'exclusion des travailleurs des chemins de fer et du pétrole qui ont leur propre Caisse et ne sont pas compris dans les données de l'enquête : plus de 55 % de l'ensemble des patrons déclarent avoir à leur emploi quatre travailleurs ou moins : 75 % des employeurs occupent moins de dix salariés.

⁴ « La política económica de Bolivia en el período 1952-64, *Boletín Económico de América Latina* », octobre 1967, no 2, p. 183, tableau 1.

en considération les ouvriers à l'emploi des petites et moyennes exploitations minières : en 1950, on a recensé 43 441 personnes actives dans l'ensemble des mines et des industries extractives ¹, et il se peut que ce nombre soit inférieur à la réalité. Le Rapport Keenleyside souligne, en effet, la fréquence des contrats de sous-traitance, avant 1952 ; par ce type de contrat, le propriétaire alloue un secteur à une autre personne, qui recrute les travailleurs et les dirige elle-même, et qui est tenue de vendre toute sa production au propriétaire ; celui-ci lui fournit de son côté l'équipement au prix coûtant. Un tel procédé permet d'éviter les charges découlant de la législation du travail ² et il est probable qu'il a influé sur les résultats du recensement.

Enfin, le travail saisonnier constitue un autre aspect important de la condition des mineurs avant la Révolution : selon le rapport Keenleyside, le tiers environ des mineurs passaient ainsi régulièrement de l'extraction du minerai à la culture des champs. Ces travailleurs constituent un trait d'union entre les ouvriers et les paysans et certains d'entre eux joueront un rôle actif dans l'organisation du mouvement paysan après 1952.

C. De la crise hégémonique à la destruction de l'oligarchie

[Retour à la table des matières](#)

Le système reposant sur l'alliance de l'oligarchie terrienne et minière et sur l'intégration des couches urbaines nécessaires au fonctionnement politique et économique ne résistera pas à la défection de la petite bourgeoisie urbaine, déçue dans ses aspirations par la stagnation économique, et qui saura rallier les forces populaires mobilisées. Cette coalition se heurte cependant à des obstacles considérables dont il sera traité ultérieurement, tant l'orientation initiale de la petite bourgeoisie du M.N.R. est éloignée de l'idéologie marxiste, tant la conception du rôle dirigeant de la classe ouvrière et l'opposition à toute forme d'alliance avec la « bourgeoisie progressiste » et les partis (non les membres) de la petite bourgeoisie sont prononcées dans le syndicalisme des mineurs ³. Au point de vue de

¹ Cf. *Análisis...* op. cit., p. 116, tableau 72.

² *Report of...* op. cit. p.94.

³ Voir en particulier la Thèse de Pulacayo (1946), qui traduit l'orientation du syndicalisme des mineurs au moment où il réalise son unité organisationnelle. Cette thèse et d'autres documents importants du mouvement ouvrier ont été traduits en français : cf. Guillermo LORA, *Bolivie : de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, Paris, Étude et Documentation Internationale, (EDI), 1972, pp. 1-23. Guillermo LORA dirige le Parti ouvrier révolutionnaire, trotskyste, et on lui attribue généralement la paternité de la thèse.

l'articulation de deux forces aussi éloignées au départ que le M.N.R. et la Fédération des mineurs, la phase populiste et l'échec des réformes qui y ont été ébauchées ont apporté une contribution importante. Cependant, il ne s'agit pas encore à ce moment d'une alliance nationale-populaire.

Les alliances populistes et nationales-populaires combinent, en effet, des forces sociales différentes et réalisent l'intégration des masses à des niveaux qui ne peuvent être confondus. Dans le premier cas, l'armée est prépondérante et s'appuie sur une partie de la paysannerie mobilisée (les ligues d'anciens combattants de la guerre du Chaco) et de la petite bourgeoisie urbaine. Les ligues sont surtout actives entre 1936 et 1939, sous Toro et Busch, tandis que la petite bourgeoisie participe le plus activement à l'exercice du pouvoir sous Villaroël. Ce type d'alliance, qui met moins profondément en question les structures de la société et dans lequel la mobilisation des masses tend à être contrôlée par les élites politiques et militaires, s'accorde parfaitement avec les conceptions du M.N.R. et de ses dirigeants, alors que l'alliance nationale-populaire ne sera adoptée par eux que plus tard et sous l'empire de la nécessité.

S'il est vrai que les gouvernements populistes boliviens ont abouti à une impasse, ils ont néanmoins rempli des fonctions importantes au point de vue de l'effondrement ultérieur de l'ordre socio-économique. En effet, c'est sous ce régime que les forces populaires consolident ou même, dans le cas des mineurs ¹ et parfois des paysans, constituent leurs organisations syndicales. En outre, Paz Estenssoro notamment y fait l'apprentissage du pouvoir et y trouve l'occasion d'établir des liens avec des dirigeants syndicaux ². Enfin, la domination oligarchique et l'exclusion où elle maintient les masses ne peuvent sortir que diminuées d'un régime qui fonde sa légitimité sur l'intérêt du peuple tout entier et de la nation.

De son côté, la révolution nationale-populaire repose sur une alliance différente : d'une part, les militaires en sont exclus, car ils ont été vaincus par les forces insurgées ; d'autre part, le mouvement ouvrier organisé est, cette fois, le principal partenaire de la petite bourgeoisie du M.N.R., et il est suffisamment puissant durant quelques années pour participer réellement au pouvoir, bien que de ce point de vue le partage ait été inégal dès le premier gouvernement M.N.R.

¹ Deux ans avant la fondation du syndicat des mineurs, qui s'effectua durant la présidence de Villaroël, la grève des mineurs de Catavi (mine appartenant au Groupe Patiño) était encore brisée de façon sanglante par l'armée.

² Il faut cependant noter que les gouvernements populistes boliviens sont entrés en conflit ouvert et ont réprimé le mouvement ouvrier lorsque celui-ci échappait à leur contrôle et posait des revendications jugées inacceptables.

Quant au paysannat, de ce qu'il ne participe pas à l'insurrection proprement dite il ne faudrait pas conclure à une absence totale de mobilisation. En fait, depuis la guerre du Chaco et l'enrégimentement d'une partie de ses membres ¹, depuis la rupture pour ceux-ci du cadre institutionnel cloisonné où le latifonds les maintenait, des signes avant-coureurs d'une mobilisation plus profonde étaient perceptibles. Aussi, approchés et sollicités par divers groupements urbains d'orientation marxiste, comme le P.I.R. ou le P.O.R. ², et bientôt encouragés par le nouveau régime à s'organiser en syndicats, les paysans n'attendent-ils pas toujours la promulgation de la Réforme agraire pour s'emparer des terres, principalement dans la vallée de Cochabamba. Cela dit, ils ne participent guère à la définition des grandes options du régime, si l'on excepte le soutien que le M.N.R. cherchera de plus en plus à s'assurer auprès de lui pour contrebalancer le pouvoir du mouvement ouvrier à l'intérieur de l'alliance nationale-populaire et, ensuite, pour briser son opposition.

Mais pour renverser le pouvoir économique démesuré de l'oligarchie et pour établir un nouvel ordre social, il est important que ces divers mouvements puissent converger et réaliser une certaine intégration de leurs objectifs et stratégies dans une organisation politique. Cette unification s'effectue dans le M.N.R., dont l'orientation se radicalise à la suite des années de clandestinité auxquelles il est astreint avant la Révolution et de la répression dont il est victime de la part de son ancienne alliée, l'armée. Il faut expliquer brièvement comment la petite bourgeoisie urbaine a été amenée à contester l'hégémonie de l'oligarchie, puis à structurer les forces sociales mobilisées, ce qui est essentiel dans une société aussi hétérogène et fractionnée que la Bolivie.

Le pouvoir de l'oligarchie étant fondé sur son monopole économique et sur sa capacité d'intégrer une fraction des couches urbaines, et notamment de la petite bourgeoisie, c'est à ce niveau qu'il faut premièrement aborder la question. Et, dans une société mono-productrice où les exportations de minerais fournissent entre 93,3 % (années 1925-1929) et 96,8 % (années 1950-1952) des devises et où l'étain procure à lui seul entre 79,2 % (1925-1929) et 63,5 % (1950-52) de ces mêmes devises ³, les tendances et fluctuations dans les quantités et dans les prix de l'étain exporté méritent une attention toute particulière.

¹ Le nombre de 200 000 est souvent cité.

² Parti de la gauche révolutionnaire et Parti ouvrier révolutionnaire. Le premier est d'orientation marxiste et son évolution provoquera une scission, d'où naîtra le Parti communiste bolivien ; pour les relations de ce parti, issu de l'intelligentsia universitaire, avec la classe ouvrière, voir le chapitre sur le mouvement ouvrier et ses organisations. Quant au P.O.R., il est d'allégeance trotskyste et son influence dans les mines a été considérable ; bon nombre de ses membres et militants ont cependant rallié le M.N.R. après la Révolution. Le P.O.R. préconise l'alliance des masses ouvrières et paysannes.

³ *Análisis y proyecciones....* op. cit., p. 74.

Une première constatation : le nombre de tonnes métriques d'étain exporté en 1950 est légèrement moindre qu'en 1925 (respectivement 31 320 et 32 598 tonnes) et l'examen de la séquence complète des quantités exportées indique clairement qu'il s'agit d'une tendance plutôt que d'une simple fluctuation. Le même phénomène s'observe pour la valeur des exportations d'étain : en 1950 celle-ci s'élève à 62 843 000 *bolivianos* (monnaie locale) alors qu'elle atteignait déjà 66 114 000 *bolivianos* en 1925¹. Donc, non seulement l'effet d'entraînement de la production minière a été minime dans le pays, comme on l'a vu plus haut, non seulement la diversification de la production minière a été très lente, mais encore le niveau d'exportation de l'étain ainsi que sa valeur ont stagné. En outre, comme c'est généralement le cas dans la mono-production, d'importantes fluctuations ont eu lieu, sur la même période de temps, au double point de vue de la quantité du produit exporté et de son prix : entre 1932 et 1939 en particulier, l'entrée des devises a subi une très forte baisse, tandis que les années comprises entre 1927 et 1930 ainsi qu'entre 1940 et 1946 sont relativement prospères².

Mais si la production plafonne, le coût d'exploitation ne cesse par contre de croître, tandis qu'un certain nombre de gisements tendent à s'épuiser. En outre, l'urbanisation très rapide³, à laquelle la guerre du Chaco a largement contribué en arrachant les paysans à leurs terres et à leur cadre institutionnel, crée une pression au niveau de la demande d'emplois. Simultanément, les prix ne cessent de monter ; à La Paz, l'indice général des prix s'établit, en 1950, à 3 426 (1931 = 1 00) ; il est à 4 563 l'année suivante et, en 1952, il atteint 5 664, alors même que la hausse n'épargne nullement les articles de première nécessité et le vêtement⁴.

L'effervescence engendrée par la stagnation économique gagne très vite la petite bourgeoisie, ainsi qu'en témoignent le développement des idéologies nationaliste ou marxiste en son sein et la naissance d'une pléiade de nouveaux petits partis se rattachant à l'une ou l'autre de ces orientations, surtout après la guerre du Chaco : parmi eux, le M.N.R. mais aussi le P.S.O.B. (Parti socialiste ouvrier bolivien), le P.I.R. (Parti de la gauche révolutionnaire), le P.O.R. (Parti ouvrier révolutionnaire) et, à droite, la F.S.B. (Phalange socialiste bolivienne). Autre facette du phénomène,

¹ Valeur calculée au prix de 1950. Cf. *Análisis y proyecciones...* op. cit., p. 12. Durant les années 1951 et 1952, la quantité d'étain exportée ne varie pas sensiblement, mais la valeur de ce produit connaît une hausse sensible. Voir : *Boletín Estadístico*, Ministerio de Hacienda, Dirección General de Estadística y Censos, La Paz, 1963, no 87, p. 52.

² *Análisis...* op. cit., 12.

³ Voir O. E. LÉONARD, « La Paz-Bolivie. Its Population and Growth », *American Sociological Review*, août 1948, no 13, pp. 448-454 et spécialement p. 450.

⁴ *Boletín Estadístico*, op. cit., p. 8. Entre 1936 et 1939, le taux annuel de croissance de l'indice du coût de la vie a été de 50,74 : entre 1940 et 1943, il est de 23,74 pour redescendre à 7,7 entre 1943 et 1945 ; entre 1945 et 1951, le taux est de 18,28. Cf. *Análisis...* op. cit., p. 62, tableau 44.

la radicalisation du mouvement étudiant ressort clairement de la lecture du programme approuvé le 31 décembre 1938 par la IV^e Convention nationale des étudiants : la Fédération universitaire bolivienne (F.U.B.) déclare se mettre au service du prolétariat et de ses luttes, et part en guerre contre l'impérialisme yankee¹. Conséquent avec lui-même, le mouvement étudiant signe en 1946 un pacte avec la F.S.T.M.B. (Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie), qui vient d'adopter la thèse de Pulacayo dont il sera question plus loin.

Les résultats électoraux de l'époque montrent jusqu'à quel point la petite minorité urbaine jouissant du droit de vote est agitée en profondeur : en 1940 le sociologue marxiste José Antonio Arze obtient 10 000 des 58 000 votes exprimés, alors même que les différents partis de gauche, y compris le P.I.R. qu'il dirigera plus tard, ne sont pas encore constitués ou, du moins, implantés², survenant durant l'exil de Paz Estenssoro, l'imposante victoire du M.N.R. en 1951, bien que remportée contre des forces politiques dispersées, est encore plus révélatrice de la défection des couches urbaines : le parti de Paz Estenssoro obtient 43 % des suffrages exprimés.

L'oligarchie recourra de plus en plus aux bons offices des forces armées, car elle est incapable de promouvoir le développement national et d'intégrer les couches urbaines de la petite bourgeoisie, elle apparaît à celle-ci comme étrangère et comme une sorte de super-État manipulant à sa guise les dirigeants des anciennes formations politiques. Bref, il y a absence de contrôle social fondé sur l'intérêt matériel ou l'identification symbolique³. En 1951, pour maintenir un ordre social et politique ébranlé, l'armée prive le M.N.R. de sa victoire électorale et exerce le pouvoir à sa place. Complètement dépourvus d'assises populaires, l'appareil militaire et le régime dont il est le dernier bastion devaient bientôt s'effondrer, à l'occasion du coup préparé par le M.N.R. et le ministre de l'Intérieur, Antonio Seleme, chef des carabiniers⁴, et grâce à une mobilisation de travailleurs beaucoup plus massive que celle escomptée initialement par les dirigeants du M.N.R. C'est finalement sans trop l'avoir voulu que ce parti issu de la petite bourgeoisie

¹ Voir les articles 3, 6 et 24 dudit Programme.

² Le P.S.O.B. disparaît vers cette époque, par suite des compromissions de son chef. Le P.O.R. (Trotskyte), créé en 1934, n'est pas encore très actif et il ne s'implantera vraiment dans les mines qu'à partir de 1945.

³ De ce point de vue, l'élite politique fit peu pour améliorer son image. Rien que dans les toutes dernières années du régime elle apparut antinationale au moins à deux reprises : lors de l'accord de mise en application du Rapport Keenleyside, dont il a déjà été question précédemment, et lors de la décision d'envoyer un contingent de soldats en Corée, alors que des négociations infructueuses sur le prix de l'étain rejaillissaient fâcheusement sur les relations avec les États-Unis.

⁴ Seleme s'est réfugié dans une ambassade au moment où le gros des forces populaires n'était pas encore intervenu et où l'insurrection semblait devoir être matée. Geste qui mettait évidemment un terme à ses ambitions à la Présidence.

articulera pour un temps les intérêts du peuple et de la nation autour d'un projet général de développement.

D. Une révolution nationaliste et populaire ¹

[Retour à la table des matières](#)

Donc, en 1952, à l'issue d'un soulèvement populaire dans le succès duquel l'intervention des mineurs est déterminante, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (M.N.R.) s'empare du pouvoir politique et instaure un ordre social nouveau dans lequel l'oligarchie disparaît comme force sociale. Révolution qui affecte les rapports de classes dans l'industrie minière comme dans la production agricole et dont on peut mesurer l'ampleur si l'on sait que la destruction de l'ancien appareil d'État n'épargne même pas l'armée ; la reconstitution de celle-ci se heurte d'ailleurs à des résistances et s'effectue dans un certain esprit de démocratisation au point de vue de l'origine sociale des membres et en tenant compte de leur loyauté au régime ; de plus, confinés à un rôle mineur, les militaires doivent pendant plusieurs années partager le monopole de la violence légitime avec les milices populaires armées.

Mais cette révolution radicale n'est pas socialiste, malgré la mobilisation populaire et le rôle de premier plan joué par les mineurs. Certes, dans le nouveau régime les travailleurs sont représentés au gouvernement, constituent une fraction dans le parti dominant, renforcent leur organisation, obtiennent une protection spéciale pour leurs dirigeants syndicaux et même un droit de contrôle sur la gestion des mines ². Cependant, leur stratégie est plus défensive que conquérante en ce qui

¹ Pour l'insurrection elle-même et l'historique des événements politiques qui l'ont précédée, consulter J. M. MALLOY, Bolivia, *The Uncompleted Revolution*, Univ. of Pittsburgh Press, 1970. Pour une analyse comparative du phénomène révolutionnaire en Amérique latine, voir Cole BLASIER, « Studies of Social Revolution : Origins in Mexico, Bolivia and Cuba », *Latin American Research Review*, été 1967, no 3, pp. 28-64. L'auteur, qui distingue les causes de la Révolution et l'occasion de sa réalisation, mentionne parmi les premières, en Bolivie : le peonage, l'exploitation dans les mines, la répression politique, la concentration des pouvoirs politique et économique et l'absentéisme des propriétaires. Selon lui, une des causes fondamentales de la révolution dans les trois pays réside dans l'écart grandissant entre la masse et une petite élite dominante. Attribuant une grande – et très justifiée – importance au rôle des forces armées, il ajoute que la pression révolutionnaire jointe à une banqueroute professionnelle, politique et morale de l'appareil militaire donnent lieu à une répression contre-productive.

² Il s'agit du *Control obrero* tant controversé, dont il sera question dans le chapitre consacré aux syndicats. Il est assorti d'un droit de veto sur les décisions préjudiciables aux travailleurs.

concerne l'orientation du procès de développement ou la transformation des rapports de production dans l'entreprise. Aussi la notion de révolution nationale-populaire est-elle celle qui recouvre le mieux le contenu réel des transformations opérées en 1952.

En effet, le mouvement social qui porte le M.N.R. est d'orientation clairement nationaliste et « développementaliste » dans la mesure où il tend à construire un État national capable de promouvoir le développement économique, par opposition au pouvoir politique antérieur trop sujet aux pressions de l'oligarchie et trop complaisant devant la spoliation collective incarnée par cette classe, au profit de l'étranger. Par ailleurs, la tendance populaire du mouvement trouve un reflet dans l'évolution du M.N.R. ; la petite bourgeoisie urbaine dont ce parti émane s'est, en effet, radicalisée et rapprochée des mineurs, après que se fût avérée vaine la poursuite d'une alliance réformiste avec l'appareil militaire : renonçant à la vocation populiste manifestée à trois reprises entre 1936 et 1946, au lendemain de la désastreuse guerre du Chaco¹, l'armée consacrait désormais toutes ses énergies à la répression populaire et au sauvetage du système oligarchique menacé. La mobilisation des masses, leur intégration à l'économie de marché et aux institutions de la société constituent donc pour le M.N.R. des objectifs nécessaires bien que non prioritaires, comme en témoignent les atermoiements et les réticences du parti en ce qui concerne la réforme agraire.

Dès les premiers actes politiques du régime, la remise en question du lien de dépendance apparaît cependant limitée. Le rôle essentiel joué par les exportations d'étain dans l'économie et dans l'approvisionnement en devises étrangères, la vétusté des instruments de production, l'absence de réseau de commercialisation et la localisation des fonderies à l'étranger, tous ces facteurs contribuent à rendre le gouvernement de Paz Estenssoro attentif aux pressions des États-Unis. Aussi, malgré l'opposition momentanée et passablement symbolique de Juan Lechin, principal dirigeant ouvrier et ministre des Mines, le principe de l'indemnisation des grands propriétaires miniers est-il adopté peu de temps après la prise du pouvoir, tandis qu'une aide américaine est promise.

Au point de vue de la dépendance, la révolution de 1952 doit donc s'analyser comme un réaménagement du lien antérieur. Beaucoup plus significatif est le passage de la principale production locale sous le contrôle de l'État ; celui-ci se substitue à une clique restreinte dont l'autonomie était d'autant plus redoutable que ses

¹ Sur la guerre du Chaco, les événements qui la précèdent ou ses conséquences, voir Herbert S. KLEIN, *Orígenes de la revolución nacional boliviana. La crisis de la generación del Chaco*, La Paz, Editorial Juventud, 1968. Le livre couvre la période comprise entre 1920 et 1943 et tente d'analyser l'impact de cette guerre avec le Paraguay sur la structure traditionnelle de la Bolivie.

intérêts nationaux étaient douteux ; en effet, avant son éviction, l'oligarchie s'était opposée par ruse et par force aux modestes réformes populistes proposées entre 1936 et 1946, avait résisté systématiquement à toute tentative pour accroître sa contribution au trésor public et, dans les dernières décennies, avait échoué à promouvoir tant la croissance que le développement de l'économie. Avec la révolution de 1952, c'est à une élite politique nouvelle et à l'État que revient la tâche de gérer la principale source de devises du pays, de diriger le développement économique intérieur et les relations avec les partenaires commerciaux et industriels de l'extérieur.

Mais l'héritage de l'ancien régime est lourd à porter : la production de l'étain et les revenus qu'elle engendre stagnent depuis des années, sans oublier que le pays dépend, pour la fonte du minerai, d'une entreprise sise en Angleterre (la Williams & Harvey) et contrôlée par le groupe Patiño. La politique des dirigeants issus de la Révolution comportera donc deux facettes, qui à la longue s'avéreront contradictoires : d'une part, satisfaire certaines aspirations immédiates des groupes populaires les plus stratégiques ; d'autre part, s'en remettre de plus en plus à l'aide américaine pour la modernisation de l'économie et son développement. Mais comme cette assistance étrangère s'accompagne de conditions rigoureuses, elle aura des conséquences importantes pour la stratégie de développement adoptée par le M.N.R., ainsi que pour la politique sociale et l'avenir de certaines institutions qui consacraient la participation de la classe ouvrière organisée au pouvoir politique et économique.

À cet égard, on peut bien qualifier d'incomplète la révolution de 1952, puisqu'une fois le système oligarchique détruit, elle échoue à établir un ordre politique cohérent et stable, orienté vers le développement. Telle est la thèse de Malloy, qui relie cet inachèvement à la contradiction entre la logique économique du développement, à laquelle est sensibilisée l'élite, et la logique politique, qui appelle certaines concessions aux besoins de consommation des masses populaires mobilisées, afin de conserver leur appui et leur participation.

On admet volontiers que cette tension entre l'investissement productif et la satisfaction de revendications sociales est particulièrement forte dans les régimes nationaux-populaires, en raison de la diversité des classes associées à l'exercice du pouvoir ; il est probable aussi que cette contradiction revêt une forme particulièrement aiguë dans les sociétés les plus pauvres. Mais il ne faudrait pas pour autant identifier, d'une part, l'orientation vers l'accumulation et le M.N.R. (en tant que parti issu d'une sous-élite) et, d'autre part, l'orientation vers la consommation et les organisations syndicales. En fait, le M.N.R. n'est pas l'expression d'une couche d'entrepreneurs ou de dirigeants d'entreprises en conflit d'intérêts avec l'oligarchie, mais plutôt l'émanation de la petite bourgeoisie urbaine radicalisée par sa situation

d'exclusion. Et, dans leur comportement, le M.N.R. et les couches sociales qu'il représente ont manifesté des tendances qui ont peu de rapports avec l'investissement productif : profit immédiat, spéculation ou corruption. Si l'opposition accumulation-consommation existe, elle coïncide mal avec les lignes des classes sociales et, dans cette mesure, elle n'appartient pas en propre aux mouvements nationaux- populaires.

Il convient donc de partir de l'idée que l'opposition entre la branche proprement politique du M.N.R. et sa fraction syndicale concerne le modèle de développement compatible avec leurs intérêts particuliers comme classe et comme organisation. En d'autres termes, le procès de développement offre plusieurs variantes possibles, qui le constituent en enjeu pour les groupes qui luttent pour son contrôle. Et si l'on veut comprendre pourquoi les forces associées au pouvoir après 1952 n'ont pu s'entendre sur une stratégie économique et sociale et fournir une assise stable au nouveau régime, il faut certainement envisager le rôle joué à cet égard par l'aide étrangère. Celle-ci, par sa destination même et par les conditions posées à son obtention, a indiqué une voie de développement et poussé le M.N.R. à adopter des mesures incompatibles avec le maintien de l'alliance nationale-populaire. Successivement, comme on le verra, la révolution a été sapée dans ses fondements par l'indemnisation des « barons de l'étain »¹, le plan de stabilisation monétaire et celui de modernisation des mines. Chacun de ces programmes d'assistance internationale marque une étape dans la dégradation du régime et l'affaiblissement de sa base sociale et politique.

Et, de la même façon, si la fraction petite-bourgeoise du M.N.R. s'est taillé une place dominante dans le gouvernement et les institutions de l'État, malgré une très large mobilisation populaire, ce n'est pas seulement dû au caractère très défensif, revendicatif de l'action syndicale ; en effet, le lien de dépendance, réaménagé certes mais toujours étroit, désignait tout naturellement la branche non syndicale de l'alliance révolutionnaire comme interlocuteur et comme négociateur avec les États-Unis et les organismes internationaux ; en même temps, cette position stratégique permettait à Paz Estenssoro et ses troupes de gagner une autonomie toujours plus grande par rapport aux représentations et pressions de leurs alliés syndicaux.

¹ Selon Guillermo BEDREGAL, qui présidait aux destinées de la Corporation minière de Bolivie (COMIBOL) durant le régime du M.N.R., au 31 juillet 1961 le gouvernement avait déboursé un montant de 19 655 614 dollars au chapitre de l'indemnisation pour les mines nationalisées. Cf. *La revolución boliviana. Su realidad y perspectivas dentro del ciclo de liberación de Latinoamérica*, La Paz, Dirección Nacional de Informaciones de la Presidencia de la República, 1962, p. 82.

E. Un procès de dégradation à trois niveaux

[Retour à la table des matières](#)

Bien que réaménagé par le M.N.R., le lien de dépendance aura un effet déterminant sur les solutions qui seront apportées au fur et à mesure des difficultés du régime. De la révolution on a dit plus haut qu'elle accordait à l'État un rôle moteur dans le développement, qu'elle était nationaliste, populaire et même marquée par un certain pouvoir de contrôle – mais non de direction – exercé par les représentants des organisations ouvrières. Le procès de dégradation amorcé très tôt va se réaliser par étapes successives sur chacun de ces plans. Dès 1956, la baisse de la production de l'étain et la nécessité politique de satisfaire aux aspirations et revendications populaires ont conduit le régime au bord de la faillite : l'inflation – problème antérieur à la Révolution – est devenue galopante, la spéculation financière fait des ravages, l'indice du coût de la vie accuse une hausse vertigineuse et, calculé sur la base de 100 en 1952, atteint quatre ans plus tard 2 270. La menace d'une suppression de l'aide américaine amène le gouvernement de Paz Estenssoro à faire appel à une mission financière de ce pays, en vue de l'établissement d'un programme de stabilisation financière, qui sera mis en application sous la présidence de Siles.

C'est par le biais de cette réforme que le rôle de l'État national dans le développement est contesté et que le pouvoir politique se voit amputé d'une partie de ses prérogatives les plus essentielles, au nom de la libre entreprise et de l'économie de marché. Telle est bien l'idéologie affichée ouvertement par l'expert américain invité par le gouvernement bolivien en vue d'élaborer le plan de stabilisation monétaire : George Jackson Eder, antérieurement à l'emploi de l'I.T.T. Entre autres choses, le programme de stabilisation tend à supprimer l'intervention étatique, par voie de subsides ou de contrôles, dans les échanges internationaux ; en outre, la réforme comporte la suppression du contrôle des prix et, mesure hautement impopulaire, vise à rétablir les lois du marché sur les articles de première nécessité vendus dans les *pulperias* (magasins de la Compagnie minière) à des prix artificiellement bas (les marchandises achetées étant, selon Eder, destinées à la revente bien plus qu'à la consommation).

Le plan de stabilisation monétaire a des implications qui vont bien au-delà de son objet immédiat, puisqu'il préconise un retour aux mécanismes de la libre entreprise et comporte un affaiblissement notable du pouvoir d'intervention de l'État.

Par ailleurs, la politique proposée provoque une fissure dans la base sociale sur laquelle repose le régime, en plus d'influer sur le modèle de développement. Le procès de dégradation des institutions révolutionnaires est amorcé, qui aboutira au coup d'État du général Barrientos et, plus tard, à celui de Banzer. Car la résistance des forces syndicales à la réforme modifie complètement le rapport interne des forces et amène le Président Siles à dépendre davantage de l'aide extérieure – déjà nécessaire au plan de stabilisation – et à procéder au renforcement de l'appareil militaire.

La seconde phase dans le procès d'érosion des conquêtes populaires se réalise à l'occasion d'une rationalisation des exploitations minières, dont le déclin et le caractère archaïque ne datent pas de la Révolution. Comme tout projet de réforme nécessitant des fonds considérables, le Plan triangulaire, comme il fut appelé, porte la marque de la dépendance extérieure dans sa conception : il s'inspire, en effet, des conclusions d'une étude commandée en 1956, sous la présidence de Siles, à la firme d'ingénierie Ford, Bacon et Davis, de New York. En outre, la réalisation du programme de réformes repose sur des capitaux provenant des États-Unis, de la République fédérale allemande et du Fonds monétaire international. Enfin, le Plan triangulaire se présente comme une alternative à une proposition soviétique d'ouverture d'un crédit important destiné à des travaux d'infrastructure, à la construction d'une fonderie d'étain, ainsi qu'à la compagnie d'État du pétrole (Y.P.F.B.). Cette offre soviétique date de 1960 et elle rejoint une revendication prioritaire de la gauche et de l'intelligentsia boliviennes : l'installation de fonderies en territoire national.

Or, il semble que le pouvoir politique ne se soit servi de la proposition russe que pour amener les Américains à s'intéresser au sauvetage de l'entreprise minière (COMIBOL) ; ce qui fut fait dans une perspective où la rationalisation gestionnaire de la Société d'État, assortie d'une aide technique, conditionnait la fourniture d'équipements, tandis que la recherche en vue de la diversification minière ne se voyait attribuer qu'une portion réduite du budget et que la création éventuelle de fonderies boliviennes était ignorée. Réforme marquée, par conséquent, du sceau de la dépendance et qui, au nom des impératifs les plus immédiats, abandonnait à la Consolidated Tin Smelters – sise en Angleterre et contrôlée par personne d'autre que l'ancien grand propriétaire minier Patiño – le monopole de la fonte de l'étain bolivien.

Une autre option était-elle concevable ? Une chose est certaine : entre les Russes et les Américains il fallait choisir. Par ailleurs, il faut savoir qu'entre 1954 et 1964, la part de l'aide américaine allouée au soutien du budget bolivien représente

près de la moitié du total de cette aide, pourcentage qu'il faut comparer aux 12 % répartis dans l'agriculture et aux 18 % qui sont revenus à l'industrie et aux mines¹. Cette répartition montre à quel degré de dépendance était réduit l'État bolivien, dont les ressources propres ne suffisaient même pas à financer les opérations de fonctionnement.

Cependant, le Plan triangulaire, qui date de 1961 et sera mis en application durant le second mandat de Paz Estenssoro, comporte aussi des conséquences pour les rapports entre les forces sociales associées dans la révolution nationale-populaire. Car ce plan affecte directement les intérêts des syndicats de mineurs en ce qu'il n'envisage pas la modernisation de l'équipement sans réforme parallèle au niveau de la gestion et de l'emploi. Concrètement, il s'agit de comprimer la main-d'œuvre, que le régime révolutionnaire avait gonflée assez artificiellement, notamment en réembauchant les mineurs qui avaient été congédiés pour activités politiques sous le régime oligarchique. Et surtout, le plan s'attaque à l'institution du *control obrero* avec droit de veto, c'est-à-dire à l'instrument par lequel un représentant ouvrier, révocable à tout moment par la base, pouvait s'opposer aux décisions de l'administration des mines.

Après l'affaiblissement du rôle de l'État et la mise en veilleuse de l'option nationaliste du régime, c'est donc au tour des mécanismes de contrôle de la classe ouvrière d'être menacés de disparition. Or, il est vrai que dès 1953 l'aile droite du M.N.R. avait tenté d'écarter Lechin, principal dirigeant syndical, alors ministre des Mines et du Pétrole ; elle manifestait ainsi ses réticences à l'égard du *co-gobierno*, ou participation des représentants ouvriers au gouvernement et dans les principaux organes décisionnels, mais, à cette époque d'intense mobilisation, la réaction populaire avait rapidement fait avorter l'entreprise et Paz l'avait condamnée. Par contre, le Plan triangulaire ne sera pas abandonné, creusant un peu plus le fossé qui séparait le M.N.R. de son secteur de gauche et qui devait aboutir à la scission après que Lechin eut perdu ses chances d'accéder à la Présidence et que Paz Estenssoro se fut présenté lui-même pour un troisième mandat, en 1964.

L'accession de Barrientos à la Présidence, à la fin de l'année 1964, s'inscrit dans le prolongement logique du procès de dégradation engagé sous le M.N.R. ; il porte un rude coup au troisième acte de la Révolution : l'intégration populaire aux institutions de la société. La révolution bolivienne de 1952 était populaire, et non simplement populiste, en ce qu'elle réalisait la participation des masses exclues

¹ Sur toute la question des rapports entre les États-Unis et le régime national-populaire, ainsi que sur l'aide à ce pays, il faut lire l'excellent article de Cole BLASIER, « The United States and the Revolution », ds James M. MALLOY, Richard S. THORN (éds), *Beyond the Revolution. Bolivia Since 1952*, University of Pittsburgh Press, 1971, pp. 53-110.

sous le régime oligarchique, à travers des organisations autonomes, syndicales en particulier, dont l'existence ne dépendait pas d'un acte du pouvoir politique. C'est à ces organisations autonomes et à leur droit de désigner leurs dirigeants que s'attaque Barrientos, au nom de la rationalité économique et dans la ligne déjà tracée par le Plan triangulaire. Non seulement le mouvement ouvrier ne participe-t-il plus à la gestion politique ou économique, mais encore c'est son droit de se constituer en associations autonomes, de négocier et de contester qui est entamé par la tutelle de l'État sur les syndicats, au nom de la rationalité du développement vers l'extérieur. En même temps, le gouvernement tente d'alterner les rapports de force avec les manœuvres de séduction adressées directement aux mineurs.

Telle est bien la signification majeure de la politique suivie par le général Barrientos. Ce qui ne veut pas dire que cette dernière ne comporte pas d'autres facettes, en particulier le renforcement de l'aide technique étrangère, qui se fait plus voyante et pénètre en force dans des chasses autrefois assez bien gardées, comme la COMIBOL. Mais fondamentalement l'alliance originaire de classes entraine de plus en plus en contradiction avec les choix économiques et politiques du régime et les contraintes découlant de ceux-ci ; aussi les institutions les plus caractéristiques de la phase révolutionnaire apparaissaient-elles comme un frein et un obstacle appelés à disparaître.

Le coup d'État du Général – qui profita d'un début de soulèvement d'origine populaire dirigé contre le M.N.R. et se porta à la tête de celui-ci – sonne le glas de la révolution nationale-populaire et de ses institutions.

Chapitre II

L'organisation de l'alliance de classes. Idéologie et programme du M.N.R.

[Retour à la table des matières](#)

Le chapitre précédent était consacré aux forces sociales boliviennes et tentait de caractériser le procès amorcé par l'insurrection de 1952 au point de vue triple mais interrelié du modèle de développement, de la relation de dépendance et des rapports de classes. Il ressortait de cette analyse que le renversement de l'ordre social oligarchique était pour une bonne part déterminé par sa faible capacité d'adaptation et notamment par sa vive résistance aux réformes d'inspiration populiste ; il apparaissait en outre que la composition et le fractionnement de la classe ouvrière urbaine en formation et l'isolement relatif des grands centres miniers, auxquels il faut ajouter la persistance de la domination des propriétaires fonciers dans les campagnes, tous ces facteurs tendaient à rendre vaines les tentatives de transformation qui ne s'appuieraient sur l'alliance de larges fractions de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière.

Il peut être piquant de constater combien ces contraintes ont fini par s'imposer, à travers leur participation commune au M.N.R., à des acteurs que leur idéologie initiale portait certainement beaucoup plus à se combattre qu'à s'associer. *A priori*, en effet, le Parti de la gauche révolutionnaire (P.I.R.), formé par des éléments de la petite bourgeoisie radicalisée et d'inspiration marxiste, semblerait plus capable que le M.N.R. de réaliser l'unité organisationnelle des forces sociales opposées à l'ordre oligarchique. En effet, l'idéologie des fondateurs du M.N.R. et leur participation,

avant 1952, aux gouvernements populistes à direction militaire de Busch et Villaroël les inclinent à rechercher le soutien plutôt que l'alliance du mouvement ouvrier organisé. C'est néanmoins le M.N.R. qui finit par articuler la petite bourgeoisie et le prolétariat, tandis que la conjoncture internationale et ses sympathies envers l'U.R.S.S. poussent le P.I.R. à participer à des gouvernements conservateurs mais hostiles à l'Allemagne nazie ; cette coalition entraîne le P.I.R. à s'associer à une politique répressive, à l'égard des mineurs en particulier, et compromet définitivement les chances de ce parti auprès du prolétariat.

De la même façon paradoxale, l'alliance du M.N.R. avec le mouvement ouvrier se noue par l'entremise de Lechin, lequel a toujours travaillé en étroite collaboration avec les dirigeants trotskystes des syndicats de mineurs ; de plus, parmi les personnes qui rallient le M.N.R., en 1954 ou antérieurement, il faut compter bon nombre de syndicalistes du Parti ouvrier révolutionnaire¹, une formation trotskyste dont l'idéologie hostile à toute alliance avec un parti de la petite bourgeoisie avait inspiré la Thèse de Poulacayo (1946), c'est-à-dire les grandes orientations idéologiques des syndicats de mineurs au moment de la constitution de leur Fédération (F.S.T.M.B.). Sans doute l'entrisme des militants du P.O.R. vise-t-il en principe à leur assurer la prépondérance à l'intérieur du M.N.R. ; il reste néanmoins significatif qu'une telle tactique ait pour objectif un parti dont ni les dirigeants, ni la base, ni l'idéologie ne sont identifiables à la classe ouvrière, il s'en faut de beaucoup.

En réalité, si une telle alliance peut se matérialiser et se structurer dans le M.N.R., c'est qu'elle est nécessaire au point de vue du rapport de forces et que la lutte contre l'oligarchie est alors prioritaire ; mais très tôt, le Parti se heurte à la difficulté d'élaborer une idéologie et un programme cohérents, reliant les objectifs de libération nationale et sociale dans un projet de développement tel que chacune des parties prenantes puisse y trouver son compte. En effet, si l'on considère le M.N.R. comme une organisation constituée pour le bénéfice mutuel de ses membres, si l'on voit d'autre part que ses membres représentent une fraction importante de la petite bourgeoisie ou du monde ouvrier, il faut que le Parti soit porteur d'un projet qui rencontre suffisamment des intérêts et aspirations par ailleurs sensiblement divergents. D'où la double caractéristique du régime national-populaire : intégration des principaux dirigeants syndicaux dans le parti ou le gouvernement et maintien d'une large autonomie de l'organisation syndicale, par la

¹ Aux dire mêmes de Guillermo LORA, qui voit à cette désertion une motivation arriviste et financière, il s'agissait de militants dont certains jouissaient d'une grande influence dans les syndicats et ne manquaient pas de talents. En principe, l'entrisme devait permettre un travail révolutionnaire au sein d'un parti de masse. Cf. *La revolución boliviana*, La Paz, Difusion S.R.L., 1960, pp. 300-301. Des membres du P.I.R. rallieront également le M.N.R.

médiation de laquelle le M.N.R. exerce un certain contrôle sur l'ensemble des travailleurs.

Comme tout acteur social important, le M.N.R. est appelé à articuler trois grands intérêts – nation, classe, développement – de manière satisfaisante pour ses membres. Tâche particulièrement délicate, puisque ses partisans se recrutent parmi des forces sociales à la fois diverses et mobilisées, alors même que des organisations ou appareils apparemment plus homogènes, comme le syndicat ou l'armée, ne sont eux-mêmes pas exempts de tensions ou de contradictions, comme on le verra ultérieurement.

Cette nécessaire articulation de trois grands thèmes peut s'analyser à deux niveaux : celui des idéologies et des programmes tout d'abord, celui des décisions et des mesures politiques ensuite ; c'est donc sur chacun de ces plans qu'il faut analyser la dégradation de l'alliance de classes nationale-populaire et son aboutissement, l'éclatement du M.N.R.

Au point de vue idéologique, une comparaison du discours de Paz Estenssoro au début et à la fin de sa carrière illustre bien l'affaiblissement de l'orientation populaire du Pouvoir ; or, les positions exprimées par Paz sont particulièrement significatives, puisque ses fonctions à la tête de l'État et du parti le portent naturellement à privilégier une perspective unitaire et puisqu'il détient en fait un certain pouvoir d'arbitrage entre les fractions rivales¹. Au second point de vue, celui des mesures politiques adoptées par le gouvernement, il est possible de montrer comment elles conduisent progressivement à la destruction du régime, car loin de traduire une certaine convergence d'intérêts ou des compromis entre les parties, elles altèrent le cadre même à l'intérieur duquel l'alliance nationale-populaire conserve un sens.

Mais si, dans l'ordre d'exposition et pour chacun des acteurs sociaux envisagés, il est légitime de distinguer ces deux plans de l'analyse, voire de leur consacrer des chapitres distincts, il reste qu'ils interfèrent étroitement dans la réalité : on peut, en effet, opérer une lecture des événements et des politiques à travers les déclarations publiques, que ces dernières se réfèrent explicitement ou non aux premiers ; inversement, les représentations et idéologies influent sur les comportements. C'est

¹ Ce qui ne signifie nullement que Paz n'était pas plus proche de la fraction petite-bourgeoise du M.N.R. en ce qui concerne les politiques dans lesquelles il a engagé le Parti. Disons que la nécessité initiale de l'alliance et sa position de chef de l'État et de principal dirigeant du Parti le poussaient à formuler une idéologie acceptable de part et d'autre. Par ailleurs, on sait que, plus tard, Paz se rallia au régime de Banzer, aux côtés de la Phalange, semblant confirmer ainsi les accusations d'opportunisme émises par des adversaires politiques, comme Tristán MAROF dans sa *Breve biografía de Victor Paz Estenssoro*, La Paz, Ed. Juventud, 1965.

donc la mise en perspective des orientations et des décisions, des textes juridiques et de leurs applications qui est la plus éclairante. Ainsi, pour prendre l'exemple du syndicalisme bolivien, il n'est réductible ni aux discours de Lechin, ni aux déclarations de principe des congrès ouvriers, plus ou moins teintées de trotskysme, ni aux pratiques syndicales participationnistes, constantes sous le M.N.R. ; en fait, il est tout cela à la fois et sa compréhension n'est possible qu'à partir de la connaissance de ces divers aspects d'une réalité complexe,

Réservant à plus tard l'analyse des politiques et mesures concrètes adoptées par le M.N.R., le présent chapitre vise à analyser le contenu de l'idéologie nationale-populaire par laquelle certains des principaux dirigeants du parti au pouvoir ont tenté de cimenter une alliance de classes encore fragile. À côté de la conception de Paz Estenssoro, on évoquera aussi la vision de Montenegro, plus ambitieuse sur le plan théorique et dont le rejet par le syndicat bolivien nous paraît hautement significatif de la nature de l'intégration de celui-ci au parti. Le tout sera précédé d'un aperçu des orientations du M.N.R. avant la révolution de 1952.

A. Structures et orientations du M.N.R. avant la Révolution

[Retour à la table des matières](#)

Jusqu'à son IV^e Congrès national, en 1948, le M.N.R. est favorable à une politique de réformes imposées d'en haut et recherche l'alliance avec des fractions militaires nationalistes susceptibles de partager le pouvoir avec lui. La première définition de la ligne politique du Parti exalte d'ailleurs le rôle des militaires et trace une orientation proche de celle de la fraction nationaliste de l'armée. Le gouvernement de Villarroël (1943-1946) illustre bien cette stratégie du M.N.R. et, comme ce dernier y détient des ministères aussi importants que le Travail, les Finances et l'Agriculture, la politique suivie pendant ces trois années offre un assez bon indicateur des orientations du Parti avant 1948¹. Le Congrès de 1948, qui survient peu après le renversement du gouvernement de Villarroël et du M.N.R., marque un tournant dans la stratégie du M.N.R. En particulier, le Parti opte pour la Révolution nationale et prend un certain nombre de mesures en accord avec cette option : expulsion de la fraction de droite favorable à des compromis avec l'oligarchie et surtout réorganisation du Parti pour le rendre moins vulnérable à la répression et le constituer en véritable organisation de masse.

¹ La politique de Villarroël et des autres gouvernements militaires est évoquée dans le chapitre consacré à l'appareil militaire.

Jusqu'alors, en effet, les intellectuels et les membres des professions libérales dominaient largement le Parti. Ces groupes continuent de s'imposer aux niveaux supérieurs du M.N.R. : Chef du parti, Comité politique (sept membres), *Comando Nacional* (vingt-cinq membres). Mais l'effort d'implantation aux niveaux régional et local et la constitution de groupements plus spécifiques – secteur ouvrier-artisan, secteur militaire, secteur féminin – contribuent sans aucun doute à l'élargissement de la base sociale du mouvement, notamment auprès des artisans et de la petite bourgeoisie urbaine, ainsi que dans une certaine mesure parmi les ouvriers du textile¹.

Le programme demeure cependant peu précis et ne contient pas de grandes modifications par rapport à la plate-forme adoptée en 1942. Celle-ci, tout en réaffirmant le droit de propriété de la terre, proposait l'étude scientifique du problème agraire indigène en vue d'intégrer à la vie nationale les campesinos marginalisés. Elle préconisait l'alliance des classes moyenne, ouvrière et paysanne contre le super-État (minier) antinational et ses serviteurs, et préconisait l'élimination des grands monopoles privés. C'est en 1951 seulement, année d'élection, que le M.N.R. tire les conséquences de sa base sociale élargie et surtout de son alliance avec les mineurs de Lechin : le programme établit enfin clairement la nécessité de trois grandes réformes, dont les modalités restent cependant obscures : réforme agraire, nationalisation des mines, suffrage universel.

En fait, même à cette époque, la réforme agraire soulève l'opposition de la droite du parti, alors qu'elle est déjà préconisée par d'autres formations d'inspiration marxiste depuis plusieurs années. C'est pourquoi, après 1952, poussés par la fraction de gauche du Parti, les paysans de certaines régions devanceront un décret qui se fait attendre² et dont le contenu reste incertain³. De la même façon, le

¹ Pour faire face à la situation difficile dans laquelle il se trouvait, le M.N.R. a également décidé la formation de cellules clandestines. Cf. Luis C. PENALOZA, *Historia del Movimiento Nacionalista Revolucionario, 1941-1952*, La Paz, Éd. Juventud, 1963. Cf. aussi J. M. MALLOY, *Bolivia... op. cit.*, pp. 136-139 et, de façon plus générale, les deux bons chapitres que cet auteur a consacrés au M.N.R. (chap. 6 et 7).

² Le renversement de l'ordre oligarchique s'est effectué le 9 avril 1952. Le Décret suprême instaurant une Commission chargée d'étudier le problème agraire dans ses aspects économiques, sociaux, juridiques, techniques et éducatifs date du 20 janvier 1953. Le Décret-Loi de Réforme agraire se fait attendre jusqu'au 2 août 1953.

³ La classe moyenne urbaine comprend, outre les membres des professions libérales, les bureaucrates privés ou publics de rang moyen ou subalterne, ou encore les commerçants et les artisans et une catégorie bien particulière de producteurs agricoles moyens établis en ville, où ils possèdent un commerce ; il y écoule le produit de leur propriété terrienne. Dans ce sens, cf. Guillermo BEDREGAL, *Bolivia, imperialismo y revolución*. Estructura y tipología de un país neocolonial. La Paz, Éd. Los Amigos del Libro, 1970, pp. 142-143. Dans la mesure où cette couche sociale a pu être représentée dans le M.N.R., elle a certainement fait pression contre une réforme agraire trop profonde. Chez d'autres, les stéréotypes relatifs aux Indiens

programme reste muet sur l'éventualité d'une indemnisation des « barons de l'étain », laquelle sera finalement accordée malgré l'opposition plutôt symbolique de Lechin. Le caractère assez peu précis des grandes options du M.N.R. confirme l'hétérogénéité des intérêts et des orientations réunies dans ce parti, et font du rapport de forces, dans les quelques années qui suivent l'insurrection et la prise du pouvoir, un élément particulièrement important de la manière dont seront conçus et exécutés les principaux points du programme.

Or, la manière dont s'effectue l'insurrection de 1952 et la mobilisation qui s'ensuit font que la situation échappe dans une certaine mesure au contrôle des dirigeants du Parti. Les combats se sont, en effet, déroulés en deux étapes : la première met à l'avant-plan du coup d'État : A. Seleme (ministre de l'intérieur, aspirant à la Présidence) et ses 1 200 carabiniers, ainsi que les *Grupos de Honor* du M.N.R.¹ ; par la suite, au moment où la rébellion semble devoir être matée et où Seleme trouve refuge dans une ambassade, l'entrée en scène des mineurs change le cours des événements. Du coup d'État classique à participation militaire et où l'intervention populaire est restreinte et contrôlée, le M.N.R. se trouve plongé, du jour au lendemain, dans une situation d'où sont absents les militaires et dans laquelle les masses mobilisées sont armées. Ce rapport de forces exercera une influence sur le contenu qui a été donné au programme du M.N.R. dans les premières années du nouveau gouvernement, ainsi que sur la conception du régime et de l'alliance sur laquelle il repose.

(surtout aux Aymara) peuvent avoir suscité de la résistance à l'idée d'une réforme dans les campagnes. Sur ces stéréotypes, cf. William CARTER, *Bolivia : A Profile*, New York, Praeger, 1971, chap. 4 et spécialement pp. 88 et ss. À noter que, malgré sa richesse, Patiño n'a pu venir à bout des préventions de l'élite de Cochabamba à l'égard de ses origines sociales et raciales ; ce qui démontre le caractère rigide et traditionnel de la stratification dans cette ville puisque, dans des sociétés moins fermées, la couleur de la peau déteint ordinairement avec la réussite sociale.

¹ Les Groupes d'honneur sont des cellules du Parti, clandestines et armées, composées essentiellement d'artisans et, dans une moindre mesure, de membres du prolétariat industriel en formation. Luis PENALOZA estime leurs membres à environ 500. Ils avaient développé une série de traits typiques des sectes secrètes et une mystique de la violence. Ils seront impliqués dans la rébellion de la droite du Parti, en 1953, et seront alors dissous. Les Groupes d'honneur tirent leur origine du secteur ouvrier-artisan dont il a été question à propos de l'organisation du M.N.R.

B. Nécessité et finalités d'une large alliance de classes

[Retour à la table des matières](#)

Le discours du M.N.R. au cours de ses douze années de pouvoir traduit la nature et l'évolution de l'alliance de classes dont il se veut l'organisateur ; en particulier, le langage des principaux responsables du Parti reflète leur volonté d'arriver à une structuration de l'alliance et révèle la manière dont ils conçoivent la réalisation de celle-ci compte tenu des rapports entre les parties concernées. Par ailleurs, l'incapacité du M.N.R. à élaborer une idéologie à laquelle puisse aussi adhérer le syndicalisme dénote l'autonomie des organisations ouvrières au sein de l'alliance et la précarité de cette dernière.

Dans ce paragraphe on se référera au discours prononcé par Paz au Congrès du M.N.R. de 1953, soit à l'époque de ce que l'on pourrait appeler la « révolution triomphante ». Si l'on veut avoir une bonne idée du régime et de l'alliance sur laquelle il repose, il faut comparer cette allocution à celle que ce même personnage adressera aux congressistes du Parti en 1964, peu de temps avant d'être renversé par un coup d'État ¹. La personnalité du chef de l'État, peu encline aux positions de principe, en font, en effet, un agent particulièrement apte à s'adapter aux transformations de la situation sociale et politique et à la refléter.

Le discours de Paz au VI^e Congrès du M.N.R., le 13 février 1953 ², fait suite à une insurrection de droite, à laquelle ont participé des membres, du M.N.R. et des militaires, et qui tendait à empêcher la participation au gouvernement des trois ministres « ouvriers ³ ». Aussi, le Président est-il tout naturellement porté à justifier l'existence de l'alliance et à montrer comment un projet commun sert en fait les intérêts du plus grand nombre. Paz a, en effet, été mis en difficulté par la rébellion de la droite du Parti et la réaction populaire l'a amené à épurer le M.N.R. des factieux et à décréter la dissolution de groupes armés compromis dans la tentative. Les thèmes suivants sont développés successivement dans ce discours :

¹ Pour ce discours, cf. paragraphe D.

² Victor PAZ ESTENSSORO, *Discursos y mensajes*, Buenos Aires, Editorial Meridiano, 1953, pp. 13-22. Également dans Guillermo LORA, *Documentos políticos de Bolivia. Antología política de Bolivia*. La Paz, Éd. Los Amigos del Libro, 1970, pp. 157-168.

³ Au Travail, aux Affaires paysannes et aux Mines et Pétrole, ministère détenu par Lechin.

- le M.N.R. est composé de gens de toutes les classes sociales ;
- dans les pays semi-coloniaux, la Révolution nationale ne peut se faire ni par le seul prolétariat ni par la seule classe moyenne, mais par une alliance de classes ;
- la diversification de l'économie est un objectif, ainsi que la fonte du minerai en Bolivie, l'autosuffisance alimentaire, le développement de l'industrie textile et des voies de communication ;
- il y a coïncidence d'intérêts entre les prolétaires et les autres classes dans la lutte contre l'impérialisme et dans la recherche de solutions aux problèmes, comme la réforme agraire ;
- les perspectives sont un peu meilleures pour la petite bourgeoisie et la classe moyenne dans le cadre du développement des activités nationales, et ces classes peuvent donner des théoriciens et des meneurs dans la lutte pour la libération nationale ;
- la bourgeoisie fut idiote et aveugle et s'allia à l'impérialisme ; elle va cependant bénéficier du développement industriel et de l'intégration des paysans au marché ; il convient donc qu'elle participe à la lutte contre l'impérialisme et le latifonds féodal ;
- il n'y a pas lieu de craindre les aspirations ouvrières et paysannes, qui se réaliseront dans les limites des possibilités historiques de la Bolivie et qui, comme la réforme agraire, profiteront à tous ;
- il n'est pas possible d'ignorer la montée soudaine de forces nouvelles, comme celle des ouvriers ; ce qu'il faut faire, c'est travailler parallèlement à elles et ensuite chercher des solutions collectives sans faire preuve d'esprit individualiste ;
- le Parti doit se doter d'un programme clair, car il est en compétition avec d'autres formations de gauche, certaines luttant pour la révolution mondiale et ne s'identifiant pas à l'intérêt national ; il y a une apparente coïncidence entre l'attitude de ces partis et celle du M.N.R., mais cette situation ne sera pas éternelle, car ces formations ne sont pas au gouvernement et adoptent des points de vue extrêmes ; il faut être vigilant contre l'extrémisme qui n'est qu'infantilisme révolutionnaire ;
- il faut mener la Révolution nationale jusqu'à ses développements les plus extrêmes, comme seul moyen de combattre le communisme.

Ce discours constitue une tentative de délimiter les frontières de l'alliance de classes et de fonder son existence sur la relation entre le développement économique et les réformes sociales (qui élargissent le marché). Ces thèmes éclipsent complètement d'autres orientations majeures du parti, comme la lutte anti-impérialiste ou le rôle de l'État comme agent économique régulateur au service des intérêts supérieurs de la nation (par opposition au désir démesuré de profil immédiat des grands propriétaires miniers)¹. Il ressort du texte que l'alliance inclut et rejoint les intérêts de toutes les classes, y compris la bourgeoisie malgré ses erreurs passées, du moins celles d'entre elles qui possèdent une vocation nationale. Sont rejetés, l'oligarchie minière ainsi que les groupements de gauche dont la stratégie révolutionnaire s'exerce à l'échelle mondiale.

Les latifondistes sont également exclus, en raison des relations féodales qu'ils perpétuent dans les campagnes ; c'est, en effet, dans l'optique de l'abolition des rapports féodaux que le M.N.R. a, jusqu'en 1951, abordé la question agraire, notamment lors de la participation de certains de ses membres aux gouvernements militaires populistes. Même après cette date, lorsque le Parti pratique l'ouverture à gauche et adopte un programme conforme à cette option, la question agraire demeure l'objet de positions vagues et suscite des controverses à l'intérieur du Parti. Aussi n'est-il par surprenant qu'Estenssoro envisage la réforme agraire comme un « problème », tout en rassurant ses auditeurs en attirant leur attention sur les avantages de l'intégration des paysans au marché et aux institutions de la société et sur la nécessité de maintenir les aspirations dans les limites des possibilités historiques. Mais il n'y a pas trace, dans ce discours, de la paysannerie comme force sociale autonome au sein de l'alliance : les travailleurs des champs apparaissent plus comme des bénéficiaires de réformes que comme des groupes activement engagés dans le projet national.

La manière dont Paz envisage la mobilisation ouvrière et la participation des organisations de cette classe dans le régime et le Parti sont également significatives : cette montée des forces nouvelles ne peut être ignorée ; il faut travailler parallèlement à elles pour s'accorder ensuite sur des solutions collectives. Ainsi se trouve affirmée l'autonomie des classes associées dans le M.N.R. : celui-ci fonctionne plutôt sur le mode de la confrontation, de la négociation et d'une forme de compromis entre les forces qui le composent et qui définissent chacune de leur côté des objectifs spécifiques.

¹ Le rôle économique de l'État continue d'être souligné dans d'autres interventions du Président. Voir par exemple le discours du 31 octobre 1952 prononcé à l'occasion de la nationalisation des mines. Cf. Victor PAZ ESTENSSORO, *Discursos....* op. cit., pp. 30-42 et spécialement p. 41. Le Président bolivien y défend en outre le *Control obrero* (p. 38).

En d'autres termes, malgré une certaine intégration du mouvement ouvrier aux mécanismes décisionnels du Parti et de l'État, intégration assurée par la participation (minoritaire) de représentants syndicaux, on peut dire que le M.N.R. ne s'impose pas aux éléments qui le constituent ; dans une large mesure, l'organisation partisane dépend des forces qu'elle rassemble et de la dynamique de leurs rapports, ce qui distingue très nettement le M.N.R. des regroupements de type populiste. En effet, pour consolider ou augmenter son influence dans le parti, le secteur de gauche s'appuie sur une solidarité parallèle, fondée sur l'appartenance de classe, avec la fraction ouvrière restée en marge de l'alliance nationale-populaire ; cette association est structurée dans des organisations autonomes, comme la F.S.T.M.B. (syndicat des mineurs), voire la C.O.B. (contrôlée par Lechin et qui coiffe l'ensemble des syndicats). Aussi, dès les débuts du procès révolutionnaire, les avertissements et incitations, les appels à la mobilisation populaire sont-ils monnaie courante et visent-ils la plupart du temps la politique préconisée par la direction petite-bourgeoise du parti.

À cette stratégie du secteur gauche du M.N.R., s'oppose celle de Paz, dont on trouve des traces dans le discours résumé plus haut, et qui consiste à opposer les gauches nationaliste et internationale et, en brisant leurs possibilités d'actions communes, à renforcer l'autorité de la direction du Parti et, par la même occasion, son autonomie par rapport aux organisations ouvrières. En fait, bien que la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.) et les syndicats qui la composent se soient ralliés officiellement à la ligne du Parti lors de ce VI^e Congrès du M.N.R., il semble que la thèse de la séparation et de l'autonomie du syndicat par rapport au M.N.R. ait toujours prévalu, même chez Lechin. C'est d'ailleurs la raison invoquée en 1960 par Walter Guevara Arze pour rompre avec le M.N.R., dont il était pourtant l'un des fondateurs : un groupe de bureaucrates syndicaux enrichis crée de toutes pièces, à l'aide des ressources et de l'influence que leur confère leur position privilégiée, des organisations pratiquement indépendantes du Parti, comme le Secteur de gauche de celui-ci. D'une part, Lechin et ses acolytes se servent de leur prestige et de leur pouvoir pour tromper et intimider les masses, d'autre part, ils se réclament de l'appui de ces groupes pour accroître le poids de leurs options politiques à l'intérieur du Parti. Telle fut, selon Guevara Arze, une des sources principales des erreurs de la Révolution ¹.

¹ Walter GUEVARA ARZE, « La realidad que ha creado la Revolución Nacional », in Guillermo LORA, *Documentos...* op. cit., pp. 180-224. Ce texte est extrait de la Déclaration de principes du M.N.R., d'avril 1960.

C. Signification et portée de la Révolution nationale

[Retour à la table des matières](#)

C'est à l'un des fondateurs du M.N.R.¹, Carlos Montenegro, que l'on doit une des tentatives les plus intéressantes de constitution d'une idéologie destinée à concilier le projet national du Parti et les grandes orientations de la classe ouvrière organisée. Dans un texte rédigé dès septembre 1952 mais qui ne sera publié qu'après la mort de son auteur² Montenegro s'en prend indirectement à une ébauche de déclaration de principes de la C.O.B. et expose sa propre conception de la place de la classe ouvrière dans la Révolution nationale. Son intervention vise donc à dégager une idéologie dont la puissante Centrale ouvrière puisse s'accommoder, scellant ainsi son alliance avec les autres fractions du Parti. On observera que Montenegro s'essaye à une définition du contenu et du sens de la Révolution nationale et de l'alliance sur laquelle elle repose, alors que Paz insiste plus modestement dans son discours sur l'intérêt de conjuguer les efforts et sur l'urgence pour le Parti de se doter d'un programme clair (qu'il se gardait bien d'énoncer) : manière sans doute plus pragmatique de structurer les forces et de renforcer l'autorité du Parti.

Le point de départ de l'analyse de Montenegro réside dans une définition de la situation bolivienne comme coloniale, et non à proprement parler comme féodale ou capitaliste. Bien avant que Gunder Frank ne développe ses thèses, le théoricien

¹ Parmi ceux-ci on peut citer, outre PAZ ESTENSSORO qui présidera le Parti dès sa fondation et Walter GUEVARA ARZE, Herman SILES SUAZO (dont on a déjà évoqué la politique comme Président de la République), Carlos MONTENEGRO et Augusto CESPEDES. Les deux derniers cités – essayistes et journalistes – ont exercé une influence intellectuelle certaine sur les orientations du Parti. On peut trouver une biographie sommaire de ces personnages politiques dans Charles H. WESTON jr., « An Ideology of Modernization. The Case of the Bolivian M.N.R. », *Journal of Inter-American Studies*, janvier 1968, no 1, pp. 85-101, spécialement pp. 88-90. L'auteur souligne la grande homogénéité du groupe fondateur, formé d'anciens combattants de la guerre du Chaco qui avaient fait des études universitaires à l'Université San Andrés, à La Paz ; en outre, bon nombre d'entre eux avaient suivi leur cours secondaire à l'Institut américain (école méthodiste de la capitale) : c'est notamment le cas de Victor PAZ, de SILES SUAZO et de MONTENEGRO. À noter aussi que plusieurs de ces intellectuels avaient été proches du Président populiste BUSCH. Cf. Walter GUEVARA ARZE, « La realidad ... », op. cit., pp. 184-186.

² MONTENEGRO est mort en 1953 et le quotidien *La Nación* n'a publié de larges extraits de sa prise de position que le 13 mars 1955. Cf. Carlos MONTENEGRO, « Nacionalismo revolucionario », ds Guillermo LORA, *Documentos...*, op. cit., pp. 141-156.

bolivien de la Révolution nationale souligne que ni l'*encomienda*, ni le *repartimiento*¹ ne sont des institutions féodales, mais qu'elles sont plutôt typiques de la colonie. La situation coloniale consiste, en effet, en une domination de la métropole exercée par l'intermédiaire de l'oligarchie ; or, celle-ci ne constitue ni une classe capitaliste ni même une classe définie économiquement, et elle dépend totalement du pouvoir colonial. En termes marxistes, ajoute l'auteur, on dirait que la Bolivie étant dans son ensemble un Peuple exploité – à l'exception des agents de la domination étrangère – c'est en tant que nation qu'elle constitue une classe.

Ces prémisses étant posées, il est possible de relever un certain nombre d'oppositions dans le texte de Montenegro, qui rendent bien compte de ses conceptions en matière de révolution nationale et de classes sociales, ainsi que de sa position par rapport à la théorie marxiste :

Signification du procès révolutionnaire :

- révolution nationale	↔	révolution démocratique-bourgeoise
- libération nationale et sociale	↔	libération nationale, puis sociale
- nationalisation des mines	↔	destruction du capitalisme
- radicalisme révolutionnaire	↔	modération des opportunistes et des traîtres

Classes sociales :

- forces nationales anti-impérialistes	↔	organisations mercenaires ennemies du peuple
- front révolutionnaire	↔	division par classes et vulnérabilité
- mouvement ouvrier comme expression de la nation	↔	mouvement ouvrier comme simple classe

Théorie :

- le marxisme comme méthode	↔	le marxisme comme principe
- la théorie de la révolution nationale	↔	les idéaux révolutionnaires d'origine européenne

Donc, la révolution nationale s'oppose à la révolution démocratique-bourgeoise préconisée par les communistes, qui est compromise avec l'impérialisme et qui est dépourvue de sens en Bolivie, car il n'y a pas de bourgeoisie pour la réaliser. Ironiquement, le polémiste s'interroge sur la manière dont pourrait s'effectuer le dépassement d'une révolution bourgeoise qui serait l'œuvre du prolétariat : sans doute faut-il concevoir qu'ultérieurement, c'est à la bourgeoisie qu'incombera la direction de la révolution socialiste ? La révolution nationale vise à un

¹ Le féodalisme est défini par l'auteur comme la possession de la terre et le droit de juridiction sur elle. Dans le cas de l'*encomienda*, il n'y a pas juridiction sur les personnes car le droit se limite à prélever un tribut pour le roi. Quant au *repartimiento*, il est plus proche de l'esclavage que du féodalisme car il n'y a pas transfert de terres mais bien de personnes pour le travail forcé dans les mines (pp. 141-142).

développement autonome de la communauté et de ses richesses, mais il faut se garder de dissocier libération nationale et libération sociale, pour s'inspirer plutôt de la réalité du M.N.R., parti de masse et parti de travailleurs, sans tomber pour autant dans certaines formulations trop vulgarisées du marxisme. Aussi, la meilleure façon de démasquer ceux qui prêchent la modération et font office de cinquième colonne de l'oligarchie, c'est de se prononcer de façon catégorique contre l'impérialisme et pour la réforme agraire.

Les forces nationales ont vaincu l'oppression étrangère et les organisations mercenaires ennemies du peuple (sociétés financières internationales, groupes secrets, intermédiaires vénaux, mercenaires armés), mais les déclarations « classistes » constituent une provocation qui peut déboucher sur la destruction du noyau politique du M.N.R. et, plus encore, sur une répression organisée du mouvement ouvrier, à l'instar de celles qu'il a subies lorsqu'il n'était pas uni au Parti. Le M.N.R. doit considérer le mouvement ouvrier comme une expression de la nation et non comme une simple classe : en réalité, aucune masse populaire ne peut se soulever, sinon au nom de quelque chose de supérieur à la classe : la nation. C'est pourquoi la constatation que le mouvement ouvrier est au premier plan du combat révolutionnaire ne confirme pas le bien-fondé de la théorie marxiste ; le militantisme ouvrier manifeste tout simplement que les conditions de lutte sont meilleures parmi les ouvriers, étant entendu que l'enjeu du combat n'est pas la destruction du capitalisme mais la réappropriation de ses richesses par la Bolivie, la nationalisation des mines.

Face au marxisme, Montenegro préconise le recours au matérialisme historique comme méthode et non comme formules à caractère religieux, ce qui permet une action à la fois méthodique et adaptée à la réalité bolivienne. Car jamais les théories communistes ou fascistes-phalangistes, idéaux révolutionnaires d'origine européenne, n'arriveront à animer l'action des masses comme la théorie de la révolution bolivienne, véritable reflet de la conscience et des aspirations du peuple.

D. De l'intégration conflictuelle à la dissolution de l'alliance

[Retour à la table des matières](#)

L'échec de Montenegro, personnage très influent dans le M.N.R., est hautement significatif : il implique la persistance d'un pluralisme idéologique à l'intérieur du Parti et il traduit l'incapacité pour celui-ci de s'imposer aux organisations membres. Car s'il avait été accepté par Lechin et ses partisans, le discours tenu par le fondateur du M.N.R. aurait fait fonction d'éclateur idéologique, un peu à la manière du national-bolchevisme dans l'Allemagne d'avant-guerre¹, en brisant l'unité irréductible des langages au profit de leur alternance dans le discours : en effet, l'idéologie nationaliste de Montenegro s'incorpore le marxisme en tant que méthode, reprend la notion d'impérialisme, identifie l'oppression nationale et l'exploitation de classe et reconnaît l'importance d'objectifs traditionnellement défendus par les partis marxistes boliviens, comme la nationalisation des mines et la réforme agraire. En outre, le radicalisme dans les moyens (valorisation de la révolution et des révolutionnaires) et la détermination dans la réalisation des objectifs, ainsi que le refus de tout compromis avec l'oligarchie et l'impérialisme² offrent une forme de compensation à l'abandon de l'idéal révolutionnaire marxiste.

Le rejet par la C.O.B. de ce projet d'unification du parti au niveau idéologique dénote les limites de l'intégration des fractions dans le M.N.R., malgré la conjoncture favorable des premières années de la révolution. Ultérieurement, la dynamique des conflits de classes va s'imposer de plus en plus nettement à la logique de l'unité et du maintien de l'organisation partisane polyclassiste, jusqu'à l'éclatement de l'alliance et du M.N.R. Le terme de cette évolution est très perceptible, au niveau idéologique, si l'on compare le discours de Paz Estenssoro

¹ Cf. Jeannine VERDES-LEROUX, « Sociologie des langages et État totalitaire. », Cahiers internationaux de sociologie, vol. LV, 1973, pp. 357-368. L'auteur procède à l'analyse critique des thèses de J. P. FAYE, Langages totalitaires, Paris, Hermann, 1973. Le national-bolchevisme préconisait l'alliance avec l'Armée rouge, tout en combattant les communistes allemands. Cette comparaison ne vise nullement, faut-il le dire, à dépeindre le M.N.R. comme nazi ou totalitaire, quelles que soient les sympathies que certains de ses fondateurs comme MONTENEGRO ou CESPEDES aient pu afficher avant 1935 à l'égard du fascisme. Il est clair, en effet, qu'une telle attitude doit être replacée dans le contexte des rapports entre les États-Unis et la Bolivie et de la position de l'oligarchie sur le marché international.

² Par opposition à l'attitude du P.I.R., parti d'inspiration marxiste, qui s'est compromis dans des gouvernements proches de l'oligarchie et qui donnera naissance au Parti communiste bolivien à la suite d'une scission.

devant les délégués au IX^e Congrès du parti, le 17 janvier 1964¹, et celui qu'il prononçait au VI^e Congrès de 1953.

En 1964, le ton est moins celui d'un rassembleur que d'un gestionnaire défendant les réalisations du régime et ses plans d'avenir, et cela n'est peut-être pas surprenant après douze années de pouvoir. Cependant la teneur du discours marque une évolution sensible. Ainsi, le Président valorise le rôle des militaires et de l'intelligentsia dans la naissance de la Révolution nationale, tandis qu'il omet complètement la contribution essentielle du mouvement ouvrier. Point d'effort, par ailleurs, pour donner un contenu précis à une alliance de classes qu'il sait moribonde : seulement un rappel de ce que le M.N.R. répond aux intérêts des groupes majoritaires de la population, paysans, ouvriers et membres des classes moyennes, et qu'il existera une coïncidence entre ceux-ci aussi longtemps que la Révolution nationale n'aura pas été pleinement réalisée.

Quant à la position anti-impérialiste, qui est mentionnée parmi les trois grands objectifs de la Révolution nationale avec l'anti-féodalisme et la lutte contre le sous-développement, elle n'a d'autre ambition que l'élimination de l'oligarchie minière en tant que « super-État » et obstacle au développement économique. Pour le reste, la nécessité des investissements étrangers est affirmée, ainsi que celle des crédits internationaux. Enfin, en matière de développement, signalons seulement que l'urgence d'établir des fonderies dans le pays est évoquée, mais que cet objectif « vital » n'est pas inclus dans le Plan de développement esquissé dans la même allocution. Le discours idéologique du chef du M.N.R. renvoie donc clairement à l'évolution du Parti et de ses rapports avec les classes et leurs organisations, ainsi qu'à l'établissement d'un lien de dépendance réaménagé avec les États-Unis.

¹ Publié sous le titre *La Revolucion Boliviana*, La Paz, Direccion Nacional de Informaciones, 1964.

Chapitre III

L'alliance de classes à l'épreuve des politiques du M.N.R.

[Retour à la table des matières](#)

Dans la Bolivie post-révolutionnaire, les difficultés inhérentes à l'organisation politique de la collaboration de classes se manifestent avec éclat au niveau idéologique, comme on vient de le voir. Mais c'est en analysant les réalisations du régime et leurs modifications dans le temps qu'on peut saisir véritablement le mécanisme de l'éclatement du Parti, prélude à l'effondrement du régime. Plus précisément, l'incapacité du pouvoir à réorganiser la production, notamment dans le secteur minier, et les difficultés économiques auxquelles le pays se trouve bientôt confronté poussent le M.N.R. à rechercher dans l'aide et les capitaux américains une voie de salut. Le déclin de l'orientation anti-impérialiste du gouvernement et les pressions du capitalisme étranger, ainsi que les conditions posées à l'obtention d'un soutien financier extérieur finissent par acculer le secteur de gauche du M.N.R. à la rupture. Pourtant, celui-ci pratiquait depuis plusieurs années une politique largement ouverte au compromis – sinon à la compromission – sur les principaux enjeux de la société. Mais comment Lechin et ses partisans auraient-ils pu appuyer indéfiniment un gouvernement dans lequel leur influence et leur statut étaient en nette régression¹ et continuer d'avaliser une politique de « rationalité » hautement préjudiciable à leur base et au pouvoir syndical dans les mines ?

¹ Notons simplement ici que les ambitions frustrées de Lechin comme candidat du M.N.R. à la Présidence, voire à la vice-Présidence de la République, ont occasionné une rupture qui, de toute façon, paraissait difficilement évitable, en 1964.

Dans ce chapitre, l'analyse des réalisations du régime s'effectuera à la lumière des principaux thèmes du programme révolutionnaire du M.N.R. La réforme agraire et la nationalisation des mines ont été les transformations majeures du nouveau régime et le cheval de bataille du M.N.R. lorsqu'il agissait encore dans l'opposition¹. C'est donc sur ces deux points que l'on insistera ici. Par contre, on n'évoquera qu'indirectement un troisième chapitre du programme électoral du Parti, la reconnaissance des droits civiques à tous les Boliviens : la signification réelle de cette mesure, promulguée dès 1952, dépend essentiellement des caractéristiques de la réforme agraire et des organisations syndicales, politiques ou autres dont dispose la paysannerie².

A. La Réforme agraire et son application

1. Dispositions juridiques

[Retour à la table des matières](#)

Avant le changement de régime, 4,5 % des propriétaires boliviens accaparent environ 70 % des terres agricoles privées ; par ailleurs, le pays consacre plus du tiers de ses devises à l'importation de produits alimentaires, achats qui couvrent 70 % des besoins en la matière. Enfin, ce secteur de l'économie, qui regroupe environ les deux tiers de la force de travail, représente seulement 30 % du P.I.B. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les objectifs fondamentaux du Décret-Loi du 2 août 1953 instituant la Réforme agraire, et qui tournent, pour l'essentiel, autour de deux mesures sociales et d'un projet économique³. Au point de vue social, il s'agit

¹ À noter cependant qu'en 1948 Victor PAZ ESTENSSORO ne mentionne pas la réforme agraire parmi les grands objectifs de la révolution nationale. À ce moment, le futur Président se contente encore d'affirmer la nécessité de diversifier l'économie, d'accroître le rôle de l'État, d'exploiter les richesses de la nation au profit des Boliviens, de développer toutes les zones du pays et d'élever le niveau de vie des masses en concordance avec la capacité de l'économie. Cf. le chapitre de *Proceso y sentencia de la oligarquía Boliviana*, Buenos Aires, 1948, reproduit dans Guillermo LORA, *Documentos...* op. cit., spécialement pp. 172-173.

² Sur ce point particulier, on trouvera un bon nombre de données intéressantes dans Dwight B. HEATH, Charles J. ERASMUS, Hans C. BUECHLER, *Land Reform and Social Revolution in Bolivia*, New York, F. A. Praeger, 1969. Voir aussi notre chapitre sur le syndicalisme.

³ Objectifs fondamentaux a), c) et d) du Décret-Loi du 2 août 1953. Le texte du Décret est publié en annexe d'un article de Edmundo FLORES, conseiller technique mexicain désigné par la F.A.O. pour participer aux travaux de la Comisión de la Reforma Agraria de Bolivia. Cf. « La reforma agraria en Bolivia », *El Trimestre Económico*, juil-sept. 1953, no 3, pp. 480-539. Sur la question agraire, on peut consulter : Arturo URQUIDI MORALES, *El feudalismo en América y la reforma agraria boliviana*, Cochabamba, Editorial Los Amigos del Libro, 1966 (l'auteur a été vice-président de la Commission nationale de la Réforme agraire, chargé de

de libérer les paysans de leur condition de serf et d'attribuer la terre à ceux qui la travaillent sans la posséder ou qui ne disposent que d'une parcelle insuffisante, en expropriant à cette fin les latifondistes. Sur le plan économique, le Décret-Loi vise à « stimuler l'accroissement de la productivité et la commercialisation de l'industrie agricole et de l'élevage, en facilitant l'investissement de nouveaux capitaux, en respectant les petits et moyens agriculteurs, en encourageant la formation de coopératives agricoles, en fournissant une aide technique et en ouvrant des possibilités de crédit ¹ »

Cette réforme marque un tournant par rapport à la perspective que le M.N.R. avait traditionnellement observée en ce qui concerne la question agraire, et notamment lors de sa participation aux gouvernements militaires à orientation populiste : au lieu de continuer d'envisager la réforme agraire sous l'angle exclusif de l'abolition des rapports « féodaux » dans les campagnes, le parti s'attaque cette fois au régime de la propriété terrienne en attribuant la parcelle de terrain aux paysans qui la travaillent et en refusant toute qualité juridique à la propriété latifondiaire (art. 34), définie par son étendue et sa mauvaise exploitation (art. 12) ; il est dès lors véritablement possible de décréter l'abolition du colonat ² et de toute autre forme de service gratuit ou compensatoire.

Deux critères président à la définition du statut juridique des propriétés terriennes : la dimension et le caractère plus ou moins moderne de l'exploitation. En effet, le décret de 1953 distingue les catégories suivantes d'exploitations agricoles :

- la petite propriété, destinée essentiellement à assurer la subsistance d'une famille (art. 7) ;
- la propriété moyenne, plus étendue que la précédente ; bien qu'elle comprenne des travailleurs salariés ou des machines et que la majeure partie de sa

conseiller le gouvernement sur une législation en la matière) et Fautso BELTRAN A., José FERNANDEZ B., *Donde va la reforma agraria boliviana ?* La Paz, Talleres Gráficos Bolivianos, 1960. On peut trouver dans l'ouvrage de URQUIDI les prises de position des différents partis politiques à l'égard de la conception et de la réalisation de la réforme (pp. 278 et ss.). Voir également Dwight B. HEATH, Charles J. ERASMUS, Hans C. BUECHLER, *Land Reform...*, op. cit. p. 176.

¹ Objectif d) du Décret-Loi.

² Usufruit octroyé sur une petite parcelle de terre en contrepartie de diverses obligations envers le latifondiste. Il est aboli par l'article 144 du Décret-Loi. Pour l'étude d'un latifonds de l'Altiplano et de la tenure de la terre, ainsi que de la manière dont la Réforme agraire y a été appliquée, voir Edmundo FLORES, « Taraco : monografía de un latifundio del Altiplano Boliviano », *El Trimestre Económico*, avril-juin 1955, no 2, pp. 209-229. L'auteur considère notamment que le droit traditionnel, qui interdit d'expulser le colon de la ferme, constitue une entrave à la mécanisation (*ibidem*, p. 212).

production soit écoulee sur le marché, elle ne présente néanmoins pas les caractéristiques de l'entreprise agricole (art. 8) ;

– l'entreprise agricole, fortement capitalisée, qui utilise du travail salarié et de la technologie moderne (art. 11 et 36).

Selon le décret, le latifonds est exproprié dans sa totalité (art. 34), mais cette disposition est affaiblie par l'article 35 qui stipule que l'investissement en capital ou l'usage de machines, ou encore le travail de la terre par le propriétaire ou sa famille immédiate exemptent la grande propriété du statut de latifonds ; dans un tel cas, le domaine est cependant réduit aux dimensions de la propriété moyenne.

La propriété moyenne n'est pratiquement pas touchée par la Réforme, sauf par la mesure qui confère aux colons un droit de propriété sur les terres concédées à titre précaire sous l'ancien régime (art. 33 et 16). Quant à l'entreprise agricole, elle est soumise à une disposition analogue (art. 37) et ne peut excéder une certaine dimension (art. 17), car si la capitalisation industrielle est jugée bénéfique, la monopolisation de la terre apparaît préjudiciable (art. 31) ; dans ces limites, l'entreprise agricole n'est pas sujette à l'expropriation (art. 36), de même que la petite propriété, protégée sans restriction par la loi (art. 32).

Enfin, le Décret prévoit l'indemnisation des latifondistes expropriés (art. 156), sur la base de la valeur cadastrale des terres au moment de la promulgation de la Réforme agraire ; en fait, les bons prévus par la loi ne furent jamais distribués, leur base de calcul et l'inflation leur conférant, de toute façon, une portée essentiellement symbolique.

2. La production agricole après la Réforme

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'esprit du législateur et de ceux qui ont conçu la Réforme chacune de ces catégories d'exploitations agricoles se voit impartir une fonction spécifique : la petite propriété doit assurer la subsistance d'une famille, la propriété moyenne alimente le marché local en céréales, fruits, etc., tandis que l'entreprise agricole fournit au marché national ou international les produits de type industriel, comme le sucre, le coton, le café, le tabac ¹

¹ Cf. Arturo URQUIDI MORALES, *El feudalismo...* op. cit., pp. 250-251.

Cette division fonctionnelle amène certains auteurs, comme Urquidi, à exonérer la petite propriété de toute responsabilité dans la stagnation ou la baisse de la production agricole traditionnelle (fruits, légumes...) après la Révolution. Quelle que soit la validité de l'argument, il semble que l'accession des *campesinos* à la petite propriété n'ait pas été très préjudiciable à la production agricole, du moins en comparaison avec celle du régime antérieur. C'est ce qui ressort d'une recherche comparative de Melvin Burke, menée de part et d'autre du lac Titicaca, dans les *haciendas* expropriées de Bolivie et dans celles qui continuent d'exister au Pérou. Selon cet auteur, l'éviction des propriétaires fonciers boliviens a permis la mise en exploitation de terres marginales et a fourni du travail à de nouveaux paysans ; il en est résulté une augmentation de la production totale et de celle destinée au marché, mais aussi une baisse de la productivité du travail. Au point de vue social, les paysans boliviens disposent de plus de temps pour s'engager dans des activités complémentaires et disposent d'un revenu par tête supérieur à celui des Péruviens ; ils sont aussi plus éduqués et mieux intégrés à l'économie de marché et à la société ¹.

Le bas niveau de la production agricole traditionnelle destinée au marché doit donc être imputé avant tout au statut de la propriété moyenne, dont la dimension et non le mode de production constitue en fait le critère déterminant pour jouir de la protection de la loi. Une autre lacune grave de la réforme réside dans le caractère vague et imprécis de la distinction entre le latifonds et la grande propriété « progressiste » ² et dans la disposition suivant laquelle la *hacienda* n'est pas expropriée totalement, mais seulement réduite à la dimension d'une exploitation moyenne lorsqu'elle est exploitée par le propriétaire lui-même ou par un membre de sa famille immédiate. Dans ces conditions, une stagnation et même un certain recul de la production agraire traditionnelle ne surprennent pas. Bien que dans une moindre mesure qu'avant 1953, la Bolivie continue donc, à la fin du gouvernement du M.N.R., de consacrer une part importante de ses devises à l'achat de denrées alimentaires ³, en particulier la farine et le blé ⁴ par contre, la production agricole de

¹ Cf. Melvin BURKE, « Land Reform in the Lake Titicaca Region », ds James M. MALLOY, Richard S. THORN (éds), *Beyond...* op. cit., pp. 301-339.

² Voir l'article 35, déjà mentionné, qui exclut du statut de latifonds les grands domaines dans lesquels il y a investissement de capital ou utilisation de machines, ou ceux qui sont exploités par le propriétaire ou un de ses proches parents. L'imprécision d'une telle disposition favorise la corruption dont font état deux auteurs bien placés pour en parler puisqu'ils appartenaient à la *Judicatura Agraria* : Fausto BELTRAN A., José FERNANDES B. *Donde va...* op. cit., pp. 61 à 64.

³ Dans la période 1945-1952, les produits agricoles représentent 36,48 % de la valeur totale des importations ; entre 1958 et 1964, ces mêmes biens agricoles excèdent à peine le quart des importations, soit 25,6 %. Cf. « La política económica... », op. cit., p. 195, tableau 15.

⁴ Les importations de blé et de farine de blé passent de 71 000 tonnes entre 1945 et 1952 135 900 tonnes en 1960-1964 (*ibidem*, tableau 14, p. 195). Ces importations massives – et la

type industriel, qui relève de l'entreprise capitaliste, a marqué des progrès sensibles, tout spécialement dans le cas du sucre et du riz ¹.

Les difficultés de l'agriculture bolivienne peuvent donc être imputées en partie aux imprécisions et aux lacunes de la législation et, en dernière analyse, aux hésitations et aux tensions à l'intérieur du M.N.R. Les unes et les autres ont également favorisé la partialité, la corruption et de multiples abus dans la procédure d'attribution des terres : c'est ainsi que de nombreux latifonds ont été qualifiés de propriétés « progressistes » par le Conseil national de la réforme agraire, ce qui permettait d'éviter leur expropriation totale ². Par contre, dans quelques régions proches des grands centres urbains et soumises à leur influence, particulièrement dans la vallée de Cochabamba, les paysans n'ont pas attendu la promulgation de la loi ³ pour s'emparer des terres ; cependant, les prises de possession qui se sont opérées de la sorte n'ont pas toujours été caractérisées par la rationalité économique, en particulier lorsqu'il s'agissait d'entreprises agricoles modernes.

Finalement, rien n'illustre mieux le double mouvement de création de minifonds et de maintien de propriétés terriennes étendues, plus ou moins modernisées, que les données rassemblées par le Service national de la réforme agraire et la Junte nationale de planification pour les départements de La Paz et de Cochabamba : dans la région de la capitale, en 1959, 58 693 parcelles comprises entre dix acres et cinq hectares représentent une superficie globale de 49 524 hectares, tandis que 305 propriétés de plus de cent hectares couvrent une étendue de 243 181 hectares ; dans le département de Cochabamba, de la même façon, 27 005 petites propriétés de moins de cinq hectares totalisent 21 987 hectares, alors que 128 terres de plus de cent hectares équivalent à elles seules 194 142 hectares ⁴. De façon plus générale, toujours dans la zone d'agriculture traditionnelle (Altiplano, Yungas et Valles), c'est-à-dire les régions effectivement touchées par la Réforme agraire, il apparaît

politique de crédit des États-Unis qui les a encouragées – ont eu des conséquences néfastes tant pour la production nationale de blé que pour les moulins industriels. Cf. Alejandro ROJAS, « La tragedia de la industria molinera », Espartaco, juin 1964, pp. 23-28.

¹ Importations de riz : 8 900 tonnes pour la période 1945-1952 et 2 900 tonnes pour 1960-1964. Importations de sucre : 33 500 tonnes pour 1945-1952 et 14 700 tonnes pour 1960-1964. Cf. « La política económica... », op. cit., p. 195, tableau 14.

² Cf. Fausto BELTRAN A., José FERNANDEZ B., *Donde va....* op. cit., pp. 63-64.

³ La loi devait d'ailleurs prévoir des mécanismes extrêmement lourds d'adjudication de la terre. Cf. Fausto BELTRAN A., José FERNANDES, *Donde va....* op. cit., pp. 59 et ss., et D. B. HEATH, C.J. ERASMUS, H. C. BUECHLER, *Land Reform....* op. cit., pp. 50-59. Voir aussi la « Declaración de Principios » du M.N.R.A., où l'on critique les procédures d'attribution des titres de propriété en raison de leur centralisation, leur lenteur et de l'esprit partisan dans lequel sont prises les décisions. Il semble, en effet, qu'un délai de deux ans soit loin d'être exceptionnel pour un cas simple de légalisation.

⁴ Cité par Amado CANELAS, *Nacionalización de las minas de Bolivia. Historia de una frustración*, La Paz, Librería Altiplano, 1963, pp. 74-76. L'auteur est membre de la Jeunesse révolutionnaire du M.N.R.

qu'en 1950 les petites unités de moins de vingt hectares représentent 79 % du nombre total d'exploitations recensées mais ne couvrent que 1,8 % de la superficie globale, tandis qu'en 1962 ces mêmes petites unités constituent 98 % des exploitations et 50 % des terres. Inversement, durant la même période, les exploitations de plus de cent hectares passent de 12 % à 0,6 % des unités de production et de 95,3 % à 43 % de la superficie totale. Au point de vue de leur dimension, les petites fermes – constituées souvent de plusieurs parcelles discontinues ¹ – s'étendent en moyenne sur 3,2 hectares en 1950 et sur 3,9 hectares en 1963, alors que les grands domaines sont réduits de 1 051 hectares, en 1950, à 489 hectares en moyenne, en 1963 ².

3. Faillite et dépendance institutionnelles

[Retour à la table des matières](#)

Toutes ces déficiences n'empêchent pas qu'entre le moment de la promulgation de la Loi et juin 1964, soit quelques mois avant la chute du M.N.R., 5 606 099 hectares de terres ont été distribués et 159 295 familles ont acquis un titre de propriété sur la terre ³ ; de ces surfaces distribuées, seule une partie réduite est cultivable, le reste étant formé de pâturages et surtout de terrains impropres à la culture, utilisables pour la construction d'écoles ou pour le sport ⁴.

On n'examinera pas ici le rôle des syndicats paysans, créés la plupart du temps à l'initiative du M.N.R. dans les anciennes *haciendas*, et qui ont une fonction d'intermédiaires entre les *campesinos* et les autorités administratives, judiciaires ou

¹ Cf. « La política económica... », op. cit., p. 193, tableau 8 : les unités de moins d'un hectare distribuées dans le cadre de la Réforme sont constituées en moyenne de 2,8 parcelles ; celles de 1 à 5 hectares totalisent en moyenne 4,2 parcelles ; et les unités comprises entre 5 et 20 hectares sont formées de plus de 6 parcelles.

² *Ibidem*, p. 192, tableau 9. Pour un tableau des superficies réallouées, par Département, dans le cadre de la Réforme agraire, Cf. D. B. HEATH, C. J. ERASMUS, H.C. BUECHLER, *Land Reform...*, op. cit., p. 373, tableau 25. Selon les données reproduites dans cet ouvrage, et qui émanent du Service national de la Réforme agraire, sur une superficie totale de 109 858 100 Ha., 7 906 293 Ha. ont été réaffectés depuis le début de la réforme jusqu'en septembre 1967. Le tableau fait également ressortir les profondes disparités régionales dans la redistribution des terres, qu'il faut relier à la densité variable de la population et à la nature de la production agricole.

³ Arturo URQUIDI MORALES, *El feudalismo....* op. cit., pp. 249-250.

⁴ Dans son discours du 17 janvier 1964, au IXe Congrès du M.N.R., Victor Paz fait de 152 610 chefs de famille bénéficiaires de titres de propriété, et d'une surface distribuée de 5 374 591 Ha. Il ajoute cependant que cette dernière comprend 972 000 Ha. cultivables et 1 703 000 Ha. de pâturages, les superficies restantes n'étant pas destinées à la production agricole (op. cit., p. 21).

politiques chargées de l'application de la Réforme agraire : ce point, ainsi que le *caciquisme* au niveau régional, les luttes entre meneurs rivaux et leurs rapports avec les fractions du M.N.R. seront abordés dans le chapitre consacré au syndicalisme. Il faut, par contre, s'arrêter un moment sur les objectifs institutionnels posés par la loi de la Réforme agraire et dont la signification est à la fois économique et sociale : le législateur se propose, en effet, d'encourager les coopératives, de faciliter l'octroi de crédits et de fournir une aide technique, à défaut de quoi la redistribution des terres risque, dans une large mesure, de déplacer le problème plutôt que de contribuer à sa solution.

Sur ce plan, les réalisations sont minimales et témoignent du cheminement de la Révolution. Le système coopératif ne s'est pas répandu, qui aurait pu pallier dans une certaine mesure l'exiguïté de nombreuses parcelles familiales¹. Les organismes étatiques chargés de l'aide technique ont échoué largement et ont parfois été supprimés ; certains services comme la location de machinerie sont retournés, après peu de temps, aux mains de commerçants particuliers – anciens latifondistes notamment – et leur utilisation s'avère extrêmement coûteuse ; le « crédit supervisé », destiné à la modernisation des fermes, suppose de longues et onéreuses démarches, au point d'absorber une partie considérable des sommes obtenues².

Ces déficiences institutionnelles constituent une limite à la portée sociale de la Réforme agraire et elles expliquent certainement en partie l'échec des objectifs de modernisation et de développement de l'agriculture traditionnelle, c'est-à-dire des zones rurales les plus densément peuplées du pays. Par ailleurs, les carences gouvernementales ont ouvert ce champ institutionnel à des influences étrangères très lourdes. Déjà la Commission chargée d'élaborer le projet de réforme agraire comprenait deux représentants des Nations Unies, dont l'Américain Carter Goodrich, connu pour son rôle de premier plan dans l'accord – antérieur à la Révolution – prévoyant une véritable tutelle étrangère sur l'administration

¹ L'article 82 de la Loi de la Réforme agraire établissait comme mesure d'urgence la culture collective des *haciendas* expropriées. Comme le soulignent BELTRAN et FERNANDES (op. cit., p. 159), il fallait sans doute bien autre chose qu'un article de loi pour socialiser l'agriculture dans les anciens latifonds et aller à l'encontre du désir de propriété des paysans. La Loi générale des sociétés coopératives, du 15 septembre 1958, favorise celles-ci par une série de priorités en matière de prêts, de contrats avec l'État, de transports etc. ..., mais pose des conditions juridiques assez rigides à la constitution des coopératives (*ibidem*, pp. 152-163). À noter que dans son discours devant les congressistes du M.N.R., en 1964 (*La Revolución...* op. cit. p. 173), PAZ ESTENSSORO ne fait aucune mention des coopératives dans son bilan du régime. Par ailleurs, le Plan national de développement rural pour la décennie 1962-1971 recense 169 coopératives en 1962, regroupant 14 140 membres. Cf. *Plan Nacional del Desarrollo Rural*, La Paz, 1963, p. 191.

² Tous ces points sont traités de façon détaillée dans Fausto BELTRAN A., José FERNANDES B. *Donde va...* op. cit., chap. VII et X

bolivienne ¹. Mais, dans le domaine de l'assistance technique à la paysannerie, ce n'est plus l'influence américaine qu'il faut évoquer, mais bien l'abandon quasi complet de ses responsabilités par le gouvernement du M.N.R. En effet, les divers aspects de cette aide, notamment le crédit et l'accroissement de la productivité ², relèvent du Service agricole interaméricain (S.A.I.), créé en 1948 et réorganisé en 1953, et qui, durant le régime du M.N.R., jouit d'une très large autonomie... sous le patronage de la United State Operation Mission ; c'est seulement en 1960 que le ministère de l'Agriculture entame des démarches pour rétablir un contrôle sur cet organisme.

Le Service agricole interaméricain illustre bien les modalités et le poids de la dépendance bolivienne dans le domaine agricole et, de façon plus générale, dans l'ensemble des institutions économiques et sociales du pays, sous les gouvernements du M.N.R. Car si, parvenu au pouvoir, le Parti a bien refusé de donner suite au rapport Keenleyside et à sa proposition de conférer un pouvoir de type décisionnel aux assesseurs étrangers, il n'en a pas moins permis l'instauration de services conjoints boliviens-américains dans de nombreux secteurs comme le développement, l'éducation, la santé, la voirie, etc. ... ; or, disposant de ressources considérables, et donc capables d'attirer, aux côtés des experts américains, un personnel bolivien qualifié et bien rémunéré, ces organismes ne tardent pas à se substituer aux ministères dont ils relèvent en principe. La générosité de l'aide ne vait-elle pas jusqu'à prévoir un salaire pour le personnel bolivien en stage dans ces agences ? Et là où, pour des raisons de patronage politique notamment, une « réorganisation » de ce type apparaît inacceptable au M.N.R., comme dans le cas de la Banque agricole ou de la Banque minière, il est toujours loisible aux Américains de canaliser leurs ressources dans une organisation mieux contrôlée par eux, comme la Corporation bolivienne de développement (C.B.F.), pour les crédits aux mines non étatisées, ou encore de court-circuiter les agences existantes, comme pour l'aide à l'agriculture ³.

Or, la réorganisation de tels organismes, posée comme condition de l'aide, et l'entrée en leur sein de techniciens ou d'experts américains comportent des implications qui vont bien au-delà de la simple rationalisation administrative. Ainsi, derrière un éventuel réaménagement de la Banque minière, se dissimulent des enjeux

¹ Cet accord, dont il a été question précédemment, avait été vertement dénoncé par le M.N.R., alors dans l'opposition. Il s'agissait d'une mise en application du Rapport Keenleyside. Cf. Carter GOODRICH, « Bolivia in Time of Revolution », ds James M. MALLOY et Richard S. THORN (éds), *Beyond....* op. cit., pp. 8 et ss.

² Sans oublier la vente et la location de machines agricoles, dont on a vu qu'elles ont été transférées ultérieurement à l'initiative privée.

³ Cf. Richard S. THORN, « The Economic Transformation », ds James M. MALLOY, Richard S. THORN, *Beyond....* op. cit., pp. 188-190.

politiques et socio-économiques majeurs, en particulier la fin du monopole de l'État dans l'achat et la commercialisation du minéral. En outre – et cette considération nous ramène au Service agricole interaméricain et à sa division d'Extension agricole – l'autonomie dont ces services « conjoints » jouissent par rapport aux autorités politiques nationales confère à des agents étrangers une possibilité d'ingérence jusque dans les institutions les plus centrales pour la socialisation et l'identité culturelle : le foyer et ses activités domestiques. En vue d'assurer ce qu'elle considérerait comme un prolongement nécessaire de son programme, la section d'Extension agricole du S.A.I. a, en effet, étendu ses activités au foyer rural lui-même et aux activités domestiques dont il est le cadre, et a cherché à y introduire des comportements nouveaux parmi les mères de famille et leurs filles ; de plus, des clubs ont été organisés pour les garçons et les jeunes agriculteurs, grâce auxquels ils pouvaient notamment s'initier à des techniques agricoles.

Sans vouloir minimiser la portée sociale de la redistribution des terres réalisée dans le cadre de la Réforme agraire, ni l'importance de la suppression des relations quasi serviles à la campagne ou de l'extension des droits civiques aux masses rurales, il faut donc souligner les limites de la politique agraire du M.N.R. au double point de vue du développement et de la dépendance. Pour une part, l'échec de la modernisation de l'agriculture traditionnelle, dans les zones les plus peuplées, se manifeste par une production qui, en 1964, n'avait pas encore atteint son niveau d'avant la Révolution ; insuccès perceptible aussi dans la répartition géographique des octrois du Crédit supervisé, contrôlé lui aussi par la S.A.I., dont près de la moitié sont destinés à une région d'agriculture industrielle, Santa Cruz ¹.

D'autre part, l'abandon par l'État bolivien de tout contrôle effectif sur des organismes aussi importants que le S.A.I., ou encore sur le Service coopératif bolivien-américain des chemins (S.C.B.A.C.), pour s'en tenir au seul secteur de l'agriculture, illustre bien l'incapacité du M.N.R. non seulement de mobiliser les ressources nécessaires au développement, mais encore de diriger un procès de développement et de modernisation, dont la redistribution des terres n'est qu'une amorce.

Le Plan national de développement rural de 1963 ² n'apporte que des correctifs mineurs à cette situation. En fait, s'il inclut parmi ses objectifs essentiels l'attribution de crédits à long terme et à intérêt modéré, le développement des coopératives et une utilisation meilleure des ressources humaines, matérielles et

¹ Cf. *Informe Anual*, 1958, Servicio Agrícola Interamericano, División de Crédito Supervisado (Centro audiovisual, USOM, Bolivia), dont des extraits comprenant la répartition des crédits par région sont publiés dans Fausto BELTRAN A., José FERNANDEZ B., *Donde....* op. cit., pp. 177 et ss.

² *Plan Nacional de Desarrollo Rural*, op. cit., p. 185.

institutionnelles ¹ les seules mesures réellement envisagées touchent les questions éducationnelles, de santé et de service social ; de plus, la structure organisationnelle prévue par ce document ne vient pas coiffer les services autonomes mentionnés précédemment, et elle n'implique l'exercice d'aucun contrôle sur eux ².

B. La nationalisation des mines

[Retour à la table des matières](#)

La situation des mines n'était guère brillante avant la Révolution et on a montré déjà comment la stagnation de la production, les variations dans le prix de l'étain sur le marché international, la modicité des taxes à l'exportation et les faibles effets d'entraînement de cette industrie sur l'économie nationale ³ avaient contribué à détacher du régime oligarchique une fraction importante de la petite bourgeoisie urbaine. À une époque où des investissements relativement importants étaient réalisés, dans les mines d'Afrique d'abord, dans celles du Sud-Est asiatique ensuite, les bénéfices retirés de l'extraction de l'étain bolivien n'étaient pas réinvestis localement, au grand dam des installations existantes, de plus en plus vétustes ; les travaux d'exploration étaient également négligés ⁴, malgré l'épuisement progressif de plusieurs gisements.

Après la Révolution, l'indécision du nouveau gouvernement sur un point pourtant essentiel de son programme rend plus critique encore la position de la principale et quasi-exclusive industrie d'exportation du pays ⁵. En effet, le M.N.R. conquiert le pouvoir le 9 avril 1952 ; il attend le 7 octobre pour prendre des mesures conservatoires importantes, comme le blocage des comptes courants des entreprises minières dans les banques ; finalement, le décret de nationalisation des grandes exploitations minières date du 31 octobre de la même année. Profitant de

¹ Cf. les objectifs essentiels c), d), f) du Plan.... op. cit., pp. 12-13

² Voir l'organigramme du Desarrollo Rural, à la fin du Plan.... op. cit., p. 196.

³ En 1950, l'industrie extractive représentait près du quart du produit brut, pourcentage qu'il faut comparer à celui de l'agriculture (près du tiers du produit brut) et, plus encore, à la quasi-exclusivité des produits miniers comme source de devises étrangères. Notons encore qu'en 1950 l'industrie manufacturière intervient pour moins de 9 % dans le produit brut. Cf. *Análisis*.... op. cit., p. 14, tableau 9

⁴ *Ibidem*, p. 32.

⁵ On sait qu'entre 1950 et 1952, les minerais représentent 96,8 % de la valeur totale des exportations, l'étain rapportant à lui seul 63,5 % des devises. À remarquer que la baisse de la part relative de l'étain dans les exportations se manifeste particulièrement après la période 1946-1949, donc pour une bonne part avant la Révolution : entre 1925 et 1929 ce pourcentage s'établit à 74,2 % du total ; bien que légèrement déclinant, il se maintient par la suite au dessus de 71,5 % (pourcentage de 1946-1959) ; c'est durant la période 1950-1952 que la réduction est la plus sensible, puisque la part de l'étain atteint seulement 63,5 % des exportations totales. Cf. *Análisis*... op. cit., p. 26, tableau 25.

ces délais, les trois « barons de l'étain » réalisent un certain nombre d'opérations destinées à sauvegarder leurs intérêts essentiels (retraits dans les banques et, à ce que l'on rapporte, expédition d'équipement et écoulement de réserves de minerai). On se rappelle aussi que le gouvernement de Paz Estenssoro accepte d'indemniser les sociétés minières nationalisées, malgré l'opposition du ministre et chef syndicaliste Juan Lechin, alors partisan d'une confiscation immédiate, sans compensation. Cette décision du M.N.R. doit certainement être reliée aux difficultés de la commercialisation de l'étain – les États-Unis et la Grande-Bretagne en sont les principaux acheteurs – et au monopole de la fonte détenu par Patiño, en Angleterre. Cependant, cette politique initiale est importante à deux égards : d'abord parce qu'elle grève le budget de la Corporation minière de Bolivie d'une dette d'environ vingt millions de dollars américains, alors que les ressources tirées de l'exportation des minerais constituent la pierre angulaire du développement ; ensuite, sur un autre plan, parce que cette décision d'indemnisation montre les limites à l'intérieur desquelles le Parti estime pouvoir réaliser sa politique de réappropriation du patrimoine national : sans couper les ponts avec les métropoles capitalistes et sans exclure les investissements étrangers, notamment dans les secteurs des mines et du pétrole ¹.

Une autre dimension de la politique minière du M.N.R., en 1952, réside dans l'attitude ambiguë de la fraction de gauche du Parti à l'égard de l'indemnisation des grands producteurs d'étain expropriés. Officiellement, Lechin manifeste son opposition à une telle mesure. Cependant, dans une conjoncture politique où le rapport des forces à l'intérieur du pays est très favorable aux organisations ouvrières – appareil d'État désorganisé, armée défaite et sur la défensive, milices armées dans les mines – Lechin ne cherche pas réellement à mobiliser les masses pour renforcer sa position. Les limites à l'intérieur desquelles la fraction petite-bourgeoise du M.N.R. entend mener la lutte anti-impérialiste s'imposent donc d'emblée au courant majoritaire de la classe ouvrière, bien qu'il lui faille adopter publiquement des attitudes compatibles avec le radicalisme idéologique des syndicats de mineurs et l'influence trotskyste en leur sein.

Malgré ces limitations initiales, il reste que la nationalisation décrétée par le M.N.R. concerne l'ensemble des exploitations des trois « barons », c'est-à-dire 70 % de la production bolivienne d'étain. En outre, la Banque minière de Bolivie,

¹ Le monopole de la société d'État Y.P.F.B. en matière d'exploitation pétrolière remonte à 1936, année où le gouvernement populiste de Toro nationalise la Gulf. Quatre ans après la prise du pouvoir, soit en 1956, le M.N.R. promulgue un Code du pétrole qui a pour effet de dénationaliser cette industrie et qui accorde des avantages très considérables aux investisseurs étrangers. La Gulf reprend l'exploitation pétrolière en 1962 et développe bientôt celle-ci à un rythme rapide. La part croissante du pétrole dans les exportations en fera, après la chute du M.N.R., un enjeu central dans la lutte pour le contrôle de l'économie.

organisme para-étatique, se voit attribuer le monopole de la vente et de l'exportation du minerai extrait dans les « petites mines » (*mineria chica*) et dans les « mines moyenne »¹.

1. La production dans les mines nationalisées

a) Situation de l'industrie de l'étain sous le M.N.R.

[Retour à la table des matières](#)

La situation déjà chancelante de la première industrie du pays se détériore rapidement après la Révolution, ainsi qu'en attestent ces quelques chiffres :

– la teneur en étain du minerai ne cesse de décroître dans les gisements en exploitation, ce qui se répercute sur le coût des opérations de récupération et de concentration du minerai et sur les frais du transport jusqu'aux fonderies anglaises. En 1950, la teneur moyenne est encore de 1,97 %, en 1955 elle n'est plus que de 1,40 %, pour atteindre 0,91 % en 1964². Cette perte de valeur ne date cependant pas de la Révolution, comme en témoigne la teneur en étain dans la mine de Catavi : celle-ci est de 6,65 % en 1925 ; dix ans plus tard, elle n'est plus que de 3,76 % et elle continue de diminuer jusqu'en 1950 où elle atteint 1,28 % ; en 1953 elle est de 1,06 % et elle décline graduellement jusqu'à représenter 0,54 % en 1964³. Dans la même entreprise minière de Catavi, en 1950, chaque mètre exploré correspond en moyenne à la découverte d'une livre fine d'étain ; dix ans après, il faut parcourir dix mètres pour obtenir le même résultat⁴ ;

– la production diminue sensiblement dans les mines nationalisées, durant le gouvernement du M.N.R. Entre 1921 et 1930, la Bolivie exporte en moyenne 34 600 tonnes métriques d'étain ; entre 1931 et 1940, alors que les effets de la crise

¹ Ce monopole sera aboli en 1961 en ce qui concerne les « mines moyennes ». À noter que les exploitations minières sont divisées en trois catégories : la *mineria grande*, nationalisée, les petites mines (*empresas mineras chicas*), à très faible capital fixe et occupant généralement moins de dix travailleurs, et les mines moyennes qui atteignent un certain niveau de capital et de production. Les petites mines, au nombre d'environ 2 200, et les 22 entreprises moyennes relèvent du secteur privé, par ailleurs, un tiers des mines moyennes appartient à des capitaux étrangers, cependant que le contrôle d'un autre tiers est mixte.

² Alberto del CASTILLO CHESPO, « Las industrias extractivas en Bolivia », *Estudios Andinos*, 1971, no 2, p. 104, tableau 2 ; l'auteur cite comme source : *Desenvolvimiento economico de Bolivia, su politica y sus instituciones*, USAID, 1966.

³ « La politica económica... », op. cit., p. 134, tableau 2.

⁴ Guillermo BEDEGRAL, *La Revolución...* op. cit., p. 86.

économique se font sentir, le pays exporte néanmoins 25 820 tonnes d'étain, pour atteindre 38 055 tonnes entre 1941 et 1950¹. Grâce sans doute à la guerre de Corée, le niveau des exportations d'étain ne faiblit pas dans l'année qui suit immédiatement la Révolution (1953 : 32 471 tonnes métriques fines, dont 25 245 produites par la COMIBOL²). Cependant, la baisse de la production mondiale d'étain en 1957 et 1958 conduit la Bolivie à un niveau de quelque 20 000 tonnes, qui ne sera dépassé qu'à grand-peine après quelques années : en 1965, à la fin du régime, la production atteint 23 311 tonnes, dont 16 550 pour la COMIBOL³, alors que d'autres pays exportateurs, comme la Malaisie ou encore la Thaïlande et le Nigéria, sont revenus très rapidement à leur production de 1952 ;

– à cette baisse de la production vient s'ajouter une détérioration de la valeur de l'étain sur le marché international, après les années fastes de 1951 et 1952. C'est seulement à partir de 1961 que l'étain retrouve sa valeur de 1952, et à partir de 1964 et des années qui suivent qu'il atteint un niveau véritablement élevé : le prix de la livre fine d'étain s'établit à 1,17 dollar américain en 1952, pour revenir presque à ce niveau en 1962 (1,12), après s'être fixé à son point le plus bas en 1957 : 0,92 dollar la livre fine⁴. De sorte que l'exportation d'étain, qui rapportait près de 85 millions de dollars à la Bolivie en 1952, ne procure plus que 36 millions en 1957 et que l'indice de la valeur des exportations de l'étain et des autres minerais, calculé sur la base de 1952=100, s'établit à 40,5 en 1957⁵.

Aussi, en 1964, la COMIBOL n'exploite plus que 24 des 163 mines nationalisées en 1952 ; par ailleurs, la carence de la prospection, sous le M.N.R., vient encore aiguïser le problème de l'épuisement des gisements en exploitation. La production minière est donc loin d'avoir joué un rôle de pourvoyeur de ressources pour le développement de l'économie. Dans son message du 6 août 1962, Victor Paz mentionne une perte de plus de 16 millions de dollars dans l'exploitation des mines nationalisées, pour la seule année 1962. Selon le rapport Arce, publié au début de 1965, et sur base de statistiques émanant de la COMIBOL, cette dernière aurait accumulé une perte de 106 millions de dollars depuis la nationalisation⁶.

¹ *Análisis...* op. cit., pp. 7 et 12.

² *Suplemento Estadístico*, Banco Central de Bolivia, Departamento Monetario, La Paz, juin 1963, no 163, p. 34.

³ *Bolivia encifras 1972*, Instituto Nacional de Estadística, La Paz, 1974, pp. 49-50.

⁴ *Suplemento...*, op. cit., p. 36. On peut consulter aussi le tableau synoptique des quantités produites, des coûts et des prix de l'étain sur le marché dans Richard S. THORN, « The Economic Transformation », ds James M. MALLOY, Richard S. THORN, *Beyond...* op. cit., p. 172. tableau 5.

⁵ *Suplemento...*, op. cit., p. 34.

⁶ Ce rapporta été publié dans le quotidien de La Paz, *Presencia*, les mardi 2 et mercredi 3 février 1965. Son Rapport, qui traduit une grande méfiance à l'égard des capacités gestionnaires de l'État, préconise notamment la libre commercialisation du minerai, l'élimination des contrôles fiscaux « excessifs » sur les investissements, une réforme du système d'imposition des

L'auteur de ce rapport, dont les vues ne sont favorables ni à la gestion de l'État ni au syndicalisme ouvrier, attribue la faillite de la Corporation minière à deux causes principales : tout d'abord, la décapitalisation de cet organisme, au moment où un effort particulier de mécanisation et d'exploration s'imposait en raison de l'appauvrissement du minerai, ensuite, la perte de discipline résultant du Contrôle ouvrier dans l'administration des entreprises nationalisées.

b) Facteurs internes du déclin de l'industrie minière

[Retour à la table des matières](#)

En réalité, s'il est clair que le déclin de l'industrie minière ne date pas de la Révolution de 1952, comme on l'a déjà montré, il est néanmoins possible de dégager les effets négatifs de certaines politiques du M.N.R. sur l'évolution de ce secteur essentiel de l'économie. En matière de gestion, il apparaît que le parti au pouvoir entre 1952 et 1964 n'est pas parvenu à instaurer un niveau de rationalité acceptable dans les mines nationalisées, sans d'ailleurs que cette désorganisation puisse être imputée à la seule « perte de discipline » des travailleurs, dénoncée dans le rapport Arce : la gestion des mines nationalisées combine en effet l'absence de toute délégation de pouvoirs avec l'inexistence de programmes ou de normes administratives émanant des autorités supérieures. Sur un autre plan, les nombreux larcins pratiqués dans les mines apportent une lumière crue sur le grand désordre de l'industrie nationalisée : nombreux vols de minerai, revendu ensuite à l'entreprise elle-même, disparition de dynamite et d'instruments de production ¹.

Un autre facteur de la faillite économique des mines nationalisées réside dans les multiples fonctions que la COMIBOL est amenée à remplir sur les plans politique ² et, surtout, social et économique. Du point de vue social, la mine

exportations, la décentralisation de la COMIBOL et la formation de sociétés mixtes – capital privé et État – pour les nouvelles exploitations minières.

¹ Pour un témoignage en ce sens, voir par exemple Harold OLMOS, « Las pérdidas de COMIBOL », *Presencia*, vendredi 2 juillet 1965, p. 4.

² Amado CANELAS, membre de la Jeunesse révolutionnaire du M.N.R., rapporte, par exemple, le cas d'un jeune ingénieur qui, pour avoir dénoncé un vol organisé de minerai, se voit pourchassé, déclassé : il s'était heurté en fait à des membres du M.N.R. Cf *Nacionalización de las Minas de Bolivia, Historia de una Frustración*, La Paz, E. Burillo, 1963, p. 158). Les influences politiques ont également joué un rôle important dans le recrutement du personnel technique, administratif ou d'encadrement, au détriment de la compétence professionnelle. Les transferts de fonds à des fins politiques effectués par la COMIBOL, apparaissent dans le rapport partiel de février 1965 de la Commission d'enquête présidée par le Colonel Humberto COSTAS, en vue de faire la lumière sur les actes et délits commis contre l'économie et les

nationalisée réintègre, après 1952, de très nombreux travailleurs licenciés sous l'ancien régime pour cause politique ou syndicale et, comme c'est surtout en surface que les effectifs seront gonflés, il en découle une perte de productivité sensible¹ ; certaines améliorations dans les conditions de travail, en matière de ventilation notamment, ou encore l'établissement du salaire des mineurs de fond d'après le poids brut des quantités extraites et non plus suivant leur richesse en étain entraînent aussi des coûts supplémentaires, sans oublier la charge que représentent les très nombreux responsables syndicaux dégagés d'obligations productives ; parmi ces mesures, la nouvelle base de calcul des rémunérations, en particulier, ne pouvait avoir que des conséquences défavorables pour la rentabilité des mines, dans le climat de désorganisation et de démoralisation qui succède assez rapidement à l'euphorie de la Révolution².

En ce qui concerne les fonctions économiques remplies par la COMIBOL, signalons le système de taxation indirecte frappant les exploitations minières, tenues de vendre leurs devises au taux officiel à la Banque centrale, c'est-à-dire très en dessous de leur valeur sur le marché, du moins avant la politique de stabilisation monétaire du Président Siles³ ; il apparaît clairement qu'un tel transfert de fonds a non seulement biaisé la performance réelle des mines nationalisées durant les premières années de la Révolution, mais encore qu'il a contribué à la décapitalisation de cette industrie et produit ses effets majeurs dans les mines les plus

biens de l'État. Parmi les bénéficiaires de ces fonds distribués entre 1953 et le 3 novembre 1964, et dont le montant total s'élève à \$U.S. 600 947, on retrouve notamment le ministère du Gouvernement, le Comité politique national du M.N.R. et un certain R. Catacora Rodriguez dont les fonctions à l'intérieur de la COMIBOL étaient essentiellement partisans. (Ce rapport a été publié notamment dans le quotidien *El Sol*, de La Paz, le jeudi 18 février 1965, pp. 8 et 9 sous le titre « Danza de Gastos Reservados en COMIBOL : Shippers acusado »).

¹ La force de travail dans la *Gran Minería* s'élève à 24 000 travailleurs, dont 45 % travaillent en surface, à la fin de 1951. Dès 1953, les effectifs dépassent les 30 000, pour atteindre un sommet de 35 660 personnes à la fin de 1956, 67,9 % d'entre eux travaillant en surface. L'emploi décroît dans les mines nationalisées à partir de 1957 et 1958 (respectivement 32 131 et 27 882 travailleurs) pour s'établir à 23 760 à la fin de 1964. Il faut remarquer cependant que c'est seulement à partir de 1963 que le pourcentage des travailleurs de surface tend à diminuer, par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre, passant de 70,2 % en 1962 à 63,2 % en 1963. Voir le tableau 1 de « La política... » op. cit., p. 183, qui reprend des données de la COMIBOL.

² Dans son rapport de décembre 1956, la firme américaine FORD, BACON, DAVIS, que le gouvernement bolivien a chargée d'une vaste étude, situe à tous les échelons de l'organisation la responsabilité de l'inefficacité des mines nationalisées : depuis le niveau gouvernemental, la haute direction et l'administration de la COMIBOL, jusqu'à l'administration des mines et les travailleurs eux-mêmes. Le rapport mentionne notamment l'insuffisance des lois sociales, les carences administratives, les négligences dans l'acquisition et l'utilisation de travailleurs (cf. tome III pp. 29 et 82).

³ Durant les années 1953, 1954 et 1955, les mines ont une entrée nette de 41 à 44 millions de dollars. Ces devises sont échangées au taux officiel de 190 bolívianos pour un dollar en 1953 et 1954 et au taux de 500 bolívianos pour un dollar en 1955. Mais, durant la même période, le dollar quintuple sa valeur par rapport à la monnaie locale, sur le marché libre, et le coût de la vie augmente de 400 %. Cf. *Análisis...* op. cit., pp. 45-46.

dynamiques. Par ailleurs, ce transfert de ressources n'aura que des conséquences minimales pour son principal bénéficiaire, l'industrie pétrolière, dont l'essor est postérieur au gouvernement du M.N.R. et repose pour une bonne part sur des capitaux étrangers.

Par de nombreux aspects, la politique du M.N.R. précipite donc le déclin de l'industrie minière. En particulier, le parti au pouvoir n'a guère de stratégie en vue de combattre les effets de l'épuisement des gisements exploités au moment de la Révolution ; par ailleurs, les carences dans la gestion de la COMIBOL et de ses entreprises, l'incompétence affichée fréquemment au niveau de la supervision ou dans les décisions techniques provoquent une dégradation rapide du moral des travailleurs et ne tardent pas à annuler l'impact des améliorations apportées aux conditions de travail et de vie des mineurs¹. Aussi est-ce en vain que la COMIBOL et son principal dirigeant, Guillermo Bedregal, tentent d'amener les syndicats de mineurs à renoncer à certains privilèges ou avantages, au nom de la « priorité naturelle » de la libération nationale et de la nécessité d'un développement social et économique global. C'est pourquoi le pouvoir est de plus en plus enclin à isoler indûment certains aspects partiels de la situation et à leur conférer une valeur explicative générale, en imputant tous les maux de l'industrie minière au *Control obrero* et à l'indiscipline ouvrière.

On reviendra plus loin sur la conception que se faisaient les travailleurs et leur syndicat de la nationalisation des mines ainsi que sur leur stratégie relativement défensive en matière de développement. Cependant, il faut relever que les statistiques disponibles, qui traduisent un ralentissement de la production postérieur à la Révolution, ne reflètent que très imparfaitement la performance des mineurs, même si on fait abstraction des faiblesses de l'organisation et de la mauvaise administration des équipements : les statistiques comptabilisent, en effet, la production en livres fines plutôt que les quantités brutes ; il faudrait donc, pour mesurer l'effort

¹ Par exemple, les améliorations déjà citées en matière de ventilation à l'intérieur des mines. De telles mesures restent néanmoins partielles. Aussi, dans un rapport publié en mai 1964 dans l'organe officiel de la Caisse nationale de Sécurité sociale, Guillermo GUERRA peut-il présenter une recherche menée par lui, en affirmant que jusqu'alors « rien de véritablement utile n'a été effectué en matière de prévention des Maladies Professionnelles et des Accidents de Travail », sauf sur une très petite échelle (p. 18). Entre autres résultats, l'enquête révèle la présence de la silicose chez plus de 13 % des 17 950 mineurs examinés ; l'auteur souligne que ce pourcentage – très supérieur à celui des autres pays – est formé essentiellement de travailleurs dont la maladie n'a pas encore évolué vers ses formes infectieuses les plus graves, comme la tuberculose, mais que rien n'est prévu pour arrêter la progression de ce qui est devenu la plus importante maladie professionnelle du pays. Cf. Guillermo GUERRA, « Silicosis y silicotuberculosis en los trabajadores mineros de Bolivia », *Seguridad Social*, XXIII année, no 250, Estudios y monografías, cuaderno no 2, tabl. 4 et 5, p. 35. Voir aussi le tableau 7, p. 37, qui montre que le pourcentage le plus important d'ouvriers atteints (43,6 %) se situe dans le groupe de ceux dont l'ancienneté varie entre cinq et dix années de travail dans la mine.

productif des travailleurs, tenir compte de l'épuisement progressif des gisements en exploitation, ainsi que d'un système de salaires fondé sur la production brute ¹.

2. Le capital étranger au secours de l'entreprise d'État

[Retour à la table des matières](#)

Confronté à ces problèmes dans la principale et pratiquement seule industrie d'exportation au pays, celle qui, après avoir été l'objet d'une réappropriation collective, devait fournir les ressources nécessaires au développement, le gouvernement se tourne une fois encore vers l'étranger. Mais, si le capital international accepte, malgré ses préventions, de sauver de la banqueroute immédiate une entreprise d'État comme la COMIBOL, il va néanmoins exercer une influence majeure sur l'ensemble de la stratégie de développement du M.N.R.

a) Le Plan triangulaire et ses priorités

Un simple coup d'œil sur l'importance des ressources prévues en 1961 pour les différents postes du Plan triangulaire ² fait ressortir les priorités reconnues par celui-ci : il s'agit d'un programme à assez court terme, dans lequel 80 % des investissements prévus sont destinés à la rénovation de l'équipement (11,9 % du total), au développement du transport (10,6 %), à l'acquisition de pièces de rechange et de matériel (35,8 %), voire à l'approvisionnement des *pulperias* (7,9 %) et au déplacement des travailleurs surnuméraires (13,9 %) ; en outre, 4 % du budget sont consacrés à l'assistance technique. Par contre, la recherche métallurgique en vue d'améliorer la récupération du minerai, de même que la prospection n'obtiennent respectivement que 5,3 % et 10,6 % des fonds ³.

¹ Cf. les tableaux 3 et 4 de « La política económica... », op. cit., p. 185, qui indiquent clairement que la diminution du rendement par ouvrier est surtout sensible si l'on envisage la production de minerai fin. Par contre, en termes de quantités brutes, la tendance à la baisse est loin d'être générale : citons à titre d'exemple l'augmentation rendement ouvrier à Catavi en 1955, par rapport à 1950 ; à noter cependant que cette mine connaît un net déclin en 1959.

² Plan triangulaire ou, plus précisément, Plan de réhabilitation de la mine nationalisée, promulgué par le Décret suprême du 31 août 1961.

³ Cf. « La política económica... », op. cit., p. 187, tableau 6 ; cet article reprend les données d'un texte miméographié du Secrétariat national de planification et coordination : *Diagnóstico preliminar del sector minería*.

La répartition des ressources dans le Plan triangulaire montre qu'il s'agit moins d'amorcer le redressement à long terme de l'industrie minière – exploration et fonderies – que de remédier au problème le plus immédiat, soit l'augmentation constante du coût d'exploitation dans les principaux centres d'extraction du pays. Orientation qui prend toute sa signification si elle est mise en relation avec l'évaluation des réserves et l'espérance de survie des principales mines de la COMIBOL, telles qu'établies dans les documents du Plan triangulaire : les gisements de Catavi et de Huanuni, d'où provient plus de la moitié de la production de la COMIBOL, n'en auraient plus que pour dix et une ou deux années d'existence, respectivement ; la durée prévue pour les autres principales mines de la COMIBOL est de trois ans pour Chorolque, deux pour Colquiri et un pour Tasna¹.

En réalité, la phase d'exploration prévue dans le plan devait commencer après qu'ait été réglé, dans une première étape, le problème de la détérioration de l'équipement et, dans une seconde, celui de la restructuration administrative (et des problèmes de main-d'œuvre qui s'y rattachent), ainsi que du développement de la machinerie. La troisième phase débutera en 1967, après l'effondrement du M.N.R., et elle se serait traduite par un accroissement des réserves d'étain de 100 000 tonnes fines, par rapport à 1961². Or, une comparaison des résultats de ces recherches de prospection avec l'objectif poursuivi d'une production annuelle de 22 000 tonnes fines permet d'en dégager la modestie.

b) Dépendance et stratégie de développement

[Retour à la table des matières](#)

Le Plan triangulaire donne une idée des orientations de la politique économique suivie par le M.N.R. après une dizaine d'années de pouvoir, sous la pression de l'aide financière étrangère. Tout semble indiquer que, en dépit des déclarations officielles, la stratégie de diversification économique n'accorde pas une place centrale au secteur minier : les années de survie de celui-ci sont plus ou moins comptées et, s'il convient de le renflouer et de le rentabiliser dans l'immédiat, il n'est

¹ Cette estimation contenue dans le Rapport préliminaire du Plan triangulaire a été effectuée en 1960 par Salzgitter et Houston et est citée dans Alberto del CASTILLO CRESPO, « Las industrias ... », op. cit., p. 103, tableau 1.

² *Ibidem*, p. 104.

pas envisagé d'augmenter sensiblement la part des minerais autres que l'étain, comme le zinc ou le cuivre, ni de développer les fonderies en territoire national ¹.

Dès février 1953, dans son discours déjà cité au IV^e Congrès de son parti, Victor Paz Estenssoro préconise la diversification de la production et l'installation de fonderies dans le pays. En 1964, dans son allocution du 17 janvier devant les délégués au IX^e Congrès du M.N.R., ce même Président évoque la création de fonderie comme une étape nouvelle et vitale, mais il ne révèle aucune mesure concrète allant dans ce sens ². Cette omission n'est pas fortuite : Estenssoro n'espère plus que les mines nationalisées produisent des bénéfices. Comme il le souligne par ailleurs, ses objectifs sont plus modestes : éviter les pertes dans ce secteur afin que « ne s'y engloutissent plus les capitaux additionnels que l'on pourrait destiner à d'autres œuvres de développement et que l'on a injectés dans les mines nationalisées » ³.

Confronté à la nécessité politique de réaffirmer la priorité du développement des mines et des fonderies, tout en poursuivant dans les faits une stratégie d'investissements axée sur le pétrole et l'agriculture industrielle, et tout en refusant les ouvertures de crédit des pays de l'Est en vue de la création de hauts fourneaux, le M.N.R. se réfugie derrière un préalable : toute décision doit s'appuyer sur une recherche rigoureuse. C'est là qu'en sont les choses le 3 avril 1963, de l'aveu même de Guillermo Bedregal ⁴.

Mais les arguments les plus révélateurs de l'attitude du Pouvoir sont sans doute contenus dans une lettre par laquelle la COMIBOL fait part de sa réaction à un

¹ Pour une critique de la politique minière et économique du M.N.R., voir Julio GARRETT AILLON, *La diversificación minera como base del desarrollo nacional*, Universidad Técnica de Oruro, Departamento de Extensión Cultural (Sección Publicaciones), 1964, spécialement pp. 20 et ss. Considérant que la priorité accordée à la mine est celle qu'on accorde à un malade en danger de mort, mais qu'il ne s'agit nullement d'établir l'activité minière comme fondement de l'industrialisation, l'auteur esquisse une stratégie de développement axée sur les fonderies de minerais non-ferreux, la métallurgie et les activités annexes, ainsi que la création d'une industrie chimique. (Cf. pp. 42-43).

² Victor PAZ ESTENSSORO, *La revolucion....* op. cit., p. 50. Rappelant que la Bolivie est le seul grand producteur d'étain au monde à ne point disposer de ses propres fonderies, le Président, qui épuise la question en un seul paragraphe, conclut avec emphase : « Posséder une fonderie d'étain, dans le pays, c'est là un objectif vital, et il doit être inclus parmi les consignes immédiates de lutte du parti ». Quant aux objectifs ou aux projets du gouvernement en la matière, ils ne sont pas autrement précisés.

³ *Ibidem*, p. 47. C'est moi qui souligne.

⁴ Conférence du 3 avril 1963, prononcée au cours d'un forum politico-économique organisé par la Cellule centrale des avocats du M.N.R., et intitulée *Economía nacional y defensa de Latinoamérica*, (La Paz, 1963). L'orateur croit « que s'est clarifiée récemment (...) la possibilité d'effectuer dans un proche avenir et de façon certaine une recherche rigoureuse (...) susceptible de résoudre de façon définitive la question des fonderies d'étain au pays » (p. 29).

projet de loi présenté par le sénateur Frederico Alvarez Plata ¹. En résumé, dans le but d'encourager l'installation de hauts fourneaux, le Sénateur propose un régime fiscal généreux et l'exemption des redevances à l'exportation pour les fonderies établies ou à créer dans le pays ; le projet pose également l'obligation pour la COMIBOL de fournir mensuellement soixante tonnes fines d'étain à deux fonderies nationales ; enfin, il est stipulé que l'exportation du minerai ne devra pas s'effectuer au préjudice des entreprises de concentration ou des fonderies sises en Bolivie.

Dans sa réaction à ce projet de loi, la COMIBOL admet qu'elle ne peut opposer aucune étude sérieuse sur les bénéfices économiques qui résulteraient de l'installation de hauts fourneaux ; la Corporation minière ne prétend à rien d'autre, par conséquent, qu'à informer le Sénat de son « expérience amère » en ce qui concerne la commercialisation du minerai par les fonderies nationales. Après avoir souligné les difficultés financières des entreprises de métallurgie bolivienne et leur endettement, la COMIBOL calcule la perte de revenus que ses ventes à la Fonderie d'étain d'Oruro lui ont fait subir, en comparant les résultats pécuniaires de cette opération avec ceux qu'elle aurait obtenus si elle avait transigé avec la Williams Harvey and Co. établie au Royaume-Uni.

C'est sur la base de cette évaluation quelque peu simpliste que sont tirées deux conclusions capitales : tout d'abord, il est dangereux de maintenir une industrie artificielle, car on compromet de la sorte l'avenir économique de la COMIBOL ; ensuite, c'est le Plan de réhabilitation de la mine nationalisée lui-même qui serait affecté par l'adoption d'un tel projet de loi, dans la mesure où ce plan vise, dans une première phase, à éliminer les déficits, et où toute mesure qui irait à l'encontre de cet objectif susciterait une « méfiance justifiée des gouvernements amis et des institutions bancaires qui ont promis leur assistance financière dans la tâche difficile de sauver la mine nationalisée » ².

L'esprit de « rationalité » et d'ouverture aux capitaux étrangers, privés ou publics, dont s'inspire le Plan triangulaire se retrouve d'ailleurs dans tout un éventail de mesures et projets, au début des années soixante. Le Plan triangulaire est, en effet, promulgué par le Décret suprême du 31 août 1961. Il précède de peu le Plan de développement économique et social 1962-1971, appelé aussi Plan décennal, qui s'inscrit dans la même problématique : les réformes administratives envisagées dans ce dernier vont de la réforme de l'impôt, des banques et du budget (à établir par

¹ La lettre adressée aux Sénateurs par la COMIBOL est datée du 23 novembre 1962. Le projet de loi du Sénateur Alvarez Plata porte la date du 22 novembre 1962. On trouvera copie de ces deux documents dans « Informe del. H. Senado Nacional sobre el proyecto de hornos de fundición en el país », *Revista de la Facultad de Economía* (Universidad Técnica de Oruro, Departamento de Extension Cultural), mars 1963, pp. 291-304.

² « Informe del H. Senado » ... op. cit. cf p. 304.

programmes), jusqu'à la réorganisation des entreprises d'État et de l'administration publique ; la réalisation de ces objectifs est ouvertement subordonnée à l'apport de capitaux étrangers. Ce n'est donc pas une simple coïncidence si ce Plan décennal, élaboré par l'Office (Junta) national de planification avec l'assistance d'organismes internationaux, correspond à peu près, chronologiquement, à la promulgation, le 16 décembre 1960, d'une Loi de promotion et d'encouragement aux investissements ¹.

3. Bilan et perspectives de la nationalisation

[Retour à la table des matières](#)

Après plus de dix années de gouvernement du M.N.R., la nationalisation des principales ressources économiques du pays n'aura donc pas permis d'atteindre les principaux objectifs pour lesquels elle avait été envisagée : conçue par le M.N.R. dans une perspective de reprise en main des richesses nationales et justifiée par un projet de développement intérieur, la mine n'a finalement contribué à la diversification de l'économie que dans une assez faible mesure et au prix de son propre développement. Arraché à une oligarchie peu identifiée au devenir de la nation et soustrait, en principe, à une domination étrangère incarnée par cette minorité, le secteur nationalisé des mines a survécu grâce à une poignée d'États capitalistes et à une institution financière internationale dont l'autonomie à l'égard de ces derniers est restreinte.

Situation paradoxale, si l'on se réfère aux préventions habituelles du capital international à l'égard des entreprises d'État et notamment, en ce qui concerne la Bolivie, envers l'industrie nationalisée du pétrole (Y.P.F.B.) : dans ce dernier secteur, faute de pouvoir obtenir des fonds dans le cadre du monopole de la société d'État, le gouvernement fera approuver une loi très favorable aux investisseurs privés, qui sera à l'origine du développement très rapide des activités de la Gulf dans le pays ². Néanmoins, le paradoxe du soutien des mines par le capital

¹ Ley de fomento y estímulo a las inversiones. Le texte de cette loi, ainsi qu'un résumé des principaux points du Plan décennal et un « guide de l'investisseur » sont réunis dans une publication du ministère de Economía Nacional, Comité/Nacional de Inversiones, *Perspectivas que ofrece Bolivia al inversionista*, La Paz, 1962. À noter que l'article 1 de la loi exclut de son champ d'application les investissements dans les exploitations minières et pétrolières, soumis à des normes particulières.

² Le M.N.R. donne force de loi au Code Davenport du pétrole en 1956. Il faut noter que les institutions parlementaires sont à ce moment dominées par le Secteur de gauche du M.N.R. (lechiniste), lequel approuve cette loi favorable aux investissements étrangers ; il est vrai que les transferts de fonds de la mine vers le pétrole et les travaux de prospection pétrolière réalisés

international est plus apparent que réel ; car la nationalisation n'a pas détruit le lien de dépendance, et la faillite de l'industrie extractive, jointe au caractère irremplaçable de celle-ci à court et à moyen terme, offrent même une occasion nouvelle de pénétration et d'influence étrangères. L'aide destinée au renflouement de la mine nationalisée devient un mécanisme privilégié pour imprimer au développement bolivien des orientations, des priorités, et pour y adapter les institutions sociales et bientôt politiques du pays. Comment, en effet, la « rationalisation administrative » qui conditionne le crédit pourrait-elle s'accommoder du Contrôle ouvrier ou d'un syndicalisme qui, en plus d'être politisé, est suffisamment puissant pour s'opposer à la réduction des avantages sociaux de ses membres, ou encore au licenciement de mineurs surnuméraires (parmi lesquels, semble-t-il, un certain nombre de travailleurs atteints de maladies professionnelles) ?

Il apparaît clairement que, sous le M.N.R., la nationalisation des mines, envisagée sous l'angle du développement, de la dépendance ou des rapports sociaux, ne réalise pas ses objectifs explicites. Malgré l'instauration, au début du régime, d'un contrôle national sur le procès d'extraction, le gouvernement ne parvient, par la suite, ni à fondre le minerai sur son territoire ni à multiplier ses partenaires commerciaux (essentiellement anglais et américains). L'échec économique du secteur nationalisé rétablit d'ailleurs l'influence étrangère à ce même stade primaire de la production, par le canal de l'aide financière et technique ; le pouvoir de l'oligarchie est détruit, mais comme naguère le poids politique, économique et culturel des États-Unis s'exerce dans les activités les plus diverses et les plus essentielles du pays.

Les dernières années du régime marquent déjà un certain recul du contrôle étatique sur l'économie : les mesures d'encouragement aux investisseurs, ainsi que l'abolition, en 1961, du monopole d'exportation détenu par la Banque minière sur le minerai extrait dans les « mines moyennes »¹ ou encore les déficiences

grâce à ceux-ci avaient abouti à des résultats assez décevants. Quand enfin, en 1962, l'USAID accorde des crédits à l'Y.P.F.B., société d'État du pétrole, les sommes effectivement débloquées sont nettement insuffisantes pour que le secteur nationalisé puisse espérer contrecarrer le dynamisme envahissant de l'entreprise étrangère. Sur le Code du pétrole (ou Code Davenport), et notamment la libération de tout impôt pour 27 % de la valeur brute de la production, en raison d'un « facteur d'épuisement » (*factor de agotamiento*) guère défini dans la loi, cf. l'article d'un ancien gérant de l'Y.P.F.B., Enrique MARIACA BILBAO, « El petroleo no debe enajenarse », *Espartaco*, juillet 1964, no 8, pp. 3-10. Sur les besoins de capitaux de l'industrie pétrolière et sur le rôle de l'aide américaine en la matière. cf. Manuel MARELLA, « Hacia una verdadera defensa de Y.P.F.B. », *Espartaco*, avril 1964, no 5, pp. 55-64.

¹ Les inconvénients graves suscités par la politique de la Banque minière envers les mines privées seront évoqués notamment par les syndicats. Un rapport de la Commission des affaires économiques de la XVI^e Conférence minière, adopté en session plénière le 5 décembre 1964, attribue la fermeture de nombreuses mines aux retards dans les paiements de cette banque et au prix excessif des matériaux, explosifs et outillages vendus à la mine privée. Les insuffisances de la politique de développement de la Banque minière sont reliées, dans ce rapport, au manque

gestionnaires minent le secteur public et finissent par restreindre de façon significative la part de ce dernier dans les principales branches de la production minière. La progression de l'entreprise privée, déjà signalée à propos du pétrole, est sensible aussi dans l'étain, le zinc et le cuivre, mais non dans le plomb cependant ; l'ampleur du mouvement est telle qu'en 1965 l'entreprise privée domine dans la production du cuivre et du zinc, alors que la COMIBOL y était nettement prépondérante en 1952 ¹. La privatisation de l'économie, et le contrôle étranger qui l'accompagne souvent, sont déjà amorcés sous le M.N.R., bien qu'il revienne aux gouvernements militaires postérieurs d'avoir porté les coups les plus rudes à un secteur public passablement discrédité.

C. L'aide étrangère : influence, incitations, conditions

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de la politique économique du M.N.R. et de son évolution gagne beaucoup à être replacée dans le contexte de la Conférence de Punta del Este, tenue en 1961, et des modifications qui s'y expriment en ce qui a trait à la conception de l'aide et de ses finalités. Les objectifs de l'Alliance pour le progrès, définis dans la Déclaration aux peuples d'Amérique et la Charte de Punta del Este ² forment une sorte de modèle opposable à celui de la révolution castriste, et des fonds considérables doivent permettre aux États latino-américains d'inscrire des projets de développement économique et social à l'intérieur de ce cadre général. De fait, l'existence de l'Alliance a eu des effets non négligeables sur l'ampleur, les

de capitaux (rapport ronéotypé, p. 1). Signalons à ce propos qu'un certain nombre de petites mines sont exploitées par d'anciens mineurs de la COMIBOL.

¹ En 1952, l'entreprise privée produit 7 000 tonnes d'étain sur un total de 34 300 tonnes ; en 1965, sa part s'élève à 7 900 tonnes sur un total réduit à 24 400 tonnes d'étain. Pour le zinc, la production privée s'élève à 5 600 tonnes pour un total de 30 900 tonnes, en 1952 et à 9 600 tonnes pour un total de 13 600 tonnes en 1965. Le secteur privé produit 500 tonnes de cuivre sur 4 600 des 4 700 tonnes. Cf. le tableau synoptique établi par James M. MALLOY et Richard S. THORN, (*Beyond...* op. cit., pp. 378-379, Appendice, tableau 6), sur la base de statistiques de l'U.S.A.I.D. en particulier.

² Sur ces objectifs on peut consulter notamment la « Déclaration aux Peuples d'Amérique et La Charte de Punta del Este », Notes et études documentaires, 30 avril 1962, no 2882, pp. 6-7 et 8-15. Pour une critique des résultats de l'Alliance pour le progrès par un de ses partisans déçus, cf. Edouardo FREI MONTALVA, « The Alliance that Lost Its Way », *Foreign Affairs*, avril 1967, pp. 437-448.

orientations et la forme de l'assistance américaine à la Bolivie et, par là, sur la politique gouvernementale.

Alors que le montant du programme américain d'aide à la Bolivie s'établit à 22,6 millions de dollars en 1959 et à 14,9 millions en 1960, il s'élève à 33,7 et 34,6 millions en 1961 et 1962, pour atteindre 52,9 et 73,4 millions en 1963 et 1964 ¹. Une comparaison de la répartition de cette assistance durant les périodes 1952-1961 et 1962-1966 révèle une tendance à l'augmentation des ressources affectées aux postes économiques et administratifs (respectivement 56,5 % et 12,1 % du total au lieu de 47,2 % et 5,4 %) et tout particulièrement des prêts pour le développement : 28,8 % au lieu de 2,6 % seulement ². Par contre, la baisse est sensible dans le soutien budgétaire, qui passe de 31,4 % à 21,1 % du total de l'aide, et dans les services sociaux (éducation, santé, etc.), réduits de 16 % à 10,3 % ³.

Ces changements dans la répartition de l'aide traduisent bien la manière dont les objectifs fondamentaux définis dans la Charte de Punta del Este seront appliqués à la situation particulière de la Bolivie : primat aux projets de nature économique et au renforcement des institutions privées et publiques. Par ailleurs, la diminution, en termes relatifs et même absolus, des fonds destinés au soutien du budget de l'État bolivien correspond à la tendance générale de l'Alliance à substituer les prêts aux dons et, par là, à encourager des projets déterminés, qui soient susceptibles d'être négociés ⁴ par les représentants de l'U.S.A.I.D. et qui leur assurent, en fait, un certain contrôle financier sur l'utilisation effective de l'aide.

En Bolivie même, les structures et instruments requis par l'Alliance pour l'application de sa nouvelle stratégie d'aide sont instaurés sans délai : Plan décennal et

¹ Cf. Cornelius ZONDAG, *The Bolivian Economy 1952-65. The Revolution and its Aftermath*, New York, Frederick A. Praeger, 1966, p. 192, tableau 14. Les données recueillies par l'auteur proviennent de l'U.S.A.I.D.

² Cf. James W. WILKIE, *The Bolivian Revolution and U.S. Aid Since 1952 : Financial Background and Context of Political Decisions*, Los Angeles, University of California Press, 1969, p. 10, tableau 3.

³ *Ibidem*, Les tendances qui se dégagent de cette analyse fonctionnelle de l'A.I.D. ne sont pas infirmées si on y ajoute le budget des Peace Corps, l'assistance militaire ou les crédits de la Export-Import Bank. Signalons seulement que l'assistance militaire passe de \$U.S. 800 000 avant 1962 à \$U.S. 12 000 000 entre 1962 et 1966 ; quant au Corps de la paix, son budget, inexistant dans la première période, s'élève à \$U.S. 8 900 000 entre 1962 et 1966. Cf. James W. WILKIE « Public Expenditure Since 1952 », ds James M. MALLOY, Richard S. THORN, *Beyond...* op. cit., pp. 217-231, spécialement p. 223, tableau 3.

⁴ Teresa HAYTER, *Aid As Imperialism*, Harmondsworth, Middlesex, Penguin Books 1974, spécialement pp. 87-88. L'auteur utilise des documents aux fins de discussion, où les responsables de l'A.I.D. insistent sur le rôle d'incitation des représentants de l'Agence et sur les techniques utilisables à cet effet lors de la négociation de l'aide courante avec les autorités locales. Cette incitation (*leverage*), qui porte sur des mesures précises, doit être distinguée de l'influence, qui concerne des politiques plus générales du pays.

organes de l'appareil d'État chargés de la planification ¹ ; en outre, le Plan décennal comprend, parmi ses objectifs, l'établissement d'un budget par programme. Cependant, le gouvernement éprouve certaines difficultés à s'adapter aux nouvelles règles du jeu, dont il conteste parfois l'application, comme en font foi plusieurs déclarations officielles du ministre de la Planification, Roberto Jordan Pando ². Un de ces griefs concerne les lenteurs dans le déblocage des fonds, imputables pour Pando à une exigence excessive de rigueur technique dans les projets ; en effet, selon lui, la plupart des pays latino-américains seraient en mesure d'élaborer un plan de développement, mais ils manqueraient encore de projets spécifiques ³.

Cette rigidité dans les mécanismes d'aide instaurés par l'Alliance est traitée à diverses reprises dans les discours du Ministre et comporte à ses yeux deux conséquences importantes : tout d'abord, le financement obtenu est insuffisant en volume et les fins qui lui sont assignées ne sont pas celles du gouvernement ; d'où la nécessité d'accroître les fonds spéciaux ou d'urgence, moins axés sur la rentabilité que les fonds ordinaires et qui complèteraient ces derniers grâce à leur souplesse et leur meilleure adaptation à la situation de sous-développement. Le second effet de la rigidité concerne les incidences de l'aide sur la planification nationale ; en réalité, les pays latino-américains ne fixent plus leurs objectifs de développement, car l'aide et les normes sévères qui président à son attribution tendent à rendre purement nominale la détermination par l'État des objectifs de développement à long terme, et concourent à transformer les plans à court terme en de simples programmes d'investissements.

Cependant ces difficultés ou ces divergences n'empêchent pas le gouvernement bolivien de prendre des décisions politiques conformes aux objectifs généraux de l'Alliance et, sans doute, à bon nombre d'« incitations » spécifiques de l'U.S.A.I.D. dans le cadre de la négociation de l'aide. Au dossier de ce réajustement global de la politique du M.N.R. – Code des investissements, réforme de la COMIBOL, etc. ... – ajoutons simplement l'exemple de la Sécurité sociale ; celui-ci éclaire assez bien l'angle sous lequel le pouvoir aborde les problèmes sociaux dans la conjoncture politique et économique des années soixante. Une première constatation : la question de la Sécurité sociale est omise dans le Plan décennal. Par contre, en conformité avec l'objectif du renforcement des institutions publiques, proposé par

¹ Conseil national de développement économique et social, dirigé par le chef de l'État ; ministère de la Planification et de la coordination : Service national de la coordination et planification.

² Cf. *Latinoamérica y la Alianza para el Progreso*, La Paz, Secretaria nacional de planificación y coordinación (sans date). Cette brochure de 56 pages contient trois discours du Ministre PANDO : les uns à la troisième et quatrième réunion de l'Assemblée des Gouverneurs du B.I.D. (Buenos Aires, avril 1962, et Caracas, avril 1963), l'autre à la réunion du Conseil interaméricain économique et social (C.I.E.S.), à Sao Paulo, en novembre 1963.

³ *Ibidem*, pp. 49-50 (Discours de Sao Paulo, en novembre 1963).

l'Alliance, le gouvernement entreprend en 1962 une réorganisation administrative de la C.N.S.S., ou Caisse nationale de sécurité sociale¹. L'organisation de celle-ci est simplifiée au niveau de la direction : le Conseil d'administration, qui comprenait des représentants de l'État, des chambres patronales et des travailleurs de tous les secteurs assurés, et qui désignait les membres du Conseil exécutif de la C.N.S.S., est supprimé au profit d'un Directoire, sorte de Conseil exécutif renforcé. La représentation des travailleurs salariés reste importante dans le Directoire : quatre membres de ce dernier sont choisis par la C.O.B., alors que l'entreprise privée et le secteur nationalisé obtiennent chacun un siège et que l'État s'en réserve trois².

Bref, la C.N.S.S. se voit dotée d'un organe de direction susceptible de mettre un peu d'ordre dans l'administration et la gestion de la Sécurité sociale³ ; de leur côté, les syndicats conservent une participation importante dans le Directoire de la Caisse. Mais le temps des grandes réformes sociales est révolu : la tendance est à la rationalité administrative et à l'épargne et, dans la meilleure des hypothèses pour le syndicalisme ouvrier, à la conservation de l'acquis.

Cependant, ce ne sont pas seulement les objectifs généraux de l'Alliance pour le progrès qui infléchissent les politiques du gouvernement bolivien. Ainsi le Décret suprême du 22 août 1963 oblige à importer exclusivement des États-Unis une série

¹ Decreto Supremo, 11 juillet 1962, publié notamment in *Revista Boliviana de Seguridad Social*, jan.-mars 1963, no 1, pp. 151-162. Le Code de Sécurité sociale a été promulgué le 14 décembre 1956 ; il annule les régimes antérieurs, de caractère essentiellement dispersé, et couvre en principe les risques professionnels, la maternité, la maladie, l'invalidité, la vieillesse et la mort. C'est l'employeur qui retient les cotisations à la source et est censé les verser chaque mois à la Caisse, accompagnées de sa propre participation et des feuilles de paye. Les cotisations des travailleurs représentent 7,5 % de leur salaire, tandis que les patrons versent une part correspondant à 31 % de ces salaires et que l'État effectue un apport équivalent, en 1962, à 5 % des gains des assurés. On a déjà évoqué les nombreuses fraudes dues à un manque de contrôle ; d'autre part, le paiement peut s'effectuer après la présentation de la feuille de paye, ce qui complique la perception et occasionne des retards. Parmi les entreprises récalcitrantes, on peut relever la COMIBOL, qui doit à la Caisse la plus grande partie des versements prévus par la loi. Sur ce dernier point cf. le rapport de l'O.I.T., effectué par Peter THULLEN et publié dans la *Revista Boliviana de Seguridad Social* (jan.-mars 1963, no 1, pp. 73-150) : « Informe sobre la Seguridad Social en Bolivia », spécialement pp. 119-121. L'auteur signale encore que seule 213 des 800 entreprises minières privées inscrites à la Caisse ont cotisé en novembre 1959 (*ibidem*). Pour une synthèse des dispositions juridiques relatives à la Sécurité sociale, cf. ce même Rapport THULLEN, ou Ramiro BEDREGAL ITURRI, « Sintesis de la Seguridad Social boliviana », *Revista Boliviana de la Seguridad Social*, jan.-mars 1963, no 1, pp. 5-14.

² Lorsque le Statut Organique antérieur était en vigueur, les représentants des travailleurs occupaient trois des six sièges du Conseil exécutif, et ils étaient au nombre de treize, sur un total de trente membres, au Conseil d'administration. Cf. Peter THULLEN, « Informe... », op. cit., p. 88 et ss. et le Décret suprême du 11 juillet 1962, art. 1.

³ Dans son rapport déjà cité Peter THULLEN mentionne notamment l'inexistence d'un contrôle sur le respect de la loi par les employeurs, la pléthore du personnel administratif, le recrutement arbitraire du personnel et les fonctions indéterminées d'une partie de celui-ci, l'enchevêtrement des services... Détail révélateur, la C.N.S.S. ne fournit pas une feuille de paye complète de ses propres employés (*passim* et p. 85).

d'articles destinés à la consommation courante ou à la production ¹. Or, une décision de cette nature, qui affecte à la fois l'industriel et le consommateur boliviens, s'explique difficilement en dehors des marchandages et pressions auxquels l'aide étrangère donne lieu.

En conclusion, il semble que la situation économique précaire de la Bolivie ait amené le gouvernement d'Estenssoro à aligner sa stratégie de développement sur les conceptions américaines, tout particulièrement à partir de 1961, au détriment des impératifs de politique intérieure. L'aide allouée dans le cadre de l'Alliance pour le progrès a constitué un mécanisme tellement important dans la définition des politiques concrètes du gouvernement que certaines d'entre elles, particulièrement coûteuses aux points de vue du développement économique et du niveau de vie, ne peuvent être comprises que dans le contexte des négociations sur le montant de l'aide, ses finalités et ses conditions.

D. Le M.N.R. victime de ses politiques

1. Du renversement des alliances à la fin du régime

[Retour à la table des matières](#)

L'évolution de la politique économique et sociale du M.N.R. détermine la disparition de ce parti en tant qu'instrument d'intégration, au moins partielle, des forces capables de gouverner le pays. La scission et l'opposition du courant lechiniste, l'accession du militaire Barrientos à la Vice-présidence de la République, le soutien de plus en plus sollicité des masses paysannes et de leurs organisations comme contrepoids à l'hostilité du mouvement ouvrier, autant de phénomènes qui traduisent le renversement des alliances à la fin du régime du M.N.R. Or, à l'intérieur de la nouvelle coalition de forces sociales qui se dessine et dans le cadre des orientations qui la caractérisent, le M.N.R. n'est plus prépondérant et, dans une certaine mesure, il constitue un frein à la « rationalisation » des institutions et à l'aide qui lui est liée. En effet, Estenssoro et son parti peuvent difficilement se défaire de tout l'héritage institutionnel de la révolution de 1952, notamment en ce qui concerne le rôle de l'État et de ses appareils dans le développement, au maintien

¹ Art. 5 du Décret suprême du 22 août 1963. Cf. à ce propos Juan PEREZ S., « Balance de la 'Alianza para el Progreso' en Bolivia », *Espartaco*, mai 1964, no 6, pp. 61-65. La liste contient de nombreux articles d'alimentation (lait, viande, sucre...), divers types de minéraux, les produits chimiques, le textile (équipement compris), le matériel électrique, les véhicules et tracteurs Diesel.

desquels sont d'ailleurs liés les intérêts de toute une clientèle politique ; de plus, le M.N.R. conserve malgré tout une certaine retenue dans ses conflits avec le mouvement ouvrier, alors que, pour sa part, le syndicalisme tant décrié voit sa cohésion renforcée par l'entrée dans l'opposition du courant lechiniste.

Aux yeux des travailleurs organisés, le M.N.R. apparaît incapable d'assurer la protection et le développement des conquêtes sociales de la Révolution ; pour les tenants de la politique de « rationalisation » et d'ouverture aux capitaux étrangers, il est empêtré dans ses ambiguïtés et ses hésitations à réprimer ouvertement le mouvement ouvrier. Bref, il disparaît comme appareil de cohésion et d'intégration de la société. L'armée, d'abord sollicitée par Estenssoro comme force d'appoint, saura bientôt se défaire d'un partenaire devenu gênant et prend directement en charge le gouvernement de la nation.

Rien n'illustre mieux l'effritement du pouvoir intégrateur du M.N.R. par rapport aux différentes forces sociales, que la coalition d'intérêts opposés qui met un terme à son gouvernement, en novembre 1964 : le Général et Vice-président Barrientos profite d'une agitation sociale, amorcée par les maîtres et les étudiants et qui tend à faire tache d'huile, pour se porter à la tête du mouvement populaire et aider celui-ci à renverser le gouvernement. Quant aux dirigeants paysans, ils observent généralement une attitude d'expectative et de temporisation qui leur évitera, lorsque le pouvoir tentera de les mobiliser, d'intervenir massivement dans le conflit. C'est finalement dans l'indifférence ou l'hostilité déclarée que s'écroule le M.N.R., malgré la résistance de sa milice, pilonnée par l'aviation.

2. Politique partisane et contradictions de l'alliance de classes

[Retour à la table des matières](#)

On a vu, dans le chapitre précédent, comment a échoué la tentative du Parti d'imposer un cadre idéologique à ses différentes fractions et à leurs organisations ; il apparaît maintenant que cette carence correspond à l'incapacité de plus en plus évidente du M.N.R. de consolider l'unité de ses fractions grâce à la poursuite d'une politique de développement compatible avec les revendications sociales de la classe ouvrière organisée, ainsi qu'avec le progrès de l'émancipation nationale.

Dans l'agriculture, l'accession de nombreux petits paysans à la terre et l'abolition des multiples obligations quasi serviles antérieures à la Révolution ne seront

jamais remises en question par le régime ; mais ces modifications dans les rapports de production sont néanmoins complètement dissociées des projets de développement. Une disjonction du même type se produit entre, d'une part, la politique de développement industriel, orientée en fait vers l'expansion du secteur pétrolier, et, d'autre part, les divers avantages et droits conquis par les travailleurs des mines, grâce à une conjoncture politique très favorable dans une société où la plupart des institutions ont été détruites ou ébranlées par la Révolution. Mais, contrairement à ce qui se passe dans l'agriculture, le décalage de l'économique et du social rend rapidement insupportables à certains groupes sociaux les droits collectifs et les avantages des mineurs ; car l'étain occupe une place prépondérante, dans les exportations et la baisse de la production du minerai coïncide avec l'accroissement du pouvoir syndical. Un peu comme au temps de l'oligarchie, où l'opposition stigmatisait le « super-État minier », l'aile droite du M.N.R. ne répugne pas, dans les dernières années du régime, à évoquer le « super-État syndical ». Il est, en effet, d'autant plus facile de présenter les conquêtes sociales des mineurs comme des privilèges abusifs qu'elles n'apparaissent pas comme la contre-partie d'une contribution particulière au développement.

La contradiction entre l'étendue des droits syndicaux dans les mines et le déclin marqué de ce secteur de la production est d'autant plus aiguë que la vente du minerai reste, malgré tout, la source principale de devises étrangères. À la limite, le Pouvoir peut, pour des raisons d'équilibre politique, tolérer la stagnation de la production agricole traditionnelle ; dans les mines, le redressement est vital pour le pays. La contradiction finit par éclater lorsque, pour obtenir les investissements rendus nécessaires par la décapitalisation des exploitations minières, le gouvernement – et les experts étrangers qui le conseillent – dévoile son projet de « rationalisation ». Celui-ci contient en germes la destruction de l'alliance de classes organisée par le M.N.R., dans la mesure où le plan semble renoncer à toute stratégie de développement axée sur l'industrie de l'étain et où la rentabilisation de l'industrie d'extraction s'effectue au détriment de la fraction la plus concentrée et la plus combative du mouvement ouvrier. Par contre, la croissance agricole s'est réalisée, comme on l'a déjà montré, dans les articles « industriels » (riz), mais aussi en dehors de toute politique de rationalisation et de toute charge pécuniaire pour la masse des petits agriculteurs produisant pour le marché intérieur et, surtout, pour la subsistance de leur famille.

À la fin du régime, la conjoncture est telle qu'il n'est plus possible au parti de réaliser quelque objectif de croissance sans renforcer le lien de dépendance et sans se heurter à la plus puissante organisation syndicale du pays : la Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (F.S.T.M.B.). Dans ces conditions, le passage dans l'opposition de Lechin et de ses partisans devient inévitable. Une pièce essentielle de l'articulation des forces sociales disparaît et tout le jeu politique

en est perturbé : par son poids prépondérant dans les structures syndicales, le secteur de gauche du M.N.R. constituait la cheville de l'alliance de classes, l'élément organisationnel reliant le mouvement ouvrier à la fraction petite-bourgeoise du parti ; par l'intermédiaire de Lechin, le M.N.R. exerçait, en effet, un certain contrôle sur le syndicalisme ouvrier ou parvenait au moins à en canaliser les actions.

Car, si le mouvement ouvrier retire bien certains avantages de l'intégration d'une de ses branches au parti au pouvoir, il reste qu'en dernière analyse, sur toutes les grandes décisions de politique économique, le secteur de gauche du M.N.R. se rallie à la ligne tracée par Estenssoro. À cet égard, seule la tactique varie : opposition plus verbale qu'active ou attitude d'expectative suivie, une fois l'opération irréversible, d'une critique et d'un désaveu. Telle est, sous le régime, la réaction de la branche lechiniste du syndicalisme ouvrier, tant en ce qui concerne l'indemnisation des grands propriétaires miniers, qu'envers la dénationalisation du pétrole ou le Plan triangulaire.

3. Déclin du M.N.R. et émergence d'un régime à prépondérance militaire

[Retour à la table des matières](#)

L'effondrement de la base ouvrière du M.N.R. pèse donc lourd dans le rapport des forces et elle ouvre la porte à une éventuelle conjonction tactique des oppositions de gauche et de droite. Le gouvernement devient, par le fait même, largement dépendant de l'armée. Mais comment cette dernière accepterait-elle longtemps de soutenir un parti incapable d'intégrer les forces sociales nécessaires à la définition d'une politique quelconque, un parti impuissant à entreprendre les réformes et le redressement institutionnels attendus par les militaires, et à restaurer l'autorité de l'État ? Le rôle grandissant de l'armée dans le maintien de l'ordre entraîne, en effet, certains de ses éléments à envisager une participation de plus en plus directe aux décisions politiques. Une participation qui concerne d'abord certains cadres militaires politisés mais qui évolue graduellement vers une véritable occupation du pouvoir par l'armée en tant qu'institution. Ce sera d'abord l'accession de Barrientos à la Vice-présidence, puis son coup d'État appuyé par une partie de l'armée, enfin la coprésidence des Généraux Barrientos et Ovando. Or, si Barrientos constitue une personnalité à la fois politique et militaire¹ Ovando, par contre, représente les

¹ Non seulement Barrientos a été élu à la Vice-présidence comme colistier de Paz Estenssoro, mais il tentera, après son coup d'État, d'asseoir son autorité sur un parti de masse. Barrientos

forces armées comme institution. L'Ordre nouveau du Général Banzer et l'institutionnalisation du pouvoir militaire constituent, dix ans après la chute du M.N.R., l'aboutissement de cette tendance.

La rupture de l'alliance nationaliste-populaire et la fin du rôle intégrateur tenu par le M.N.R. dans l'organisation de celle-ci entraînent le Parti dans un processus d'éclatements successifs. Une première sécession s'était déjà produite en 1960, lorsqu'une fraction de droite, hostile au pouvoir syndical et dirigée par Walter Guevara Arze, forma le Mouvement nationaliste révolutionnaire authentique (M.N.R.A., ou aussi P.R.A.)¹. Quelque quatre ans plus tard, la défection beaucoup plus grave de Lechin et de ses syndicalistes prive le parti d'un relais essentiel avec le mouvement ouvrier. C'est la fin du rôle historique du M.N.R. qui cesse d'occuper une place centrale dans le jeu politique et donne naissance, au gré des circonstances, à plusieurs nouveaux petits partis.

Après le renversement du M.N.R., cet effritement survient généralement à propos de l'attitude à adopter envers les dirigeants militaires du moment et de la participation éventuelle à l'exercice du pouvoir : dans la constellation des forces organisées, la position d'Estenssoro et de son groupe devient, en effet, de plus en plus périphérique. L'opportunisme s'affiche ouvertement, notamment lorsque l'ancien Président de la République appuie le coup d'État de Banzer (août 1971) et participe avec son parti au nouveau gouvernement, aux côtés d'une formation influencée par le fascisme et ennemie de longue date du M.N.R. : la Phalange².

Ce déclin et cette dégénérescence du M.N.R. ne sont pas accidentels. La fonction d'articulation est dorénavant remplie par un appareil centralisé et doté de son propre pouvoir de coercition, l'armée, qui jouit du soutien de partis d'importance moyenne, comme la Phalange, voire le M.N.R., et qui cherche à conserver un certain contrôle sur les masses paysannes. Nouvelle configuration des forces que le M.N.R. a lui-même ébauchée, pour faire contrepoids à la méfiance et à l'hostilité

n'est pas, en effet, le représentant de l'institution militaire, mais l'un de ses membres, doté d'un prestige et d'un charisme un peu particuliers.

¹ Dans sa Déclaration de Principes d'avril 1960 (« La realidad... », op. cit.), le M.N.R.A. de GUEVARA ARZE souligne l'indépendance du syndicalisme à l'égard du M.N.R. En fait, selon GUEVARA, le verbalisme révolutionnaire et l'influence de forces externes au Parti continuèrent à dominer la COB avec l'assentiment de Lechin, qui avait besoin de l'appui de ces dirigeants extrémistes, et grâce à la tolérance de Paz Estenssoro qui, de son côté, ne pouvait se passer du soutien de Lechin... (p. 188). Le document impute à l'absence d'orientation idéologique et à la faiblesse de la direction politique l'échec de la COMIBOL et l'exécution désordonnée de la Réforme agraire (pp. 190-191).

² Le M.N.R. est notamment accusé d'avoir tué son principal dirigeant, après la révolution de 1952.

grandissantes du mouvement ouvrier envers sa politique, mais dont le contrôle échappe au Parti dès le coup d'État de Barrientos, en 1964.

Chapitre IV

Les orientations syndicales

[Retour à la table des matières](#)

Le chapitre précédent traitait d'un parti, le M.N.R., à un double titre : organisateur politique des intérêts de la petite bourgeoisie opposée à l'oligarchie ; organisateur d'une alliance de cette même classe avec l'aile politique majeure du mouvement ouvrier. Nous avons essayé de montrer comment cette alliance et l'intégration de Lechin et de ses syndicalistes au M.N.R. se sont répercutées sur le fonctionnement de celui-ci, sur ses orientations, son programme et ses réalisations. Il convient maintenant d'entreprendre la démarche inverse et de voir l'incidence de cette intégration sur les visées, puis sur le fonctionnement et le rôle du mouvement ouvrier.

Cependant, la classe ouvrière bolivienne est loin de former un groupe homogène : des divisions idéologiques existent, notamment au sein des communautés minières, où les conditions de vie et de travail sont pourtant relativement peu diversifiées¹ ; par ailleurs, entre les travailleurs concentrés dans les zones minières périphériques et les salariés oeuvrant dans les entreprises, petites ou moyennes, ou dans les services d'une ville comme La Paz, les différences objectives de situation ne manquent pas ; elles se reflètent dans les attitudes et les comportements

¹ Il existe cependant des différences non négligeables de statut entre ouvriers et employés travaillant dans les mines. Sur les croyances et les rites développés de longue date par les mineurs boliviens, en relation avec le caractère pénible et les risques de leur travail, cf. June NASH, « The Devil in Bolivia's Nationalized Tin Mines », *Science and Society*, été 1972, no 2, pp. 221-233. L'auteur suggère que ces rites, qui avaient notamment pour fonction d'affaiblir l'hostilité entre patrons et ouvriers dans le système oligarchique, ont permis plus tard aux travailleurs d'éprouver et de consolider leur solidarité propre, en raison de l'éloignement de la direction bureaucratique de la COMIBOL.

collectifs de ces deux branches du mouvement ouvrier. À cela s'ajoute encore l'intégration – assez théorique – du syndicalisme paysan à la Centrale ouvrière bolivienne (C.O.B.), et la représentation au sein de cette dernière de catégories d'intellectuels (comme les étudiants, les professionnels, les artistes) ou d'organisations populaires regroupant les artisans, les locataires, les corporations.

Avant de s'interroger sur les idéologies, puis sur l'organisation et le rôle du syndicalisme bolivien, particulièrement durant le régime national-populaire, il convient donc d'aborder le développement historique des principaux segments du mouvement ouvrier et les principaux courants idéologiques et politiques qui y prédominent. En effet, l'unité organisationnelle du syndicalisme, réalisée au niveau de la Centrale ouvrière bolivienne, et la prépondérance au sein de celle-ci du courant lechiniste et des syndicats de mineurs, n'empêchent nullement les différentes tendances de se livrer une lutte acharnée à l'intérieur de ce cadre et obligent les dirigeants de la C.O.B. à tenir compte du rapport des forces en présence et de ses fluctuations conjoncturelles. La manière concrète dont le syndicalisme bolivien a rempli, dans le régime, la double fonction d'intégration et de promotion des travailleurs que lui assignait Lechin, renvoie donc en partie aux limites du contrôle exercé par les dirigeants syndicaux qui forment l'aile gauche du M.N.R. sur l'ensemble des fractions et des tendances coiffées par la C.O.B.

Dans cette perspective, point n'est besoin de s'arrêter à chacun des groupes représentés au niveau de la C.O.B., dont plusieurs manquent totalement de poids, voire d'organisation représentative. En fait, seuls les paysans et les étudiants constituent une force suffisante, à des titres divers, pour que se justifie l'analyse de leurs relations avec le mouvement ouvrier proprement dit, thème qui sera abordé dans le chapitre suivant.

A. Naissance et développement du syndicalisme

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire et les orientations politiques du syndicalisme bolivien varient sensiblement selon que l'on envisage la fraction de la classe ouvrière employée dans l'industrie extractive ou celle qui s'est développée dans les centres urbains, essentiellement à La Paz, dans les secteurs de l'industrie de transformation. À cette dernière fraction, on rattachera les catégories de salariés créées par le développement des services ou du commerce dans les villes, comme les maîtres, les employés de l'État ou des municipalités, ou encore les cheminots et autres travailleurs des transports et des communications : l'importance numérique relative de ces groupes

et la cohésion que chacun d'eux retire de ses rapports avec un employeur unique – généralement l'État – leur confèrent un rôle actif dans le syndicalisme bolivien. Notamment, ils partagent avec les ouvriers des principales entreprises manufacturières, textiles ou autres, un pouvoir de pression particulier, dû à leur proximité des centres de décision politiques, doublé dans certains cas d'une relative perméabilité aux influences du pouvoir politique.

Les premiers noyaux de la classe ouvrière bolivienne sont apparus au cours de la Première Guerre mondiale, par suite du développement de l'industrie extractive et de la construction de voies ferrées. C'est l'époque également des premiers conflits industriels importants dans ce pays. En 1925 éclate la première grève générale, décrétée par les *ferroviarios* à l'appui de leurs revendications salariales, et suivie par les travailleurs des autres secteurs. Alors que les regroupements du début du siècle étaient marqués par la présence de nombreux artisans et véhiculaient une idéologie corporatiste ou anarcho-syndicaliste, l'orientation marxiste commence à poindre dès cette époque, sans parvenir néanmoins à supplanter les autres tendances ; pluralisme qui engendre une lutte idéologique intense et qui s'étendra sur plusieurs années¹. Dès le troisième Congrès ouvrier, tenu à Oruro en 1927 en présence de délégués étudiants ainsi que des représentants des communautés paysannes de plusieurs régions, les revendications, axées auparavant sur la journée de huit heures ou l'amélioration des conditions de vie, prennent une coloration plus politique : projet de nationalisation des mines et des chemins de fer, suppression des services gratuits imposés aux petits paysans.

¹ Voir les documents analysés par Guillermo LORA (*Historia del movimiento obrero boliviano, 1848-1933*, La Paz, Editorial Los Amigos del Libro, 1967, vol. II, spécialement pp. 245-251) : le Statut organique de la Fédération ouvrière du travail de La Paz (F.O.T.), créée en 1918, et aussi le projet de Statut organique pour une future centrale ouvrière, présenté par la F.O.T. au Troisième Congrès ouvrier (Oruro 1927). Le premier document établit l'apolitisme de la Fédération, chargée de la défense des intérêts de classe de ses membres, et proclame la complète autonomie des organisations affiliées ; la F.O.T., qui promouvra la législation du travail, aspire d'autre part à s'emparer des pouvoirs de l'État par la voie démocratique. Le projet de 1927, qui sera rejeté, est d'orientation nettement anarcho-syndicaliste : exclusion de toute participation, même individuelle, à un parti politique, lutte contre le capitalisme par les armes de la grève et du boycottage, opposition à toute ingérence d'une direction politique, édification d'un ordre social reposant sur le fonctionnement normal des organisations de la confédération syndicale, qui doit laisser la plus grande liberté d'initiative et d'action à ses membres affiliés. Pour une histoire du mouvement ouvrier bolivien, consulter, outre le livre de LORA qui fourmille de documents précieux : Augustin S. BARCELLI, *Medio siglo de luchas sindicales revolucionarias en Bolivia, 1905-1955*, La Paz, 1956 ; « Pasado, presente y futuro del movimiento obrero boliviano », (sans auteur), *Espartaco*, juin, 1964, pp. 4-13 ; Jaime PONCE GARCIA, « El sindicalismo boliviano, Resumen histórico y perspectivas actuales », *Desarrollo Economico*, avril-juin 1969, pp. 4-13. On peut consulter aussi Steven S. Volk, « Class, Union, Party : The development of a Revolutionary Union Movement in Bolivia (1905-1952) », *Science and Society*, printemps et été 1975, pp. 26-43 et 180-198.

Comme ailleurs en Amérique latine, les gouvernements populistes boliviens, qui ont détenu le pouvoir entre 1936-1939 et 1943-1946, ont contribué à la consolidation ou à la naissance des organisations syndicales. La Fédération syndicale des travailleurs miniers de Bolivie (F.S.T.M.B.), qui dominera toute l'histoire du mouvement ouvrier, se constitue en 1944, à l'issue du Congrès de Huanuni. La reconnaissance du *fuero sindical*, qui protège l'emploi des responsables syndicaux, est l'œuvre de ces mêmes gouvernements.

La participation du M.N.R. au gouvernement populiste de Villarroël, dans lequel ce parti monopolisait les ministères à vocation économique, et le soutien du M.N.R. à Lechin et à la création de la F.S.T.M.B. ont créé des liens entre les deux organisations¹. Ceux-ci seront resserrés notablement à la veille de la révolution de 1952, lorsque le Parti radicalise ses orientations, et ils aboutiront à ce qui a été appelé le *co-gobierno* M.N.R.-C.O.B. des premières années de la Révolution. Pourtant, avant 1952, ni les gouvernements populistes ni le M.N.R. n'arriveront à contrôler le syndicalisme bolivien ou ses idéologies. De ce point de vue, les tentatives de Toro, puis de Busch avortent rapidement, malgré la relative jeunesse du mouvement ouvrier à cette époque (1936-1939). Le premier, Toro, dont les politiques « socialistes » divisent le syndicalisme au point de susciter la naissance d'une seconde centrale ouvrière, la Confédération syndicale des travailleurs de Bolivie (C.S.T.B.), échoue dans sa tentative d'imposer une nouvelle centrale unique². Le second, Busch, décrète en vain l'interdiction de propager les directives anarchistes, bolcheviques ou de gauche : quelque dix années plus tard, ce sont, en effet, les communistes et les trotskystes qui se disputent la direction du syndicalisme. Mieux, en 1946, le cabinet populiste de Villarroël tombe sous les coups d'une émeute populaire ; celle-ci a été déclenchée par une grève des maîtres

¹ S'il faut en croire BARCELLI, Lechin serait entré au M.N.R. dès 1943. (op. cit., Notas biográficas). Notons cependant que c'est sous la bannière du Bloc mineur (où la F.S.T.M.B. est alliée aux trotskystes du P.O.R.) que Lechin est élu député en 1947, aux côtés de Guillermo LORA et de deux autres. Accusés de complot deux ans plus tard, leur immunité parlementaire est levée et ils sont exilés au Chili. C'est à la suite de ces événements que les mineurs de Catavi-Siglo XX prendront des otages parmi les dirigeants et les cadres de l'usine. La répression à laquelle se livre alors l'armée est connue sous le nom de massacre de Catavi (mai 1949). Bon nombre des otages – gringos en l'occurrence – seront blessés ou tués. Pour une version des faits par la Patiño Mines et par Guillermo LORA, cf. *La burocracia sindical y la MASACRE DE SIGLO XX*, La Paz, Ed. Masas, 1963. Les deux versions concordent en ce qu'elles soulignent l'action modératrice de Lechin dans le conflit proprement syndical qui avait précédé la crise ; les jugements de valeur de LORA, et de la Patiño Mines sont évidemment aux antipodes les uns des autres. Remarquons cependant que, selon LORA, Lechin aurait adhéré au P.O.R. après le Congrès de Pulacayo (cf. p. 12), ce qui confirme la thèse de la collaboration des lechinistes et des trotskystes, même si celle-ci fut temporaire et non exempte de divergences.

² Cette centrale obligatoire, l'A.N.P.O.S., devait se substituer à la F.O.T., dont on a déjà parlé, et à la C.S.T.B. Cette dernière, partagée à l'origine entre les tendances socialiste, anarcho-syndicaliste et communiste, sera finalement dominée par le P.I.R., et ses manifestes virulents contre le gouvernement de Villarroël contribueront à la chute de celui-ci, en 1946.

appuyés par des organisations universitaires et syndicales contrôlées par le Parti de la gauche révolutionnaire (P.I.R.)¹.

Comme ailleurs en Amérique latine, le syndicalisme bolivien a donc profité des régimes populistes pour consolider son organisation et les travailleurs en ont retiré un certain nombre de droits et d'avantages sociaux². Cependant, le mouvement ouvrier a pu, au cours de cette période d'ailleurs assez brève, conserver dans l'ensemble son autonomie organisationnelle et idéologique ; loin de constituer un des piliers du régime, comme en Argentine, au Brésil et dans les pays qui se sont développés à partir de l'exportation de produits agricoles, le syndicalisme bolivien a maintenu une certaine distance par rapport aux dirigeants populistes. Comme on l'a déjà mentionné, il est arrivé aux syndicats urbains, influencés par le P.I.R., de prendre une part active dans le renversement du régime, en alliance avec les partis les plus représentatifs de l'oligarchie.

À la veille de la Révolution nationale-populaire, le syndicalisme, éprouvé sur le plan organisationnel par la répression³ encourue durant le *sexenio*⁴ maintient néanmoins ses orientations idéologiques radicales. Schématiquement, la carte idéologique de la période pré-révolutionnaire pourrait être dessinée de la manière suivante : en dehors des centres miniers, où il est définitivement compromis par sa participation au gouvernement Hertzog (1947-1949), favorable à l'oligarchie, et par son implication directe dans le « massacre blanc »⁵ de Catavi, le P.I.R. conserve une certaine prépondérance, notamment au sein de la Confédération syndicale des travailleurs de Bolivie (C.S.T.B.) et de sa fédération de La Paz⁶. Dans les mines, les trotskystes du P.O.R. ont marqué de leur sceau les premières déclarations

¹ Le P.I.R., Parti marxiste indépendant mais favorable à l'U.R.S.S., et qui donnera naissance au Parti communiste bolivien (P.C.B.) en 1950, à la suite d'une scission, est l'allié à cette époque des partis favorables à l'oligarchie. La conjoncture internationale semble avoir pesé lourdement dans les politiques et les alliances de ce parti. En 1947, le P.I.R. contrôle notamment le syndicat des maîtres. Sur ce dernier point, cf. A. BARCELLI, *Medio siglo...* op. cit., pp. 309 et ss., spécialement p. 312.

² Voir, dans le chapitre consacré aux militaires, la partie relative à leurs politiques populistes antérieures à 1952.

³ Répression souvent violente, qui vise les syndicats de mineurs mais aussi d'autres catégories d'ouvriers, comme les *fabriles*, ou encore les *ferroviarios* dont les dirigeants sont emprisonnés ou exilés en mai 1950.

⁴ Années comprises entre 1946 (chute de Villarroël) et 1952, au cours desquelles les forces conservatrices reprennent le pouvoir – avec la participation du P.I.R. au début – et tentent de s'opposer à la double pression du M.N.R. et du syndicalisme.

⁵ À l'instigation de la Patiño Mines, le ministre du Travail, Alfredo Mendizabal, membre du P.I.R., autorise le congédiement des mineurs de Catavi, qui devrait être suivi de leur réengagement à de nouvelles conditions et à l'exclusion des plus militants d'entre eux (juillet 1947).

⁶ Cf. Robert ALEXANDER, *The Bolivian National Revolution*, New Brunswick, N.J., Rutgers Univ. Press, 1958, spécialement p. 123. Le chapitre 7 du livre décrit le rôle du syndicalisme durant les premières années de la révolution.

d'orientation de la F.T.S.M.B., et tout particulièrement les Thèses de Pulacayo, de novembre 1946, dont on reparlera plus loin ; leur alliance de plusieurs années avec Lechin et ses partisans et leur commune opposition au P.I.R. ou au P.C.B.¹ ont contribué à la prédominance idéologique du trotskysme dans les centres miniers du pays, avant la Révolution.

Considéré dans son ensemble, le syndicalisme bolivien est donc partagé entre trois tendances – lechiniste, trotskyste et communiste – dont la lutte se poursuit durant la Révolution nationale-populaire, dans des conditions cependant très différentes. Les paragraphes suivants visent à préciser les grandes orientations politiques de ces trois courants sous le nouveau régime, et une attention toute particulière y est accordée aux thèses du groupe contrôlé par Lechin, maillon central de l'unité organisationnelle du syndicalisme et de la participation de celui-ci au régime.

B. Orientation du syndicalisme et luttes de tendances après 1952

[Retour à la table des matières](#)

Les liens qui ont pu se créer entre Lechin et les trotskystes, avant la Révolution de 1952, et le ralliement de plusieurs militants importants du P.O.R. à l'aile syndicaliste du M.N.R., de 1952 à 1954², n'empêchent pas les deux groupes de diverger fondamentalement dans leurs attitudes et leurs idéologies. La comparaison de celles-ci sera établie d'après les critères suivants : signification de la participation à la gestion dans le régime et processus de conquête du pouvoir ; rapports entre

¹ En janvier 1947, à Potosí, un affrontement entre les autorités de la ville, membres du P.I.R., et des mineurs venus demander la libération de dirigeants syndicaux qu'ils croyaient – à tort – emprisonnés tourne à la fusillade puis, selon Guillermo LORA, au massacre : les mineurs comptent quelque 300 morts. Le dirigeant du P.O.R. accuse les militants du P.I.R. de ces exactions, sans lesquelles l'armée ne serait pas intervenue. Le Congrès des mineurs, tenu à Colquiri en juin 1947, déclare les autorités de la ville responsables du massacre ; par contre, la Confédération syndicale des travailleurs de Bolivie (C.S.T.B.) endosse la thèse du P.I.R. d'une menace de destruction de Potosí par les mineurs. Cf. Guillermo LORA, « Jerarcas del P.C. autores de la masacre de Potosí », ds *El Stalinismo en los sindicatos*, La Paz, Ed. Masas, 1963, pp. 40-68.

² Le P.O.R. a encore été affaibli en 1956 par une scission qu'il faut relier à ses divergences avec les dirigeants de la IVe Internationale ; ces derniers croyaient en la possibilité pour les masses d'arriver au pouvoir dans le cadre de la C.O.B. Le groupe scissionniste est dépourvu de base sociale, aussi ne s'y arrêtera-t-on pas. Par contre le P.O.R. de Lora est parvenu à reconquérir un certain pouvoir dans les mines dès 1958, aidé sans doute par la détérioration déjà sensible du climat social. Sur les crises du P.O.R., cf. Guillermo LORA, *La revolucion boliviana*, La Paz, Ed. Difusión S.R.L., 1963, pp. 331-372.

développement, conflit de classes, anti-impérialisme, et alliances à privilégier dans cette perspective.

1. Syndicalisme et participation gestionnaire

a) Positions de Lechin et du P.O.R.

[Retour à la table des matières](#)

L'opposition la plus évidente entre les positions de Lechin et du P.O.R. concerne la collaboration avec le M.N.R. en tant que parti de la petite bourgeoisie. La conception du P.O.R. à cet égard se manifeste dès 1946, dans la Thèse de Pulacayo ; celle-ci, dont l'inspiration et les promoteurs sont trotskystes, a été acceptée par la toute jeune Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie, malgré certaines manœuvres de Lechin¹. Le manifeste admet la possibilité de blocs et de compromis avec la petite bourgeoisie, à la double condition que ces alliances interviennent avec la classe proprement dite, non avec ses partis, et que le prolétariat n'y soit pas à la remorque de la petite bourgeoisie². Cette position du P.O.R. ne variera pas et elle inspirera son attitude à l'égard du M.N.R. au lendemain du succès de la Révolution : le M.N.R. est composé d'une droite, qui contrôle tout l'appareil d'État, et de masses exploitées dirigées par un secteur de gauche inconsistant sur le plan théorique et qui a sacrifié la clarté du programme au profit d'une unité fictive ; il faut à la fois se lier aux masses du M.N.R. et critiquer les appareils du parti, profiter du fossé existant entre les unes et les autres ; lorsque, sous la pression de la base, les dirigeants de l'aile gauche briseront l'unité du M.N.R., il faudra les aider dans leur lutte contre la droite et les guider dans leurs orientations idéologiques³.

Pour Lechin, au contraire, la participation est capitale : la place des travailleurs est aux côtés du gouvernement, luttant avec lui contre les forces qui s'opposent à l'approfondissement de la Révolution ; mais cette attitude n'implique pas l'abandon de toute critique ni la renonciation à une opposition matérielle dans certains cas,

¹ Lechin aurait tenté à diverses reprises de réviser la Thèse ou de lui substituer un autre document. Cf. Guillermo LORA, *La burocracia...* op. cit., p. 20. Pour le texte de la Thèse, cf. Guillermo LORA, *Bolivie, de la naissance du P.O.R. à l'Assemblée populaire*, Paris, EDI, 1972, pp.3-23. Ce livre contient plusieurs résolutions et autres documents du syndicalisme bolivien, sur une période s'étendant de 1946 à 1971.

² Cf. XI. Les accords et les compromis, ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 22-23.

³ Thèses politiques votées par le Xe Congrès du P.O.R., tenu en juin 1953, à La Paz, ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 38-43 : l'« aile gauche » du M.N.R.

puisque d'autres classes prennent part aux décisions gouvernementales¹. La Déclaration de principes approuvée par le premier Congrès national de la C.O.B. est très explicite à cet égard, puisqu'elle établit comme base d'action « la participation des classes de travailleurs au gouvernement de la Révolution nationale, non seulement parce que celui-ci reflète les façons de sentir et de penser des classes de travailleurs, mais encore parce qu'il est possible, à partir des charges étatiques, de promouvoir et d'approfondir les conquêtes populaires². Avec l'évolution de la politique du M.N.R., l'attitude participationniste commence à être battue en brèche, en raison de l'affaiblissement du *co-gobierno* sous la présidence de Siles (1956-1960) et de la menace que ce dernier fait planer sur l'unité de la C.O.B. : Siles encourage la constitution d'un groupe « restructurateur » au sein de la Centrale ouvrière³ et bientôt dans le fief même de Lechin, la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (F.S.T.M.B.).

Le reflux de l'orientation participationniste se manifeste dès le Congrès de la F.S.T.M.B., tenu à Colquiri-San José en juillet 1958. Les mineurs constatent la tendance du prolétariat à s'émanciper de la tutelle du M.N.R. et décident de renforcer l'aspiration de la classe ouvrière à régler ses problèmes par ses propres organisations. Les syndicats ne doivent devenir l'agence d'aucun parti, même si celui-ci détient le pouvoir et se proclame révolutionnaire ; ils doivent poursuivre une politique indépendante de classe, renforcer les milices et armer les ouvriers, se solidariser avec le mouvement ouvrier et révolutionnaire mondial⁴.

On peut émettre l'hypothèse que ces positions, assez proches de celles du P.O.R., reflètent plus la difficulté pour Lechin de contrôler le Congrès, dans la conjoncture économique et politique de 1958⁵, que ses convictions profondes et celles

¹ Discours de Lechin au Premier Congrès national de la C.O.B., inauguré le 31 octobre 1954 à La Paz, après un défilé de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, dont un certain nombre étaient organisés et armés. Cf. Augustin BARCELLI, *Medio siglo...* op. cit., pp. 322-328, spécialement p. 324.

² *Ibidem*, p. 326, Déclaration de Principes, 10. C'est moi qui souligne.

³ Il s'agit de trouver des appuis à sa politique de stabilisation monétaire, dont les effets les plus immédiats pour les travailleurs sont le gel des salaires et la hausse du prix de plusieurs articles de première nécessité. Ce sont les syndicalistes du P.I.R. qui prêtèrent leur appui à Siles, mais leur position resta minoritaire lors du Second Congrès de la C.O.B. (juin 1957) ; par contre, ils contribuèrent à faire avorter dans les faits la grève décidée au cours de ce Congrès. Sur les positions en présence lors du Second Congrès de la C.O.B. et les divisions au sein du syndicalisme à cette époque, cf. Robert ALEXANDER, *The bolivian...* op. cit., pp. 132 et ss. et Guillermo LORA, *La revolucion...* op. cit., pp. 283-299 ainsi que la Résolution de Catavi, adoptée lors de la VIIIe Conférence minière (oct. 1958), dans Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 59-62.

⁴ Cf. « Résolution de Colquiri-San José », ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 51-58. Notons que la C.O.B. n'est affiliée à aucune organisation syndicale internationale.

⁵ Cf. la politique de Siles et les menaces à l'unité de la F.S.T.M.B. posées par le Bloc de restructuration.

des autres dirigeants de la C.O.B. En effet, lors du second Congrès de la C.O.B., en juin 1957, c'est-à-dire quelque six mois après les débuts de la politique de stabilisation monétaire, la proposition du courant lechiniste consiste encore à revendiquer une participation accrue pour les syndicats¹ le Vice-président de la République, Nuflo Chavez, qui représente les syndicats au niveau politique, renonce à son poste, mais Lechin et ses partisans restent membres du M.N.R. ; enfin, une phrase de la résolution du Congrès de la F.S.T.M.B. à Colquiri-San José (1958) semble viser directement les dirigeants de la C.O.B. en tant qu'ils continuent de participer à la gestion de l'État et à la définition de ses politiques : après avoir souligné la soumission du gouvernement aux intérêts bourgeois et capitalistes et le choix de plus en plus clair des syndiqués de base en faveur d'une politique de libération nationale et sociale, la résolution déclare qu'« il appartiendra à leurs dirigeants (syndicaux) de s'orienter totalement dans le cadre d'un tel antagonisme »².

Or, il existe de nombreux indices révélateurs de la volonté des dirigeants de la C.O.B. de ne pas renoncer à leur participation dans les institutions du régime, contrôlées par le M.N.R., ni à leur intégration comme fraction à l'intérieur de ce parti. On peut citer, par exemple, le retour de Lechin à la Vice-présidence de la République en 1960³, ou l'orientation modérée et assez ambiguë du troisième Congrès national de la C.O.B. ; celui-ci se déroule dans un climat politique alourdi, depuis juin 1961, par la répression qui frappe les dirigeants syndicaux des mineurs, hostiles à l'application du Plan triangulaire. Or le Congrès décide de se porter à la défense de la Révolution nationale, tout en affirmant la nécessité de l'indépendance syndicale par rapport aux mesures gouvernementales. Mais le cas le plus patent de retenue est fourni par une déclaration de la F.S.T.M.B., datée du 29 mars 1963 et adressée au Président Paz Estenssoro pour faire le point sur les questions traitées lors d'une audience antérieure⁴. Laissons de côté le contenu proprement politique de l'argumentation – défense de l'action syndicale durant le régime, nécessité de fonderies, ingérences étrangères etc. – pour ne considérer que le ton, respectueux voire emphatique, sur lequel la Fédération s'adresse au Président et la dissociation qu'elle opère entre lui et certains hauts personnages du régime ; les dirigeants syndicaux ne peuvent croire que Paz Estenssoro appuierait des mesures anti-ouvrières ou céderait à l'hystérie « anticomuniste » de certains membres influents du régime ; dûment informé de la situation et des risques qu'elle comporte, il n'est

¹ La dénonciation des éléments de droite du M.N.R. s'accompagne d'un appui à la thèse du co-gouvernement. Cf. Robert ALEXANDER, *The Bolivian...* op. cit., p. 133.

² Cf. « Résolution de Colquiri-San José », ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., p. 53 : III Les ouvriers et les plans du gouvernement, 1°.

³ Alors que Victor Paz inaugure son second mandat à la Présidence, succédant à Siles.

⁴ Déclaration publiée sous le titre « Importante Pronunciamiento de la F.S.T.M.B. », ds *Control Obrero*, 15 avril 1963, no 44, p. 6. *Control Obrero* est l'organe bimensuel de la Direction ouvrière de la COMIBOL. Sur la Direction ouvrière et le Contrôle ouvrier, cf. le chapitre suivant.

pas douteux, pour les dirigeants syndicaux, que la Présidence signifiera aux intéressés que la voie dans laquelle ils s'engagent ne jouit d'aucun soutien de sa part ; en particulier, la campagne de presse du quotidien officiel *La Nación* contre les dirigeants syndicaux des mines, traités d'extrémistes et de démagogues et rendus responsables de la situation critique du pays, fait craindre à la F.S.T.M.B. une répression égale ou pire que celle de 1961 et justifie le caractère pressant de sa démarche.

Quelques mois plus tard, la Thèse de Colquiri ¹ consacre la rupture complète des mineurs avec le régime en reprenant et en radicalisant les positions déjà adoptées lors du Congrès de Colquiri-San José, en 1958 ². Pourtant le départ de Lechin du M.N.R. et la création de son propre parti, le Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste (P.R.I.N.), ne survient qu'en mars 1964, lorsque Paz se présente pour la troisième fois à la Présidence, frustrant ainsi les ambitions électorales de Lechin ³.

Comme, dans la stratégie de Lechin, l'intégration aux mécanismes instituée de décision est centrale, car elle permet d'obtenir des avantages pour les travailleurs ou d'approfondir les conquêtes de la Révolution nationale, les moyens légitimes de lutte sont naturellement privilégiés, notamment l'élection. Les trotskystes sont en désaccord sur cet objectif et sur ces moyens d'action : ils visent à susciter « la mobilisation massive et révolutionnaire » et subordonnent les moyens pacifiques et parlementaires à « l'action directe de masse » ⁴, ils considèrent qu'aucun avantage

¹ Votée par le Congrès de la F.S.T.M.B. de décembre 1963. Cf., pour la version non encore amendée du document, Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 89-96, ou dans *El pensamiento político de los mineros*, La Paz, Ed. Masas, 1965, pp. 26-35. Les amendements proviennent des dirigeants lechinistes et nous dirons plus loin en quoi ils nuancent ou modifient le texte initial, inspiré par le P.O.R.

² Lorsque se déroule le Congrès de Colquiri, un certain nombre de dirigeants syndicaux parmi les plus connus, comme Cesar Lora (le frère de Guillermo, déjà cité) ou Isaac Camacho de tendance trotskyste, ou encore Federico Escobar et Ireneo Pimentel pour les communistes, ont déjà été privés de leur emploi dans le cadre des mesures répressives du gouvernement. Cf. *XII Congreso de Trabajadores Mineros de Solivia*, Resolución no 22 (document ronéotypé fourni par la C.O.B.).

³ La rumeur veut que Lechin ait reçu des garanties en ce sens lorsqu'il s'est présenté comme colistier de Paz Estenssoro, en 1960.

⁴ « (...) en cette étape d'ascension du mouvement ouvrier, notre méthode préférée de lutte est l'action directe des masses, c'est-à-dire la grève et l'occupation des mines » (Thèse de Pulacayo, ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., p. 19). Toute grève doit tendre à devenir générale ; dès le début, les grévistes doivent contrôler les points clés de la mine et surtout les dépôts d'explosifs (*ibidem*). « Toute grève est le commencement potentiel de la guerre civile (...) » (*Ibidem*, p. 18). À noter cependant que, dans les moments de reflux, quand les masses abandonnent la lutte, le parlementarisme peut reprendre un rôle de premier plan ; en outre, bien que le parlementarisme ne puisse résoudre le problème – essentiel – de la propriété privée, il n'est pas possible d'abandonner ce champ à l'ennemi de classe (*ibidem*, pp. 19-20).

immédiat ne justifie l'appui à un gouvernement qui ne soit pas celui des ouvriers et des paysans ¹.

C'est pourquoi, lorsque le rapport de force est relativement équilibré entre les partisans de Lechin et ceux du P.O.R., comme au cours de la XVI^e Conférence nationale des mineurs de décembre 1964, les résolutions sur les moyens de lutte ² présentent un reflet fidèle des conflits internes du syndicalisme : le choix de ces formes de luttes, et tout particulièrement l'importance à accorder aux joutes électorales, constituent des enjeux majeurs pour les fractions idéologiques rivales. De sorte que le texte présenté par la Commission politique de la Conférence ³, qui comprend des représentants des trois grandes tendances, juxtapose une série de propositions difficilement conciliables, faute de parvenir à un compromis acceptable : appel à la Junte militaire au pouvoir ⁴ pour qu'elle tienne ses promesses et organise des élections ; affirmation du désenchantement des mineurs, qui savent que, même libres et populaires, jamais les élections ne conduiront le prolétariat au pouvoir ; conception selon laquelle le fusil sur l'épaule de l'ouvrier constitue la meilleure garantie de démocratie et, finalement, nécessité d'un rétablissement complet des libertés démocratiques et des droits constitutionnels ⁵.

L'importance du mécanisme électoral pour Lechin se manifeste encore dans la suppression d'un paragraphe dans la version officielle des résolutions adoptées à la Conférence ⁶. Lechin est intervenu pour que soit omise la mention de la suspicion des mineurs envers le processus électoral. Enfin, bien que le Congrès de Colquiri de décembre 1963 consacre l'opposition des mineurs à Paz Estenssoro et réaffirme avec force l'indépendance syndicale, il n'en comporte pas moins la proclamation de

¹ Cf. (notamment) le texte présenté par la fraction du P.O.R. à la XVI^e Conférence nationale des mineurs du 4 décembre 1964, ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 131-139, spécialement pp. 132-133, 4^o et 8 ; ou aussi, dans Guillermo LORA, *El pensamiento...* op. cit., pp. 10-11. La Conférence n'a pas retenu le texte du P.O.R., mais l'influence de ce parti est sensible dans les positions adoptées par les participants.

² Cf. la Plate-forme de lutte dans le document approuvé par la Conférence.

³ Le texte de la Commission politique, dont nous détenons un exemplaire photocopié, est le même que celui que reproduit LORA (op. cit.). Comme on verra plus loin, la version officielle ne contient pas de référence au scepticisme des mineurs envers tout processus électoral.

⁴ Depuis novembre 1964, Barrientos s'est emparé du pouvoir, qu'il va partager avec Ovando. Dans la mesure où Barrientos se porte à la tête d'un mouvement populaire d'opposition à Paz Estenssoro, et où ce dernier s'est attiré l'hostilité du syndicalisme par sa politique « antinationale et anti-ouvrière », la position de la Junte revêt initialement une certaine ambiguïté.

⁵ Dans l'ordre, les points 1, 2, 3, 6 de la Plateforme de lutte de la Conférence (op. cit.).

⁶ Par contre, ce paragraphe figure bien dans les documents trotskystes, dans *Unidad* (organe du P.C.B., 12 décembre 1964) et dans *El Diario* (quotidien proche des milieux d'affaires, 14 décembre).

Juan Lechin comme candidat à la présidence de la République pour la période de 1964-1968 ¹.

b) Positions du P.C.B.

[Retour à la table des matières](#)

Les orientations de la fraction communiste sont un peu plus malaisées à définir. En effet, le P.C.B. ne jouit ni de la position dominante des lechinistes dans le jeu politique ou syndical, ni d'un dirigeant-théoricien de l'envergure de Lora ², ni sans doute d'une ligne aussi claire que celle du P.O.R. Le P.C.B. a donc moins souvent l'initiative que ce dernier qui, malgré son importance numérique assez réduite, mène un vigoureux combat idéologique ; le plus souvent, les communistes sont amenés à apporter leur appui à une organisation plus puissante ou plus dynamique ³.

Bien que les communistes ne soient pas intégrés au M.N.R. et qu'au premier Congrès national de la C.O.B., en octobre 1954, ils aient défendu la thèse de l'indépendance syndicale, leur position s'apparente à celle des lechinistes en ce qu'ils contrôlent aussi certains postes-clés de l'organisation ouvrière. Par ailleurs, aux élections générales de 1960, le P.C.B. a appuyé le tandem Paz-Lechin en le déclarant en conformité avec son programme ⁴. Enfin, l'appui des communistes aux mesures de stabilisation monétaire de Siles, ainsi que les affrontements entre travailleurs et les divisions syndicales qui en ont résulté ⁵ sont une illustration de ce

¹ Cf. XIIIe Congreso Nacional de Trabajadores Mineros de Bolivia, Resolución no 28, art. 1 (polycopie des 28 résolutions du Congrès, don de la C.O.B.). Le considérant de cette résolution est également intéressant et d'inspiration typiquement lechiniste : « (...) De plus, le procès de la Révolution nationale commencé le 9 avril 1952 et interrompu présentement par la trahison des Paz Estenssoro (...), doit continuer parce qu'il est le seul moyen de tirer le pays de son retard dans tous les domaines, de défendre les richesses nationales et d'offrir ainsi aux majorités appauvries de meilleures conditions de vie. »

² Guillermo LORA devient Secrétaire du P.O.R. en 1956.

³ L'aveu de la faiblesse du P.C.B. est explicite en juin 1964. Il concerne autant le manque de ressources économiques que l'absence d'équipes militantes disposées à appliquer la tactique électorale préconisée. Il est vrai qu'à l'époque les conflits internes avec la fraction pro-chinoise déchirent le parti et provoquent bientôt son éclatement. Cf. « Balance electoral del Partido Comunista, Informe de la Comision Politica del Comité Central », paru dans *Unidad* (organe du P.C.J. 4e semaine de juin 1964 et reproduit dans *Espartaco*, août 1964, no 9, pp. 18-25, spécialement pp. 19 et 21-23. Nos références renvoient à *Espartaco*.

⁴ Dans la conjoncture, après la présidence de Siles, le tandem Paz-Lechin pouvait apparaître comme l'indice d'un retour à l'esprit du co-gouvernement.

⁵ On a parlé plus haut du Bloc restructurateur et des menaces qu'il représentait pour l'unité syndicale. En ce qui concerne les affrontements armés, signalons celui qui opposa des mineurs de Huanuni et des paysans à d'autres mineurs de Siglo XX, dans le cadre de la tactique de

que les partisans du P.C.B. ont parfois été plus proches de la direction petite-bourgeoise du M.N.R. que le propre Secteur de gauche de ce dernier parti ¹.

S'il est un postulat qui oriente de façon constante la ligne de conduite des partisans du P.C.B., c'est bien celui de l'importance de bénéficier d'un cadre légal d'action. En théorie, le parti – et donc les syndicalistes qui y adhèrent – n'exclut ni la lutte armée, ni la voie pacifique ². Dans les faits cependant, les communistes boliviens inclinent nettement pour les méthodes légales et posent à l'insurrection le préalable de la situation révolutionnaire ³. Les exemples de ce légalisme attentiste abondent. On n'en évoquera que deux. Au niveau proprement politique, chacun se rappelle l'attitude de non-coopération du P.C.B. à l'égard de la guérilla du Che (1967) et l'isolement auquel ont été réduits les combattants du maquis ⁴. Sur le plan

division du Président Siles. Comme dira plus tard le communiste Ireneo Pimentel, de Siglo XX, les mineurs avaient été trompés par l'argument suivant lequel le Plan de stabilisation monétaire devait permettre une baisse du coût de la vie. Voir la lettre adressée par Pimentel à la Junta le 24 septembre 1965 et publiée sous le titre « Ireneo Pimentel elevo a la Junta Militar una solicitud en favor de los mineros » (solicitada), *Presencia*, 3 octobre 1965, pp. 6 et 8.

¹ Faut-il en voir un autre indice dans Je réserve observée par le P.C.B. après la prise du pouvoir de Barrientos, ou, plus simplement, une preuve de clairvoyance ? Toujours est-il que le P.C.B. ne figure pas parmi les signataires d'un communiqué émanant du P.R.I.N. (Lechin), du P.R.A. (Guevara Arze), du Parti social-chrétien et de deux formations situées à l'extrême droite de l'échiquier politique : la Phalange socialiste et le très oligarchique Parti libéral. Ce communiqué déclare que l'insurrection qui a porté Barrientos au pouvoir est d'essence populaire, démocratique et révolutionnaire et qu'elle appartient à toute la nation. Dans une déclaration distincte, le P.C.B. insiste sur la réorganisation des instruments de lutte de la classe ouvrière et sur le caractère transitoire des améliorations dues à la participation populaire au coup d'État. Cf. « Bolivia en una nueva encrucijada », *Boletín Sindical Latinoamericano*, octobre-novembre 1964, nos 10-11, pp. 9-12.

² Pour le P.C.B., les luttes de masse sont celles qui permettent de résoudre la question du pouvoir, que ce soit par la voie pacifique ou armée. Cf. « Balance electoral... », op. cit., p. 21. Voir aussi « Programa de acción del Partido Comunista de Bolivia » (1959), dans Guillermo LORA, *Documentos...* op. cit., pp. 519-530, spécialement p. 530 : « La lutte pour la légalité du travail des communistes est un facteur important du succès de cette politique ; avec le Parti travaillant en pleine lumière et ouvertement parmi les masses, nous pourrions mieux orienter la bataille contre les ennemis du pays, pour la satisfaction des revendications les plus profondes (sentidas) des masses travailleuses et populaires. ». De même, il est dit que l'utilisation des moyens pacifiques et démocratiques est le propre des forces populaires, mais que la politique provocatrice de la réaction et de l'impérialisme peuvent obliger le peuple à la violence (*ibidem*, p. 524).

³ La fraction maoïste – bientôt parti distinct – est accusée par la Commission politique du Comité central du P.C.B. de n'envisager la conjoncture politique de 1964 que sous l'angle insurrectionnel et d'espérer tirer la révolution de la contre-révolution. Se référant à Lénine, le P.C.B. voit trois conditions à la situation révolutionnaire : concours de la classe ouvrière ; forte poussée révolutionnaire de tout le peuple ; crise politique importante due aux hésitations des adversaires de classe et de la petite bourgeoisie. Cf. « Balance electoral », op. cit., pp. 21-22. De leur côté, les pro-chinois accusaient le Parti de sympathies envers le M.N.R. et de démobilisation des masses.

⁴ On sait cependant que certains militants du P.C. ont participé à titre individuel à la lutte du Che et que les désaccords entre Guevara et les dirigeants du P.C. portaient aussi sur la question de la direction du mouvement. Par ailleurs, les communistes pro-chinois se sont également abstenus de collaborer avec les guérilleros. Sur ce point, cf. Rubén VASQUEZ DIAZ, *La*

syndical, un comportement un peu analogue peut être observé lorsque Ireneo Pimentel, ancien Secrétaire général du syndicat de Siglo XX et communiste notoire, exhorte, dans une lettre ouverte, les mineurs à renoncer à la lutte clandestine engagée par la F.S.T.M.B. et à se constituer en syndicat légal¹ ; cette prise de position survient en octobre 1965, peu après une série de mesures répressives allant de l'expulsion de Lechin du pays à la promulgation par la Junte d'une législation très restrictive en matière de droits syndicaux.

2. Libérations nationale et sociale et modèle de développement : conceptions syndicales

[Retour à la table des matières](#)

S'il existe entre les tendances du syndicalisme un accord assez large sur le type de stratégie de développement souhaitable pour la Bolivie, et si cette convergence est facilitée par la détérioration des relations entre les deux ailes du M.N.R., il n'en va pas de même pour les façons d'envisager les rapports et alliances de classes ou la lutte anti-impérialiste. Ici encore, les désaccords majeurs opposent lechinistes et trotskystes, tandis que les communistes apparaissent assez proches des premiers.

Parmi les principaux éléments d'une stratégie de développement commune aux différents courants du syndicalisme, figurent en bonne place la défense de la mine nationalisée, son redressement économique et administratif grâce au rôle des travailleurs, la diversification de la production, l'installation de hauts fourneaux ; la promotion de l'Y.P.F.B., compagnie d'État du pétrole, et le rétablissement du monopole de l'État sur les hydrocarbures est une autre constante, de même que la suppression des latifonds et la liberté de commercer avec tous les pays. Les nuances ou les divergences concernent l'étendue du contrôle étatique sur l'économie, le rôle des travailleurs dans la gestion, les mesures de protection à accorder à l'industrie privée de transformation (protection douanière, crédit, etc.), l'organisation collective de la production agricole².

Bolivie à l'heure du Che, Paris, Maspero, 1968 (Cahiers Libres, no 120), spécialement chap. 5, où l'auteur rend compte de la position des différents partis à l'égard de la guérilla.

¹ « Más mineros presentan sus cartas de retiro. Ireneo Pimentel es contrario a la lucha sindical clandestina », *Presencia*, 7 octobre 1965, p. 7.

² Voir les divers documents syndicaux déjà cités, ainsi que, sur le plan politique, « Ce qu'est et ce que veut le P.O.R. », dans Guillermo LORA, *Bolivie....* op. cit., pp. 63-80, spécialement pp. 72-77 ; « El Partido Revolucionario de Izquierda Nacionalista enjuicia la política económica y social de la Junte Militar de Gobierno » (Solicitada), *Presencia*, 25, 26 et 28

Certains des désaccords, qui peuvent sembler relativement mineurs, sont en réalité sous-tendus par des positions plus fondamentales relatives à la lutte anti-impérialiste, à ses rapports avec la libération sociale et aux alliances susceptibles de promouvoir l'une et l'autre. Ainsi, l'attitude favorable à l'industrie privée de transformation, tant chez les partisans de Lechin qu'au P.C.B., renvoie au rôle de la bourgeoisie nationale dans le procès de libération nationale. Pour les communistes, le Front démocratique de libération nationale doit comprendre tous les secteurs et forces anti-impérialistes et anti-féodaux ; ce front, qui comprend la bourgeoisie nationale mais ne saurait être conduit par elle à la victoire en raison de sa fragilité et de ses compromis, est axé sur l'alliance des ouvriers et des paysans : les premiers forment la classe la plus révolutionnaire et la plus conséquente, mais il ne leur est possible de pallier leur faiblesse numérique et d'assumer leur rôle de force dirigeante qu'à travers l'alliance avec les paysans et l'aide apportée à l'organisation de leurs luttes ¹. Pour Lechin et son parti, le P.R.I.N., le front national de classes comprend également tous les groupes dont les intérêts coïncident avec le procès de libération nationale ; les commerçants et industriels nationaux comptent parmi ceux-ci et sont réputés combattre l'oppression du capital financier nord-américain et l'obstacle qu'il pose au développement. Par ailleurs, une conception polyclassiste du parti ² entraîne Lechin à mettre une sourdine au thème de l'hégémonie de la classe ouvrière ³.

Pour les trotskystes, par contre, l'hégémonie du prolétariat tient à ce qu'il réalise non seulement ses objectifs, mais encore ceux des autres classes. Ainsi, selon la Thèse de Pulacayo, c'est le prolétariat qui effectuera la révolution démocratico-bourgeoise dans la mesure où aucune autre classe n'a été capable, en Bolivie, de liquider les formes pré-capitalistes. Mais il est clair que « la révolution sera démocratico-bourgeoise par ses objectifs et qu'elle ne sera qu'un épisode de la

septembre 1965. Il s'agit d'une longue analyse du parti de Lechin, d'où ressort notamment l'importance qu'il accorde à l'industrie nationale et au secteur privé des mines (qui réinvestit dans le pays). À ce propos, signalons que le Plan de gouvernement du P.R.I.N. (1964) prévoit l'instauration d'un système de planification plus efficace, en même temps qu'est proclamée, dans le Programme de principes qui précède ce Plan, l'intention de respecter l'entreprise privée. Voir également la *Plataforma de acción inmediata de la F.S. T.M.B.*, Comisión de Asuntos Políticos del XIIe Congreso Nacional de Trabajadores Mineros de Bolivia, Colquiri, 4 décembre 1964 (ronéotypé).

¹ Cf. « Programa de acción... », op. cit., pp. 524-529.

² Cette conception polyclassiste correspond d'ailleurs à une certaine réalité dans la composition du Parti révolutionnaire de la gauche nationaliste (PRIN), qui comprend, au moment de sa création, le plus gros des forces ouvrières, des membres de la petite bourgeoisie et qui bénéficie de l'appui de certains groupes paysans.

³ Pour le P.R.I.N., voir son Programme de principes, dans Guillermo LORA, *Documentos*, op. cit., pp. 225-267 et Juan Carlos RIVAS, « Crítica al Programa del P.R.I.N. », *Espartaco*, juin 1964, no 7, pp. 14-23.

révolution prolétarienne, car elle aura le prolétariat à sa tête ¹ ». Le poids politique du prolétariat provient de la place qu'il occupe dans le procès de production « et n'a rien à voir avec sa faiblesse numérique ² ». Cependant, dans un pays arriéré et semi-colonial, la révolution suppose l'alliance des ouvriers et des paysans, comme l'exprime le mot d'ordre du P.O.R. : « gouvernement ouvrier-paysan ³ ». Par contre, aucun accord n'est concevable avec la bourgeoisie nationale, soumise à l'impérialisme et combattue à ce titre ⁴. La petite bourgeoisie est plus acceptable, à condition d'intervenir comme classe et non par l'entremise de son parti ⁵ ou encore, que les accords passés soient essentiellement temporaires et sans concession sur les principes ⁶.

Au sein de l'alliance des ouvriers et des paysans envisagée par le P.O.R., l'hégémonie des premiers se concrétise au fur et à mesure que se réalisent – sans la bourgeoisie nationale et par l'alliance du prolétariat et de la paysannerie – les finalités de la révolution bourgeoise et que, dans le même mouvement, la classe ouvrière se consolide ⁷. Cependant, si les objectifs immédiats de la révolution nationale sont bourgeois (libération nationale, destruction des formes pré-capitalistes de production, unité nationale) ⁸, son contenu véritable est fondamentalement anti-impérialiste, anti-féodal et anti-capitaliste.

Pour conclure, on peut dire que les trois courants idéologiques du syndicalisme bolivien ⁹ s'accordent sur le caractère anti-impérialiste et anti-féodal de la révolution nationale, du moins à cette phase de son développement. Mais la finalité anti-

¹ Thèse de Pulacayo, cf. Guillermo LORA, *Bolivie...*, op. cit., p. 6.

² *Ibidem*, p. 6.

³ Thèses politiques votées par le Xe Congrès du P.O.R., tenu en juin 1953 à La Paz, ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., p. 33.

⁴ Thèse de Pulacayo, cf. Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., p. 10.

⁵ *Ibidem*, p. 22.

⁶ « Ce qu'est et ce que veut le P.O.R. », dans Guillermo LORA *Bolivie...* op. cit., p. 70

⁷ Thèses politiques votées par Xe Congrès du P.O.R., tenu en juin 1953 à La Paz, ds Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 33 et 44-46.

⁸ *Ibidem*, p. 44. L'unité nationale, on l'aura compris, vise les seules classes sociales majoritaires (*ibidem*, p. 45).

⁹ Il faudrait y ajouter la tendance restée inféodée au M.N.R. après la rupture des lechinistes. Bien que non-négligeable en termes quantitatifs, ce groupe manque d'autonomie par rapport aux options du parti au pouvoir, tout en étant trop faible pour influencer véritablement sur les décisions et orientations du syndicalisme. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire de lui consacrer une place particulière dans ce chapitre ; il suffit, dans son cas, de se référer aux idéologies du M.N.R., et notamment à celle de G. Berdregal. On peut trouver un indice de l'âpreté des luttes engendrées par l'existence de ce courant parmi les mineurs dans la Résolution suprême no 126054, adoptée par le gouvernement le 26 juin 1964 et dans la liste qui lui est annexée. La liste émane du Département juridique du ministère du Travail (1^{er} juillet 1964) et énumère les noms de travailleurs ou partisans du M.N.R. expulsés de diverses mines par les syndicats « extrémistes » ; la Résolution prévoit les compensations qui leur seront versées par la COMIBOL, à même les redevances tirées de l'exportation du minerai (cf. Copies légalisées dont une transcription nous a été fournie par la C.O.B.).

capitaliste prêtée au mouvement ouvrier a des implications immédiates pour la stratégie et les alliances des trotskystes, dans la mesure où ils dénie toute autonomie à la bourgeoisie nationale par rapport à l'impérialisme, enjeu actuel. Les deux autres tendances inclinent davantage à mettre en veilleuse leur anticapitalisme ou à le reporter à une phase ultérieure et elles aspirent à des alliances moins exclusives dans la lutte anti-impérialiste¹. Cette dernière revêt d'ailleurs une portée différente pour les trotskystes et les lechinistes : là où les uns ne voient que conflits et affrontements, les autres envisagent, dans leur Programme de principes, une aide étrangère qui serait reçue sans compromission et se gardent, en général, de s'attaquer aux agences d'aide bilatérale ou internationale ou à l'Alliance pour le progrès.

Il est possible de cerner avec une certaine précision les points sur lesquels Lechin estime essentiel de s'opposer à la tendance trotskyste, en comparant le texte proposé par cette dernière à Colquiri, en décembre 1963, et les amendements que Lechin parvient à introduire dans la résolution finale : il semble, en effet, qu'au cours de ce Congrès, l'initiative échappe en partie à Lechin, puisqu'il est contraint d'accepter le projet de ses adversaires politiques comme base de discussion, mais pas au point qu'il ne puisse corriger sinon l'orientation générale du texte, au moins certains de ses aspects les plus compromettants².

De la comparaison, il ressort qu'aucun amendement n'est venu altérer les revendications liées à la défense syndicale et aux conquêtes ouvrières, qui figuraient dans le projet du P.O.R. Par contre, un ajout important au document initial concerne l'industrie privée comme victime de la politique économique du Pouvoir³, et un autre relie la stagnation de la production agricole nationale à la concurrence

¹ Exemple de cette souplesse de Lechin : sa participation au Comité révolutionnaire du peuple, après le coup d'État de Barrientos, aux côtés notamment de partis situés très à droite sur l'échiquier politique mais opposés, comme Lechin à l'époque, à Victor Paz et au M.N.R. La XVI^e Conférence nationale des Travailleurs de la mine (5 décembre 1964) votera le retrait des mineurs de ce Comité, qui disparaîtra le 11 mai 1965.

² La version avant amendement est celle qui a été publiée dans Guillermo LORA, *Bolivie....* op. cit. ou dans *El pensamiento...* op. cit. Guillermo LORA signale cependant les points sur lesquels les principaux amendements ont été apportés, ainsi que le sens général de ces modifications. Nous comparerons cette version initiale avec le texte ronéotypé officiel, tel que nous l'avons obtenu de la C.O.B. Bien que la comparaison ait été effectuée entre les deux versions de langue espagnole, nos citations correspondront, quand c'est possible, à la traduction française déjà citée (G.L., *Bolivie...* op. cit.), pour la facilité du lecteur.

³ Point 3 du titre 1 dans le texte officiel. « L'industrie privée dépérit, victime d'une absence de politique protectionniste de l'État, et de la concurrence étrangère. Les mines moyennes ou petites ainsi que les coopératives, minières ne peuvent étendre leurs activités productives, faute d'une politique économique de développement. La politique de crédit est orientée et dirigée par des agents des monopoles nord-américains et de leurs serviteurs au sein du pouvoir. Nous, ouvriers, n'avons rien à voir avec ces plans de liquidation nationale ». Cet article émane dans sa totalité du courant lechiniste.

exercée par les excédents agricoles nord-américains sur le marché intérieur¹ ; de plus, « l'unité du peuple dirigé par les travailleurs » comme moyen de défense contre les politiques gouvernementales est juxtaposée à « l'unité indestructible de la classe » du premier texte².

Les retraits ou modifications par rapport à la version initiale sont aussi très significatifs. Ils peuvent être regroupés en trois catégories. En premier lieu, ceux qui concernent des divergences idéologiques et politiques fondamentales. Ainsi, le remplacement de la notion de « gestion ouvrière » par celle d'« administration ouvrière »³, la substitution du terme « action massive » à celui d'« action directe » ou l'élimination pure et simple de ce dernier⁴, enfin, le passage sous silence des multiples accusations ou dénonciations visant l'armée⁵. Le second type de suppressions vise la critique de politiques gouvernementales auxquelles Lechin a été plus ou moins directement associé – en particulier les plans de Stabilisation monétaire, Triangulaire et Décennal⁶. Disparaissent aussi, une allusion transparente à la direction lechniste des syndicats – la C.O.B. doit être révolutionnaire, totalement démocratique et débureaucratisée⁷ – et une autre relative aux partis qui servent la réaction : le mot « parti » est remplacé par celui de « secteur », moins englobant⁸.

Finalement, les dernières transformations se rapportent plus directement à notre propos actuel. Le concept « impérialisme » disparaît presque complètement de la version officielle⁹ et des expressions moins chargées viennent s'y substituer à plusieurs endroit : intérêts contraires à (ceux de) la nation¹⁰ instructions étrangères aux intérêts du pays¹¹. Lorsqu'ils envisagent les rapports avec les États-Unis, les lechinistes parlent volontiers de « consortiums nord-américains »¹², ou de « monopoles nord-américains »¹³, ce qui circonscrit doublement la perspective par rapport au concept multidimensionnel d'impérialisme : la problématique se situe à un niveau strictement économique et concerne certains types d'entreprises

¹ Point 4 du titre I dans le texte officiel.

² Point 6, *in fine*, du titre I (version G. L.).

³ Dans le titre III lui-même, au point 4 et à la fin du point 5 de ce même titre (version G.L.).

⁴ Point 4 du titre IV (version G.L.).

⁵ Points 2, 3, 4 du titre du titre IV (version G.L.).

⁶ Dans le point 2 du titre I (version G.L.).

⁷ Point 5 du titre II, *in fine* (version G.L.).

⁸ Point 1 du titre II (version G.L.).

⁹ Le mot « impérialisme », qui apparaissait treize fois dans la première version (accompagné ou non de « nord-américain » ou « yankee », n'est cité que trois fois dans la version officielle.

¹⁰ Point 5 du titre I (version G.L.).

¹¹ Point 1 du titre I (version G.L.).

¹² Point 1 du titre I et préambule du titre III (version officielle).

¹³ Point 3 du titre I et préambule du titre III (version officielle).

seulement ¹. Dans le même ordre d'idées, les deux mentions hostiles à la Banque interaméricaine de développement (B.I.D.) sont rayées du texte officiel ².

L'examen des modifications apportées à un projet de résolution âprement disputé, dans une conjoncture particulière d'équilibre des forces à l'intérieur du syndicat des mineurs, tend à confirmer et à préciser les hypothèses émises antérieurement sur les orientations politiques de Lechin en matière de dépendance. Comme on pouvait le supposer, la tonalité anti-impérialiste est très atténuée dans le discours de l'aile gauche du M.N.R., si on le compare à celui des trotskystes. Plus intéressante est la distinction implicite que l'on a cru discerner entre l'action des monopoles américains ou certaines modalités de l'assistance économique et le rôle possible de l'aide étrangère et des organismes internationaux. En effet, l'action des monopoles nord-américains est stigmatisée, tandis qu'à l'égard de la politique des États-Unis ou de la B.I.D., la critique reste nulle ou réservée ; les objections éventuelles concernent non la nature impérialiste de la relation prise dans sa globalité mais certaines de ses dimensions ou de ses modalités actuelles (les surplus alimentaires par exemple). Cette conception d'une grande autonomie du politique par rapport à l'économie sous-tend, selon nous, tout le discours de Lechin : un gouvernement populaire appuyé sur les travailleurs lutte contre le pouvoir des monopoles étrangers à l'intérieur du pays, leur impose certaines règles du jeu et cherche à les soumettre aux objectifs du Plan ; par ailleurs, ce même gouvernement, bien ancré dans la nation et dans le peuple, doit pouvoir corriger un certain nombre d'anomalies dans le mécanisme de l'aide internationale et la réinscrire dans les projets nationaux de développement. La meilleure façon de lutter contre l'exploitation et la domination des grands monopoles étrangers consiste à promouvoir le développement intérieur ; or, dans ce dernier procès, l'aide internationale canalisée par un gouvernement populaire et national peut apporter une contribution non-négligeable.

Si telle est, au fond, l'idéologie de Lechin, on voit qu'elle correspond sinon à son comportement passé, du moins à ses ambitions politiques et électorales dans une société peu industrialisée et excessivement dépendante ; position tributaire

¹ Par exemple, les mines moyennes contrôlées par des capitaux étrangers ne sont pas visées.

² Point 2 du titre I : « (...) les mines, qui sont déjà en train d'étouffer dans les mains de l'omnipotente B.I.D. ». Il est vrai que le contexte dans lequel apparaît cette référence au B.I.D. – le Plan triangulaire – justifie à lui seul l'amendement des lechinistes ; d'ailleurs, tout ce paragraphe a été profondément modifié par les syndicalistes du Secteur de gauche du M.N.R., afin de faire porter la condamnation sur les politiques *récentes* du gouvernement plutôt que sur celles dans lesquelles la responsabilité du groupe est engagée. Il reste que l'élimination de cette critique du B.I.D. s'inscrit bien dans le cadre des politiques et conceptions de Lechin en matière d'aide internationale. La deuxième mention du B. I. D. (point 2 du titre III, *in fine*) intervenait à propos de la perte de contenu de la nationalisation, « puisque le véritable maître n'est autre que la B.I.D. » ; seule cette dernière partie de la phrase a été omise dans le texte officiel.

également de l'intégration des dirigeants syndicaux dans les institutions d'un régime dont la dégradation leur semble appeler un retour aux sources bien plus qu'une fondamentale remise en question. Dans un pays pauvre et sous-développé comme la Bolivie, le parti de classe est un mythe aux yeux de Lechin et, si le chef syndical estime que son accession au pouvoir modifierait le rapport des forces au sein de l'alliance de classes, il reste persuadé que celle-ci comprendrait les mêmes partenaires que durant les belles années du régime nationaliste-populaire.

C. Spécificité du syndicalisme dans les centres urbains

[Retour à la table des matières](#)

L'importance que nous avons accordée jusqu'ici à la fraction de la classe ouvrière concentrée dans les mines, en raison de son poids numérique, de sa prépondérance dans le syndicalisme et de la vigueur des courants idéologiques qui s'y expriment¹, ne doit pas conduire à ignorer la fraction urbaine de la classe ouvrière ou les autres catégories de travailleurs syndiqués. Par rapport aux orientations du syndicalisme des mineurs, les différences sont doubles et tiennent aux conditions de travail ou d'emploi dans les industries ou les services des villes et à la spécificité de l'environnement social et culturel. Tout d'abord, le rapport de force entre les tendances idéologiques y est distinct, ne serait-ce que par l'influence considérable de l'aile droite du M.N.R. sur certains syndicats, ou encore par le peu d'emprise du courant trotskyste ; ensuite, dans l'exposé de leurs revendications, les travailleurs urbains utilisent volontiers un ton et un vocabulaire qui tranchent sur celui des mineurs et qui est sous-tendu, en fait, par une idéologie économique et politique particulière.

1. Ferroviarios et fabriles : deux types d'orientations

Rien n'illustre mieux le contrôle de certains syndicats par l'aile droite du M.N.R. que le cas des *ferroviarios* qui, depuis 1950 en particulier, ont toujours apporté leur soutien aux politiques du Parti et manifesté à l'égard de son chef une dévotion exemplaire. Ce syndicat, qui avait été complètement désorganisé par la répression antérieure à la Révolution, se reconstitue après la prise du pouvoir du M.N.R. et, très vite, la Confédération des *ferroviarios* se donne comme Secrétaire général un partisan actif du M.N.R. : Juan Sanjinés Ovando. Dans cette entreprise

¹ Voir dans ce sens, Lawrence WHITEHEAD, « Sobre el radicalismo de los trabajadores mineros de Bolivia », *Revista Mexicana de Sociología*, oct-déc, 1980, no 4, pp. 1465-1496.

nationalisée, où les travailleurs touchent des salaires relativement élevés¹ l'influence du parti dominant ne rencontre pratiquement pas d'opposition. Or, il s'agit d'un des syndicats ouvriers les plus puissants, comme tend à le démontrer sa représentation à la C.O.B., égale en nombre à celle des *fabriles* (textile).

Les *ferroviarios* se sont illustrés notamment lors des diverses tentatives du M.N.R. visant à diviser le syndicalisme : Bloc restructurateur et, plus tard, C.O.B.U.R.² la centrale rivale de la C.O.B., destinée à contrer l'opposition des organisations ouvrières au gouvernement et à ses politiques. Les *ferroviarios* comptent, en effet, parmi les quelques groupes – travailleurs municipaux, employés de commerce... – qui ont appuyé l'expérience de la C.O.B.U.R., à laquelle seraient également mêlés l'O.R.I.T., dont on a déjà mentionné le rôle en Amérique latine³ ainsi que l'attaché américain chargé des problèmes du travail⁴.

La situation des *fabriles* se présente sous un jour assez différent. L'industrie du textile connaît, en effet, des difficultés chroniques et doit affronter une forte concurrence étrangère. Aussi, les conditions de vie des *fabriles*, que l'on retrouve en assez grand nombre dans quelques quartiers de la ville, tendent-elles à se détériorer : malgré la hausse du coût de la vie, leur salaire nominal reste stable ou diminue entre 1960 et 1964⁵.

¹ Les *ferroviarios* ont gagné un salaire mensuel moyen de 671,2 pesos au cours de l'année 1964, alors que l'ouvrier du textile n'en touchait que 353 (12 pesos = 1 dollar U.S.). *Economic and Program Statistics-Estadísticas economicas*, USAID-Bolivia, octobre 1964, p. 9, tableau V.

² Centrale ouvrière bolivienne d'unité révolutionnaire, expérience peu concluante à laquelle Barrientos mettra un terme. Le rôle des *ferroviarios* et de son dirigeant Sanjinés est évoqué à plusieurs reprises au XII^e Congrès national des Travailleurs des mines de Bolivie (Colquiri, décembre 1963). Ainsi, dans les justifications de la Résolution no 15, on peut lire : « Considérant (...) que le gouvernement (...) a donné des instructions fermes durant sa visite à la ville d'Oruro, le premier de ce mois, pour organiser une autre Centrale ouvrière départementale, avec à sa tête les trafiquants du syndicalisme et agents incrustés dans la famille ferroviaire, et qui suivent les consignes du restructurateur Juan Sanjinés Ovando, afin de faire obstacle à la véritable Centrale ouvrière départementale élue démocratiquement. » Cf. *XII^e Congreso Nacional de Trabajadores de Bolivia*, polycopié de la C.O.B. comprenant les 28 résolutions présentées au Congrès.

³ Dernier chapitre de la première partie, *in fine*. À la fin du *sexenio*, en 1950-51, l'O.R.I.T. avait déjà essayé d'implanter un syndicat en Bolivie, avec cette différence qu'à l'époque il s'agissait d'abattre le M.N.R. Cf. Robert ALEXANDER, *The Bolivian...* op. cit., pp. 130-131.

⁴ Cf. par exemple Benedicto DELGADILLO, « Los trabajadores y la Junta Militar de Bolivia », *Boletín Sindical Latinoamericano*, oct-nov. 1964, nos 10-11, p. 13 (Ce bulletin est l'organe du Congrès permanent d'unité syndicale des travailleurs d'Amérique latine).

⁵ Le salaire moyen des *fabriles* s'élève à 353 pesos en 1964 ; en 1960, il était de 356,8 pesos (cf. *Economic and Program...* op. cit., p. 9, tableau V). Or, l'indice du coût de la vie est passé de 133,8 en 1960 (1958 = 100) à 159,3 en 1963 (*ibidem*, p. 25, tableau XIX). Une comparaison des salaires moyens à La Paz indique que le salaire des *fabriles* est très légèrement supérieur à la moyenne générale des rémunérations de la ville, en décembre 1962. C'est dans les services et la fonction publique que la moyenne est de loin la plus élevée : banques, assurances, communications, services gouvernementaux. Cf. Boletín Estadístico, op. cit., no 87, 1963, p. 28a. Quant aux mineurs, leur salaire quotidien est compris, en octobre 1965, entre 9,40 et

C'est à La Paz que sont concentrées les principales entreprises de textile et vêtement. Les statistiques du ministère des Finances font état de 31 établissements dans la capitale, occupant quelque 3 500 ouvriers, en décembre 1962¹. La plus grande entreprise, et la seule dont la gestion s'inspire d'une recherche déterminée de la rationalité capitaliste, la SAID, emploie, en 1964, quelque 1 200 travailleurs, dont une partie remplacée systématiquement toutes les trois semaines². Les autres entreprises de quelque importance souffrent souvent d'une organisation déficiente³ et plusieurs connaissent des difficultés économiques à la fin du régime. Celle qui vient en second lieu, la Forno, emploie quelque cinq cents personnes – dont environ deux cents femmes – auxquelles le pouvoir du syndicat assure une grande stabilité. Toujours à la même époque, l'entreprise qui vient en troisième position est au bord de la faillite et menacée sans cesse de fermeture.

Il est clair que la propriété privée des instruments de production, qui caractérise ces manufactures par rapport aux mines ou aux chemins de fer, est loin d'avoir assuré la rationalité de l'organisation ou de la décision dans ce secteur⁴. Par contre, cette même privatisation comporte des conséquences pour les relations industrielles comme pour le fonctionnement et les orientations des syndicats. Les dirigeants syndicaux du textile sont, en effet, plus proches des centres de décision – économique et politique – que ceux des mines, où la structure d'autorité est à la fois centralisée et bureaucratique. Le syndicat ne participe pas à la gestion, mais il dispose assez souvent d'un contre-pouvoir étendu et de représentants déchargés de toute obligation de production⁵. Aussi arrive-t-il que, dans le but d'obtenir la paix

11,10 pesos (soit moins d'un dollar), quelle que soit leur spécialité ou le nombre de leurs enfants (cinq en moyenne) ; et le plafond fixé aux achats à la *pulperia* (magasin subventionné de la mine) empêche celle-ci d'alléger sensiblement leur misère. Cf. la lettre de 106 prêtres aux présidents Barrientos et Ovando, publiée sous le titre « Sacerdotes consideran la situación económica de mineros », *Presencia*, 6 octobre 1965, pp. 1, 6 et 7.

¹ *Boletín Estadístico*, op. cit., no 87, 1963, p. 28a.

² Ces travailleurs occasionnels ou *maquipuras* sont exclus du régime de la Sécurité sociale et touchent un salaire inférieur à celui des ouvriers réguliers. Par ailleurs, cette entreprise offre à ses ouvriers certains avantages (garderie, transport, etc. ...) que ses concurrents, plus petits, estiment ne pas pouvoir consentir à leur personnel.

³ Citons notamment l'absence de coordination entre les départements et services ou l'insuffisance de l'approvisionnement en matières premières (pour des raisons financières notamment).

⁴ D'une manière plus générale, il semble qu'en Bolivie la couche des industriels petits et moyens ait manqué de la densité nécessaire pour jouer un rôle d'entrepreneur « national ». Il n'est qu'à voir comment, bénéficiant jusqu'en 1956 de conditions particulièrement favorables pour l'importation de biens d'équipement, les industriels préférèrent souvent spéculer sur la différence entre le cours officiel et le cours au marché noir des devises étrangères, n'utilisant qu'une partie de celles-ci pour les achats à l'étranger. Voir à ce propos A. URGEL, « El fracaso de la burguesía industrial boliviana », *Espartaco*, mai 1964, no 6, pp. 24-34.

⁵ Une des entreprises principales – non la plus grande – comporte 24 dirigeants syndicaux qui, généralement, ne travaillent pas à la production. Le très grand pouvoir de leur chef s'affirme non seulement face à la direction, mais encore à l'égard des ouvriers, tous syndiqués, et des autres

sociale ou, plus simplement, afin d'introduire certains changements technologiques affectant la situation des travailleurs, la direction de l'entreprise conclue des arrangements particuliers avec le chef syndical ; un comportement analogue semble exister sur le plan politique, où, compte tenu de la position stratégique des ouvriers du textile, le gouvernement cherche à éviter que l'agitation des mineurs trouve un écho dans les usines et dans les rues de la capitale. De telles pratiques contribuent parfois à créer ou à consolider, dans l'entreprise, la monopolisation du pouvoir syndical par un ou quelques individus, selon des techniques diverses allant de la répression violente de toute forme d'opposition jusqu'au *compadrazgo* ¹.

Cette situation de l'industrie textile ² a permis que se développe un courant favorable au syndicalisme d'affaires dans certaines organisations de *fabriles* ; cette orientation se heurte à une tradition de lutte déjà ancienne, dont la radio du syndicat – et le langage qu'elle utilise – portait un témoignage éloquent avant qu'elle soit détruite par le Pouvoir. Aussi, comme parmi les maîtres d'école et bien d'autres groupes urbains, de profondes dissensions minent la cohésion des ouvriers du textile. Le thème de la division des *fabriles* est d'ailleurs omniprésent dans le premier numéro de *Vanguardia Fabril*, organe du syndicat de la SAID, qui cherche à réaliser son objectif unitaire tout en ouvrant ses colonnes aux différents courants idéologiques ³.

Dans ces conditions, sur quelle base l'unité d'action peut-elle se réaliser entre le syndicalisme urbain, spécifique et relativement divise, et la Fédération syndicale des travailleurs de la mine de Bolivie ?

représentants syndicaux ; les quelques militants politisés qui s'opposent à cette monopolisation du pouvoir sont obligés d'observer une très grande prudence dans leurs activités.

¹ Il est coutume de choisir pour parrain de ses enfants un personnage relativement puissant. En devenant le *compadre* de presque toute l'usine, en régaland à son compte, le chef syndical crée des liens personnels à son égard et neutralise pratiquement toute velléité d'opposition active. Par ailleurs, le syndicat intervient, parfois de façon déterminante, dans l'embauche ou le licenciement du personnel.

² Cette description repose en premier lieu sur un certain nombre d'entrevues, notamment celles que nous avons pu réaliser avec deux de nos collaborateurs – M.-F. Rioss et R. Pardo – dans une des principales entreprises textiles de la ville. Ces entretiens nous ont permis de recueillir les opinions de la gérance et du syndicat (22 juin et 8 juillet 1964) et d'un petit groupe de travailleurs. Nous avons cherché par la suite à étendre notre information à d'autres entreprises, par le dépouillement de la presse en particulier.

³ Cf. 19 déc. 1964, no 1, p. 4 (première colonne). Le journal est publié peu de temps après l'effondrement du régime, qui a permis au syndicat du textile de se débarrasser de certains éléments corrompus et inféodés aux anciens dirigeants politiques. Par ailleurs, l'importance du thème de l'unité syndicale s'explique par une tension croissante entre le mouvement ouvrier et la Junte Militaire (cf. la position des mineurs à leur Conférence nationale de décembre 1964). Il reste que les dissensions internes sont jugées suffisamment préoccupantes pour être évoquées en page éditoriale, sous forme de souhait : « (...) nous aspirons à ce que, l'année prochaine, la famille *fabril* réalise (logre) son unité, parce que c'est seulement de la sorte que nous pourrions avancer sur le chemin du progrès et des triomphes. » (p. 3).

2. Solidarité entre mineurs et *fabriles*

[Retour à la table des matières](#)

Le cinq décembre 1964, au terme de la XVI^e Conférence nationale des travailleurs des mines est signé un Pacte intersyndical de solidarité et de défense mutuelle entre la F.S.T.M.B. et la Confédération générale des travailleurs du textile de Bolivie (C.G.T.F.B.)¹. L'accord comporte douze objectifs, qui doivent servir de base aux actions communes entreprises par les deux plus puissantes organisations syndicales du pays. Une comparaison du Pacte avec le document émis par la Conférence des mineurs fournit d'utiles indications sur les compromis qu'implique pour les mineurs une alliance avec le syndicat manufacturier. Compte tenu des limites inhérentes à ce genre de comparaison², il semble possible d'en dégager certaines orientations spécifiques du syndicalisme des *fabriles*.

Les deux documents ont en commun la défense des conquêtes ouvrières de 1952 (nationalisation etc.). Cependant, la Conférence minière met l'accent sur les objectifs politiques à long terme, en appelle à la lutte armée et vise expressément à la conquête du pouvoir ; elle défend les privilèges syndicaux, le contrôle ouvrier et préconise le renforcement de la nationalisation, l'accélération et l'approfondissement de la réforme agraire ; sur le plan international elle se solidarise avec tous les mouvements de libération nationale et sociale ; les problèmes économiques sont vus sous l'angle de la domination impérialiste et des menaces qui pèsent sur les nationalisations et sur la position des syndicats. Par contre, dans le Pacte des mineurs et des ouvriers, les problèmes politiques passent à l'arrière-plan et visent seulement la « constitutionnalisation » du pays par des élections démocratiques et le respect des libertés démocratiques ; le Pacte n'aborde pas directement la question de l'impérialisme et ses objectifs économiques ne sont pas liés expressément à un changement de régime ; il est question de « défendre et AIDER à la réhabilitation de l'industrie nationale comme source de travail »³, ou encore de lutter pour la création d'emplois nouveaux et pour la « réintégration » de la mine nationalisée par l'installation de fonderies.

¹ Cet accord est reproduit dans *Unidad*, seconde semaine de décembre 1964, p. 1, ainsi d'ailleurs que le document de la Conférence nationale des mineurs (pp. 4-5).

² Il est clair qu'un document émis par la Conférence nationale des mineurs implique une participation plus large et est moins directement orienté vers l'action qu'un pacte intersyndical de défense.

³ Art. 8. Aider (ayudar) figure en majuscule dans le texte.

S'il est évident que le Pacte s'inscrit dans la ligne de pensée lechiniste ¹, on peut aussi y relever la relation établie entre l'économique et le social. Cette problématique en termes de participation à un système économique est plus explicite encore dans un autre texte, adressé à la Chambre nationale d'industries par les ouvriers du textile, à la même époque. Les travailleurs y justifient leur demande d'augmentation, comprise entre 20 et 60 pour cent, par la relation existant entre l'avenir de l'industrie nationale et le pouvoir d'achat des salariés ².

L'alliance des mineurs et de la manufacture signifie donc la mise en sourdine des objectifs révolutionnaires ; les revendications formulées dans le pacte intersyndical seraient plutôt caractéristiques d'un mouvement ouvrier accédant au pouvoir, mais en butte à un gouvernement assez hostile (presque chaque article commence par le mot lutter ou défendre), sur lequel il faut chercher à faire pression. Il est vrai que, si chacune de leurs revendications oppose directement les mineurs à l'autorité politique, dans les manufactures, par contre, les responsabilités politiques sont moins apparentes et moins fondamentales, même si le gouvernement permet aux tissus japonais de concurrencer la production nationale.

D. De la stratégie participationniste à l'exclusion

[Retour à la table des matières](#)

Durant toute la durée du régime nationaliste-populaire et, ensuite, jusqu'à l'instauration d'une tutelle gouvernementale sur les syndicats et son propre exil, Lechin a orienté les positions syndicales dans le sens de la participation aux mécanismes de décision politique et économique, ainsi que dans le sens d'une lutte nationale incluant la bourgeoisie industrielle et commerciale, la petite bourgeoisie et ses partis ; loin de préconiser une rupture totale avec l'impérialisme, il inclinait plutôt à sa domestication, sans rejeter l'aide internationale et en centrant ses critiques les plus dures sur les monopoles économiques ; pour lui et ses partisans,

¹ Lechin est d'ailleurs mentionné expressément dans l'article 1 du Pacte en tant que Secrétaire exécutif de la C.O.B., autour de laquelle doit se réaliser l'unité révolutionnaire.

² Il serait trop long de reproduire la totalité de l'argumentation de la C.G.T.F.B. Citons seulement deux passages parmi les plus significatifs : « Il ne nous semble pas que l'avenir des entreprises et de l'industrie nationale puisse dépendre d'une diminution constante du pouvoir d'achat des salaires. » Et, plus loin : « (...) à salaires plus élevés, meilleur rendement, pouvoir d'achat accru, demande supérieure d'articles et augmentation de la production ». Cf. « Fabriles replantean pedido de aumento general de sueldos y salarios del 20 al 60 por ciento », dans le quotidien de La Paz, *Ultima Hora*, 22 décembre 1964, p. 4.

la politique de Paz Estenssoro s'analyse comme une trahison des principes de la Révolution ; un gouvernement authentiquement populaire et nationaliste devrait pouvoir canaliser l'aide et les investissements étrangers en conformité avec les priorités du Plan et mettre fin à la spoliation des ressources naturelles par les firmes nord-américaines.

Cette orientation, Lechin l'a maintenue malgré toutes les rebuffades et tous les échecs. Au terme du processus, sous Estenssoro ou sous Barrientos, il a tenté encore de réaliser ses objectifs et d'accéder à la Présidence par le jeu électoral. Jusqu'au bout, il a manœuvré pour contenir la pression idéologique des trotskystes, et ce que l'on a pu appeler son « socialisme de balcon »¹ visait souvent bien plus à contrôler les masses qu'à les mobiliser pour une action déterminée. Les seules circonstances dans lesquelles l'opposition de Lechin apparaît vraiment déterminée, c'est lorsque la position de la C.O.B. – et la sienne propre par conséquent – est menacée par le Pouvoir ; cependant, même dans ces situations de crise, la mutation se produit au niveau du ton, non de l'analyse : Barrientos et ses militaires sont des fascistes, non les représentants du capital².

Chaque fois que la stratégie participationniste de Lechin a connu de graves revers ou qu'elle a entraîné l'approbation de mesures impopulaires auprès des travailleurs, le langage de l'exclusion et de la rupture, incarné par le P.O.R., a prévalu parmi les syndicats de mineurs. Cependant, en raison de la faiblesse numérique et organisationnelle des militants trotskystes, jamais les défaites idéologiques des dirigeants lechinistes n'ont ébranlé sérieusement leur pouvoir syndical. Il semble que, tant par son idéologie que par ses attitudes relativement souples et ambiguës, le Secteur de gauche du M.N.R. ou, plus tard, le P.R.I.N. soit la seule tendance capable d'assurer une certaine cohésion parmi les ouvriers de l'étain et, surtout, entre ceux-ci et les travailleurs urbains. Car, si Lechin n'est pas à l'avant-garde du combat idéologique dans les mines, il l'est néanmoins par rapport aux organisations inféodées au M.N.R. ou, dans les villes, par rapport au syndicalisme d'affaires, doublé ou non de collusion avec le pouvoir politique. Or, dans les syndicats urbains, les divisions idéologiques ne sont pas toujours contrebalancées par la prédominance d'un seul courant sur tous les autres, comme chez les mineurs ; leur relative unité ne peut leur venir alors que de l'extérieur, et c'est le groupe le plus puissant qui la cimente ; encore faut-il que le langage des uns soit acceptable aux autres.

¹ Qui vaut bien celui de la chaire... L'expression renvoie aux locaux de la C.O.B. et au balcon d'où les orateurs peuvent adresser des discours plus ou moins enflammés à la foule, mais pas nécessairement pour l'inciter à l'action.

² Cf. par exemple « Appel de la C.O. B. au peuple et à la classe ouvrière », (tract du 19 mai 1965, La Paz), ds Guillermo LORA, *Bolivie... op. cit.*, pp. 147-153.

Au carrefour des différentes idéologies, entre l'intégration au pouvoir et l'opposition à ses politiques, entre le développement national et l'aide étrangère, entre la base ouvrière et l'alliance la plus large des classes sociales, Lechin et ses partisans ont assuré l'intégration idéologique du syndicalisme bolivien et posé les termes d'une participation au régime acceptable pour le mouvement ouvrier, tant que la conjoncture politique et sociale s'y est le moins possible prêtée.

Chapitre V

L'organisation syndicale et ses rôles

[Retour à la table des matières](#)

On vient de voir la place que tenait, dans les orientations de Lechin et du courant dominant du syndicalisme, la participation aux mécanismes institués de décision politique et économique. On a pu constater aussi que, chaque fois que la place du mouvement ouvrier dans le régime était menacée, l'unité et la cohérence interne du discours syndical étaient plus ou moins battues en brèche sans que cela entraîne pour autant une révision en profondeur de ses orientations générales. Il faut maintenant porter l'attention à un autre niveau et se poser une double question.

La première interrogation concerne la participation gestionnaire, son champ d'application et la répartition des pouvoirs entre les parties en présence, son sens et ses conséquences pour le syndicat. La seconde a trait à l'organisation par laquelle le syndicalisme bolivien a articulé les contraintes liées à la participation aux exigences de la revendication ou, en d'autres termes, a suscité l'expression et la mise en forme des aspirations ouvrières tout en contrôlant celles-ci suffisamment pour qu'elles soient compatibles avec la structure de participation. Problème qui peut être posé sur le plan des rapports entre la Centrale ouvrière et ses organisations affiliées d'une part, entre les syndicalistes participant à la gestion et la base d'autre part.

Le phénomène de la participation syndicale à la gestion économique et politique du pays doit être replacé dans le système institutionnel général édifié par le M.N.R. après 1952. Celui-ci a, en effet, tendu à instaurer la suprématie du Parti

dans l'ensemble des grands appareils de la société, à l'exception de l'Église, des media de masse et de l'Université, qui a pu sauvegarder sa tradition d'autonomie. C'est ainsi que l'armée, épurée de ses cadres supérieurs, comprend une cellule du Parti, que la police politique est active, que l'administration publique et le vaste secteur nationalisé sont sous le contrôle direct des dirigeants du M.N.R. et que l'obtention d'un emploi y est souvent subordonnée à l'allégeance partisane.

Bref, le M.N.R. pénètre pratiquement dans toutes les institutions économiques et politiques et cherche à y établir un monopole. Mais la conjoncture de 1952 lui interdit toute prétention à l'hégémonie directe dans le syndicalisme ; il faut, pour canaliser l'action de ce dernier, passer par la médiation des dirigeants ouvriers intégrés au parti. Les syndicats et leurs membres sont, de leur côté, intéressés à la défense de la Révolution et très soucieux de se mettre en position d'en recueillir les bénéfices individuels et collectifs. Le point de rencontre de ces deux mouvements est la participation gestionnaire, dont la C.O.B. et le Contrôle ouvrier constituent deux pièces tout à fait centrales.

Cependant, au fur et à mesure que les politiques du régime s'opposent aux aspirations ouvrières et que les chances de compromis s'amenuisent, la cogestion perd de sa raison d'être et, surtout, elle prend un sens différent : l'intégration des syndicalistes dans les instances décisionnelles devient un facteur de résistance, un tremplin pour l'organisation de l'opposition populaire. Sa remise en question est déjà très sensible sous la présidence de Siles (1956-1960), en raison de sa politique de stabilisation monétaire ; les implications sociales du Plan triangulaire auront les mêmes conséquences. La participation gestionnaire n'est plus qu'objection et veto, sans contrepartie suffisante, aux yeux des dirigeants politiques, en termes de canalisation de l'opposition populaire. Les derniers vestiges de la cogestion sont appelés à disparaître avec les conflits qui marquent la fin du régime. Le rétablissement provisoire des libertés syndicales après le coup d'État de Barrientos ne prélude pas à un retour aux institutions de 1952. Bien au contraire, une législation répressive musèle le syndicalisme, comme si, dans la conjoncture politique post-révolutionnaire, il n'y avait d'autre alternative que l'intégration et la collaboration du syndicalisme ou la destruction de ses organisations autonomes.

A. La participation à la gestion politique et économique

1. Le syndicat dans les appareils politiques

[Retour à la table des matières](#)

La Centrale ouvrière bolivienne s'est constituée au lendemain de la Révolution nationale. Elle est l'instrument de pression dont usent les dirigeants syndicaux dans les limites de la participation gestionnaire, elle est le cadre dans lequel se structure et se contrôle la mobilisation populaire. S'appuyer sur une puissante organisation pour traiter avec la fraction rivale du M.N.R., tirer avantage de son insertion dans le régime pour affermir son emprise sur les travailleurs et neutraliser l'action de ses adversaires idéologiques, tels sont les deux angles complémentaires sous lesquels Lechin envisage les relations du syndicalisme et de la politique.

Cette stratégie connaît ses plus belles heures au début du nouveau régime. Le rapport de force, très favorable au mouvement ouvrier, lui assure une représentation de poids au sein des organes de décision politique : à l'intérieur du Parti, mais aussi au Parlement et dans le gouvernement. Celui-ci comporte trois ministres-syndicalistes, au Travail, aux Affaires paysannes et aux Mines et Pétrole, bref, à la fois dans le domaine qui concerne le plus directement le syndicalisme et dans les grands secteurs de l'économie visés par le programme de réformes du M.N.R.

Durant cette période initiale, caractérisée par le *co-gobierno* M.N.R.-C.O.B., les syndicats détiennent une influence déterminante dans le choix de leurs représentants au gouvernement et une grande confusion tend à s'établir entre les fonctions syndicales et politiques. C'est le même Lechin qui dirige la C.O.B., contrôle la puissante Fédération des mineurs et détient le poste clé de ministre des Mines et du Pétrole ; c'est aussi le même Nuflo Chavez, ministre des Affaires paysannes, qui devient Secrétaire exécutif de la Confédération nationale des travailleurs agricoles (C.N.T.C.) au premier congrès de cette organisation, en juin 1953. Avec l'instauration du Contrôle ouvrier, la participation gestionnaire s'étend aux appareils économiques de l'État et aux grandes entreprises nationalisées : ministère de l'Économie, Banque centrale, COMIBOL et centres miniers, Caisse nationale de sécurité sociale etc. ... Sans trop anticiper sur ce que l'on dira plus loin du *Control Obrero*, on peut relever l'aire étendue de sa compétence : celle-ci s'exerce dans les domaines administratif, économique et financier ; dans ce cadre

très large, le Contrôleur ouvrier dispose d'un droit de veto à l'encontre des décisions de l'Administration ou de la Gérance, à l'exclusion toutefois des mesures techniques.

Bien que la pratique co-gestionnaire ait perdu beaucoup de sa vigueur avec l'évolution des politiques gouvernementales, et notamment la stabilisation monétaire entreprise par Siles, les structures plus ou moins formelles de participation ont tendu à se maintenir. Par exemple, Lechin retournera à la Vice-présidence après 1960 ; de même, malgré toutes les critiques adressées à son fonctionnement, le Contrôle ouvrier et tout spécialement le droit de veto qu'il comporte ne seront mis en veilleuse qu'en 1961, avec l'approbation, par l'État, du Plan triangulaire. Quel est alors le bilan de cette expérience pour le syndicalisme bolivien ? Il semble qu'à cet égard il faille distinguer deux niveaux : celui de l'influence exercée par le syndicalisme dans la définition des politiques de développement économique et dans la conception des rapports avec les États-Unis, celui de la défense des intérêts particuliers des travailleurs sur le plan de l'emploi et des conditions de travail. Dans le premier cas, l'apport du syndicalisme a été minime. Jamais les masses n'ont été vraiment mobilisées et organisées pour appuyer un modèle de développement opposé à celui de l'aile dominante du M.N.R. ; lorsqu'une mesure suscitait l'opposition, comme dans le cas de l'indemnisation des grands propriétaires miniers expropriés, elle finissait par être acceptée telle quelle, sans compromis ni affrontement grave. Donc, à ce niveau, on peut parler de participation dépendante, en soulignant par là que, si tout système de cogestion consacre normalement la suprématie d'un groupe par rapport à l'autre, dans le cas spécifique bolivien le déséquilibre a été particulièrement prononcé.

En d'autres termes, sur le plan des orientations générales et de la politique économique, la logique de la participation l'a emporté de loin, chez Lechin sur celle de ses finalités possibles ; dès lors, dans les relations de la C.O.B. avec les syndicats affiliés et les travailleurs, la poursuite de l'intégration et du contrôle a prévalu sur celle de la mobilisation. Un procès d'intervention très typique de Lechin s'observe à propos du Plan triangulaire : d'abord Lechin affirme qu'il ne faut pas le juger avant de l'essayer, qu'il n'a pas d'implication défavorable à long terme et que, dans l'immédiat, il apportera un soulagement aux difficultés des mineurs. Un an après, la critique est devenue acerbe¹. Aveuglement ou duplicité du chef syndical, peu importe. Ce qui est significatif, par contre, c'est que le problème

¹ Pour des extraits de ces deux discours, cf. Amado CANELAS, *Nacionalización...*, op. cit. pp. 202, 204 et 211. Le premier discours a été prononcé à la fin du mois d'août 1961 ; le second, au début du mois de mai 1962. Le Décret suprême approuvant le Plan triangulaire porte la date du 31 août 1961.

commence à être pris au sérieux au moment où se précisent les implications concrètes du Plan pour les conditions de travail et d'emploi des mineurs.

Or, il faut se rappeler que la C.O.B. n'avait pas jugé nécessaire de livrer bataille à propos de l'offre soviétique de crédits à laquelle se substitue le Plan triangulaire. À vrai dire, le combat des lechinistes se situe à un autre niveau : celui des droits syndicaux, des conditions de travail, de la sécurité d'emploi et du niveau de vie. C'est pourquoi un contre-modèle de développement, opposable aux visées de l'aile droite du M.N.R., ne devient pas un enjeu des luttes avant que la politique économique gouvernementale, acceptée bon gré mal gré selon les cas, ne commence à produire ses effets au point de vue social et syndical. Sur ce terrain, Lechin est disposé à mobiliser ses troupes, mais à titre d'appoint : il compte avant tout sur la présence de représentants ouvriers dans les organes politiques et économiques de décision pour assurer une certaine protection aux travailleurs et freiner l'adoption de mesures restrictives au point de vue social¹. À ce niveau, et dans le cadre des orientations politiques générales pré-établies, la participation gestionnaire semble avoir joué plutôt en faveur des travailleurs et c'est là une des raisons de sa suppression à la fin du régime.

L'idéologie d'un personnage aussi central que Lechin dans le jeu politico-syndical explique certainement en partie la faiblesse de la visée du mouvement ouvrier bolivien sur le développement de la société : il aspire, en effet, plus à assouplir la ligne du M.N.R., à en corriger certaines modalités jugées aberrantes qu'à la contester globalement, comme on l'a vu à propos de l'aide internationale par exemple. Il reste qu'une telle explication ne saurait suffire et que, dans leur grande majorité, les travailleurs, et notamment les mineurs, sont restés fidèles à Lechin et l'ont appuyé. Il semble que, parmi eux, la nationalisation des mines et les conquêtes de la Révolution nationale aient été perçues davantage comme une réappropriation populaire que comme un outil dans une stratégie de développement. Toujours est-il que la faiblesse de la visée syndicale sur le développement de la société globale ou, en tout cas, l'absence de stratégie à ce niveau ont eu des répercussions sur l'autre facette de la participation gestionnaire du mouvement ouvrier : le contrôle ouvrier dans les grands appareils économiques contrôlés par l'État.

¹ Notons à cet égard que la plupart des mesures gouvernementales destinées à « rationaliser » les mines et préjudiciables aux travailleurs leur étaient déjà énumérées dans un document de mai 1960, émanant de la haute direction de la COMIBOL (Guillermo BEDREGAL et GOOSEN BROESIVIA) : *Programa integral de defensa de la nacionalización de las minas*. En juin 1960, un *ampliado* réunissant les Contrôleurs ouvriers et les dirigeants syndicaux de la F.S.T.M.B. avait pris position contre ce projet. Sur ce point, cf. Raul RUIZ GONZALES, Bolivia, *El Prometeo de los Andes*, Buenos Aires, Editorial Platina, 1961, pp. 123-128.

2. Le Contrôle ouvrier, ou la participation à la gestion des appareils économiques de l'État

[Retour à la table des matières](#)

Le Contrôle ouvrier avec droit de veto a été instauré en 1952 dans les mines nationalisées¹ et étendu à d'autres institutions de la société. Bien que son fonctionnement effectif ait fait assez rapidement l'objet de critiques à droite et aussi à gauche, le Contrôle ouvrier a toujours été considéré comme une de ses conquêtes majeures par le mouvement ouvrier. Le Décret portant l'approbation du Plan triangulaire, édicté sous le gouvernement Paz-Lechin, en 1961, contient un article par lequel le droit de veto, pièce juridique essentielle du Contrôle ouvrier, est pratiquement privé de tout effet suspensif².

a) Dispositions juridiques

Le Décret suprême réglementant l'organisation et le fonctionnement du Contrôle ouvrier établit une fonction de surveillance et d'inspection, remplie directement par les travailleurs, et une fonction de participation à l'administration des entreprises nationalisées, exercée par l'intermédiaire de délégués syndicaux et assortie d'un droit de veto (art. 1 et 2). Le Contrôle ouvrier s'exerce sur les activités administratives, économiques et financières de l'entreprise, en vue de sauvegarder les intérêts du pays, de rationaliser la production et d'élever le niveau de vie des travailleurs (art. 1).

La tâche de surveillance et d'inspection remplie directement par les ouvriers se réalise dans leur section ou en dehors d'elle, durant les heures de travail ou après celles-ci (art. 2). La définition des droits et devoirs attachés à la fonction de

¹ L'art. 170 du Décret suprême de nationalisation des mines (31 octobre 1952) institue le Contrôle ouvrier, dont le fonctionnement et l'organisation sont régis par le Décret suprême no 3586 du 15 décembre 1953, intitulé : *Reglamentario del Control Obrero con derecho a veto ejercitado en las minas nacionalizadas de Bolivia*.

² Thèse de Colquiri de la F.S.T.M.B. (4 décembre 1963), titre I, point 5 : « (...) le Contrôle ouvrier, une des conquêtes les plus précieuses de la Révolution, a été virtuellement supprimé (...) » (Texte ronéotypé officiel). L'article 4 du Décret suprême no 5866 du 31 août 1961, qui porte approbation du Plan triangulaire, apporte en effet des « précisions » sur le droit de veto et stipule que, lorsque la suspension est préjudiciable à la production, le gérant ou l'administrateur de l'entreprise pourra appliquer immédiatement la décision contestée.

contrôle montre par ailleurs qu'elle s'applique aux compagnons de travail aussi bien qu'aux supérieurs : dans la section, il faut veiller au déroulement normal des activités de travail et « éviter et dénoncer tout vol, gaspillage de matériaux, toute suspension momentanée et inutile des travaux et, en général, tout acte qui signifierait un préjudice pour la propriété et la production des mines nationalisées. » Il convient également « d'inspecter constamment les conditions de travail et d'empêcher ou de dénoncer les abus des chefs et des compagnons » (art. 10 a) ; en dehors de la section, les travailleurs veillent à empêcher ou dénoncer toute utilisation à des fins particulières des biens de l'entreprise, tout privilège injustifié des chefs ou compagnons de travail, tout sabotage de la production (art. 10 b).

La procédure prévue par le Décret suprême permet de cerner la portée juridique du contrôle exercé directement par les travailleurs : ceux-ci portent le cas devant les responsables syndicaux ou l'Assemblée générale des travailleurs (art. 10 c). En d'autres termes, le droit conféré aux ouvriers n'a pas à proprement parler de sanction juridique et son exercice dépend des rapports de force à l'intérieur de l'entreprise. Cependant, la reconnaissance d'un droit de surveillance et d'intervention¹ des syndiqués dans les activités reliées à la production acquiert une portée plus concrète si on la relie au privilège syndical (*fuero sindical*), puisque celui-ci offre une protection très complète au travailleur agissant dans le cadre de ses activités syndicales².

La participation des délégués ouvriers à l'administration des entreprises nationalisées constitue l'autre volet du Contrôle ouvrier. Le Décret prévoit la désignation, par le gouvernement, de deux délégués représentant la F.S.T.M.B. auprès du Directoire de la COMIBOL³, ils sont choisis dans une liste de trois personnes présentée par cette même Fédération des mineurs (art. 4). Au niveau des directions locales, le représentant ouvrier est élu par une Assemblée spéciale des travailleurs (art. 7) ; tout Bolivien syndiqué à l'emploi de l'entreprise depuis trois ans au moins, et à l'exclusion de certaines catégories de professionnels⁴, est éligible (art. 5), mais les dirigeants syndicaux choisis devront renoncer à leur charge (art. 6) ; les délégués, qui exercent leur fonction durant un an et dont le mandat peut être renouvelé par élection (art. 8), peuvent être destitués à tout moment par une Assemblée spéciale des travailleurs (art. 9) ; ils sont tenus de présenter mensuellement un rapport écrit à l'Exécutif du syndicat et à l'Assemblée des travailleurs (art. 12) et doivent se consacrer entièrement à l'exercice de leur fonction (art. 13).

¹ Art. 10 a et 10 b : il faut dénoncer et *empêcher*.

² Cf. plus loin dans ce chapitre.

³ Bien que le Décret vise expressément le Contrôle ouvrier dans les mines nationalisées, son champ d'application s'étend en réalité aux autres entreprises dans lesquelles s'exerce le Contrôle ouvrier.

⁴ Médecins, dentistes, pharmaciens, avocats et professeurs.

Le décret énumère (art. 11), une série de devoirs et attributions spécifiques du représentant ouvrier. Tout d'abord, il participe, avec droit de parole et de vote, aux réunions du Comité de direction et il s'informe de l'activité de l'entreprise sous tous ses aspects et sans limitation aucune, notamment en matière de coûts et de comptabilité. Ses attributions plus spécifiques ont trait au contrôle et à l'intervention dans les questions de vente et d'achat de marchandises, dans les contrats de transport etc. ... et visent donc essentiellement la Direction de l'entreprise et sa gestion économique. Par ailleurs, en ce qui concerne les travailleurs, le délégué exerce sa surveillance sur les promotions et transferts décidés par la Direction, sur l'application des lois et le respect du contrat de travail, sur le système d'hygiène industrielle ; il intervient dans l'engagement et le congédiement des travailleurs¹. Enfin, le Contrôleur apparaît comme un intermédiaire chargé de faciliter les communications entre le personnel et la Direction, puisqu'il est appelé à transmettre à cette dernière les suggestions des ouvriers relatives à l'accroissement de la production et leurs critiques concernant leur condition sociale dans l'entreprise.

Le droit de veto du Contrôleur ouvrier est reconnu explicitement dans quatre cas (art. 15 et 16), mais il est clairement stipulé qu'« en aucune circonstance les mesures de caractère technique ne pourront faire l'objet d'un veto », même si des observations ou recommandations restent possibles en ce domaine (art. 17). C'est très vraisemblablement en s'appuyant sur cet article 17 que la F.S.T.M.B. interprète de manière non-limitative les quatre cas de veto prévus dans l'article 16². L'énoncé de ces quatre points renseignerait essentiellement sur l'esprit du Décret, sur les aspects de l'arbitraire patronal auxquels le Pouvoir voulait remédier en priorité. Ce sont les contrats préjudiciables à l'économie, les augmentations de salaire ou les promotions irrégulières ou économiquement injustifiables, le gonflement des postes bureaucratiques (art. 16 a, c, d) ; enfin, la violation de la législation sociale ou du contrat de travail (art. 16 b) est aussi expressément sujette au droit de veto.

Une fois approuvé en Assemblée générale des travailleurs, le veto entraîne la suspension immédiate et sans dérogation de la décision directoriale jusqu'à ce que les parties syndicale et patronale en arrivent à un accord ou qu'en dernier ressort le

¹ Alors que les attributions explicitées dans le Décret sont généralement définies en termes de surveillance, d'information, etc. ... on notera que l'emploi appelle une intervention active du délégué ouvrier. On verra plus loin la portée de cette observation.

² Cf. F.S.T.M.B., *Control Obrero*, La Paz, Departamento de Publicidad de la Corporación Minera de Bolivia, 1954, 25 pp., spécialement p. 12, Cette brochure contient le texte du Décret précédé d'une brève présentation par le syndicat. Un des points que la F.S.T.M.B. souligne avec emphase est le caractère non bureaucratique du Contrôle ouvrier.

ministre des Mines et du Pétrole apporte une solution définitive et obligatoire au litige (art. 18).

b) De l'esprit de la loi au fonctionnement du Contrôle

[Retour à la table des matières](#)

Le Décret instituant le Contrôle ouvrier prévoit deux organes exerçant des fonctions distinctes à des niveaux spécifiques. Les travailleurs disposent d'un droit de surveillance et d'intervention qui s'exerce pratiquement au niveau de l'exécution des décisions et qui concerne à la fois leurs compagnons, les cadres et la Direction. Les délégués, de leur côté, s'informent, contrôlent et interviennent ; ils participent aux décisions et, en cas de divergence autre que technique, ils sont habilités à en suspendre l'application. À la différence de la fonction de contrôle remplie par les travailleurs, leur rôle ne consiste pas à surveiller les ouvriers, dont ils dépendent d'ailleurs pour leur nomination et leur destitution.

Aux termes de la loi, le Contrôle du délégué a donc pour objectifs de procurer au personnel certaines garanties contre les abus du pouvoir patronal et surtout, comme il est dit à l'article premier, de sauvegarder les intérêts du pays et de rationaliser la production grâce au concours des travailleurs. Il s'agit d'intégrer les ouvriers et de les impliquer dans l'effort national de production. Mais cette rationalité repose sur une conception bien différente de celle qui inspire le Plan triangulaire : elle n'a rien d'un monopole patronal. Tout se passe, au contraire, comme si le pouvoir politique nourrissait quelque suspicion à l'égard de la manière dont les nouveaux gestionnaires ou les techniciens et ingénieurs, frais émoulus de l'Université ou formés par des cadres étrangers sous l'oligarchie, s'acquittent de leur tâche. L'institution du Contrôle ouvrier intègre les travailleurs à l'économie, prévoit la participation de leurs délégués à la gestion, mais sans rejeter le conflit et en l'organisant à tous les paliers, de la décision à l'exécution.

La conception conflictuelle du Contrôle ouvrier se manifeste à trois niveaux : celui des attributions des délégués, dont la surveillance, l'intervention etc. ... visent à combattre l'arbitraire de la Direction ; celui de leur dépendance et de leur position instable à l'égard des syndiqués, auxquels ils ont des comptes à rendre mensuellement ; celui de la distinction entre les fonctions de dirigeant syndical et de contrôleur, grâce à quoi le syndicat conserve une certaine capacité de distanciation

et de pression. Bref, le Contrôle ouvrier repose sur deux postulats fondamentaux : l'augmentation de la production et des revenus sont d'intérêt national ; aucun groupe n'est détenteur du monopole de la rationalité ou de celui des abus et des malversations.

Dans son fonctionnement réel, le Contrôle ouvrier a rencontré des difficultés, parfois en raison d'une lacune dans la loi elle-même, le plus souvent pour des raisons d'ordre sociologique. En excluant du droit de veto toute « mesure technique », le Décret a ouvert le champ à de nombreuses controverses sur la portée de cette clause ; si la limitation ¹ vise la mise en application pratique des décisions, elle restreint, en effet, sensiblement la portée du droit de veto et le pouvoir du Contrôleur ouvrier d'intervenir efficacement au niveau de la gestion administrative, économique et financière ; car dans son exécution une décision est souvent sujette à interprétation, même entre partenaires de bonne foi.

Une autre difficulté du Contrôle ouvrier réside dans la manière dont est organisée la participation du délégué aux mécanismes de décision et dans sa position dans l'entreprise. Il existe un seul représentant ouvrier dans chaque Comité de direction local, et deux pour la grosse machine administrative formée par la COMIBOL. Sa participation est dépendante en ce sens qu'il est tributaire, en grande partie, d'informations dont l'élaboration lui échappe, à supposer qu'il ait le temps matériel d'en examiner le contenu. Pour analyser la comptabilité, comparer les coûts etc. il faut, outre l'acquisition d'une certaine qualification de la part du Contrôleur ouvrier, qu'une telle comptabilité soit tenue avec un minimum de rigueur ². Par ailleurs, l'absence, dans les entreprises, de responsabilités et d'une hiérarchie clairement établies posent d'autres obstacles à la bonne information – et au contrôle ou à la participation – du délégué ouvrier.

Les informations précises sont peu nombreuses sur le fonctionnement concret du Contrôle ouvrier dans les entreprises de l'État. Le rapport de Peter Thullen, de l'O.I.T. ³, fournit cependant quelques indications utiles sur le rôle des Contrôleurs ouvriers à la Caisse nationale de sécurité sociale, en 1960. Notons d'abord que, si l'on se fie aux feuilles de paye, le nombre des Contrôleurs ouvriers varie de un à

¹ On sait déjà que la limitation ne vise pas des actes juridiques comme un contrat d'achat, de vente ou de transport, ni l'application des lois sociales, puisque de tels actes sont expressément mentionnés dans le Décret comme susceptibles de veto.

² Dans un domaine un peu différent mais qui entre dans la compétence de Contrôleur ouvrier, la promotion du personnel, il n'existe aucun examen ni concours dans un organisme administratif aussi important que la Caisse nationale de Sécurité sociale (1 213 employés de tous niveaux). Cf. Peter THULLEN, *Informe sobre la Seguridad...*, op. cit., p. 94.

³ *Ibidem*, pp. 88-97.

quatre par organisme¹. L'administration régionale de La Paz comprend quatorze Contrôleurs, celle des autres parties du pays vingt-cinq, tous rémunérés par la C.N.S.S. En ce qui a trait à la manière dont ces délégués du personnel remplissent leur fonction, l'auteur du rapport estime qu'ils procèdent « sans contrôle et sans coordination mutuelle, chacun agissant séparément et considérant l'intérêt de son secteur limité, généralement sans voir l'intérêt de la Caisse ou celui de l'ensemble de la population assurée.² ».

Ce genre de critiques et celles qui visent les immixtions répétées dans le domaine « technique », ou l'insignifiance et l'incohérence des interventions doivent être complétées par les réserves émanant du milieu syndical lui-même. Un des directeurs ouvriers³ de la COMIBOL et dirigeant syndical important, Sinforoso Cabrera, relie l'inefficacité du Contrôle ouvrier dans les mines et les nombreuses irrégularités de ses titulaires à l'incompétence et à la faiblesse de la Direction, à la bureaucratisation de l'organisation, aux nombreux profiteurs de toutes sortes qui ont avantage à maintenir une administration chaotique dans cette industrie. Dans sa perspective, le Contrôle ouvrier est devenu, faute de pouvoir y remédier, l'un des rouages d'une machine complètement désorganisée et où les groupes les plus étrangers à la production s'arrogent des avantages particuliers dans l'indifférence généralisée⁴.

Toutes ces critiques permettent d'avancer que le Contrôle ouvrier n'a pas été un instrument efficace de participation à la gestion des entreprises d'État, dans la mesure où cette gestion était elle-même souvent tout à fait inconsistante. Il semble aussi que, complice ou non des trafiquants incrustés dans le secteur d'État, le Contrôleur ouvrier n'ait cherché à justifier son rôle aux yeux des travailleurs que par des mesures à court terme et sans perspective d'ensemble, mais susceptibles d'avoir des effets tangibles et immédiats sur leurs conditions de vie. Ces interventions s'effectuaient éventuellement au détriment de la production et au prix d'incursions dans le domaine technique.

Or cette conduite des délégués ouvriers paraît assez aisément explicable. D'une part, il sont sujets à révocation en cours de mandat par l'Assemblée des travailleurs ; ils sont donc forcément sensibles aux multiples pressions de la base et de

¹ Le maximum de quatre Contrôleurs ouvriers est atteint dans le Bureau régional de l'administration régionale de La Paz. Certains hôpitaux non polycliniques comptent deux ou trois Contrôleurs, d'autres services n'en ont qu'un seul.

² Peter THULLEN, *Informe sobre la Seguridad*,... op. cit., p. 92.

³ Le Directeur ouvrier est l'un des Contrôleurs au niveau de l'administration centrale de la COMIBOL. Cabrera a démissionné de son poste de Directeur ouvrier.

⁴ Cf. Sinforoso CABRERA ROMERO, *La burocracia estrangula a la COMIBOL*, La Paz, 1960, passim et spécialement p. 19.

l'organisation syndicale. D'autre part, ils se trouvent placés devant une administration plus ou moins fantomatique et faible, voire corrompue, et sont privés du support d'une visée syndicale sur le développement économique et d'une vigilance militante à ce niveau. À ce point de vue, il est très significatif que l'obligation légale de présenter un rapport mensuel devant l'Assemblée des travailleurs n'ait pas été respectée et que les personnes chargées de la fonction aient pu néanmoins s'installer à leur poste pour plusieurs années¹. L'échange entre les mandants et le mandataire s'effectuait en réalité au niveau des améliorations parcellaires ou des rapports particularistes avec les ouvriers ; c'est là que les demandes se sont exprimées et qu'elles ont été satisfaites.

Finalement, le Contrôle ouvrier aura surtout contribué à bureaucratiser quelques syndicalistes de plus. Il a aussi apporté des améliorations dans la vie quotidienne des travailleurs. Mais, au niveau de la participation à la gestion et par rapport aux objectifs économiques de la loi, l'expérience du Contrôle ouvrier se solde par un échec ; les conflits avec la Direction de l'entreprise ont rarement porté sur ses carences ou ses malversations, moins encore sur sa conception de la rationalité, critiquée au nom d'un projet global de développement ; la défense d'intérêts particuliers, individuels ou collectifs, a primé sur toute autre considération.

B. La C.O.B. : unité et conflits

1. L'unité organisationnelle du syndicalisme

[Retour à la table des matières](#)

La Centrale ouvrière bolivienne s'est constituée immédiatement après la Révolution nationale et elle a tenu son premier congrès en octobre 1954. Elle exerce un monopole de fait dans la vie syndicale bolivienne et distingue trois grands groupes d'organisations affiliées – prolétariat, paysannerie, classes moyennes – chacun d'eux étant à son tour divisé en Conseils centraux : le prolétariat comprend les Conseils centraux des matières extractives, de l'industrie, ainsi que des transports et communications ; la paysannerie est réunie en un seul Conseil central, tandis que les classes moyennes en comptent trois : celui des employés, des intellectuels et des organisations populaires. Sur un total de 83 sièges à l'Assemblée nationale des délégués, le prolétariat en contrôle 38, dont dix pour les seuls mineurs, six pour les *fabriles* et autant pour les *ferroviarios*, la paysannerie

¹ Augustin BARCELLI, *Medio Siglo...* op. cit., pp. 284-285.

dispose de douze représentants, la classe moyenne de 21 et le Comité exécutif de la C.O.B. de douze.

La C.O.B. comporte trois paliers de décisions : le Congrès, qui réunit les délégués des organisations affiliées¹ et se tient tous les deux ans, l'Assemblée nationale des délégués, dont on vient de parler et dont les rencontres sont mensuelles, le Comité exécutif, composé d'une douzaine de Secrétaires élus par le Congrès pour un mandat de deux ans², et qui forme l'organe de direction de la C.O.B. Enfin, il existe des Comités départementaux qui sont chargés d'une mission essentiellement régionale et dont l'autonomie par rapport au Comité national de la C.O.B. est pratiquement nulle ; dans le cadre de cette déconcentration, deux des secrétaires départementaux sont désignés par la C.O.B., qui conserve, par ailleurs, le contrôle sur l'ensemble des démarches et décisions à ce niveau.

Lechin saura se servir de cette structure de la C.O.B. pour asseoir son autorité et préserver, dans l'ensemble, l'unité syndicale des différents groupes, fractions et classes de salariés, en dépit de l'âpreté de la lutte idéologique interne et de certains schismes. Le pas décisif dans le contrôle de la C.O.B. par Lechin est celui de l'épuration du Comité exécutif, réalisée au cours du second Congrès, en vue d'assurer l'homogénéité de cette instance ; cette opération, qui requiert l'approbation des congressistes, met en lumière, d'une part, les troupes qui ont appuyé Lechin et celles qui l'ont combattu, d'autre part, la manière dont le chef syndical s'est servi des structures organisationnelles de la C.O.B. et de sa position à la tête de cette dernière pour écarter ses adversaires de l'Exécutif.

Pour l'emporter au Congrès, Lechin dispose du soutien de deux groupes très importants : les mineurs et les paysans. Ces derniers, qui ont généralement été organisés sous l'égide de la C.O.B., par l'entremise de certains des leurs devenus mineurs, présentent une délégation d'autant mieux contrôlée par le ministre-syndicaliste des Affaires paysannes³ qu'ils se soucient assez peu de leur participation à la Centrale ouvrière et préfèrent exercer leurs activités au niveau local ou

¹ Au premier Congrès, tenu en 1954, participaient quelque 320 délégués, dont 60 pour les mineurs, 50 pour les paysans, 30 pour l'industrie (ouvriers du textile, constructeurs, typographes etc. ...) et 26 pour les cheminots. Cf. Robert ALEXANDER, *The Bolivian...* op. cit., p. 128. Le deuxième Congrès de la C.O.B., tenu en juin 1957, réunissait quelque 480 délégués. Cf. Raul RUIZ GONZALES, *Bolivia...* op. cit., p. 216.

² À côté des fonctions les plus habituelles (Secrétaire exécutif, aux finances, aux conflits, etc. ...) mentionnons le Secrétaire aux milices armées, à l'éducation et à la culture, à la défense de la femme et de l'enfant prolétaires, aux affaires paysannes. Remarquons qu'une fédération comme celle des mineurs compte pas moins de 45 Secrétaires, si l'on se rapporte à la liste de ceux qui ont été élus par le Congrès de Colquiri ; parmi les différents postes, signalons celui de liaison avec le milieu paysan (3 titulaires), des milices (2), des relations internationales (2) et de la culture (3).

³ Nuflo Chavez Ortiz.

régional. En outre, Lechin contrôle encore la délégation des *fabriles* de La Paz ¹ et un certain nombre de représentants d'organisations plus au moins actives, ou éloignées des centres urbains.

Au deuxième Congrès se manifeste déjà le type d'opposants qui affrontera Lechin, sous la bannière du Bloc restructurateur d'abord, de la C.O.B.U.R. ensuite ². Ces organisations sont politiquement proches de l'aile droite du M.N.R. ou appartiennent aux organisations que le Parti de la gauche révolutionnaire a longtemps contrôlées. Ce sont, tout d'abord, les groupes qui sont privés de leur représentant au sein du Comité exécutif de la C.O.B., pour assurer à celui-ci homogénéité et efficacité dans une conjoncture politique difficile : ouvriers de la construction, des filatures et chauffeurs en particulier. Leurs alliés se recrutent parmi les cheminots, dominés par le M.N.R., ainsi que parmi les ouvriers du pétrole et plusieurs groupes d'employés et de fonctionnaires au service de l'État, des municipalités, des banques et du commerce.

Bien que le Bloc restructurateur, encouragé par Siles, ait réussi une percée dans les importants centres miniers de Huanuni et de Colquiri, et que, par conséquent, le clivage politique n'épouse pas exactement les frontières des groupes sociaux, il existe néanmoins un rapport entre les deux. Il est clair, en effet, que les syndicats regroupés dans le Conseil central des employés ont appuyé en grand nombre le gouvernement et son projet restructurateur, aidés en cela par de multiples et importantes organisations du prolétariat urbain ³. De leur côté, les mineurs ont, dans l'ensemble, opposé une résistance beaucoup plus active et déterminée aux manœuvres de la Présidence ⁴. En l'occurrence, la classe ouvrière urbaine s'est trouvée plus proche des employés et fonctionnaires que du prolétariat des mines. Le rapprochement entre les deux fractions de la classe ouvrière – celle qui est liée au développement du marché intérieur et celle qui, dans les mines, dépend de la demande externe – s'opèrera plus tard, en rapport avec la détérioration du niveau de

¹ Selon Raul RUIZ GONZALEZ (*Bolivia....* op. cit., p. 216), dont les sympathies pour les adversaires politiques de Lechin sont notoires, à peine 50 % des 480 délégués participant au IIe Congrès de la C.O.B. ont été élus démocratiquement par leurs bases ; les autres auraient été imposés par la direction de la C.O.B. Raul RUIZ GONZALEZ a été professeur à l'Université de Cochabamba et député.

² Certains auteurs mettent l'accent sur les effets à long terme de la politique « divisionniste » du M.N.R. Cf. Christopher MITCHELL, *The Legacy of Populism in Bolivia. From the MNR to Military Rule*, New York, Praeger, 1977. Il ne faudrait pas pour autant sous-estimer les facteurs internes de division de la classe ouvrière.

³ Par exemple, lorsque, face aux critiques des dirigeants de la C.O.B., Siles fait mine de démissionner, les syndicats urbains décrètent une grève pour l'appuyer, en 1958. Cf. Robert ALEXANDER, *The Bolivian....* op. cit., spécialement pp. 136-137.

⁴ On a déjà signalé, à ce propos, les affrontements qui ont opposé les mineurs de Huanuni et de Siglo XX.

vie et la nécessité pour les mineurs de renforcer leurs alliances pour résister à l'offensive gouvernementale ¹.

Le contrôle de l'Exécutif de la Centrale ouvrière par Lechin et ses partisans dépend donc de deux facteurs : d'abord, le soutien des mineurs et leur prépondérance à l'intérieur du mouvement ouvrier et syndical ; ensuite, la position que Lechin et d'autres, comme Nuflo Chavez, détiennent dans l'appareil de la C.O.B. et, à des degrés divers, dans le gouvernement de l'État. De leur poste, ils ont pu non seulement organiser et influencer certains syndicats mais aussi intervenir plus ou moins directement dans la composition de plusieurs délégations au Congrès et consolider ainsi leur emprise, de toute façon considérable.

2. Le pluralisme idéologique et l'unité syndicale

[Retour à la table des matières](#)

Un des traits marquants du syndicalisme bolivien réside dans le contraste entre son unité organisationnelle sous l'égide d'une tendance majoritaire et la vigueur du combat que se livrent les divers courants en son sein ². Jamais, en effet, le groupe des partisans de Lechin n'a pu réduire les oppositions, qu'elles soient de caractère purement idéologique ou, au contraire, fondées sur l'appartenance à une classe ou à une fraction spécifique. À certaines occasions le principe du pluralisme idéologique a même été posé explicitement et il a trouvé une première expression dans la non-affiliation de la Centrale à une quelconque organisation syndicale internationale. C'est ainsi que, par exemple, le pluralisme a été reconnu au Congrès des mineurs tenu en juillet 1958 à Colquiri-San José ³.

¹ Cf. en particulier le Pacte Intersyndical de défense évoqué antérieurement.

² Un combat qui prend des formes variées et dans lequel prennent place notamment des accusations de corruption et de malversation de fonds syndicaux. Parmi les dirigeants syndicaux qui ont fait l'objet de semblables critiques, mentionnons le communiste Ireneo Pimentel, du centre minier Siglo XX (cf. « Informe de los asesores de la Comisión revisora », dans *El Stalismo en los sindicatos*, op. cit., pp. 19-30. Ce rapport porte la date du 30 janvier 1963). Il est difficile de se prononcer sur ces accusations qui se sont multipliées après la chute du M.N.R., mettant en cause d'anciens partisans du parti, comme Sanjinés, le dirigeant des *ferroviarios*.

³ Cf. ds Guillermo LORA *Bolivie...*, op. cit., p. 52 (titre II, 2°) : « le syndicat est la forme élémentaire du front unique de classe ; en son sein existent les tendances ouvrières et religieuses les plus diverses, à la seule condition qu'elles s'inspirent de principes révolutionnaires. La Fédération reconnaît comme norme organisationnelle de base la plus large démocratie syndicale. Personne ne peut être poursuivi ou exclu pour ses idées politiques pourvu que celles-ci se subordonnent aux intérêts des exploités ».

Mais l'application effective de ce principe repose sans doute moins sur des valeurs que sur un rapport de forces. En particulier, lorsqu'une tendance monopolise pratiquement l'Exécutif du syndicat, il faut s'interroger sur les supports organisationnels des courants d'oppositions, et donc sur l'autonomie des Fédérations affiliées et sur celle de leurs propres syndicats. Or, de ce point de vue, le mode de distribution des ressources financières joue un rôle déterminant¹, dont l'analyse peut éclairer les rapports spécifiques de l'unité et du conflit dans le mouvement ouvrier bolivien.

Dans ce pays, le phénomène financier joue dans un double sens. Les syndicats locaux jouissent d'une position forte dans la mesure où les cotisations syndicales sont prélevées à la source et versées au compte du syndicat ; par ailleurs, on sait que les syndicalistes jouissent d'une protection spéciale contre l'arbitraire patronal (*fuero sindical*²) ce qui leur confère une grande marge de liberté et une certaine stabilité. Tant les garanties juridiques des représentants syndicaux que le sens du flux financier tendent à favoriser l'autonomie des dirigeants locaux à l'égard des organes supérieurs de la C.O.B. Il suffit, en effet, de comparer les ressources humaines et matérielles de certaines Fédérations et les moyens limités dont dispose la C.O.B. pour se rendre compte que seule une part minime de la cotisation des travailleurs atteint les sommets de la structure organisationnelle. Cela se manifeste, par exemple, par la disparité numérique entre le Comité exécutif de la Fédération des mineurs et celui de la C.O.B. : le premier compte quarante-cinq Secrétaires, soit près de quatre fois plus que la Centrale ouvrière³. Une autre expression de la pingrerie des organisations affiliée à la C.O.B. à l'égard de cette dernière s'observe dans la propriété des stations de radio : un syndicat comme celui des *fabriles* possède son poste émetteur (Radio Continental), de même que les syndicats de mineurs, qui disposent d'une station dans chacun des centres miniers de quelque importance et d'un programme « unitaire » patronné par la F.S.T.M.B. et susceptible d'être retransmis par ces postes⁴. Par contre, ni la C.O.B. ni la F.S.T.M.B. ne

¹ Comme le soulignait déjà Robert MICHELS, dans *Les partis politiques*, Paris, Flammarion, 1919, p. 94.

² Le *fuero sindical* est reconnu dans la Constitution de 1947 et confère aux travailleurs la garantie qu'ils ne seront ni congédiés, ni poursuivis ou emprisonnés en raison de leurs activités syndicales. Cette protection s'adresse aux membres autant qu'aux dirigeants de l'organisation. La première Loi générale du travail remonte au 24 mai 1939, sous le gouvernement populiste de G. Busch. Pour une synthèse du droit bolivien du travail, cf. Abelardo VILLALPANDO RETAMOZO, « Breve historia y principios generales del derecho boliviano del trabajo », *Seguridad Social*, 1964, no 250 (numéro spécial), cahier no 4, pp. 79-101.

³ Cf. la liste des Secrétaires de la F.S.T.M.B., élus pour deux ans au Congrès de Colquiri de 1963 (liste fournie par la C.O.B.).

⁴ *La Red Nacional de Emisoras Mineras*, décidée au cours de la XVe Conférence minière (résolution no 16). La coordination des postes et leur unité d'orientation n'ont pas toujours été choses aisées, comme on peut le constater à la lecture des résolutions proposées par la

disposent d'installation propre de radiodiffusion et la première de ces organisations ne publie aucun périodique de liaison.

Comment alors expliquer les différentes accusations formulées à l'égard des dirigeants de la C.O.B., à droite par Walter Guevara Arze, à gauche par Guillermo Lora relativement à leur rôle de corrupteurs ? Ils n'ont jamais détenu un contrôle politique ou idéologique sur les directions syndicales, mais ils tiennent celles-ci par l'estomac, dira Lora ¹ ils agissent de haut en bas et se présentent devant les masses paysannes munis de toutes les ressources, l'influence et le pouvoir que leur confère la participation au gouvernement, pour se targuer ensuite de l'appui populaire, accuse Guevara ² ; au niveau de la Fédération des mineurs (que l'on sait contrôlée par Lechin et ses partisans), les ressources en provenance des organisations membres sont réduites, concède Lora, « mais il est certain qu'ils (les dirigeants) se sont donnés les moyens de tirer de l'argent du gouvernement et, en mettant à profit les événements liés aux différents conflits sociaux, des entreprises ³ ».

Sans omettre de voir ce que ces dénonciations peuvent avoir d'excessif ou de tendancieux, puisqu'elles émanent d'adversaires politiques et qu'elles sont difficilement vérifiables en toute rigueur, il semble qu'il faille effectivement chercher l'origine des ressources des dirigeants de la C.O.B. dans leur position politique et économique particulière bien plus que dans les contributions syndicales. Il est clair que, de leurs postes à la C.O.B., voire au gouvernement, Lechin et ses hommes peuvent déterminer ou influencer un certain nombre d'emplois et, de façon plus générale, se constituer une clientèle dont le soutien est appréciable dans la lutte contre les autres tendances du mouvement ouvrier. Par ailleurs, Lechin occupe une position tout à fait stratégique dans le jeu politique, en rapport avec sa place éminente dans l'appareil de l'État et avec sa fonction de Secrétaire exécutif de la C.O.B. et de la F.S.T.M.B. C'est pourquoi, aussi longtemps que persiste cette situation, Lechin est l'interlocuteur privilégié du gouvernement dans toute

Commission culturelle de la XVI^e Conférence nationale des mineurs et approuvées à la session plénière du 3 décembre 1964. Le second point de la résolution no 2 concerne des améliorations à apporter sur le plan de la « coordination unitaire, en conformité avec la ligne syndicaliste révolutionnaire de la F.S.T.M.B. et à l'exclusion de tout sectarisme attentatoire à cette unité. » (actes photocopiés fournis par la C.O.B.). Ce sont les Secrétaires à la culture des syndicats qui sont chargés des émissions radiophoniques et la résolution no 8 signale des carences dans la manière dont cette fonction a parfois été remplie (*ibidem*). Notons encore que la F.S.T.M.B. ne dispose pas d'émetteur à La Paz, et que le caractère outrancièrement commercial de certaines émissions diffusées par des postes appartenant aux syndicats locaux et leur niveau culturel assez bas ont été critiqués au cours de la première Conférence culturelle, qui réunit les Secrétaires à la culture et les Directeurs de radio-émetteurs des centres miniers. Cf. le Supplément Culturel de *Control Obrero*, février 1963 (20 pp.).

¹ *La revolución boliviana*, op. cit., p. 330.

² « La realidad que ha creado... », op. cit., pp. 189-190.

³ Guillermo LORA, *La burocracia sindical* ..., op.cit., p.4.

négociation ou marchandage : ses décisions et la façon dont elles seront appliquées peuvent avoir des conséquences pour la stabilité du gouvernement et la continuité du régime. Que cette position clé ait pu, par conséquent, valoir à la C.O.B. certains apports financiers d'origine politique, et que les dirigeants de la Centrale se soient servis de ces fonds pour consolider leur emprise sur le mouvement ouvrier, c'est fort probable. Néanmoins, chaque fois que Lechin a dû affronter une manœuvre du gouvernement tendant à lui substituer un interlocuteur plus docile, il a su trouver les ressources humaines et matérielles nécessaires pour écarter le danger. Car les rapports de Lechin avec le gouvernement ne sont pas univoques ; il ne remplit pas la fonction d'une simple courroie de transmission. À certains niveaux, il est porteur de revendications et toute défense unitaire et organisée du syndicalisme peut difficilement se passer du concours des « bureaucrates » de la C.O.B.

Le contraste entre l'unité organisationnelle du syndicalisme et son pluralisme idéologique et politique exacerbé, entre la tendance à la hiérarchisation bureaucratique de la C.O.B. et de ses succursales régionales et l'affrontement très ouvert et parfois violent auquel se livrent les tendances, trouverait de la sorte une explication dans le double sens du flux financier : de la base vers le sommet, mais sans que celui-ci parvienne à accaparer les ressources ; des dirigeants de l'appareil central du syndicat jusqu'aux organismes affiliés ou certains de leurs membres, à partir des positions de cogestionnaire et d'intermédiaire de Lechin. Cette situation du syndicalisme bolivien durant le régime national-populaire diffère sensiblement de celle qui a pu exister dans d'autres pays, sous des régimes populistes. Au Brésil, par exemple, un des mécanismes importants de la domination du gouvernement sur le syndicat a été de nature financière ; là, point n'était besoin d'intermédiaires syndicaux : une partie des cotisations ouvrières était versée au ministre du Travail et redistribuée par ses soins, avec les effets que l'on devine au point de vue des rapports entre le pouvoir politique et les syndicats.

Malgré les ressources et les pouvoirs que la C.O.B. retire de l'insertion de ses dirigeants dans l'appareil étatique, son emprise bureaucratique rencontre donc des résistances difficiles à vaincre. C'est grâce à ce double mouvement de participation au pouvoir et de contrôle sur l'organisation syndicale d'une part, d'autonomie des organisations affiliées d'autre part, que les luttes entre les courants idéologiques et les fractions de classe ont pu se dérouler à l'intérieur d'un appareil syndical unitaire.

C. Les syndicats paysans et étudiants

[Retour à la table des matières](#)

Outre les syndicats qui ont retenu notre attention jusqu'à présent, la C.O.B. comprend encore deux syndicats qui, sans occuper une place centrale dans le jeu politique et économique, y participent cependant de façon plus ou moins active et efficace ; les syndicats paysans, par l'importance de leurs effectifs plus que par leur degré d'activisme, pèsent lourdement dans la balance des rapports politiques ; les organisations estudiantines, au contraire, se signalent plus par leur fonction d'agitation, par la tribune qu'ils peuvent offrir au mouvement ouvrier dans une conjoncture de crise et de répression, sous le couvert de l'autonomie universitaire. C'est donc dans la perspective des rapports entre le M.N.R. et la C.O.B. qu'il faut situer l'analyse de ces deux branches du syndicalisme, afin de comprendre l'orientation et les effets de leurs actions.

1. Le syndicalisme paysan

C'est après la guerre du Chaco (1932-1935) qu'apparaissent les premières manifestations d'un mouvement paysan organisé, encouragées par les gouvernements populistes successifs de Toro, Busch et Villaroél : syndicat de Ucureña, près de Cochabamba, fondé en 1936 sur le latifonds de Santa Clara, et qui louait des terres appartenant aux grands propriétaires absenteïstes pour les travailler en coopérative ; premier Congrès indigène, en 1945, avec au centre de ses préoccupations la question des services gratuits aux latifondistes¹. Cependant, la fin des régimes populistes et la sévère répression qui s'ensuit entraînent des révoltes et une radicalisation des revendications paysannes, tout en rendant difficile la constitution d'organisations stables et structurées. Au moment de la Révolution nationale, la Fédération ouvrière locale (F.O.L.), qui se fondera dans la C.O.B., comprend néanmoins une Fédération agricole locale². Mais, dans l'ensemble, et à l'exception du renouveau spontané du syndicalisme paysan dans la région de Cochabamba

¹ Pour les premières manifestations d'un syndicalisme paysan, cf. Guerrit HUIZER, *Peasant Rebellion in Latin America*, Harmondsworth, Penguin Books, 1973, spécialement pp. 33-64, et Jorge DANDLER, *El sindicalismo campesino en Bolivia*, Mexico, Instituto Indigenista Interamericano, 1969. Il semble qu'un des facteurs favorables à l'émergence d'un syndicalisme dans le latifonds de Santa Clara réside dans le caractère peu personnalisé de la relation entre le groupe des propriétaires de l'*hacienda* et les paysans.

² Celle-ci se retirera très rapidement de la C.O.B. et ses syndicats affiliés s'intégreront pour la plupart à des groupes favorables aux M.N.R.

après 1952, c'est le ministre-syndicaliste des Affaires paysannes qui a créé et structuré les organisations de *campesinos*, avec l'aide de travailleurs de la C.O.B.

C'est pourquoi les syndicats paysans apparaissent comme un décalque assez fidèle des organisations ouvrières¹ et ne plongent pas leurs racines dans les institutions antérieures à la Révolution, auxquelles ils viennent se substituer. En effet, les syndicats s'inscrivent dans une perspective de destruction des rapports « féodaux » à la campagne. Par ailleurs, ils sont amenés à combler le vide occasionné par le départ ou la destitution des anciennes autorités, en plus de jouer un rôle essentiel dans l'application de la Réforme agraire et les nombreuses démarches qu'elle suscite. Cette contribution à l'organisation de la vie sociale et à l'administration de la communauté pose d'autant moins de difficultés au syndicat que celui-ci regroupe des *campesinos* de statuts socio-économiques différents et que la fonction d'intermédiaire dans les relations des paysans avec le pouvoir politique a pris le pas sur celle de revendication contre le propriétaire terrien².

Bien qu'il ait pu se produire certains abus au niveau local, les manifestations de caciquisme se sont surtout produites sur le plan régional, et parfois sur une très grande échelle³. Les rivalités politiques à l'intérieur du M.N.R. n'y sont pas étrangères et, pour établir son autorité sur la paysannerie et écarter tel ou tel dirigeant, le Pouvoir n'a pas hésité à encourager et alimenter les affrontements. Cet arrière-fond partisan n'a cependant pas grand chose à voir avec les idéologies et les orientations politiques : les relations de potentat à potentat se nouent sur un autre plan⁴.

¹ Cf. par exemple, la liste des treize Secrétaires et leurs attributions fonctionnelles respectives : Dwight B. HEATH, Charles J. ERASMUS, Hans C. BUECHLER, *Land Reform...* op. cit., p. 327 ss. (ce chapitre concerne les régions du nord de l'Altiplano et des Yungas). Signalons également que la Confédération nationale des travailleurs ruraux de Bolivie (C.N.T.C.B.) est formée de syndicats de hacienda, eux-mêmes regroupés en sous-centrales paysannes, à leur tour rassemblées dans la centrale provinciale. Les sous-centrales paysannes réunissent les syndicats de *hacienda* proches sur les plans économique, social, politique ainsi que des communications, par l'entremise de leurs Secrétaires exécutifs. Cf. Augustin BARCELLI, *Medio siglo...* op. cit., pp. 319-320.

² Le lien entre le syndicat et la redistribution de la terre est tel qu'il existe une certaine coïncidence entre les catégories de paysans qui appartiennent à l'organisation et celles qui bénéficient de la Réforme agraire. Cf. Antonio GARCIA, « « Proyección social de las reformas agrarias en América Latina », *Revista Mexicana de Sociología*, oct.-déc. 1967, no 4, pp. 705-760, spécialement pp. 740-741.

³ Sur ce point, voir par exemple James M. MALLOY, *Bolivia...* op. cit., pp. 209 et ss.

⁴ Au moment où le M.N.R. tergiversait encore à propos de la réforme agraire, il semble que le conflit opposant, dans la vallée de Cochabamba, José Rojas, du syndicat d'Ucureña, et Sinforoso Rivas avait une coloration nettement politique : Rojas était sympathisant du Parti de la gauche révolutionnaire et favorable à une réforme rapide. Dwight HEATH formule l'hypothèse du ralliement de Rojas à Lechin, tandis que Rivas aurait été soutenu par l'aile droite du M.N.R. Cf. *Land Reform...* op. cit., pp. 43-49, spécialement pp. 45-46. Plus tard, Siles

Au niveau du syndicat local, constitué dans l'ancienne *hacienda*, il semble que le Secrétaire exécutif ait assez souvent besoin d'être appuyé par les membres pour les questions importantes ¹, et notamment pour son élection. Les assemblées communautaires sont néanmoins peu nombreuses et concernent le plus souvent l'exécution de travaux volontaires à l'école, aux chemins etc. De plus, un certain nombre de décisions se prennent à un niveau supérieur, comme celles qui concernent les relations avec le grand propriétaire terrien, lorsqu'il n'a pas émigré vers la ville ².

En raison de sa rivalité avec les dirigeants de la C.O.B., l'aile droite du M.N.R. ne pouvait abandonner les campagnes à l'influence du syndicalisme ouvrier. On a dit précédemment comment le Parti avait misé sur les divisions pour imposer son autorité et, notamment, pour consolider sa base électorale ³. Les structures du syndicat paysan sont d'ailleurs plus propices à l'encadrement des masses qu'à l'expression de leur autonomie ; car hormis au niveau le plus bas, celui auquel le syndicat remplit une fonction d'organisation socio-administrative d'une ou plusieurs communautés, les dirigeants sont choisis parmi les habitants de la petite ville, le *pueblo*, et non parmi les simples *campesinos* ⁴. Il en résulte que, même si ces petites villes restent assez rurales, les dirigeants syndicaux des Sous-Centrales ou Centrales syndicales qui en émanent n'ont pas de rapport direct avec les paysans ; ils n'en seraient donc pas les meneurs authentiques si l'on entend par là, à la campagne, un pouvoir direct sur les individus et l'établissement d'une relation de confiance ⁵. Entre ces autorités syndicales « extérieures » et les autres organes du

désignera Rojas comme ministre des Affaires paysannes. Finalement Rojas sera connu comme un allié de Barrientos.

¹ *Ibidem*, p. 234.

² Bien que l'accord des *campesinos* soit nécessaire pour l'élection, c'est souvent un membre de la Fédération de la capitale du Département qui se déplace et convoque l'assemblée. La durée effective d'exercice de la fonction varie de un à dix ans. *Ibidem*, pp. 234-236, et José HAVET, « Estructura del poder en una zona rural boliviana », *Estudios Andinos*, vol. II, 1971-1972, no 3, pp. 65-88.

³ L'un des nombreux épisodes de cette lutte politique et de ses ramifications dans les campagnes est le meurtre, en 1957, du ministre des Affaires paysannes, Alvarez Plata. Celui-ci, qui appartenait à la droite du M.N.R., a été tué par des paysans d'Achacachi, favorables à un meneur paysan identifié à la gauche, Toribio Salas. Cf. William McEWEN et alii, « Los cambios políticos después de la revolución boliviana : el poder en una comunidad provincial », *Estudios Andinos*, Vol. III, 1973, no 1, pp. 91-100, spécialement pp. 98-99.

⁴ Les *campesinos* ou *comuneros* vivent dans la communauté ; le terme de *vecino*, ou habitant du *pueblo*, renvoie à un style de vie plus urbain et à la mobilité sociale. Dans l'Altiplano, de nouvelles petites villes sont apparues après la Révolution nationale, par suite de l'hostilité des villes plus anciennes envers les commerçants métis. Cf. David A. PRESTON, « New Towns. A Major Change in the Rural Settlement Pattern in Highland Bolivia », *Journal of Latin American Studies*, mai 1970, pp. 1-27.

⁵ Cf. José HAVET, « Estructura... », op. cit. (cette étude a été menée dans la province de Belisario Boeto, dans le nord-est du département du Chuquisaca).

pouvoir politique et de l'administration, se nouent des relations d'interdépendance et d'échange de services ¹.

Le *Comando* du M.N.R. est très important à ce point de vue. Implanté dans chaque chef-lieu de Département et chaque capitale provinciale, il est placé sous l'autorité du ministre de l'Intérieur ² et incarne l'omniprésence du Parti. Le pouvoir, variable mais certain, du *Comando* s'exerce notamment sur la nomination des fonctionnaires locaux, et les maires eux-mêmes ne sont pas à l'abri de ses interventions ³. Ajoutée à la présence du ministre des Affaires paysannes au sommet de la pyramide syndicale ⁴, et des nombreux dirigeants proches du M.N.R. aux échelons supérieurs de l'organisation ⁵ cette structure du pouvoir local apparaît peu faite pour le développement de l'autonomie syndicale. Néanmoins, comme les dirigeants syndicaux ne disposent le plus souvent que d'un pouvoir indirect sur les *campesinos*, il leur est nécessaire de se ménager un certain appui auprès du chef syndical en contact quotidien avec les membres et d'éviter d'entrer en conflit avec eux.

Bien que la conquête des paysans ait constitué un enjeu majeur pour la branche syndicale du M.N.R. et que le mouvement ouvrier ait affirmé à maintes reprises sa foi en l'alliance avec les paysans, il a assez rapidement perdu l'initiative dans cette bataille ⁶. En fait, c'est la fraction non syndicale du M.N.R. qui s'est servie de milices paysannes pour mâter les mineurs, lors de ses démêlés avec ces derniers ; c'est elle aussi qui a pu agiter la menace d'une guerre civile lorsqu'elle sentait grandir l'opposition de la F.S.T.M.B. et de ses alliés. Dans certaines zones rurales, notamment à proximité des centres miniers, le syndicalisme ouvrier conserve des sympathisants ; mais, dans l'ensemble, l'alliance des ouvriers et des paysans reste à l'état de projet durant le régime national-populaire et, sous Torres, la faible représentation des paysans au sein de l'Assemblée populaire ⁷ traduit bien plus une situation de fait que le souci de consacrer l'hégémonie du prolétariat.

¹ *Ibidem*.

² Ou *Ministro de Gobierno*.

³ Cf. Dwight B. HEATH, Charles J. ERASMUS, Hans C. BUECHLER, *Land Reform...* op. cit., p. 81. Charles ERASMUS mentionne le cas d'un maire destitué au cours d'une réunion politique convoquée par le Commandement en chef, dans le département de Chuquisaca.

⁴ Dès Siles, le ministère des Affaires paysannes revient à l'aile droite du M.N.R.

⁵ McEWEN, « Los cambios... », op. cit., p. 96.

⁶ Dans son Programme de principes, le P.R.I.N. dénonce la tentative du M.N.R. de diviser le Congrès paysan de Santa Cruz, en 1961. Il ajoute que le Parti a vaincu par les armes les centres paysans les plus combatifs, comme Cliza, Quillacollo, Sacaba, Achacachi, Corico et Guaqui ; que les députés Facundo Olmos et Pedro Rivera ont été assassinés ainsi que le dirigeant Ramón Casilla. Cf. Programa de Principios del P.R.I.N. ds Guillermo LORA, *Documentos...* op. cit., pp. 236-267, spécialement p 260.

⁷ Selon sa Charte constitutive, l'Assemblée populaire de 1971 comprend 218 délégués, dont 23 pour les paysans, alors que le prolétariat en compte 132 et la classe moyenne 52. L'assemblée

Trois phénomènes ont donc conjugué leurs effets et restreint la visée du syndicalisme paysan sur la société globale et sur les institutions qui les concernent le plus directement, comme celle du crédit ou de l'assistance technique. Tout d'abord, la distribution des terres ou des titres de propriété, dans le cadre de la Réforme agraire, et la fonction d'intermédiaire remplie par le syndicat à cette occasion¹. Ensuite, le contrôle du M.N.R. sur l'organisation paysanne, tout particulièrement à ses échelons supérieurs ; or, on se souvient que le parti d'Estenssoro n'a pas de projet de développement applicable à la petite agriculture traditionnelle et qu'il s'intéresse davantage à la colonisation de l'Orient bolivien. Enfin, les orientations mêmes de la C.O.B., qui ne la poussaient pas à rechercher activement un approfondissement de la Réforme agraire comme élément d'un projet plus global de développement.

Cela ne signifie pas que le syndicalisme paysan n'ait pas exercé de pressions sur les autorités politiques et syndicales. Il semble au contraire que, plus les gouvernements s'appuyaient sur les masses rurales pour s'opposer au mouvement ouvrier, plus les *campesinos* ont eu tendance à négocier leur soutien ou leur neutralité bienveillante ; mais le marchandage portait alors sur des questions locales très concrètes, comme l'école, l'eau etc. ; au niveau des institutions qui interviennent dans leurs activités et dont le fonctionnement limite la portée de la Réforme agraire, leurs exigences ont été, sauf exception², minimales : ainsi pour les coopératives, ou encore pour le Crédit supervisé dont le fonctionnement est régi par des normes financières strictes au lieu d'être envisagé dans une perspective plus large.

populaire se définit comme un front anti-impérialiste révolutionnaire dirigé par la classe ouvrière. Cf. notre dernier chapitre.

¹ Notamment en raison des interminables démarches et des nombreux déplacements nécessaires pour obtenir les titres de propriété convoités, à cause aussi de l'obstacle linguistique. Signalons à cet égard la place éminente tenue, dans certaines régions, par le maître d'école dans le syndicat paysan local.

² Voir par exemple la Thèse de Caranavi dans Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 111-130. Il s'agit du premier Congrès régional, tenu du 22 au 24 août 1964, et réunissant des délégués de Caranavi et du Haut Béni. Caranavi est une région très peu développée, située au nord de La Paz et dans laquelle sont venus s'installer un certain nombre de mineurs de Catavi, lors de leur congédiement massif de 1947. Outre la destruction totale des latifonds et l'organisation de coopératives, la Thèse préconise encore l'alliance des ouvriers et des paysans (sous la direction des premiers), la suppression de la bureaucratie dans le syndicalisme paysan, l'opposition à la tyrannie du M.N.R. et au coup d'État prévisible de Barrientos. Parmi les tâches immédiates que se fixe le Congrès, relevons le renforcement de la C.O.B., la défense des droits syndicaux, le contrôle du crédit et l'assistance technique aux régions, le traitement sur place du riz et du café, l'amélioration de l'enseignement et la création de centres sanitaires. Manifestement, la signification et la portée réelle de ce Congrès doivent s'analyser dans la perspective de l'affrontement qui se prépare alors entre le M.N.R. et la C.O.B.

2. Le mouvement étudiant et son organisation

[Retour à la table des matières](#)

Les organisations étudiantes jouent un rôle plus important, en Bolivie, que ne le laisseraient supposer le petit nombre des inscriptions dans les sept Universités du pays ¹ ou les divergences politiques et idéologiques qui divisent le mouvement. Car, étant donné la division relative de la fraction urbaine du syndicalisme ouvrier ou sa faiblesse dans certains Départements du pays, les étudiants constituent le relais capable de prolonger dans les villes les conflits dont les mineurs sont les acteurs principaux. Non seulement des élèves du secondaire ou certains autres groupes viennent, en temps de crise, se joindre aux étudiants et les renforcer, mais encore ces derniers peuvent-ils leur offrir, dans le cadre de l'Autonomie universitaire ² un lieu jalousement protégé contre les intrusions du pouvoir politique. Par ailleurs, il est bien évident que les opérations de harcèlement entreprises par le

¹ En 1960, l'ensemble des inscriptions dans les Facultés, Écoles et Instituts des Universités boliviennes s'élevait à 9 638, dont 4 129 pour la seule Université de San Andrés, de La Paz. En 1966, sur l'ensemble de 15 178 étudiants du pays, 5 844 recevaient leur enseignement à La Paz. Ces chiffres incluent, pour l'Université de San Andrés, les élèves de l'Université populaire Tupac Katari (779 inscrits en 1962). Cf. Huascar TABORGA, *Mito y realidad de la Universidad Boliviana*, La Paz, ed. Los Amigos del Libro, 1970, tabl. 8-9 et UNIVERSIDAD MAYOR DE SAN ANDRÉS, *Anuario Estadístico* 1962, La Paz, Publicaciones de la Facultad de Ingeniería, U.M.S.A., 1963, p. 3.

² En 1918, à Córdoba (Argentine), débute le mouvement de Réforme universitaire qui s'étendra bientôt à l'ensemble du continent : les étudiants occupent les locaux et désavouent les autorités académiques. Le Manifeste qu'ils publient est tout empreint d'une grande aspiration à la liberté, du rejet des formes traditionnelles d'autorité et de l'« immobilité sénile » des universités. Le gouvernement réformiste d'Irigoyen, porté au pouvoir par les nouvelles couches moyennes argentines, venait à peine d'être élu : 1916. Initialement, la Réforme universitaire a visé le partage du gouvernement de l'Université entre professeurs, étudiants et diplômés, l'assistance libre, une réforme pédagogique et l'implication sociale de l'Université. De façon générale, le mouvement a permis d'obtenir une large autonomie pour l'enseignement supérieur, par rapport au pouvoir gouvernemental en particulier, et une très grande liberté d'expression politique ainsi que la participation des étudiants à la gestion de l'université. Par contre, l'influence que détiennent les étudiants dans le contenu des cours ou le maintien des professeurs à leur poste n'a pas souvent conduit à des modifications substantielles à ce niveau : le fonctionnement académique de l'institution dépend, en effet, de bien d'autres facteurs, parmi lesquels, pour n'en citer qu'un seul, la rémunération des professeurs et leurs activités extérieures (auxquelles renvoie le terme de professeur-taxi). Pour une analyse des rapports entre réformes administrative et académique en Amérique latine, à la suite des événements de Córdoba, voir John P. HARRISON, « The Confrontation with the Political University », *The Annals*, mars 1961, pp. 74-83.

mouvement étudiant n'ont de conséquence et de sens qu'en rapport avec l'action d'autres organisations plus structurées et plus puissantes, et dans une conjoncture d'instabilité politique.

Dès la fondation, en août 1928, de la Fédération universitaire bolivienne (F.U.B.), le Statut organique présenté par José Antonio Arce¹ pose, parmi les finalités de l'organisation étudiante, la réalisation de la coopération entre le prolétariat intellectuel et manuel et la formation de comités de solidarité ouvriers-étudiants². Mais une autre finalité concerne l'autonomie et la réforme universitaires, et cette préoccupation l'emportera nettement dans le Programme de principes adopté au cours de ce même Congrès, sans que pour autant les questions plus politiques soient absentes³.

C'est au IV^e Congrès des étudiants, réuni à Sucre en décembre 1938, que s'effectue un glissement très net du syndical au politique dans l'ordre des priorités et que se ratifie une conception radicale du rapport entre la F.U.B. et la classe ouvrière. Dans les Déclarations fondamentales du Programme de principes adopté en la circonstance, il est affirmé, en effet, que « la F.U.B., comme organisation politique et sociale de l'avant-garde universitaire, représente la partie la plus avancée du prolétariat manuel et intellectuel dans le domaine de l'enseignement, de la culture et de l'Université. Cela n'a d'autre justification devant l'histoire que de faire partie intégrante de la classe ouvrière et, en tant que telle, de prendre en charge son idéologie, sa politique et sa tactique dans le champ de ses activités (universitaires) »⁴.

Quant aux réformes déjà obtenues sur le plan universitaire, elles correspondent à une étape historique et doivent être maintenues, même si elles ne satisfont plus les aspirations socialistes de la génération actuelle⁵. On entre présentement dans une nouvelle phase qui « se caractérise par une projection de la Réforme universitaire dans le champ económico-social (...) »⁶. La lutte pour la Réforme devient de

¹ Arce fondera le P.I.R. en 1940. Un autre futur dirigeant de ce parti, Ricardo Anaya, sera le premier Secrétaire exécutif de la F.U.B. Sur les principaux Congrès nationaux des étudiants (1928, 1938, 1952 et 1957), on trouvera une documentation très complète dans Manuel DURAN, *La Reforma Universitaria en Bolivia*, Oruro, Universidad Técnica, Dep. de Extension Cultural, 1961, spécialement pp. 56-80. Les deux premiers de ces Congrès sont également analysés dans Guillermo LORA, *Historia del movimiento...* op. cit., pp. 151-160.

² Cf. Guillermo LORA, *Historia del movimiento...* op. cit., tome II, pp. 151-155 ; Mariano BAPTISTA GUMUCIO, *Revolución y Universidad en Bolivia*, La Paz, Ediciones Juventud, 1956, pp. 55-56.

³ Notamment, le Programme de principes préconise la nationalisation des mines et du pétrole, ainsi que le fractionnement des latifonds. Cf. Manuel DURAN, *La Reforma...* op. cit., p. 52.

⁴ Art. 2, *Ibidem*.

⁵ Art. 19.

⁶ Art. 3.

la sorte « un aspect déterminé de celle des ouvriers et des paysans pour l'indépendance économique et spirituelle de la Nation et pour l'émancipation sociale des travailleurs contre la féodal-bourgeoisie et l'impérialisme (...) »¹. « L'éducation nouvelle ne viendra qu'avec la société nouvelle. Tous les problèmes pédagogiques ont, actuellement, pour limite celle des conditions de la société »². Et dans le même esprit, les congressistes de signer un Pacte tripartite ouvrier-étudiant-enseignant, comportant la création d'un front de défense contre l'impérialisme envahissant et l'engagement réciproque de combattre pour les revendications des travailleurs et l'émancipation totale des exploités³.

Entre ces deux Congrès, en effet, la position de l'Université dans la société a considérablement changé, au point de vue juridique et administratif. Les maisons d'enseignement supérieur de Chuquisaca, La Paz et Cochabamba acquirent, en effet, l'autonomie universitaire le 25 juillet 1930, suivant le modèle des réformes arrachées à Córdoba dès 1919 : désignation du Recteur par une assemblée de professeurs et de délégués étudiants ; nomination des professeurs selon les normes de chaque Université ; représentation des étudiants au Conseil universitaire ; reconnaissance de la personnalité civile à l'Université, qui administre elle-même ses ressources⁴.

Le Congrès des Étudiants de 1938 est marqué par cette révision du statut juridique et des règles de fonctionnement interne de l'Université : associée à la gestion de l'enseignement supérieur, lui-même autonome, l'organisation étudiante se

¹ Art. 3 *in fine*.

² Art. 19.

³ *Ibidem*, pp. 159-160. Ce pacte sera approuvé lors du 1^{er} Congrès de la C.S.T.B. (La Paz, janvier 1939).

⁴ Statut de l'Éducation publique, chap. 11, art. 20. *Ibidem*, pp. 121-131, spécialement p. 123. C'est sous Toro (1936) que l'Université obtient des sources de revenus bien définies, nécessaires à son autonomie économique (qu'il faut entendre comme la capacité de percevoir et de disposer librement des fonds destinés à l'enseignement supérieur, en dehors de toute intervention étatique). Par contre, sous Siles, le Plan de stabilisation monétaire prive les universités de leurs revenus, en établissant la centralisation des impôts et en offrant aux maisons d'enseignement supérieur une compensation monétaire fixe. Selon la C.U.B. (c'est-à-dire la F.U.B. rebaptisée en 1952), la diminution de cette contribution de l'État entre 1959 et 1963 et l'augmentation des inscriptions, qui obligent chaque année les universités à demander au gouvernement qu'il comble leur déficit budgétaire, rétablissent une forme de dépendance économique. Cf. XVI^e Congreso Universitario Nacional, realizado en la ciudad de Cochabamba del 21 al 30 de septiembre de 1964, Oruro, Ed. Universitaria, 1965, pp. 23-27. Pour les difficultés financières de l'Université San Andrés (La Paz) et ses implications, cf. *La situación de la educación superior en Bolivia*, Informe preliminar preparado por la Oficina Universitaria de Planeamiento, LaPaz, Publicaciones Facultad Ingeniería de la U.M.S.A., 1963, pp. 93-103. Signalons enfin que, dès 1961, la C.U.B. avait élaboré un plan de lutte pour que soit restaurée l'autonomie économique des universités : cf. *Documentos del IV^e Congreso Nacional de Dirigentes Universitarios*, realizado en la ciudad de Oruro del 18 al 21 de mayo de 1961, Oruro, Universidad Técnica, Dep. de Extensión Cultural, 1962, pp. 29-33.

tourne vers la société dont la structure vient limiter les possibilités de réformes à l'intérieur de l'institution ; les universitaires établissent leurs alliances en vue de réaliser la transformation du système socio-économique et tentent de définir leur place et leur rôle dans un véritable mouvement social. Il semble bien que l'action estudiantine ait par la suite constamment oscillé entre cette orientation, désignée généralement par le terme de Révolution universitaire, et celle de la défense de l'autonomie et de la Réforme universitaire.

Par rapport aux tenants de la Révolution universitaire, les partisans de la Réforme insistent sur l'approfondissement de celle-ci ¹ et sur l'élargissement de la démocratie à l'intérieur de l'institution, ou encore, sur le rétablissement d'une autonomie financière réelle. Cependant, malgré des proclamations d'allure plus syndicale que politique, ce courant n'est pas, dans l'ensemble, parvenu à proposer des objectifs d'action plus précis à ses partisans ni à utiliser les structures démocratisées de l'Université à des fins pédagogiques ou académiques. En réalité, cette fraction du mouvement étudiant n'est pas beaucoup plus syndicale que l'autre – qui ne l'est pas du tout. L'attitude d'une partie de ses membres est dictée, elle aussi, par une idéologie politique : celle du nationalisme dans sa dimension la plus élémentaire de patriotisme et d'aspiration à l'unité des citoyens et des étudiants ².

Historiquement, le désengagement idéologique du mouvement étudiant organisé, par rapport au marxisme, survient entre le dixième Congrès universitaire national

¹ Parmi les critiques les plus généralement formulées, citons l'absence de coordination entre les universités (au point de vue de la répartition des domaines d'enseignement par ex.), la non-intégration des enseignements secondaire et supérieur, la lenteur des progrès dans les méthodes pédagogiques, les programmes et le contenu des cours. Faisant le procès de 25 années d'autonomie, l'ancien dirigeant universitaire et membre du M.N.R., Mariano BAPTISTA émet le jugement suivant : des quatre fonctions assignées à l'université : préparation professionnelle, recherche scientifique, formation culturelle de l'étudiant et ouverture à la société (proyección social), la première est remplie de manière déficiente en Bolivie, et les trois dernières sont pratiquement ignorées. Cf. *Revolución y Universidad en Bolivia*, La Paz, Ed. Juventud, 1956, p. 148. La charge de M. BAPTISTA doit être replacée dans le contexte politique de 1954-55 et de la remise en question de l'autonomie universitaire par la C.O.B.

² Cette idéologie est très sensible dans les finalités inscrites au chap. II des *Estatutos de la Federación Universitaria Local* (La Paz, U.M.S.A., 1960, pp. 8-9). La F.U.L., qui s'est définie préalablement comme « éminemment estudiantine » (art 4) se fixe deux finalités que l'on peut considérer comme proprement syndicales : la défense des intérêts des universitaires, ainsi que l'obtention de meilleures conditions d'étude, de vie et de travail (art. 5, 7°). L'attitude patristique est présente également : la F.U.L. a pour finalité de « défendre en permanence les ressources naturelles et humaines de la Nation, et lutter pour la meilleure utilisation de celles-ci au profit du peuple bolivien » (art 5, 3°). Le thème de l'unité apparaît dans ce même article 5, 5 : « Maintenir l'unité estudiantine à San Andrés, et promouvoir la confraternité des universitaires boliviens. » Enfin, relevons encore : « Stimuler le développement spirituel, moral et physique des universitaires, afin de créer (consegurir) une jeunesse saine et valeureuse (de espíritu fuerte) » (art 5, 8°). Un examen attentif des diverses résolutions et actions revendicatrices des organisations étudiantes confirme par ailleurs la faiblesse de leur orientation syndicale.

(17-21 août 1952) et le premier Congrès extraordinaire universitaire (14-23 octobre 1957). Alors que la Déclaration de principes adoptée en 1952 posait le caractère politique de la C.U.B. et l'identification des universitaires aux classes opprimées (art. 1), affirmant que la lutte pour l'émancipation économique et sociale des travailleurs était un préalable à tout progrès culturel, le Congrès extraordinaire de 1957 approuve une nouvelle Déclaration de principes d'inspiration beaucoup plus libérale : la C.U.B. rejette tout sectarisme politique, religieux, ethnique ou autre (art. 2), accepte les principes reconnus dans la Déclaration des droits de l'homme (art. 4) et luttera pour la liberté de pensée et d'action des étudiants boliviens (art. 7) ; d'autre part, « en défense des droits des travailleurs, la C.U.B. luttera pour la liberté, l'unité et la démocratie syndicale. » (art. 12). Déjà apparaissent le thème de l'unité estudiantine (art. 8) et l'aspiration à l'unité du peuple bolivien (art. 14) ¹.

À s'en tenir aux Congrès et aux résolutions votées par la C.U.B., on a l'impression très nette que cette dernière tendance a dominé largement le mouvement étudiant durant le régime du M.N.R. Or, ces prises de position ne traduisent qu'imparfaitement le rôle du mouvement étudiant, vu la faible structuration de ses organisations. L'observation des diverses interventions étudiantes dans les conflits politiques et sociaux postérieurs à la Révolution permet de nuancer doublement la thèse d'un désengagement politique. En effet, durant le régime, la fraction de gauche a su profiter grandement de la liberté dont elle jouissait dans l'institution et elle a joué un rôle en rapport avec son aptitude supérieure à mobiliser ses partisans ². De plus, il faut tenir compte des caractéristiques des luttes étudiantes : celles-ci sont souvent motivées par des considérations plus proprement politiques qu'idéologiques. C'est-à-dire qu'elles réunissent souvent les courants idéologiques les plus disparates dans l'opposition commune au pouvoir politique (jugé antidémocratique ou antinational ou antiouvrier, selon les cas) ; à l'intérieur de l'Université, les clivages sont déterminés par l'appartenance ou la référence à un parti politique, une organisation, bien plus que par des considérations purement idéologiques ou syndicales. La participation ou l'appui à l'agitation étudiante suit donc les fluctuations de la conjoncture politique et des alliances partisans ou, plus simplement, des oppositions à un adversaire commun ³.

¹ Pour ces Déclarations de principes, cf. Manuel DURAN, *La reforma...* op. cit., pp. 69-80. Notons aussi les mentions relatives à l'approfondissement de la Réforme universitaire, la défense de la nationalisation des mines et de la Réforme agraire, la lutte au colonialisme (art. 5, 11, 17).

² Hormis les manifestations, déclarations, prises de positions etc. ... signalons encore le *cabildo libre*, sorte d'assemblée ouverte aux groupes extérieurs à l'université (syndicats par exemple) et dont les débats – tenus sous le couvert de l'autonomie universitaire – sont généralement annonciateurs d'une crise politique.

³ Par exemple, le 29 octobre 1964, peu avant la déroute du M.N.R. s'organise à partir de l'Université une « marche de la liberté », en réponse à une manifestation du parti au pouvoir. C'est le dirigeant universitaire de La Paz, Guido Strauss, dont les sympathies phalangistes sont

À deux reprises, les principes de la Réforme universitaire ont failli être écartés au nom de la Révolution universitaire. La première tentative a lieu durant les premières années du régime, avec l'appui de la C.O.B. La seconde Conférence nationale des dirigeants universitaires vote, en effet, la révision du régime autonome de l'Université, en vue d'amener celle-ci à remplir « une fonction sociale adaptée à la réalité économique, sociale, politique et culturelle du pays, au bénéfice des grandes majorités de la nation »¹. De son côté, le Programme de principes de la C.O.B., approuvé peu de temps auparavant au cours du premier Congrès de cette Centrale, posait comme postulat « la centralisation dans les mains de l'État des systèmes et plans d'enseignement des Universités, écoles et collèges, et leur subordination aux intérêts nationaux ; et la démocratisation de ces systèmes et plans relatifs à l'entrée ou à la poursuite des études, au moyen de l'abolition de tout privilège de classe, de caste ou de religion »². Les occupations des bâtiments universitaires à l'appui de cette revendication n'emporteront pas le régime d'autonomie ; cependant, les étudiants de La Paz obtiennent dans ces circonstances le *co-gobierno* paritaire à l'U.M.S.A.³, la démocratisation des règlements et procédures, ainsi que la création d'universités populaires⁴.

connues de tous, qui prononce le discours central au cours de l'assemblée réunissant ceux qui s'apprêtent à participer à la marche et dont un bon nombre s'identifient à la gauche.

¹ Seconde Conférence nationale des dirigeants universitaires, réunie à La Paz, du 10 au 12 janvier 1955, première résolution. Les résolutions et leurs attendus sont cités dans Manuel DURAN, *La Reforma...* op. cit., pp. 206-207.

² Programme de principes, point 8a, cité dans Manuel DURAN, *La Reforma...* op. cit., pp. 213-214.

³ En fait, selon Manuel DURAN (op. cit., p. 225, note 142), le *co-gobierno* existait depuis 1953 à Potosi et depuis 1954 à Oruro, Sucre, Cochabamba et Tarija. À l'Université de San Andrés (U.M.S.A.), la représentation paritaire existe dans le Conseil universitaire, qui réunit le Recteur, les Doyens et Directeur et, d'autre part, le Secrétaire exécutif de la Fédération universitaire locale ainsi que les délégués étudiants ; de la même façon, le Conseil de direction de chaque Faculté, Institut ou École est composé, à parité, de professeurs et de représentants étudiants. Il semble que le cogouvernement fonctionne de façon variable selon les facultés. Souvent, comme nous avons pu le constater, les étudiants le prennent au sérieux, plus peut-être que bien des professeurs, parmi lesquels sévit un certain absentéisme. Pour une évaluation sommaire des résultats du *co-gobierno* : R. ANAYA, F. INIGUEZ, J. GARRETT, E. DELGADILLO, *La Reforma Universitaria* (mesa redonda convocada por la Facultad de Derecho, Universidad Técnica de Oruro, en octobre de 1964), Oruro, Editorial Universitaria, 1964, spécialement pp. 47-48 (intervention de E. DELGADILLO).

⁴ Le Code de l'éducation (Décret-loi du 20 janvier 1955) prévoit l'établissement, dans chaque capitale de Département, d'une Université populaire dépendant de l'Université et destinée à la formation culturelle, politico-sociale et syndicale des travailleurs (art. 143). Les principales matières enseignées sont : géographie de la Bolivie, histoire nationale et universelle, actualité nationale et mondiale, histoire des doctrines sociales, théorie et pratique syndicales, instruction civique, langage et arithmétique, législation du travail, hygiène et sécurité professionnelles, étude des dispositions légales relatives à la nationalisation des mines, la Réforme agraire, le vote universel, la réforme de l'éducation, le monopole du commerce extérieur etc. ... (art. 144). Cf. *Código de la Educación Boliviana*. Ministerio de Educación y B.A., La Paz, Impr. de la UNESCO, 1969, pp. 35-36.

L'autonomie universitaire est menacée une seconde fois lorsque, sous le gouvernement de Torres, la Fédération des mineurs propose un système unique d'enseignement supérieur, sous la direction du prolétariat, projet dont débattira l'Assemblée populaire et qui connaîtra un début de réalisation à Potosi¹. En règle générale, cependant, l'autonomie reste une valeur, même parmi bon nombre d'universitaires engagés, et il semble que, plutôt que de se soumettre à l'hégémonie du prolétariat, beaucoup préfèrent établir avec lui des pactes² ou intervenir en sa faveur lorsqu'il subit la répression³. Dans une Université relativement peu intégrée au procès de développement économique et où l'innovation scientifique et technique est minimale, la référence à l'institution conserve un sens, même pour ceux qui en critiquent l'inefficacité ou les préoccupations sociales limitées. Cette valeur, l'Université la tient précisément de son autonomie à l'égard des pouvoirs politique et économique⁴ et des formes démocratiques de son fonctionnement. Au point qu'il arrive aux universitaires de se définir comme la « conscience de la société »⁵. Là où l'enjeu économique est le plus évident, le gouvernement – et les organismes internationaux qui lui fournissent crédit et assistance – a cherché à créer des instituts parallèles bien subventionnés, soumis à des normes « professionnelles » et où, faut-il le dire, le *co-gobierno* n'existait pas⁶.

Finalement, malgré ses effectifs réduits et divisés, le mouvement étudiant joue, à travers son organisation, la C.U.B., et aussi à travers certains groupes particuliers, un rôle important dans le rapport des forces sociales, celui d'un catalyseur

¹ Cf. Guillermo LORA, *Bolivie....* op. cit., pp. 229-230. La direction de l'Université comprenait 19 délégués ouvriers, neuf représentants des étudiants et neuf des professeurs.

² Comme le pacte que signeront les universitaires et les mineurs à l'issue du VI^e Congrès universitaire, réuni à Tarija en 1965, et qui vise à la défense de leurs intérêts respectifs.

³ Cf. par exemple, *Memorial que envia el Comité Ejecutivo de la Confederación Universitaria Boliviana a la Junta Militar de Gobierno con respeto al problema minero*, La Paz, 25 oct. 1965 (ronéotypé) : les dirigeants de la C.U.B. soulignent les conditions de vie difficiles des mineurs ; ils demandent que soient relevés les salaires et rétablies les libertés syndicales et proposent enfin diverses mesures économiques, comme l'installation de fonderies.

⁴ Contrairement aux États-Unis où, selon Ian WEINBERG et Kenneth WALKER, les étudiants opposés à la guerre du Vietnam ont été amenés à s'opposer à l'Université dans la mesure où elle fournissait au commandement militaire une base et du personnel pour ses recherches. Cf. « Student Politics and Political Systems : Towards a Typology », *American Journal of Sociology*, juillet 1969.

⁵ « Los universitarios que constituimos LA CONCIENCIA DE LA SOCIEDAD vemos que (...) ». 1 *Consejo Extraordinario Nacional de Dirigentes Universitarios*, realizado en la ciudad de La Paz, (ronéotypé). Les lettres capitales sont celles du texte. Voir aussi la Déclaration de principes du premier Congrès universitaire extraordinaire (La Paz, du 14 au 23 oct. 1957), art. 3 : « Par son identification au peuple, (la C.U.B.) se constitue en son guide et aspire à l'orienter jusqu'au terme d'une société délivrée de la crainte et de la misère. » (Cf. Manuel DURAN, *La Reforma...* op. cit., pp. 78-80, spécialement p. 78).

⁶ Comme à l'Institut technologique de La Paz, qui fut cependant rattaché à l'Université lors de la chute du M.N.R.

urbain, particulièrement efficace pour faire éclater la crise sous un gouvernement autoritaire et miné par des conflits sociaux. Cette importance stratégique du mouvement étudiant est due à plusieurs facteurs : d'abord la faiblesse relative du militantisme ouvrier dans les villes ; ensuite, la position spécifique de l'Université dans les sociétés sous-développées et dépendantes et la très large autonomie dont elle a longtemps joui.

Dans une société sous-développée comme la Bolivie, la position marginale de nombreux universitaires par rapport aux institutions économiques les prédispose à des attitudes radicales. Mais livrée à elle-même, sans le support d'un mouvement social puissant, l'action étudiante tourne court en raison de la faiblesse numérique des acteurs et de leur position périphérique dans le développement de la société¹. Aussi l'évolution du mouvement étudiant sous le M.N.R. renvoie-t-elle à la participation gestionnaire du syndicalisme ouvrier dans les institutions économiques et politiques. On a vu comment le *co-gobierno*, même réduit à peu de choses, avait entraîné les dirigeants de la C.O.B. à privilégier la défense des institutions issues de la Révolution par rapport à toute visée économique et sociale à long terme. On peut avancer l'hypothèse que cette situation du mouvement ouvrier et sa renonciation – *de facto* – à toute prétention hégémonique expliquent en partie le déclin du militantisme idéologique des organisations étudiantes ainsi que la présence à leur tête, à la fin du régime, de représentants identifiés à la Phalange dans la principale Université du pays.

C'est donc sur le terrain de la lutte antigouvernementale que les deux mouvements ont pu le mieux opérer leur jonction, avec le résultat peu souhaité d'ouvrir les avenues du pouvoir à Barrientos. On a déjà évoqué l'attitude conciliante de Lechin à l'égard de la Junte militaire ; plusieurs mois après le coup d'État, la C.U.B. incline encore à la modération : « les gouvernements militaires ne se justifient que dans la mesure où ils représentent une étape de transition historique et où ils ne sortent pas du cadre que leur fixent la Constitution et les lois. À défaut de quoi, ils s'exposent au danger d'altérer, à partir du pouvoir de fait, leur qualité d'institution tutélaire, pour se transformer en frein des inquiétudes révolutionnaires »².

La tentative, vite étouffée, d'installer un foyer de guérilla à Teoponte, en 1970, émane essentiellement du milieu estudiantin ; elle pourrait s'analyser comme une autre forme de réaction aux stratégies et orientations du syndicalisme ouvrier. Dans

¹ Sur le rôle de l'Université dans le développement dépendant, cf. Osvaldo SUNKEL, « Underdevelopment, the Transfer of Science and Technology, and the Latin American University », *Human Relations*, vol. 24, no 1, pp. 1-18.

² 1 Consejo Extraordinario Nacional de Dirigentes Universitarios (17-20 juin 1965), op. cit., résolution no 4, p. 10.

leur Plateforme idéologique, les maquisards s'attachent, en tout cas, à convaincre « la gauche parfumée », pour reprendre leur expression, que la politique ne consiste pas en entrer « dans le jeu stérile de la politicaillerie créole »¹.

¹ Cf. Hugo ASSMAN, *Teoponte, una experiencia guerrillera*, Oruro, C.E.D.I., 1971, chap. III : « Volvimos a las montañas », Plataforma ideológica de la guerrilla, pp. 29-48, spécialement p. 44. La plupart des *guerrilleros* seront tués ou fusillés par l'armée, entre le 13 juillet et le 17 septembre 1970 ; quelques-uns seront expulsés du pays.

Chapitre VI

La militarisation de l'État

[Retour à la table des matières](#)

L'éclatement de l'alliance de classes qui avait fait la force et les contradictions du M.N.R. ébranle le pouvoir et appelle une intervention militaire, vu l'absence d'alternative politique acceptable pour l'armée. Il ne s'agit donc pas, en 1964, d'un coup d'État consistant simplement à remplacer un gouvernement civil par un autre. Assez rapidement, c'est comme institution que l'armée s'installe à la tête de l'État et tend à contrôler les principaux rouages de la société. Or, un tel phénomène n'est pas tout à fait nouveau, en Bolivie. Déjà à la fin des années trente et au début des années 40, des militaires s'étaient emparés d'un pouvoir que l'oligarchie discréditée n'arrivait plus à assumer ; des mesures d'inspiration populiste avaient alors été édictées en vue de mettre fin à la crise politique et sociale, mais la vision de ces gouvernements militaires s'était heurtée à des résistances insurmontables.

Cependant, si les interventions militaires comprises entre 1936 et 1946 et celles qui suivent l'effondrement du M.N.R. ont en commun de conférer à l'armée comme telle une responsabilité directe dans la conception et la réalisation d'un projet économique et social, les enjeux n'en diffèrent pas moins profondément d'une période à l'autre. Les gouvernements populistes de la première époque, menés par des officiers opposés à l'oligarchie et aux généraux qui la servent, visent l'élargissement du système politique, la restauration de l'autorité de l'État, l'intégration des masses et une certaine redistribution des richesses. En effet, ce régime apparaît peu après une défaite humiliante dans la guerre du Chaco, qui avait opposé la Bolivie au Paraguay entre 1932 et 1935, et se situe dans le contexte d'un déclin de l'hégémonie

oligarchique et d'une effervescence affectant à des degrés divers toutes les classes et les masses de la société.

Par contre, après 1964, l'enjeu ne concerne plus guère le pouvoir de l'oligarchie, que la révolution de 1952 a pratiquement écartée de la scène politique, ni l'intégration sociale et politique des masses, qui a grandement progressé. Les militaires interviennent et s'affrontent entre eux à propos du rôle de l'État dans le développement, ainsi que sur le statut à accorder au capital étranger, avec toutes les implications sociales et politiques d'un tel choix. La crise du régime instauré par le M.N.R. explique en partie le retour des militaires à la tête de l'État ; cependant, le rôle de l'armée et ses orientations doivent être analysés aussi dans la perspective de la nouvelle fonction que la stratégie économique et politique adoptée par les États-Unis au début des années soixante assigne à l'appareil militaire des sociétés dépendantes.

Pour comprendre le sens des interventions militaires, les auteurs ont proposé diverses approches théoriques : tantôt, comme José Nun, on met l'accent sur l'origine sociale des officiers ; tantôt on établit un rapport entre les intérêts impérialistes et l'armée comme partie de la bureaucratie d'État, et l'on s'efforce de préciser les mécanismes par lesquels s'effectue la relation entre les premiers et la seconde, comme Alain Joxe ; tantôt enfin, c'est comme appareil d'État que l'armée est reliée à une classe ou à une fraction dominante de la société¹. Ces points de vue ne sont pas nécessairement exclusifs les uns des autres et ils peuvent se compléter. Dans ce chapitre, conformément à la problématique globale adoptée jusqu'ici, nous rattacherons les comportements et les orientations politiques de l'armée bolivienne tant aux rapports de classes qu'à la mobilisation éventuelle des masses exclues et à la dépendance spécifique de l'appareil militaire à l'égard d'une puissance étrangère, au point de vue de ses ressources matérielles, de son encadrement technique et de son idéologie.

De façon plus précise, les militaires sont envisagés ici comme une élite disposant d'un quasi-monopole de la violence physique, mais dont les membres ne partagent pas nécessairement les mêmes orientations politiques. Lorsque la conjoncture pousse à la constitution de fractions rivales, celles-ci s'affrontent dans le cadre très spécifique d'une organisation strictement hiérarchisée dont les règles de recrutement, de formation et de promotion ne favorisent normalement pas les

¹ José NUN, « The Middle Class Military coup », ds Claudio VELIZ (édit.), *The Politics of Conformity in Latin America*, New York, Oxford University Press 1967, pp. 66-118 (L'article légèrement abrégé est disponible en français dans *Sociologie du travail*, no 3 1967). Alain JOXE, *Las fuerzas armadas en el sistema politico de Chile*, Santiago, Editorial Universitaria, 1970. Voir aussi Robert VANDYCKE, « Les appareils militaires dans les formations sociales dépendantes d'Amérique Latine », ds *Sociologie et sociétés*, no. 2 1971, pp. 175-188.

éléments contestataires. Pour asseoir leur pouvoir dans l'institution et pour réaliser leurs objectifs dans la société, les officiers des diverses tendances jouissent à des degrés divers de contacts et de soutiens parmi les autres élites et forces sociales du pays, sans compter les liens et les solidarités qui peuvent s'être noués avec des dirigeants militaires étrangers. C'est donc l'analyse de l'ensemble de ces rapports qui permet de comprendre le rôle politique des militaires, même si l'on accorde ici une importance primordiale à la dépendance spécifique de l'armée : il en découle, en effet, une autonomie toute particulière pour un appareil aussi central de l'État, notamment lorsque aucune classe n'est clairement hégémonique.

A. Les gouvernements militaires d'orientation populiste

[Retour à la table des matières](#)

Entre 1936 et 1939, puis 1943 et 1946 se déroulent trois expériences populistes à direction militaire, dont on peut synthétiser rapidement la nature et les orientations ¹. Les réformes entreprises par ces trois gouvernements forment un ensemble assez cohérent, bien qu'elles soient promues par des hommes aux personnalités contrastées, qui ont obtenu le soutien actif de groupes sociaux différents.

Toro, dont la réputation n'est pas sortie grandie de la guerre du Chaco ², reçoit pratiquement le pouvoir des mains de German Busch, à la fin de ce conflit ³ et gouverne avec deux partis petits-bourgeois, à étiquette socialiste mais encore peu structurés ⁴, et avec un syndicaliste au ministère du Travail. German Busch, qui

¹ Pour cette période on peut consulter Herbert S. KLEIN, *Origenes...*, op. cit. ou, du même : « German Busch and the Era of Military Socialism, in Bolivia », *The Hispanic American Historical Review*, mai 1967, no 2, pp. 166-184, et « David Toro and the Establishment of Military Socialism » *The Hispanic American Historical Review*, fév. 1965, no 1, pp. 115-52. Voir aussi Porfirio DIAZ MACHICAO, *Historia de Bolivia, Toro, Busch, Quintanilla (1936-1940)*, La Paz, Ed. Juventud, 1957 ; Augusto CESPEDDES, *El dictador suicida. Cuarenta años de historia de Bolivia*, Santiago de Chile, Ed. Universitaria, 1956.

² Selon David H. ZOOK jr., *The Conduct of the War*, New York, Bookman Associates, 1940, p. 240, la guerre du Chaco s'est soldée par la Bolivie par 52 397 morts au combat, 10 000 déserteurs, 21 000 soldats capturés, en plus des 4 264 qui sont décédés en captivité (cité par Herbert S. KLEIN. *Origenes...*, op. cit., p. 228, note 85)

³ Toro est choisi en raison de son expérience politique et gouvernementale antérieure à la guerre. Des trois présidents populistes, il était sans doute le plus intégré socialement et politiquement. Il se rapproche d'ailleurs assez vite de l'oligarchie et se sépare de son ministre syndicaliste, Waldo Alvarez.

⁴ Les socialistes dirigés par Baldivieso et les républicains socialistes de Saavedra. L'étiquette « socialiste » de ces partis ne doit pas faire illusion sur le contenu de leur programme ni sur la

évince Toro le 13 juillet 1937 en raison, semble-t-il, des conflits constants opposant les deux organisations politiques associées au gouvernement, ne s'appuie sur aucun groupe politique ; il a cependant été porté à la tête de la Légion des anciens combattants, foncièrement revendicatrice et apolitique¹ et jouit de la sympathie du mouvement ouvrier. Villarroël travaille avec le M.N.R., récemment formé, tout en exerçant son emprise sur une loge secrète, de tendance très nationaliste, à l'intérieur de l'armée : Razon de Patria, ou RADEPA². Chacun de ces gouvernements brise en fait le système politique existant, car il cherche dans les masses ou les classes mobilisées, et non dans les partis traditionnellement dominés par l'oligarchie, le soutien civil indispensable³.

Quant aux groupes civils qui soutiennent activement chacun des trois Présidents, il apparaît qu'ils influent relativement peu sur les décisions politiques et les orientations générales du régime. Intégration des masses, réformes sociales et soumission de l'oligarchie à l'autorité de l'État sont les trois aspects permanents et interreliés d'une même problématique populiste. Des nuances sont cependant perceptibles au niveau du discours, bien qu'il s'alimente en réalité aux mêmes sources. Toro parle volontiers de « Révolution militaire socialiste »⁴ ; lors de son entrée en fonction, il proclame « sa ferme intention d'implanter le socialisme d'État avec le concours des partis de gauche »⁵ et, dans une entrevue à un journaliste de l'Associated Press, il affirme que l'armée doit intervenir « pour défendre les intérêts et les droits des travailleurs (*clases trabajadoras*) et des anciens combattants »⁶. Dans le discours de Busch, qui se passe de la collaboration des partis politiques et contrôle la très apolitique Légion des anciens combattants⁷ la référence au

profondeur de l'opposition de plusieurs de leurs membres à l'oligarchie. Pour une critique acerbe du *socialismo de bolsillo*, des compromissions et de la corruption des partisans de Toro et de Busch, voir Augusto CESPEDES, *El dictador...* op. cit., pp. 153-154.

¹ D'autres organisations d'anciens combattants avaient une orientation politique, mais étaient beaucoup moins représentatives : l'Association nationale des anciens combattants socialistes. Cf. Herbert S. KLEIN, *Origenes...* op. cit., p. 280.

² Sur cette loge, cf. Guillermo BEDREGAL, *Los militares en Bolivia. Ensayo de interpretación sociológica*, La Paz, Ed. Los Amigos del Libro, 1971, pp. 72-76.

³ Soutien d'autant plus nécessaire que le traité de paix avec le Paraguay avait limité l'armée bolivienne à un effectif de 5 000 hommes, et que des divisions existaient entre partisans de Busch et de Toro.

⁴ Cf. Manifeste du 21 juin, dans Porfirio DIAZ MACHICAO, op. cit., p. 27. Il s'agit en fait d'un socialisme d'État teinté de corporatisme et sans doute influencé par les débuts de l'expérience italienne. Notons que les principaux partis politiques de l'époque sont ceux de l'oligarchie et que la presse est dominée par ces mêmes intérêts. Les tendances évidentes au corporatisme et à l'autoritarisme de Toro et de ses successeurs doivent être interprétées dans le contexte politique et économique spécifique de la Bolivie pré-révolutionnaire. En particulier, les masses ne sont pas représentées par les partis traditionnels.

⁵ Déclaration pour la presse, 20 mai 1936, dans Herbert S. KLEIN, *Origenes...* op. cit., p. 265

⁶ *El Diario*, 21 mai 1936, p. 8 (cité par Herbert S. KLEIN, *Historia...* op. cit., p. 267).

⁷ La Légion des anciens combattants, à la tête de laquelle Busch a été porté peu de temps avant qu'il prenne le pouvoir, constitue la fraction relativement organisée d'une masse mobilisée

« socialisme » cesse d'être obligatoire. Busch proclame, lors de la constitution de son premier cabinet : « (...) le gouvernement que je préside n'est pas un gouvernement de classe, encore moins un gouvernement de secte politique (...) Il se caractérise par son indépendance absolue (...) et harmonise les facteurs qui régissent la vie des peuples : le capital et le travail »¹. Lorsqu'il assume seul la totalité du pouvoir, le 24 avril 1939, Busch adopte un type d'argumentation très proche de celui que Villarroël développera quatre ans plus tard : « (...) le pays a besoin d'ordre, de travail et de morale pour accomplir son destin (...) Le processus actuel de la Nation oscille entre le privilège financier, qui tente, aujourd'hui comme hier, d'absorber tout le pouvoir de l'État, et les tendances extrémistes qui aspirent au bouleversement radical des institutions (...) »². Sous Villarroël, enfin, l'exaltation de l'identité nationale, la nécessité d'une régénérescence morale par l'action d'un petit groupe d'hommes déterminés et indépendants, la création d'une Bolivie sans exploités ni exploités et la lutte aux diverses formes de colonisation ainsi qu'aux grands monopoles sont les principaux thèmes de la loge militaire RADEPA³, au sein de laquelle l'audience du Président est sans égale, et qui, avec le M.N.R.⁴, constitue le soutien actif de Villarroël.

Ces quelques variations au niveau du langage et des appuis civils organisés se produisent à la surface du mouvement, dont l'axe principal est constitué par les rapports des masses et des classes et donc les relations de l'État et de l'oligarchie de l'étain. En réalité, il y a une très grande continuité dans les réformes entreprises par le régime.

En matière sociale et syndicale, les gouvernements militaires apportent les réformes ou innovations suivantes : Code du travail et de la sécurité sociale

beaucoup plus considérable d'anciennes recrues qui avaient, à la fin de la guerre, gonflé considérablement la population de la capitale. Pour des données sur la croissance de la ville de La Paz, établies d'après les recensements de 1928 et 1942 notamment, cf. O. E. LEONARD, « La Paz-Bolivie. Its Population and Growth », *American Sociological Review*, août 1948, pp. 448-454, spécialement p. 450. Notons que, sous Busch, la Légion des anciens combattants et la Confédération syndicale des travailleurs de Bolivie se voient reconnaître un statut et des droits équivalents à ceux des partis politiques (Herbert S. KLEIN, *Origenes...* op. cit., p. 309)

¹ Cité dans Porfirio DIAZ MACHICAO, *Historia...* op. cit., p. 63.

² Manifeste de Busch, 24 avril 1939, cf. Porfirio DIAZ MACHICAO, *Historia...* pp. 93-95.

³ Abréviation de *Razón de Patria*. Cf. Guillermo BEDREGAL, *Los militares...* op. cit., pp. 71-79. L'auteur décrit notamment l'esprit de cette société très secrète : valorisation de la patrie, de la soumission aux ordres de l'organisation, de l'ascétisme et de l'abnégation, du sens héroïque de la vie (p. 18). Villarroël, qui attribue un grand rôle à l'armée (et à l'RADEPA), modernisera l'institution, spécialement au point de vue de la formation des officiers.

⁴ Plusieurs membres du M.N.R. avaient déjà joué un rôle actif, économique ou politique, durant les gouvernements de Toro et surtout de Busch : Paz Estenssoro, Walter Guevara, Montenegro. Les dirigeants du P.I.R., Ricardo Anaya et José Antonio Arze, collaboreront de façon beaucoup plus éphémère avec les régimes populistes au sein du ministère du Travail dirigé par Waldo Alvarez, avant d'en être expulsés avec lui.

(Busch ; travaux commencés sous Toro), encouragements à la constitution de la Confédération syndicale des travailleurs de Bolivie (Toro) et au premier Congrès des mineurs d'où sortira la Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie (Villarroël), aide technique à l'expérience limitée de réforme agraire, à Cliza (Toro), premier Congrès indigène et appui à la formation de la Fédération nationale paysanne (Villarroël), suppression – du moins en théorie – du *pongueaje* et des services gratuits aux *haciendas* (Villarroël), autonomie économique des Universités (Toro) et décrets concernant l'éducation (Toro et Busch) et les maîtres (Toro).

La politique économique des trois militaires présente une constante : l'élévation du pourcentage de devises étrangères dont le versement à l'État est obligatoire (Toro, Busch, Villarroël)¹ ; en outre, impôts miniers (Villarroël), nationalisation du pétrole (Toro), création de la Banque minière(Toro)².

À côté de ces réalisations, apparaît l'une ou l'autre décision peu conforme avec les orientations populistes et nationales des trois chefs militaires, comme la concession sur les gisements d'or de Tipuani et Guanay, accordée, par Toro à Aramayo. Par ailleurs, les hésitations des Présidents et l'ambiguïté de leurs relations avec l'oligarchie³ les ont amenés – entre autres raisons plus techniques – à admettre ou à conserver au sein du personnel politique et administratif des cadres ou des personnalités parfois très proches de l'élite traditionnelle. Les dirigeants populistes ont donc été relativement isolés au pouvoir, à l'exception, dans une certaine mesure, de Villarroël⁴, et se sont appuyés sur des masses encore peu organisées et sur des partis politiques faibles dont le recrutement n'atteignait guère que la petite bourgeoisie. Ils ont été portés de ce fait à chercher refuge dans le décret-miracle (suppression du *pongueaje* par exemple) ou dans les campagnes de moralisation publique (dans l'administration notamment, en particulier sous Busch), voire dans la répression. De ce point de vue, Toro et surtout Busch ont

¹ Busch avait même décrété la remise à l'État de la totalité des devises. Confronté à la résistance des magnats de l'étain, Busch décide l'exécution de l'un d'eux : Hochschild. Devant les pressions et les objurgations, il cède et peu après se suicide.

² La Banque minière, dont il a déjà été question précédemment, a notamment été présidée par Paz Estenssoro, sous le gouvernement de Busch.

³ Par exemple, la nomination par Busch du fils de Patiño comme ambassadeur en Grande-Bretagne. Cf. Porfirio DIAZ MACHICAO, *Historia...*, op. cit., pp. 73-74. On pourrait énumérer de nombreux cas semblables, comme le remplacement du ministre du Travail Waldo Alvarez par une personnalité proche de l'oligarchie, sous Toro.

⁴ Le M.N.R., on l'a déjà mentionné, détient les portefeuilles économiques dans le Cabinet. En particulier, Estenssoro est ministre des Finances. Il avait été sous-secrétaire au Trésor sous Toro. Cf. Cole BLASIER, « The United States, Germany and the Bolivian Revolutionaries (1914-1946) », *The Hispanic American Historical Review*, fév., 1972, no 1, pp. 26-54.

édicte de sévères mesures anti-communistes ¹ et Villarroël n'a pas ménagé le P.I.R., avant de tomber lui-même sous ses coups ².

La relative ambiguïté de l'attitude des dirigeants populistes à l'égard de l'oligarchie peut être reliée au type de revendications formulées par les militaires. Comme l'indiquent leurs programmes de gouvernement et leurs réalisations, leur politique se caractérise moins par une lutte contre la dépendance elle-même, ou pour en renégocier les termes, que par l'aspiration à en modifier certains effets sociaux au moyen d'un interventionnisme étatique. À cet égard, la nationalisation du pétrole par Toro ne doit pas faire illusion : l'or noir ne compte pratiquement pas, à l'époque, dans les exportations boliviennes ; il est significatif également que Busch condamne le magnat Hochschild à mort, mais qu'il n'envisage apparemment pas la nationalisation de ses mines. Dans la perspective des Présidents-militaires, les relations de négociation et d'influence l'emportent sur celles d'affrontement avec l'oligarchie, du moins en règle générale.

La conjoncture internationale dans laquelle s'inscrit l'expérience populiste bolivienne est, comme cela a été souvent souligné par les auteurs, propice aux manifestations d'autonomie de la part des États latino-américains. L'orientation de la politique militaire est donc largement tributaire, à cette époque, des rapports sociaux internes. Or, dans le pays, l'absence d'une bourgeoisie nationale intéressée au développement du marché intérieur et les caractéristiques de la classe ouvrière et des organisations syndicales expliquent l'option plus sociale et redistributrice qu'économique de ces trois gouvernements, ainsi que la place centrale tenue par l'appareil militaire dans le régime populiste. Face à la domination économique, culturelle et politique de l'oligarchie, et compte tenu de la faiblesse et de la division de la petite bourgeoisie, l'armée se présente comme la seule solution alternative : appareil centralisé, hiérarchisé et doté de moyens de coercition ; en outre, la conjoncture internationale lui fournit une idéologie utilisable pour l'action ³,

¹ Ce décret, qui fixait des peines sévères, interdisait toute action et diffusion de caractère communiste ou anarchisant, qu'elle fût orale, écrite ou graphique.

² Si l'on en croit l'un des membres du gouvernement Villarroël – Paz Estenssoro, Alfonso Finot, les mineurs refusèrent leur concours au M.N.R. en cette circonstance, de même que les *fabriles*. Cf. la version détaillée de la chute du régime dans « Asi cayó Villarroël », dans le quotidien *Presencia*, mercredi et jeudi 21 et 22 juillet 1965, pp. 4 et 8. L'auteur – qui était membre du M.N.R. avant d'en être expulsé en raison de ses révélations – accuse notamment Paz Estenssoro d'avoir, lors du soulèvement populaire, ordonné la coupure des lignes téléphoniques du Palais du gouvernement où Villarroël devait trouver la mort. Ce dernier venait de constituer un Cabinet exclusivement militaire, après avoir exigé la démission des ministres appartenant au M.N.R., tenu responsable de la recrudescence de l'agitation.

³ Pour les influences extérieures autres qu'idéologiques, cf. Cole BLASIER, « The United States, Germany... », op. cit. Il ne faudrait pas exagérer l'importance de celles-ci, même dans le cas de Villarroël, par rapport au jeu intérieur des masses et des classes dans une situation de déclin hégémonique et de mobilisation sociale. Voir dans ce sens la réponse très prudente de l'Allemagne à un télégramme dans lequel Busch sollicite une aide morale et matérielle pour

puisqu'elle est compatible avec un certain nombre de valeurs militaires et avec le caractère, encore peu organisé à l'époque, de la lutte des classes. Aux représentations caduques d'une classe dominante de moins en moins hégémonique, l'appareil militaire est donc en mesure d'opposer une vision des problèmes de la société et de ses solutions, et de prétendre à la direction des masses mobilisées et de la petite bourgeoisie insatisfaite.

B. Les gouvernements militaires après 1964

1. L'armée dépendante et l'idéologie de la sécurité nationale

[Retour à la table des matières](#)

En juillet 1970, l'armée bolivienne avait un effectif total de 21 800 hommes, dont 20 000 appartenant à l'armée de terre et 1 800 à l'aviation ; à ce nombre on peut ajouter les quelque 5 000 membres des forces paramilitaires : *carabineros* et garde-frontières. Sans entrer dans des détails superflus pour notre propos, ajoutons que l'armée de terre compte deux bataillons de « Rangers » spécialisés dans la lutte anti-guérilla et qu'à côté de ses quinze avions de combat, l'armée de l'air dispose de quinze hélicoptères ¹.

Après la Révolution de 1952, les effectifs avaient été réduits, passant de quelque 20 000 hommes à environ 5 000. Mais, dès la présidence de Siles et les affrontements de celui-ci avec les syndicats, le nombre des militaires a tendu à augmenter progressivement, pour atteindre 12 000 vers 1963. D'autre part, entre 1952 et 1953, le M.N.R. a démis de leurs fonctions environ 250 des 1 300 officiers formés sous le régime antérieur, principalement aux échelons supérieurs de la hiérarchie, et il a réintégré 53 gradés qui avaient été expulsés de l'institution par les gouvernements favorables à l'oligarchie ². Le parti a également cherché à

« (...) établir l'ordre et l'autorité de l'État par un changement complet du système (...) ». Télégramme du 9 avril 1939 (*ibidem*, p. 28).

¹ On trouvera des informations plus complètes dans « Les forces armées mondiales en 1970 », *Notes et études documentaires*, 12 septembre 1971, nos 3812-3813-3814, pp. 82-83 (Il s'agit de la traduction de la publication *The Military Balance* éditée chaque année par l'Institute for Strategic Studies, de Londres).

² Sur tous ces points, cf. Charles D. CORBETT, « Military Institutional Development and Socio-political Change. The Bolivian Case », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, 1972, no 4 (no spécial : Militarism and Reform Governments in Latin America), pp.

démocratiser le recrutement du Collège militaire¹ et à orienter l'armée vers des tâches de développement², à côté de la traditionnelle défense du territoire. Enfin, bien qu'une Cellule militaire du M.N.R. ait été organisée dans l'armée, il semble que les nouveaux dirigeants politiques n'aient jamais détenu un très grand contrôle sur les officiers et les cadres supérieurs de l'appareil militaire³.

Traditionnellement l'armée bolivienne a subi des influences étrangères directes. Ainsi, entre 1905 et 1909, une mission française réorganise les programmes d'enseignement dans les écoles militaires. Dès 1911, une mission allemande lui succède, dont le responsable est nommé chef d'état-major de l'armée bolivienne ; la dépendance prend alors des formes presque caricaturales avec l'adoption des règlements et uniformes allemands à peine retouchés. La guerre de 1914-1918 interrompt l'œuvre entreprise, qui reprend en 1921 ; en 1925, le général allemand Kundt dirige le ministère bolivien de la Guerre ; lors du conflit avec le Paraguay, en 1932, ce même militaire est sollicité par le Congrès bolivien pour devenir commandant en chef des forces armées, mission pour laquelle il reçoit pratiquement carte blanche⁴. Suite à la faiblesse de l'Europe après la Deuxième Guerre mondiale, c'est vers les États-Unis que se tourneront les dirigeants de la Révolution nationale : dès 1956, des Américains font office de conseillers militaires en matière d'entraînement, de doctrine militaire, de standardisation de l'équipement et de son emploi effectif⁵.

L'aide américaine a commencé modestement sous Siles, en 1958, et n'augmente guère jusqu'en 1962. Mais à partir de ce moment, l'assistance militaire fait un bond,

399-435, spéc. pp. 403-406. Voir aussi William H. BRILL, *Military Intervention in Bolivia*, Institute for the Comparative Study of Political Systems, 1967, pp. 15-17. Notons que Siles réintégrera un certain nombre des officiers chassés au début de la Révolution, geste imité plus tard par Barrientos...

¹ Le système de caste et l'inégalité raciale de l'armée ont été dénoncés après la guerre du Chaco par un certain nombre d'intellectuels qui, contrairement à bien d'autres, avaient été envoyés aux premières lignes en raison de leur opposition au régime pré-révolutionnaire. Cf. Herbert S. KLEIN, *Origines de la Revolución Nacional boliviana, La crisis de la generación del Chaco*, La paz, Juventud, 1968, pp. 212-213. En 1953, le Collège reçut l'ordre de recruter les fils de paysans et d'ouvriers. Cf. William H. BRILL, *Military....* op. cit., p. 17. Cependant, la hausse considérable des exigences de scolarité, portée de six années d'études primaires à six ans d'enseignement secondaire, a bientôt annulé la portée pratique de cette disposition. Cf. Laurence WHITEHEAD, *The United States and Bolivia, A Case of Neo-Colonialism*, Londres, Haslemere Group Publications, 1969, p. 24.

² Cf. William H. BRILL, *Military....* op. cit., pp. 16-17.

³ Cf. Charles D. CORBETT, « Military... », op. cit., p. 425 et William H. BRILL, *Military....* op. cit., pp. 17 et 30.

⁴ Voir Alfonso CAMACHO PENA, « Los militares en la política boliviana », *Aportes*, oct. 1971, no 22. Également, Herbert S. KLEIN, *Origines...* op. cit. passim et notamment le chapitre VI sur la guerre du Chaco.

⁵ Alfonso CAMACHO PENA, « Las militares... », op. cit., pp. 74-75. L'auteur se réfère à *U.S. Army Handbook for Bolivia*, 1963, p. 695.

passant de 0,4 million de dollars (en 1961) à 2,2 millions de dollars, niveau en dessous duquel elle ne redescendra plus, sauf en 1965 ¹. Ce brusque accroissement de l'aide militaire américaine ne s'explique pas par un revirement politique des dirigeants boliviens ; de ce point de vue, Siles déjà était rentré dans l'orthodoxie, La décision ressortit très clairement à une réorientation de la stratégie générale des États-Unis, après la révolution fidéliste et la multiplication des foyers de guérilla qu'elle suscite bientôt. Kennedy et ses conseillers relient, en effet, la subversion à l'intérieur des pays latino-américains au sous-développement ; l'Alliance pour le progrès et l'accroissement de l'aide publique résultent de cette analyse. Simultanément, au nom de cette même conception de la sécurité intérieure, la fonction de l'armée est redéfinie en faveur de l'action antisubversive et de la lutte antiguérilla, mais aussi de l'Action civique : défrichage, construction de routes, de puits etc. L'administration Kennedy met au point une tactique de lutte antiguérilla, appliquée pour la première fois en Colombie dans l'Opération Marquetalia ².

La théorie de la sécurité nationale ³, offre une justification à l'action politique des forces armées car, envisagée dans ses causes, la sécurité intérieure ne connaît plus de limites, on passe du professionnalisme militaire au militarisme structurel et de là, facilement, au régime militaire : dans un premier temps, le statut militaire comporte une responsabilité à l'égard de la nation, mais les interventions politiques ne s'effectuent que dans le cadre de la légalité constitutionnelle ; dans un second temps, les militaires tendent à transposer leur expérience dans le domaine des institutions civiles au nom de leur aptitude présumée à résoudre les problèmes ; enfin, le régime militaire constitue l'aboutissement de ce procès et implique, selon Fiechter, une certaine acceptation des citoyens, suite à l'échec des solutions moins risquées.

Mais l'interdépendance du développement et de la sécurité peut être interprétée de manière très différente selon que l'on accorde la primauté à la première ou à la

¹ Première année suivant le coup d'État de Barrientos. L'aide est réduite alors à 1,9 million de dollars. Par contre, en 1964 et 1968, les montants accordés s'élèvent respectivement à 3,2 et 3,5 millions de dollars. Cf. James W. WILKIE « Public Expenditure Since 1952 » ds James M. MALLOY, Richard S. THORN, *Beyond...* op. cit., Appendice, tabl. 9, pp. 390-391.

² Pour les différentes phases de cette stratégie appliquée à Marquetalia (Colombie), cf. Richard GOTT, *Rural Guerrillas in Latin America*, Harmondsworth, Penguin Books, The Pelican Latin American Library, 1973, pp. 298-320. L'auteur s'appuie sur le témoignage du dirigeant communiste Gilberto Vieira.

³ Sur cette théorie, voir Joseph COMBLIN, *Le pouvoir militaire en Amérique Latine. L'idéologie de la Sécurité Nationale*, Paris, Jean-Pierre Delarge, 1977 ; Georges-André FIECHTER, *Le régime modernisateur du Brésil, 1964-1972*, Genève, Institut Universitaire des Hautes Études Internationales, 1972, pp. 31-53 ; Alfred STEPAN, *The Military in Politics, Changing Patterns in Brazil*, Princeton, Princeton University Press, 1974, pp. 174-183. Pour la Bolivie on trouvera quelques indications ds Ch. D. CORBETT, « Military », op. cit., spéc. pp. 426-428.

seconde de ces notions. On est ainsi renvoyé aux rapports sociaux internes des sociétés latino-américaines et à la manière dont les différentes fractions militaires se situent par rapport à eux. En Bolivie, Ch. D. Corbett discerne les deux tendances suivantes : pour les uns, minoritaires, le développement est considéré comme fondamental pour la sécurité nationale et les véritables ennemis de l'intérieur sont ceux qui s'allient à l'impérialisme économique ; c'est ce que cet auteur appelle le courant « populiste-développeur », qui préconise une large coalition populaire dirigée par une élite. Pour les autres, la subversion interne est d'inspiration essentiellement communiste, et c'est elle qui provoque le retard économique, que les investissements étrangers peuvent aider à vaincre.

La stratégie de la sécurité nationale élaborée aux États-Unis a trouvé plusieurs applications significatives en Bolivie. Ainsi, le dialogue entre militaires et civils, inhérent à la conception de l'interdépendance de la sécurité et du développement, trouve une expression très achevée dans l'École des hautes études militaires, qui correspond de façon remarquable à l'École supérieure de guerre brésilienne (appelée aussi Sorbonne). L'École bolivienne, créée en 1960, comprend des professeurs militaires et civils compétents dans les questions de sécurité ; l'assistance est composée en nombre à peu près égal de civils et d'officiers ¹. Les six derniers mois de formation du Collège militaire sont assumés par les forces américaines à Panama ², qui ont notamment instruit le Président Banzer, en 1956 ³. Par ailleurs, l'existence de deux bataillons spécialisés dans la lutte antiguérilla a été mentionnée au début de ce chapitre. Enfin, en ce qui concerne l'Action civique, dont la fonction de contrôle social ne doit pas être sous-estimée, William Brill estime qu'à la fin de 1963 elle occupait environ un cinquième de temps total des prestations effectuées par l'ensemble de l'appareil militaire.

Telles sont quelques-unes des caractéristiques de cette armée dépendante qui, avec Barrientos et Ovando, s'installe au pouvoir en 1964 et entreprend une politique dont on va maintenant analyser les points saillants.

¹ Charles D. CORBETT, « Military... », op. cit., p. 407. L'École supérieure de guerre brésilienne, mixte également, semble plus orientée vers les questions de développement. Cf. Georges-André FIECHTER, *Le régime...* op. cit., p. 36. Parmi les participants à ce programme à temps plein et qui dure un an, au Brésil, citons des fonctionnaires, banquiers, industriels, médecins, professeurs, juges, journalistes, prêtres, etc. ... (*ibidem*).

² Laurence WHITEHEAD, *The United...* op. cit., p. 24.

³ Charles D. CORBETT, « Military... », op. cit., p. 432, note 11. Au début de 1964, 20 des 23 officiers supérieurs de l'armée bolivienne avaient soit fréquenté l'École de Panama, soit séjourné aux États-Unis (Cole BLAZIER, *The United...* op. cit., pp. 94-95.).

2. L'armée au pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

On a vu dans un chapitre précédent le rôle que l'aide américaine a joué dans l'évolution du régime national-populaire et, indirectement, dans la crise politique et sociale qui l'a emporté. On vient de montrer l'incidence sur l'armée bolivienne de la révision de la stratégie politico-militaire élaborée aux États-Unis pour l'Amérique latine. On a suggéré aussi que le populisme bolivien pouvait être relié à un certain desserrement des liens avec la métropole capitaliste, mais qu'il manifestait dans sa forme, ses orientations et son échec, la faiblesse de la bourgeoisie nationale et les lacunes de l'organisation politique de la classe ouvrière, bref, l'état des rapports sociaux dans le pays et les caractéristiques de son développement. Il s'agit maintenant d'analyser la manière dont l'armée dépendante remplit, dans un cadre historique déterminé, sa fonction d'agent de la sécurité nationale.

L'examen des politiques de quelques gouvernements militaires dont les options apparaissent suffisamment claires – ceux de Barrientos et Banzer d'une part, d'Ovando et surtout Torres d'autre part ¹ – devrait faire ressortir les alternatives et les enjeux aux points de vue des rapports de classes, de la relation de dépendance et du développement boliviens, dans le cadre des modalités nouvelles de la relation entre les États-Unis et l'Amérique latine.

a) Courants idéologiques au sein de l'armée

La tendance militaire incarnée par Ovando tient un discours en continuité avec celui du M.N.R. Le « nationalisme révolutionnaire de gauche », par lequel ce groupe s'est défini parfois, rejette toute identification autant à la droite, avide d'amasser les miettes dans le grand banquet impérialiste, qu'à la gauche infantile, obnubilée par une radicalisation dont elle refuse d'envisager les conséquences. Pour les militaires de ce courant, la bourgeoisie progressiste est appelée à participer à la lutte pour la libération nationale graduelle : délivrée de la domination du capitalisme international, cette bourgeoisie pourra se transformer en véritable classe capitaliste

¹ La pensée politique d'Ovando n'est pas dépourvue d'ambiguïté. Rappelons qu'avant d'adopter une politique plus nationaliste et populaire, en 1969-70, Ovando avait partagé le pouvoir avec Barrientos durant deux ans, après la chute du M.N.R.

nationale et contribuer au développement économique et social du pays¹. De ce point de vue, Ovando estime que l'on a eu tort d'encourager les investissements étrangers sans promouvoir également le capital national². Il réserve à l'État une triple fonction : canaliser l'investissement ; faire œuvre d'entrepreneur dans les projets trop vastes pour le capital privé ou qui aboutiraient à la constitution de monopoles financiers plus puissants que l'État ; enfin, réaliser les travaux d'infrastructure³.

Il ne faut pas espérer trouver beaucoup de contenu dans les déclarations de Barrientos, qui aime assez, à l'instar de German Busch, qualifier sa « révolution » de morale. Le court extrait qui suit nous paraît très représentatif de son style : « en somme, (nous avons besoin d'une) démocratie chrétienne de type bolivien, plus active, plus intégratrice, plus représentative, dans laquelle Capital et Travail s'articulent à l'intérieur d'un esprit éminemment social, et à laquelle participent directement toutes les classes sociales et les forces ethniques du pays. Une démocratie de gauche chrétienne qui défende toutes les conquêtes et attributs du monde libre, de la civilisation occidentale, mais qui sache aussi s'ouvrir à un sain nationalisme et aux avantages du christianisme social, sans lesquels on ne peut pas affronter l'avenir. Morale et Droit, Justice et Liberté, telles seraient les pierres angulaires de la seconde République »⁴.

Parmi les quelques précisions que Barrientos fournit ailleurs sur ses projets, on peut retenir le respect du privilège syndical, le rétablissement du Contrôle ouvrier sans finalités partisans, le développement du syndicalisme non politique, l'ouverture aux capitaux étrangers dans l'exploitation des ressources naturelles lorsque manquent les moyens techniques ou financiers, les garanties aux investisseurs, l'établissement de fonderies en territoire national, etc.⁵. Certaines de ces intentions du nouveau chef d'État n'ont pas résisté très longtemps à la logique de sa pratique politique.

Enfin, les conceptions de Torres se rapprochent du nationalisme révolutionnaire d'Ovando, encore que de façon nettement plus radicale et déterminée. Lors du

¹ Foropolítico « Los caminos de la revolución ». *El pensamiento político boliviano después de la nacionalización del petróleo*, Cochabamba, Federación Universitaria Local, 1970 Voir la déclaration des forces Armées (pp. 197-223, spécialement pp. 213-216).

² Cf. « Desarrollo integral y Segunda Republica son sinónimos, dijo Ovando », *Presencia*, 25 juin 1965, pp. 1 et 6.

³ *Ibidem*. Voir aussi Alfredo OVANDO CANDIA, « Justificación de la revolución de noviembre », ds Guillermo LORA, *Documentos....* op. cit., pp. 582-593, spécialement p. 592.

⁴ « Mensaje Presidencial. Barrientos expuso los lineamientos de lo que sería la Segunda Republica », *Presencia*, 8 août 1965, pp. 4, 5 et 11, spécialement p. 5.

⁵ René BARRIENTOS ORTUNO, « La nueva política », dans Guillermo LORA, *Documentos....* op. cit., pp. 545-567.

coup d'État militaire contre le président Siles Salinas ¹, Torres est cosignataire avec les autres chefs militaires d'une Proclamation dans laquelle l'armée justifie son intervention par son refus de rester passive face au danger que représentent les élections : retour à un ordre de gouvernement dépassé, affaiblissement de l'État et de sa capacité révolutionnaire ². Cette proclamation, qui constitue un compromis entre les fractions rivales de l'armée, contient un paragraphe qui correspond assez bien aux conceptions de Torres : « les Forces armées sont conscientes de la nécessité immédiate d'affronter l'anarchie par un gouvernement authentiquement révolutionnaire, qui oppose la Révolution intégrale au simple usage de la violence qui s'épuise de lui-même ; qui réalise une transformation profonde et rapide des structures économiques, sociales, politiques et culturelles, pour affronter la dépendance, la pauvreté, la désorientation et l'ignorance. Seul un gouvernement de ce genre pourra éviter la colonisation et la vietnamisation de la Bolivie » ³. Torres est, en effet, porté à privilégier clairement la participation de l'armée à la lutte au sous-développement par rapport à ses activités antisubversives ; selon lui, contrairement aux éléments alliés aux monopoles étrangers, le peuple a compris que l'armée ne resterait pas plus longtemps la gardienne d'un ordre injuste ⁴. Les forces populaires ont d'ailleurs, sous son gouvernement, joui d'une liberté très complète, mais il a échoué dans sa tentative de les rassembler dans une Alliance populaire révolutionnaire ⁵.

b) Politiques militaires

[Retour à la table des matières](#)

Les divergences de comportement des deux courants principaux de l'armée diffèrent le plus sur les questions des droits politiques et syndicaux, ainsi que sur les investissements étrangers et sur le rôle économique de l'État. Par contre, en matière de développement, les différences apparaissent parfois moins tranchées : par exemple, Barrientos réalise une ancienne aspiration bolivienne en obtenant des

¹ Vice-président durant le dernier mandat de Barrientos, il succède à celui-ci après sa mort accidentelle et ne tarde pas à organiser des élections.

² « Mandato revolucionario de las fuerzas armadas de la Nación », ds Guillermo LORA, *Documentos...*, op. cit., pp. 594-601, spécialement pp. 595-596.

³ 45. *Ibidem*, p. 595.

⁴ Cf. Charles D. CORBETT « Military... », op. cit., pp. 417-419.

⁵ Cf. le livre de l'ancien ministre de l'intérieur de Torres : Jorge GALLARDO LOZADO, *De Torres a Banzer, diez meses de emergencia en Bolivia*, Buenos Aires, Ed. Periferia, 1972, spécialement pp. 311 et ss. Voir aussi l'article d'un autre acteur, puisqu'il fut ministre des Mines sous Estenssoro : ZAVALETA MERCADO, « Pourquoi la Bolivie est tombée aux mains du fascisme », *Les Temps Modernes*, avril 1972, no 309, pp. 1576-1616, spécialement pp. 1580-1582.

crédits internationaux (autres qu'Américains) destinés, entre autres choses, à financer la construction d'une fonderie d'étain à Vinto¹. Dans la ligne d'une politique amorcée par Ovando, Torres projette ou réalise plusieurs accords du même ordre, comme la fonderie d'antimoine de Vinto, dans lesquels les pays de l'Est – Union soviétique, Hongrie, Tchécoslovaquie, R.D.A. – apparaissent, en fait, comme des partenaires privilégiés ; des plans sont aussi formés pour la création d'un complexe pétrochimique, sous son gouvernement.

Les divergences politiques relatives au rôle économique de l'État s'observent avec beaucoup de netteté dans le domaine de l'exploitation des richesses naturelles. Dans la Plateforme de politique économique, par laquelle le gouvernement de Torres voulait cimenter la future Alliance populaire révolutionnaire, il est prévu que « toutes les richesses naturelles seront contrôlées par l'État et (que) leur exploitation constituera la base du secteur d'État dont l'intégration s'effectuera progressivement avec les nouvelles industries dérivées qui se créeront. De plus, les transports, l'énergie et toutes les autres activités stratégiques pour le développement feront partie du secteur étatique dont les limites seront fixées par une loi spéciale »².

Barrientos avait associé l'Y.P.F.B. (compagnie d'État du pétrole) et la Gulf dans l'exploitation du gaz. Ovando nationalise la Gulf, avec indemnisation, et Torres parvient à briser le monopole commercial conservé jusqu'alors par cette Compagnie. Barrientos avait passé un accord avec un consortium américain pour l'exploitation de la mine Mathilde, particulièrement riche en zinc ; Torres annule la concession et confie l'exploitation à la COMIBOL ; Banzer, enfin, réintroduit le capital étranger dans cette mine par sa politique systématiquement orientée vers la création de sociétés mixtes, associant entreprises nationales et étrangères³.

La politique économique de Banzer peut s'analyser comme le prolongement et la systématisation des orientations ébauchées par Barrientos dès le début de son accession au pouvoir, en particulier dans le secteur minier. La Junte militaire

¹ Cf. Jean-Pierre BERNARD, « Situation et perspectives de l'économie bolivienne. Problèmes et politiques économiques (1969-1971) », Notes et études documentaires, P.A.L. XXII, 27 décembre 1971, p. 5-32, spécialement pp. 22-23.

² Cf. Plataforma de política económica del gobierno revolucionario, dans Jorge GALLARDO LOZADA, *De Torres...* op. cit., pp. 345-356, spécialement p. 353. Notons que, dans leur domaine propre d'activité, les entreprises privées recevront aide et garantie (*ibidem*).

³ Pour plus d'informations sur les politiques économiques de ces gouvernements, nous renvoyons à l'étude de J. P. BERNARD, « Situation op. cit., passim et spécialement pp. 14-18 et 27-28. La politique économique de Banzer fait l'objet d'une critique systématique dans Marcelo QUIROGA SANTA CRUZ, *El saqueo de Bolivia*, Buenos Aires, Ed. de Crisis, 1973, L'auteur est un ancien ministre du Pétrole, sous Ovando, très favorable au nationalisme économique et qui réalisa la nationalisation du pétrole.

présidée conjointement par Barrientos et Ovando ¹ adopte, en effet, au cours de sa première année de gouvernement, les trois mesures suivantes, en vue de restaurer l'économie minière :

1. – un nouveau Code Minier, du 7 mai 1965, destiné à stimuler les investissements et réinvestissements dans les mines ;
2. – une loi des investissements en vue d'attirer les capitaux étrangers et d'encourager les réinvestissements nationaux, principalement favorable aux mines petites et moyennes (c'est-à-dire privées, voire étrangères) ;
3. – la réduction des redevances sur les exportations afin de stimuler la production ².

Ces mesures sont complétées en mars 1966 par l'ouverture partielle des mines nationalisées aux capitaux étrangers.

À côté de cette méfiance envers l'État-entrepreneur et de l'ouverture de l'ensemble de l'économie nationale aux capitaux étrangers, Barrientos fait preuve, à deux occasions au moins, d'une certaine autonomie par rapport aux États-Unis ou à leurs monopoles, en corrigeant deux situations particulièrement impopulaires : il abolit la clause dite d'épuisement, établie dans le Code Davenport, selon laquelle les compagnies pétrolières, la Gulf en pratique, obtiennent un dégrèvement d'impôt sur 27,5 % de la valeur de leur production ³ ; il déroge au Décret du 22 août 1963 qui dressait, on s'en souvient, une liste d'articles dont l'achat devait s'effectuer exclusivement aux États-Unis. Cette mesure de la Junte militaire, annoncée peu de temps après le coup d'État de Barrientos, soit le trois février 1965, fournit au Président l'occasion de déclarer que le Décret en question « est la meilleure démonstration de la façon dont le pays a été livré à l'étranger ; l'expression de la soumission du gouvernement précédent aux décisions extérieures » ⁴.

La politique d'encouragement aux capitaux étrangers ou nationaux est poursuivie systématiquement par Banzer. Dans les mines, la décentralisation administrative de la COMIBOL et le développement des sociétés mixtes forment deux volets complémentaires d'une même stratégie de dénationalisation : la

¹ Novembre 1964, juillet 1966.

² Cf. « Informe al pueblo. Un ano de Gobierno Militar (Mensaje del Senor General don Alfredo OVANDO CANDIA), *Presencia*, 5 novembre 1965, pp. 4 et 6.

³ Ce point particulier de la politique du M.N.R. a été évoqué précédemment. L'abrogation date de 1968.

⁴ Message présidentiel du 3 février 1965. Cf. « Derogado del 22 de agosto de 1963 », *El Sol* (quotidien de La Paz), 4 février 1965, p. 8.

décentralisation permet, en effet, aux investissements privés de s'orienter vers les unités les plus rentables. En ce qui concerne les industries stratégiques métallurgie, sidérurgie, pétrochimie, dans leurs « étapes de base » la Loi des investissements, promulguée par Banzer en 1971¹, les désigne comme relevant en principe du secteur d'État ; mais chaque fois que l'intérêt national le commande, des entreprises mixtes peuvent être établies dans ces industries, avec une participation majoritaire ou même minoritaire de l'État ; cette dernière modalité ne peut cependant excéder vingt ans². Dans l'industrie pétrolière, qui est parvenue à tenir une place très considérable dans la production et les exportations nationales³, le principe juridique de la propriété d'État et le monopole de l'Y.P.F.B., reconnus dans la Loi générale des hydrocarbures⁴, sont affaiblis par la possibilité dont jouit la Société d'État de contracter des services spécialisés pour accomplir certains projets spécifiques ou de conclure un contrat d'opération avec un tiers, ainsi que par certaines dispositions ou lacunes de la loi⁵.

Les divers avantages dont jouissent les investissements étrangers sous le gouvernement de Banzer sont généralement justifiés par l'argument du manque de capital national de risque, comme c'est le cas dans la Loi générale des hydrocarbures par exemple⁶. Afin d'attirer les capitaux, le gouvernement n'hésite pas à insister sur certaines caractéristiques « très particulières et peut-être sans précédent » de l'entité chargée de l'application de la loi : l'Institut national d'investissements de Bolivie comprend, en effet, dans son Comité de direction, deux représentants de la Confédération des entrepreneurs privés, qui jouissent des droits de parole et de vote⁷. De plus, des avantages fiscaux et douaniers sont décrétés en vue d'attirer les

¹ Decreto-Ley no 10045, du 10 décembre 1971, dont le texte est publié ds *Bolivia. Un nuevo campo para inversiones*. Ley de Inversiones. Ley de Hidrocarburos, La Paz, Cooperativa de Artes Gráficas. E. Burillo, 1972, pp. 13-22.

² Cf. art. 8.

³ La production de pétrole brut a fait un bond remarquable entre 1966 et 1967, passant de 553 663 mètres cubes à 2 319 931 mètres cubes. En 1971, elle est un peu en dessous de ce niveau (2 137 798 m³). La valeur ajoutée au produit brut par le pétrole représentait moins de 1 % avant 1958 ; elle atteint 8 % en 1968. Cf. *Bolivia en cifras...* op. cit., p. 55 et Alberto del CASTILLO CRESPO, « Las industrias... », op. cit., p. 109.

⁴ Décret-loi no 10170, du 28 mars 1972, art. 1 à 7. Cf. *Bolivia, Un nuevo...* op. cit., pp. 34-44.

⁵ L'article 20 définit le contrat d'opération comme celui dans lequel le tiers exécute par ses propres moyens et à ses propres risques, mais au nom de l'Y.P.F.B., les opérations prévues au contrat, aux conditions fixées dans celui-ci. La rétribution est, en principe, effectuée à partir des résultats de l'opération (art. 40 à 43). De son côté, le contrat de service implique une rémunération fixe correspondant à l'œuvre exécutée ou au service rendu (art. 52). Pour une vigoureuse critique de la loi. Voir Marcelo QUIROGA SANTA CRUZ, *El saqueo...* op. cit., pp. 63 ss. Il ne fait pas de doute, pour lui, que le décret a été inspiré par la Gulf et la Banque mondiale ; il critique notamment la libre convertibilité des revenus tirés de la vente de pétrole à l'Y.P.F.B., ce qui revient selon lui à considérer comme importé un bien produit en fait dans le pays. Cf. art. 47 de la loi.

⁶ *Bolivia. Un nuevo...* op. cit., p. 34.

⁷ *Ibidem*, p. 11 et art. 44 du Décret-loi no 10045.

capitaux ou d'encourager les réinvestissements dans le pays, ce qui a forcément pour effet de limiter la contribution directe de ces entreprises au budget national ¹.

Le coût social d'une telle politique ne peut être qu'élévé. C'est, par exemple, l'abaissement considérable du niveau de vie des mineurs sous Barrientos, mais aussi et plus fondamentalement, la répression politique et syndicale. On peut s'arrêter un instant à cette dernière et aux deux Décrets promulgués par Barrientos et Ovando le 3 juin 1965 ², ceux-ci inaugurent, en effet, une période difficile pour le syndicalisme, avec néanmoins un répit entre 1969 et 1971.

Les nouvelles normes juridiques édictées limitent le nombre de dirigeants syndicaux en rapport avec celui des affiliés ³, réduisent les absences aux fins d'activités syndicales à un maximum de trois heures par semaine ⁴ établissent l'obligation pour tous de remplir les obligations de leur contrat ⁵ et stipulent que les activités de l'organisation ouvrière ne peuvent se réaliser au détriment des horaires ou de la production de l'entreprise ⁶. Bref, le Décret affirme le primat de la production et met un terme à un certain nombre d'avantages ou de privilèges auxquels le régime antérieur n'avait jamais osé s'attaquer de front. À côté de cela, certains articles constituent une atteinte directe à la liberté syndicale. C'est le cas notamment de l'article qui prévoit que les élections syndicales seront présidées par un représentant de l'autorité publique et qui réserve au ministère du Travail la faculté d'approuver la composition de la direction élue, sous peine pour celle-ci d'être privée d'existence légale ⁷. Or, le privilège syndical est explicitement réservé aux seuls dirigeants reconnus par le ministère du Travail, étant entendu que cette protection spéciale ne couvre pas les faits qui entrent dans les domaines civil ou pénal ⁸. Enfin, le Décret prévoit qu'une organisation peut être dissoute par sentence d'un Tribunal du travail dans quatre cas : « a) violation des normes juridiques établies par la Constitution politique de l'État et les lois de la Nation ; b) transgression de la Loi générale du travail, de son Règlement et dispositions connexes ; c) attentat grave à la sécurité de l'État, des personnes, ou à la propriété privée ; d) sabotage prouvé » ⁹.

¹ Voir le Décret-loi no 10045, art. 11 et suivants pour les avantages et exemptions. Voir aussi M. QUIROGA, *El Saqueo...* op. cit., pp. 21 ss.

² Décrets no 7204 et 7205.

³ Décret no 7204, art. 6. Notamment, un plafond de huit dirigeants est fixé pour les grandes entreprises.

⁴ *Ibidem*, art. 17. Il faut de plus obtenir l'autorisation préalable de l'employeur, qui doit accorder la permission pour le temps nécessaire.

⁵ *Ibidem*, art. 16.

⁶ *Ibidem*, art. 13.

⁷ Décret no 7205 art. 11.

⁸ Décret no 7204, art. 23.

⁹ *Ibidem*, art. 21.

Aux politiques de contrôle et de répression violente du syndicalisme par les gouvernements de Barrientos et Banzer, s'opposent la libéralisation entreprise par Ovando, en 1969, et les tentatives de collaboration sous Torres. Ce dernier échouera cependant dans ses efforts pour obtenir une participation syndicale au gouvernement¹ ; ultérieurement, il ne pourra constituer la vaste organisation populaire qui aurait été capable de l'appuyer dans ses politiques et de servir de contrepoids à sa propre faiblesse au sein de l'appareil militaire. L'adoption par l'Assemblée populaire d'une idéologie qui s'inspire de la Thèse de Pulacayo et qui trouve son expression dans les Thèses du IV^e Congrès de la C.O.B., d'avril 1970² illustre la méfiance des organisations syndicales à l'égard de l'institution militaire et l'isolement relatif de Torres.

Ces Thèses, qui relient étroitement la lutte anti-impérialiste et le socialisme³, excluent tout d'un retour au cogouvernement et insistent sur la nécessité pour le prolétariat bolivien de se constituer en « force politique et sociale indépendante et d'intervenir dans la brèche ouverte par les expériences nationalistes et démocratiques pour conquérir le pouvoir »⁴. Les travailleurs doivent compter sur leurs propres formes d'organisation – le syndicat, la direction politique révolutionnaire et le front anti-impérialiste – et la C.O.B. doit s'affirmer comme la direction prolétarienne de tous les travailleurs ; le front anti-impérialiste est l'alliance des ouvriers et paysans, avec les masses des villes sur le plan politique. La lutte des classes dans un pays comme la Bolivie n'exclut pas l'alliance entre classes non antagoniques, mais bien toute politique réformiste de collaboration de classe⁵ ; si la classe ouvrière « soutient les aspects anti-impérialistes du nationalisme, c'est-à-dire le nationalisme d'un pays opprimé, expression des contradictions entre les secteurs bourgeois et petit-bourgeois face à l'impérialisme », elle rejette « le nationalisme qui prône la collaboration des classes opposées et oblige le prolétariat à renoncer à ses objectifs propres. »⁶

L'Assemblée populaire n'a pas survécu au coup qui a emporté le gouvernement de Torres en août 1970, à peine deux mois après qu'elle ait ouvert sa première séance de travail. C'est peu pour dresser un bilan. Néanmoins, plusieurs s'y sont

¹ Selon Guillermo LORA, Torres aurait offert aux forces populaires « plus de la moitié des ministères, tout en défendant âprement son droit de mettre ses hommes de confiance aux postes clés ». Cf. *Bolivie...* op. cit., pp. 215-216. Voir aussi Jorge GALLARDO LOZADA, *De Torres...* op. cit., pp. 151 ss. pour un point de vue évidemment différent.

² Cf. Guillermo LORA, *Bolivie...* op. cit., pp. 157-174, pour le texte des Thèses du IV^e Congrès.

³ *Ibidem*, I point 7 et 11 point 1 (pp. 160 et 161).

⁴ *Ibidem*, I point 4 (p. 162-163).

⁵ *Ibidem*, V, points 2, 3, 4, 6 (p. 167-168).

⁶ *Ibidem*, V, point 4.

essayés, dont les évaluations divergent notablement ¹. Pour Lora, l'Assemblée a adopté des mesures étroitement reliées aux préoccupations populaires, comme le *cogobierno* dans la COMIBOL et l'institution d'une université unique sous la direction du prolétariat ². Pour René Zavaleta, l'Assemblée populaire a souffert de sa composition et de son orientation purement syndicales, ainsi que de son verbalisme : on vote en fonction de son appartenance syndicale et non de sa tendance politique, on approuve la cogestion mais rien n'est fait pour l'appliquer ; l'Assemblée a exprimé les intérêts politiques immédiats de la classe ouvrière, elle a pratiqué une politique de revendications ³. Pour Jorge Gallardo, l'Assemblée a passé son temps à théoriser sur les thèses stéréotypées de la stratégie révolutionnaire, sans arriver à définir aucune stratégie cohérente et adaptée à la situation, ni à formuler les moyens tactiques à utiliser ⁴.

Quel que soit le bilan que l'on dresse de son activité, il apparaît que l'Assemblée populaire a contribué à affaiblir la position déjà précaire de Torres. Avec l'accession de Banzer au pouvoir, la question de la collaboration syndicale au gouvernement ne se pose évidemment plus. Banzer, c'est la fin d'une tranche de l'histoire bolivienne. Avec lui et ses partisans, militaires et civils, l'autoritarisme politique et le conservatisme social s'installent.

3. La victoire du courant bureaucratique-autoritaire

[Retour à la table des matières](#)

Dans l'histoire bolivienne des dernières décennies, l'armée est intervenue à plusieurs reprises dans le jeu politique. Et, si l'on excepte l'intermède d'une douzaine d'années, au cours duquel le M.N.R. possède une base sociale assez large et contrôle plutôt bien le processus politique dans le pays, on peut soutenir que l'institution militaire a été l'un des principaux acteurs dans les conflits qui secouaient la société.

¹ Cf. Jorge GALLARDO LOZADA, *De Torres...* op. cit. passim et spécialement pp. 325 ss., René ZAVALETA MERCADO, « Pourquoi... », op. cit., pp. 1576-1616, Guillermo LORA, *Bolivie...* op., cit., pp. 175-231. Notons que l'Assemblée populaire ne dispose d'aucune autorité légale.

² Op. cit., p. 189.

³ Op. cit., pp. 1591 ss. et p. 1595.

⁴ Op. cit., pp. 325-326.

Le plus souvent l'armée a consolidé la domination sociale et nationale et perpétué l'exclusion des masses par des mesures répressives. En certaines occasions cependant, la fraction plus progressiste des officiers a pu prendre le dessus dans l'institution et se comporter en élite orientée vers le changement.

Certaines conditions semblent sous-jacentes à cette modification du rôle de l'armée : d'un côté l'affaiblissement de la classe ou de l'élite politique dominante ; de l'autre, un certain état de mobilisation ou d'organisation des forces populaires et l'existence de liens entre ces dernières et des cadres militaires. Il reste que ces tentatives ont été brisées assez rapidement. En effet, la structure de classes de la société bolivienne des années trente et quarante se prêtait mal aux expériences populistes, en raison notamment des caractéristiques de l'oligarchie et de la faiblesse du secteur secondaire. Les militaires réformistes ont donc été assez rapidement isolés.

Par contre, après les transformations politiques, sociales et économiques apportées par le M.N.R. et même après la chute de ce dernier, le syndicalisme constituait une force politique non négligeable en Bolivie. C'est pourquoi des gouvernements militaires comme ceux d'Ovando et surtout de Torres ont cherché l'appui, voire la collaboration des dirigeants ouvriers et ont rétabli un climat politique favorable à l'exercice des libertés civiles. Pour ces chefs militaires désireux de conserver à l'État un rôle moteur dans le développement et soucieux de renforcer le contrôle national sur les secteurs essentiels de l'économie et de la politique sociale, il était impérieux, en effet, de contrebalancer le poids de leurs opposants, en particulier au sein de l'armée, par un large soutien populaire.

À l'époque cependant, le mouvement ouvrier était très marqué par l'échec encore récent du co-gouvernement : sous le M.N.R., la Centrale ouvrière avait été progressivement évincée des principaux centres de décisions politiques et les fiefs que les responsables syndicaux avaient réussi à se tailler dans plusieurs organismes d'État avaient été sérieusement entamés par les mesures de « rationalisation » économique et administrative de Victor Paz Estenssoro. Aussi rien n'était-il plus étranger aux positions idéologiques qui s'exprimaient alors dans le mouvement ouvrier que l'idée d'une collaboration de classes dont les représentants du prolétariat n'assumeraient pas clairement la direction. C'est dans une atmosphère assez triomphaliste que la gauche syndicale et politique proclamait ses objectifs propres en termes d'antagonisme de classes, sans trop se soucier de stratégie ni des effets produits par certaines de ses déclarations ou revendications.

En 1964, lorsque le M.N.R. avait été chassé du pouvoir, il était coincé entre sa volonté d'entreprendre une politique de rationalisation, acceptable pour les organisations financières internationales mais socialement coûteuse, et le désir de

conserver malgré tout une certaine base syndicale. En août 1971, après un peu plus de dix mois de pouvoir, Torres tombait, victime lui aussi d'un coup d'État militaire. D'une part Torres ne pouvait renoncer à sa position dans l'appareil militaire sans perdre aussitôt tout poids politique ; d'autre part, les compromis et concessions qu'il devait consentir à la tendance dominante de l'armée faisaient obstacle à une collaboration structurée avec le mouvement ouvrier. Privé d'un appui ferme de ce dernier, critiqué à gauche autant qu'à droite, le gouvernement de Torres s'est trouvé dans l'impossibilité d'endiguer la montée d'une agitation dont Banzer et ses alliés ont su d'autant mieux profiter qu'elle s'était propagée jusqu'à l'intérieur de l'armée, où certains cadres subalternes avaient mis en question la structure hiérarchisée de l'institution.

La relative faiblesse de la résistance opposée au coup d'État de Banzer peut être en partie reliée à cet isolement du gouvernement et à la division des forces populaires. Ce n'était cependant pas la première fois, en Bolivie, qu'un gouvernement poursuivant, vaille que vaille, certains objectifs sociaux et nationaux était renversé par de militaires conservateurs et répressifs sans que cela suscite une véritable mobilisation des syndicats et partis de gauche. Mieux encore, le gouvernement populiste de Villarroël était tombé sous les coups conjugués du P.I.R. et des tenants de l'oligarchie et, de la même façon, Barrientos avait renversé le M.N.R. avec l'aide de syndicats et de groupements de droite. Il n'est pas douteux que la désaffection populaire à l'égard de ces gouvernements trouvait de nombreuses justifications. Il n'empêche que les régimes instaurés par ces coups de force sont loin d'avoir répondu aux attentes du mouvement ouvrier. C'est le moins que l'on puisse dire, car chaque fois les libertés civiles ont été mises en veilleuse et les partis et syndicats ont subi un contrôle accru de la part du pouvoir politique ainsi que la répression brutale de toute velléité d'opposition, quand ce n'est pas leur existence même qui était visée. Cela est tout particulièrement vrai pour l'État bureaucratique-autoritaire ¹ instauré par Banzer, dont le conservatisme social ne le cède en rien à celui de ses voisins argentins ou brésiliens.

¹ Sur l'État bureaucratique-autoritaire on peut lire : Guillermo O'DONNELL, « Reflexions On the Patterns of Change of the Bureaucratic-Authoritarian State », ds *Latin American Review*, hiver 1978 et surtout, *Tensiones en el Estado Burocratico-autoritario, y la cuestion de la democracia*, Buenos Aires, Documento CEDE/GE, CLACSO, avril 1978, no 11.

Conclusion générale

[Retour à la table des matières](#)

La Révolution de 1952 doit être analysée en rapport avec la situation qui prévaut dans le pays au terme du régime oligarchique et avec la nature des liens de dépendance qui unissent la Bolivie aux sociétés industrialisées. À ce dernier point de vue, l'élimination de la domination oligarchique se produit, en Bolivie, peu avant la fin de la phase de substitution des importations, au cours de laquelle se développent, en Amérique latine, des politiques orientées vers le développement du marché intérieur et l'intégration des masses urbaines. Or, dès avant la prise du pouvoir par le M.N.R., s'élaborait un projet de quasi-tutelle de l'administration bolivienne par des experts de l'O.N.U., plan dans la réalisation duquel des Américains jouaient un rôle déterminant. C'est dire que les conditions antérieures, favorables aux diverses expériences populistes d'Amérique latine, étaient en voie de disparaître lors de la Révolution bolivienne. Bref, celle-ci est tardive.

Sur le plan intérieur, la conjoncture bolivienne se caractérise alors par la crise généralisée : stagnation de l'économie et de la production minière, absence d'investissements dans cette dernière ; classe oligarchique compromise par sa faible participation financière à la guerre du Chaco, son manque de préoccupation pour les intérêts du pays, et qui apparaît, d'autre part, comme manipulant à son gré la presse et les partis politiques traditionnels ; répression politique et sociale ; perte de discipline au sein de l'appareil répressif (complot de Seleme avec le M.N.R., liens de militaires avec la Phalange) ; divisions au sein des forces conservatrices.

Toutes les tentatives de changement à l'intérieur du système s'étaient heurtées à l'opposition farouche des « barons de l'étain ». Le projet de la fraction populiste de

l'armée avait avorté et débouché sur la répression. Malgré tout, la petite bourgeoisie représentée en partie par le M.N.R. avait encore cherché à se rapprocher des militaires pour réaliser une politique orientée davantage vers les réformes que vers l'éviction de l'oligarchie ; devant l'insuccès de ces démarches, le Parti s'était radicalisé, avait resserré ses liens avec les mineurs et axé son opposition sur le thème de l'oligarchie comme domination extérieure ; la réforme agraire et la nationalisation des mines avaient été introduites dans le programme de cette formation. Le fait que le M.N.R. ait pu remporter les élections de 1951, malgré un système électoral excluant la grande majorité de la population, démontre l'ampleur de la crise au sein des catégories urbaines alphabétisées. Le fait que l'armée ait alors privé ce parti du bénéfice de sa victoire illustre le degré de fermeture du système politique.

La Révolution nationale-populaire doit donc s'analyser à la fois comme un déblocage violent, suite à l'échec des tentatives réformistes antérieures, et comme le rejet global d'un système dont le fonctionnement est de plus en plus heurté et qui marginalise, outre les masses rurales et les mineurs, une fraction importante de la petite bourgeoisie urbaine.

Bref, la faiblesse et la crise du système oligarchique ont contribué à une profonde remise en question de la relation de dépendance, en 1952, et à un bouleversement des rapports sociaux internes. Par contre, les difficultés de l'économie bolivienne et l'évolution des relations internationales ont graduellement tendu à limiter la portée de ces transformations. L'histoire du Nationalisme populaire peut s'écrire comme celle d'une tension entre, d'une part, les institutions économiques et sociales instaurées par le M.N.R. et, d'autre part, la nécessité de redresser l'économie et les conditions posées à l'attribution d'une aide internationale à cette fin.

Le M.N.R. reflète bien les contradictions de la société durant les douze années où il a accaparé le pouvoir. Ce parti réunit, en effet, une élite de développement, issue de la petite bourgeoisie surtout, et les travailleurs organisés, par l'entremise de leurs principaux dirigeants syndicaux. L'entente entre ces deux fractions est fondée sur leur incapacité respective à s'imposer isolément à l'ensemble de la société. Mais une telle collaboration suppose que le modèle de développement adopté soit compatible avec les réformes sociales et que la participation au pouvoir des chefs syndicaux soit suffisante et se traduise par des avantages concrets pour leurs troupes. Ces conditions, assez faciles à réaliser tant que la lutte contre l'oligarchie restait prioritaire, n'ont pu être maintenues longtemps et, au fil du temps, les rivalités se sont accusées au sein du Parti.

On a vu, en effet que l'idéologie développementaliste de la fraction petite-bourgeoise du M.N.R. était fragile ; les difficultés de l'économie et les pressions et

incitations externes ont eu raison de cette orientation. L'accent s'est déplacé de la nécessité d'intégrer davantage les différents secteurs de l'économie, de la diversifier et de développer l'industrie de transformation, vers la lutte contre une inflation galopante d'abord, puis vers la rentabilisation des mines nationalisées. Loin de promouvoir le développement, la libération nationale et le progrès social, comme il s'y était engagé, le M.N.R. s'est bientôt institué en gestionnaire des plans américains de modernisation, si l'on excepte une certaine résistance à la dénationalisation des secteurs principaux de l'économie. Selon Blasier¹, la Mission américaine comprenait, en 1959, 118 personnes, c'est-à-dire deux fois plus qu'au Chili ou en Colombie, presque autant qu'au Brésil ; bien que ce nombre se soit stabilisé aux alentours de 72 membres en 1960, les programmes d'aide n'en couvraient pas moins l'agriculture, l'industrie, l'administration publique, l'éducation et la santé.

Quant à l'aile syndicale du M.N.R., elle s'est comportée comme si la participation aux différents appareils politiques et économiques de l'État et la défense des revendications immédiates des travailleurs constituaient ses objectifs exclusifs. Jamais, lorsqu'elle se trouvait en position favorable, elle n'a cherché à supplanter la fraction rivale et à gérer elle-même la société. Jamais elle ne s'est mobilisée contre les grandes options du régime, sauf défensivement, lorsque leurs conséquences commençaient à affecter directement les travailleurs et leurs organisations. Son action en faveur du développement a donc été négligeable ; son anti-impérialisme ne s'est pas affirmé dans les faits.

Cette attitude défensive a accrédité l'idée que le syndicat et plusieurs des institutions issues de la Révolution constituaient un obstacle au développement et, en tout cas, à l'obtention d'une aide jugée indispensable au redressement de l'économie. L'éclatement du Parti semblait donc inévitable, entre une élite sans projet propre de changement et des dirigeants syndicaux accrochés à des institutions largement orientées vers la promotion d'intérêts immédiats et particuliers.

En 1964, le renversement du M.N.R. s'est produit sans que les organisations de gauche soient détruites, dans la mesure où celles-ci étaient généralement dans l'opposition à la fin du régime. C'est pourquoi l'élite militaire qui s'est substituée aux partis, désormais trop affaiblis et divisés pour s'imposer, a mis un certain temps avant de s'accorder sur un projet économique, social et politique : deux types d'orientations et d'alliances étaient encore concevables. L'accession au pouvoir de Banzer signifie le triomphe d'une de ces options au sein de l'armée et, en dernier ressort, la domination de cette dernière sur l'ensemble des forces politiques ou syndicales.

¹ C. BLASIER, « The United States... », op. cit., p. 37.

Sous le M.N.R., il existait une certaine marge de liberté et de compétition dans l'ensemble des sphères de la société, y compris au niveau politique ; le Parti lui-même était loin d'être homogène et ses fractions rivales et leurs clientèles respectives s'y livraient à une concurrence et parfois à une lutte sans merci. Une fois installée au pouvoir, l'élite militaire a accentué les traits coercitifs du régime, qui s'est bientôt apparenté aux systèmes bureaucratiques-autoritaires analysés par O'Donnel dans ses écrits récents sur l'Argentine et le Brésil.

Pour cet auteur, l'État bureaucratique-autoritaire repose sur une alliance non exempte de tensions entre la bourgeoisie oligopolistique à vocation internationale et les militaires. Il se caractérise par l'abandon d'une politique nationale de développement et la poursuite d'une croissance intérieure largement tributaire du capital international. Mais cette optique suppose un ajustement radical de la société ; aussi l'État bureaucratique-autoritaire s'attache-t-il à « normaliser » l'économie du pays – par l'anti-interventionnisme étatique et le financement international – et à supprimer tout mécanisme susceptible de véhiculer des revendications populaires de justice substantive.

La base sociale d'un tel État est forcément étroite, puisqu'il dissocie la croissance et la redistribution et qu'il menace les classes et fractions, même bourgeoises, dont les intérêts sont indissociables du développement national. C'est aussi un État très coercitif et d'autant plus séparé de la société civile qu'il supprime les médiations entre cette dernière et lui-même : démocratie, organisations de classe, et même nation dans la mesure où le consensus relatif qui la fonde est conçu comme un projet à réaliser contre les ennemis de l'intérieur et non comme une réalité présente. Les élites dirigeantes ne peuvent donc tenter de légitimer leurs politiques autrement qu'au nom de l'efficacité et de la rationalité technique. Bref, comme le souligne encore O'Donnel, les atteintes aux droits humains, le rejet du nationalisme économique et l'absence de justice sociale, qui sont le plus souvent reprochés à ce type d'État, traduisent bien le caractère manifeste de la domination qu'il exerce.

Le M.N.R. aura finalement contribué à l'instauration d'un État bureaucratique-autoritaire en renonçant très vite à se comporter comme une élite de développement. L'étude des récents gouvernements militaires reste à faire, pour la Bolivie¹. Mais on peut déjà avancer que l'un des traits spécifiques du nouvel État sera la faiblesse de son orientation modernisatrice, faute d'une bourgeoisie comparable à celles qui existent en Argentine et au Brésil, voire au Chili. Fondé sur l'exclusion sociale et la répression politique, le régime bolivien apparaît clairement conservateur. La modernisation des idéologies et des institutions est pratiquement

¹ Voir cependant le travail de J. DUNKERLEY, *Bolivia Coup d'état*, Londres, Latin America Bureau (Research and Action), 1980.

abandonnée aux influences étrangères, tandis que la corruption fleurit, que les capitaux internationaux sont ouvertement sollicités et que l'on cherche à satisfaire aux conditions de leur obtention. Bref, que ce soit au point de vue de l'intégration des masses dans une économie diversifiée, au point de vue des rapports de classes, ou à celui de l'autonomie nationale, la Bolivie que les militaires « reconstruisent » est à l'opposé du projet révolutionnaire de 1952.

S'il existe une alternative à l'État bureaucratique-autoritaire, la réalisation éventuelle de celle-ci dépend largement, dans un pays aussi dépendant que la Bolivie, du contexte international et de l'attitude des États-Unis. Si l'on se fie au passé récent, il semble que deux types d'alliances soient possibles et on a, dans cette étude, essayé d'en dessiner les orientations. La première est axée sur l'appareil militaire, qui gouverne avec l'appui de partis de la petite bourgeoisie et peut, à l'occasion, mobiliser certains groupes de la paysannerie. L'autre repose moins sur l'armée, où les tendances nationalistes et populaires sont minoritaires, et dépend donc davantage de l'appui des partis de la petite bourgeoisie nationaliste et de certains partis ouvriers. On a vu néanmoins que le morcellement de la gauche politique et la grande méfiance de certaines de ses composantes à l'égard des militaires nationalistes, joints aux réticences de la plupart des officiers supérieurs, rendaient cette coalition très vulnérable.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que nulle alliance politique ne supplantera le bureaucratisme autoritaire, qui ne soit à la fois sociale et nationaliste et qui ne se gagne au moins la neutralité d'une paysannerie généralement peu encline aux aventures politiques et aux grands projets de transformation globale de la société. À défaut de la neutralité de l'armée, l'appui d'une fraction des militaires continuera sans doute longtemps d'être déterminant.

Liste des principaux sigles

[Retour à la table des matières](#)

C.B.F.	Corporation bolivienne de développement
C.G.T.F.B.	Confédération générale des travailleurs du textile de Bolivie (<i>fabriles</i>)
C.N.S.S.	Caisse nationale de sécurité sociale
C.O.B.	Centrale ouvrière bolivienne
C.O.B.U.R.	Centrale ouvrière bolivienne d'unité révolutionnaire
COMIBOL	Corporation minière de Bolivie
F. S. B.	Phalange socialiste bolivienne
F.S.T.M.B.	Fédération syndicale des travailleurs des mines de Bolivie
F.U.B. (puis C.U.B.)	Fédération universitaire bolivienne
F. U. L.	Fédération universitaire locale
M. N. R.	Mouvement nationaliste révolutionnaire
M.N.R.A. (ou P.R.A.)	Mouvement nationaliste révolutionnaire authentique
P.C.B.	Parti communiste de Bolivie
P. I. R.	Parti de la gauche révolutionnaire
P.O.R.	Parti ouvrier révolutionnaire
P. R. I. N.	Parti révolutionnaire de la gauche nationale
S.A.I.	Service agricole interaméricain
U.M.S.A.	Université majeure de Saint-André (Le Paz)
Y.P.F.B.	Gisements pétrolifères d'État de Bolivie

Quelques points de repère chronologiques

[Retour à la table des matières](#)

Juin 1932 – juin 1935 :	guerre du Chaco, contre le Paraguay
Mai 1936 – juillet 1937 :	gouvernement du colonel Toro
Août 1937 – août 1939 :	gouvernement du colonel Busch
Décembre 1943 – juillet 1946 :	gouvernement du commandant Villarroël
Mai 1951 :	victoire du M.N.R. aux élections, suivie de junte militaire
9 avril 1952 :	révolution et prise du pouvoir par le M.N.R.
1952 – 1956 :	gouvernement de Paz Estenssoro (M. N. R.)
1956 – 1960 :	gouvernement de Hernan Siles Suazo M..N.R.)
1960 – 1964 :	gouvernement de Paz Estenssoro, interrompu par le coup d'État du général Barrientos (novembre)
Novembre 1964 – juillet 1966 :	junte militaire dirigée par les généraux Barrientos et Ovando
Juillet 1966 – avril 1969 :	gouvernement de Barrientos
Octobre 1967 :	mort de Che Guevara
Avril 1969 – septembre 1969 :	gouvernement civil de Luis Adolfo Siles Salinas
Septembre 1969 – octobre 1970 :	junte militaire dirigée par Ovando